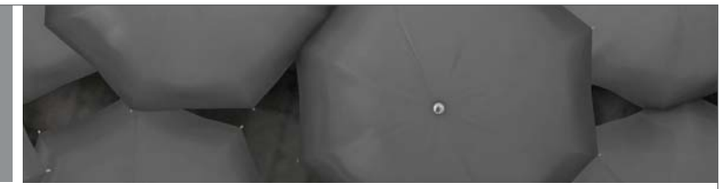

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS TOME 1

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AVRIL 2015

Québec

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2015-2016** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
1	Indiquer la somme dépensée en 2014-2015 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	3
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2013 concernant le Taser.	4
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés pour l'année 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	6
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2014-2015 qui n'ont pas été reconduits en 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis.	28
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2015-2016.	29
7	Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2014-2015, conformément à la volonté gouvernementale d'atteindre d'équilibre budgétaire.	30
8	Pour l'année 2014-2015, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	31
9	Pour l'année 2014-2015, le nombre d'employés au ministère à statut occasionnel et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	32
10	Pour l'année 2014-2015, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	33
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2014-2015 et comparaison avec les quatre années précédentes.	34
12	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2014-2015.	35
13	Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2015-2016.	36
14	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2014-2015, en incluant les coûts.	37
15	État de situation sur la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2014-2015.	40
16	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	41
17	Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.	89
18	Copie de tout document du ministère et de toute intervention de la ministre relativement aux impacts du projet de loi C-51.	91

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2015-2016** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
19	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a) Au 1er mars 2015, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2015-2016; c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er juin 2014 et le 1er mars 2015; e) Bilan des activités de l'UPAC.	92
20	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système. Pour 2014-2015, indiquer le total des sommes consacrées au projet Sentinelle.	97
21	Montant dédié à la mise en place d'un registre des armes à feu québécois pour 2014-2015.	98
22	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.	99
23	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2014-2015.	113
24	L'investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.	113
25	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2015, réparti par district et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	113
26	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2015.	113
27	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2015.	113
28	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2014-2015 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2014 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	113
29	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2014-2015.	113
30	Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants.(Drummondville, Shawinigan, etc.).	113
31	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour l'année 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues.	113
32	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2014-2015.	113
33	Effectifs dévolus aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2014-2015.	113
34	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2014-2015.	114

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2015-2016** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
35	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	114
36	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	114
37	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	114
38	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2014-2015.	115
39	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.	116
40	État de situation de la construction de l'Établissement de Roberval. Coût final du projet.	117
41	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	118
42	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2015; ventilation par condamné et prévenu.	119
43	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	120
44	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement en 2014-2015.	131
45	Depuis 2006-2007, le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur; ventilation par année.	132
46	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2009.	133
47	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2014-2015.	134
48	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2009-2010.	135
49	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2009-2010.	136
50	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.	137
51	Depuis 2009-2010, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	138
52	Depuis 2009-2010, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	139
53	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2009-2010 et par région administrative.	140
54	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2009-2010.	140
55	Le coût des roulottes dans les établissements de détention depuis 2009-2010, par année financière et par établissement de détention.	141
56	État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'établissement de détention de Québec, incluant les coûts.	142
57	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	144
58	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	146

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2015-2016** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
59	Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	147
60	Pour l'année 2014-2015, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	181
61	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2014-2015.	182
62	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2013-2014 et en 2014-2015.	183
63	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2013-2014 et en 2014-2015.	184
64	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2011-2012, et ce, par année.	187
65	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser depuis 2011-2012, par année financière, par corps policier et par région.	188
66	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2011-2012, en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015.	189
67	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2011-2012, en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015.	191
68	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.	192
69	Nombre de crimes haineux par année depuis 2009-2010.	193
70	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	194
71	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.	195
72	Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventillées prévues pour 2015-2016. Effectifs assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectifs prévus cette année.	197
73	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	199
74	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2013-2014 et 2014-2015.	200
75	État de situation au 31 mars 2015 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2014-2015 et fournir les précisions pour 2015-2016. Ventiler la mise en œuvre par : a) orientation de la Politique; b) objectif de la Politique; c) ministère de mise en oeuvre; d) résultats atteints en 2014-2015; e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2015-2016; f) budget pour chaque action; g) tout document produit à cet effet.	201
76	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2014-2015, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	202
77	Les effectifs du Bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2014-2015.	203
78	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 ainsi que les augmentations prévues.	204

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2015-2016** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
79	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2009 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	205
80	La liste des enquêtes terminées en 2014-2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	206
81	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	210
82	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2014-2015.	211
83	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2014-2015.	212
84	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	213
85	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2014-2015 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	214
86	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2014-2015 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	216
87	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	217
88	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2014-2015.	218
89	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 ainsi que les augmentations prévues.	219
90	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2014-2015.	220
91	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2015, par catégorie et par origine.	221
92	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	222
93	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2014-2015, et prévisions pour 2015-2016.	223
94	La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2014-2015, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	224
95	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2014-2015, (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).	227
96	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2014-2015.	228
97	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'informations contenues dans les dossiers des détenus.	230
98	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'École nationale de police du Québec (ÉNPQ), par catégorie d'emploi, pour la période 2014-2015.	231
99	La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues.	232
100	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	233
101	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	235
102	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2014-2015 et montant de la subvention prévue pour 2015-2016.	236

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2015-2016** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
103	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2014-2015.	237
104	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	238
105	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2014-2015.	239
106	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2014-2015, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	240
107	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2014-2015, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	241
108	Le nombre de licences de bingo, selon la catégorie, pour la période 2014-2015. (Changement suite à de nouvelles règles depuis juin 2008 - « licences de bingo » et non « évènements de bingo »)	242
109	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes depuis 2009-2010 par année financière.	243
110	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2014-2015.	244
111	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2014-2015 ainsi que le résultat de chacune des décisions.	245
112	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2009-2010, et ce, par année financière.	246
113	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2009-2010, et ce, par année.	247
114	Subvention versée par le MSP depuis 2003-2004, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.	248
115	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2014-2015, par région.	249
116	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2014-2015.	250
117	Total des dépenses effectuées par le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), selon les plus récentes données disponibles.	251
118	Budget alloué au BEI pour l'année 2015-2016.	252
119	Effectif du BEI en date du 31 mars 2015.	253
120	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2015-2016.	254

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 1 : Indiquer la somme dépensée en 2014-2015 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2014-2015

TOTAL	**895 010 $**

ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	**599 $**

LICENCES	**15 276 $**

LOGICIELS	**- $**

SERVICES PROFESSIONNELS	**879 135 $**
Services professionnels - CSPQ	1 675 $
Télécommunications - CSPQ	33 135 $
Services professionnels internes	233 315 $
Services professionnels externes	611 010 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 1 : Indiquer la somme dépensée en 2014-2015 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2014-2015

TOTAL	**12 955 664 $**
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE [1]	**943 796 $**
LICENCES [1]	**834 942 $**
LOGICIELS [1]	**13 785 $**
SERVICES PROFESSIONNELS	**11 163 141 $**
Services professionnels - CSPQ	1 167 756 $
Télécommunications - CSPQ	3 518 017 $
Services professionnels internes [2]	5 297 237 $
Services professionnels externes	1 180 131 $

[1] Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers et la Sûreté du Québec.
[2] Ce montant inclus le temps capitalisable dans les projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 :	**Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2014 [1] concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.**
Aucun	

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées (2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2013 [1] concernant le Taser.

L'École a analysé et/ou obtenu les analyses suivantes en matière d'arme à impulsions électriques (AIE) :

Clarke, C., & Andrews, S. P. (2014). The ignitability of petrol vapours and potential for vapour phase explosion by use of TASER® law enforcement electronic control device. *Science & Justice*, *54*(6), 412-420.

Criscione, J. C., & Kroll, M. W. (2014). Incapacitation recovery times from a conductive electrical weapon exposure. *Forensic science, medicine, and pathology*, *10*(2), 203-207.

Ferdik, F. V., Kaminski, R. J., Cooney, M. D., & Sevigny, E. L. (2014). The Influence of Agency Policies on Conducted Energy Device Use and Police Use of Lethal Force. *Police Quarterly*, 1098611114548098.

Gill, J. R. (2014). The syndrome of excited delirium. *Forensic science, medicine, and pathology*, *10*(2), 223-228.

Ho, J. D., Dawes, D. M., Chang, R. J., Nelson, R. S., & Miner, J. R. (2014). Physiologic effects of a new-generation conducted electrical weapon on human volunteers. *The Journal of emergency medicine*, *46*(3), 428-435.

Kroll, M. W., Lakkireddy, D. R., Stone, J. R., & Luceri, R. M. (2014). TASER electronic control devices and cardiac arrests: coincidental or causal?. *Circulation*, *129*(1), 93-100.

Kunz, S. N., Aronshtam, J., Tränkler, H. R., Kraus, S., Graw, M., & Peschel, O. (2014). Cardiac Changes Due to Electronic Control Devices? A Computer-Based Analysis of Electrical Effects at the Human Heart Caused by an ECD Pulse Applied to the Body's Exterior. *Journal of forensic sciences*, *59*(3), 659-664.

O'Brien, A. J., & Thom, K. (2014). Police use of TASER devices in mental health emergencies: A review. *International journal of law and psychiatry*, *37*(4), 420-426.

Zipes, D. P. (2014). TASER electronic control devices can cause cardiac arrest in humans. *Circulation*, *129*(1), 101-111.

Toronto Police Service. « Conducted Energy Weapon ». *Police encounters with people in crisis* [en ligne]. An independent review conducted by the Honourable Frank Iacobucci. 2014, p. 244-247. Site: Toronto Police Service. http://www.torontopolice.on.ca/publications/files/reports/police_encounters_with_people_in_crisis_2014.pdf

[1] Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études de crédits antérieurs (2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2013 [1] concernant le Taser.
Aucune

[1] Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études de crédits antérieurs (2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur – MSP Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu
Comité sur l'incarcération des personnes détenues en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	Négocier une entente concernant la garde de personnes détenues par les Services correctionnels du MSP à la demande de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Il s'agit de permettre aux Services correctionnels du MSP de mieux gérer les places en détention et de recevoir une compensation financière adéquate.	Services correctionnels du MSP et ASFC	Aucun	Travaux en cours
Comité conjoint du MSP et du MSSS sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP, MSSS	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) relative à la prestation des services de main-d'oeuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS	MSP, MESS	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MELS.	MSP, MELS	Aucun	Travaux en continu
Comité d'implantation du Plan d'action gouvernemental 2010-2013 pour la réinsertion sociale des personnes contrevenantes	Prendre les décisions propres à s'assurer le succès de la mise en œuvre du plan et s'assurer de l'implication des organisations tout au long de sa réalisation. Voir aussi au respect des échéanciers et des résultats atteints par rapport aux indicateurs préétablis.	Services correctionnels du MSP, MELS, MESS, MSSS	Aucun	Travaux terminés
Comité de travail sur les libérations par erreur	Analyser la situation et proposer des solutions afin d'éviter les libérations par erreur.	Services correctionnels du MSP, ministère de la Justice du Québec (MJQ)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les impacts des décisions du tribunal sur la gestion des personnes incarcérées	Optimiser l'utilisation du Centre judiciaire Gouin; Évaluer la pertinence d'un assouplissement des règles de transfert des dossiers vers un autre district judiciaire; Échanger sur les modalités de divulgation de la preuve à l'accusé lorsque celui-ci est maintenu sous garde dans un établissement de détention; Trouver des solutions afin de diminuer le nombre de requêtes faites au tribunal concernant les conditions ou le lieu de détention; Proposer une stratégie pour favoriser l'utilisation des visiocomparutions; Favoriser les mécanismes d'échange entre les partenaires de justice pénale.	Services correctionnels du MSP, Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), MJQ	Aucun	Travaux en cours
Comité directeur pour l'élaboration d'un programme de prélèvement de substances corporelles (Shoker)	Analyser l'opportunité de mettre en place ou non un programme de prélèvement de substances corporelles.	MSP, DPCP, MJQ	Aucun	Travaux complétés

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Conseil sur les services policiers du Québec	Donner son avis au ministre sur toute question relative aux services policiers au Québec, plus particulièrement sur : 1. les besoins de la population; 2. l'orientation des services policiers en fonction des priorités pour chacun des domaines de pratique policière ainsi que de l'évolution, de l'organisation, de la distribution et de l'harmonisation de ces services; 3. leurs coûts; 4. l'adaptation de tels services face aux besoins en émergence, aux réalités nouvelles et aux standards de qualité. Donner son avis sur toute question que le ministre soumet au Conseil. Faire des recommandations à l'égard des responsabilités qui sont confiées au Conseil.	MSP, SQ, SPVM (Service de police de la Ville de Montréal), SPVQ (Service de police de la Ville de Québec), ENPQ, Union des municipalités du Québec, Fédération québécoise des municipalités, Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Centre international pour la prévention de la criminalité	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Le Comité de concertation assure l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec, en vue de favoriser la meilleure adéquation possible entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre. Il a aussi pour mandat de traiter des objectifs des programmes de formation, du profil de compétences ainsi que des mécanismes permettant de répondre aux besoins d'effectifs policiers, et ce, dans le contexte des programmes menant au diplôme d'études collégiales ou à une attestation d'études collégiales en Techniques policières ainsi qu'au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'ENPQ. Ce comité veille également à la mise en œuvre du programme de formation policière menant à une attestation d'études collégiales.	MSP, MESRST, ENPQ, SPVM, SQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité de révision du modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la Sûreté du Québec (SQ)	Réviser le modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la SQ.	MSP, SQ, Fédération québécoise des municipalités, Union des municipalités du Québec	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les interventions policières sur les emprises ferroviaires du Québec (CIPEFQ)	1. Dresser un état de situation concernant les interventions policières sur les emprises ferroviaires au Québec : a. Identifier les différentes problématiques rencontrées lors de ces interventions; b. Faire des recommandations, s'il y a lieu, aux MSP et MTQ pour l'amélioration de la situation actuelle. 2. Rédiger un guide d'intervention policière sur les emprises ferroviaires au Québec et ajuster les pratiques policières en conséquence : a. Procéder à un inventaire des directives internes des organisations policières en matière d'intervention sur les emprises ferroviaires; b. Définir clairement les rôles et responsabilités des différents partenaires selon la juridiction à laquelle appartient le territoire où survient l'évènement. 3. Étudier la législation existante et la capacité de poursuivre les infracteurs : a. Déterminer s'il y a lieu d'apporter certaines modifications législatives provinciales actuelles.	MSP, MTQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, ENPQ, Association des chemins de fer du Canada, Agence métropolitaine de transport, Chemins de fer de compétence québécoise, Chemins de fer d'entreprise, Canadien National, Canadien Pacifique, Via Rail Canada, Bureau de la sécurité des transports du Canada	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les témoins experts policiers	Dresser un état de situation sur les problématiques entourant les témoins experts policiers au Québec, particulièrement en emploi de la force. Identifier, en collaboration avec les organisations participantes, des pistes de solution permettant d'améliorer ce processus.	MSP, DPCP, ENPQ, Commissaire à la déontologie policière, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la statistique policière	1. Conseiller le ministre en élaborant et transmettant des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière; 2. Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques, visant notamment l'amélioration de la qualité de la statistique policière; 3. Assurer le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau	Aucun	Travaux en suspens
Comité intersectoriel sur les gangs de rue	Assurer la concertation des intervenants et la coordination accrue de leurs initiatives visant à prévenir et à contrer le phénomène des gangs de rue au Québec. Le comité permet également de faire le suivi des travaux réalisés dans chacune des mesures du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014.	MSP, SQ, SPVM, MSSS, MICC, MELS, MCE, MJQ, DPCP, Agence des services frontaliers du Canada – région de Québec, CJM – Institut universitaire, Ville de Montréal, Service du renseignement criminel du Québec, Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement	Aucun.	Travaux en cours
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité et soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le dédoublement des procédures et des analyses à effectuer.	MSP, MSSS, MELS, MICC, MFA, MJQ, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité santé et sécurité publique à l'égard des programmes de prévention des ITSS/UDI	Améliorer la cohérence entre les actions de sécurité publique et les actions de santé publique auprès des personnes qui font usage de drogues injectables dans le respect des missions respectives et des lois en vigueur.	MSP, MSSS, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Terrebonne, ADPQ	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le *Guide de pratiques policières*.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de la Ville de Terrebonne, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Travaux en continu
Comité de suivi pour la communication des inconduites policières	Effectuer le suivi de la procédure pour la communication des inconduites policières.	MSP, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur sur la divulgation de la preuve	Établir une entente entre le DPCP et les corps de police concernant le partage de renseignements aux fins de l'exercice des poursuites criminelles et pénales.	MSP, DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Travaux en cours
Comité provincial de filtrage	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des processus de filtrage. Uniformiser le processus de filtrage.	MSP, MELS, SQ, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 5	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur l'utilisation du réseau routier pour la tenue d'événements spéciaux (coprésidence MSP/MTQ)	Coordonner les interventions du MTQ et de la SQ en matière d'autorisation et de contrôle des événements spéciaux se déroulant sur les routes du Québec afin d'assurer la sécurité du public voyageur et des participants, tout en limitant les ressources affectées à ces événements et en soutenant le développement économique et social des régions.	MSP, SQ, MTQ	Aucun	Travaux en cours
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie (CCCCA)	Améliorer et harmoniser les pratiques policières. Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions. Assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants. Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue. Émettre des avis et proposer des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, ADPQ	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial	Participer à la mise en place et au suivi des mesures du nouveau plan d'action gouvernemental 2015-2018 concernant la prévention de la discrimination et du profilage racial dans les organisations policières. Ce plan d'action sera adopté à l'automne 2015. Constituer une plate-forme d'échanges de bonnes pratiques et de réseautage pour le milieu policier; Faire connaître les meilleures pratiques liées aux stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial et social qui puissent être adaptées aux particularités de chaque milieu desservi par les corps de police; Favoriser la collaboration policière, par l'échange, dans l'élaboration de leurs politiques et orientations internes en matière de profilage racial; Développer une expertise sur le profilage racial; Conseiller le MSP en matière de profilage racial.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	Connaître les initiatives existantes sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme et de dégager les pratiques efficaces.	MSP, ENPQ, ADPQ, représentants de tous les corps de police municipaux, Wendake (représentant des corps de police autochtones)	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité consultatif sur l'application des mesures extrajudiciaires par les policiers (LSJPA)	Réaliser l'évaluation du projet pilote sur la mesure de renvoi et statuer sur la poursuite de celui-ci.	MSP, MJQ, MSSS , DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, ENPQ, ADPQ, Services de police de la Ville de Granby, de la Ville de Terrebonne et de l'agglomération de Longueuil, Association des centres jeunesses du Québec, Centre jeunesse de Montréal, Centre communautaire juridique de Montréal, Réseau des organismes de justice alternative du Québec	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les empreintes digitales	Résoudre les problématiques relatives à la prise des empreintes digitales et à leur enregistrement au casier judiciaire géré par la Gendarmerie royale du Canada en vertu de la Loi sur l'identification des criminels.	MSP, SQ, ENPQ, DPCP, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Repentigny, Service de police de Laval, ADPQ	Aucun	Travaux en suspens
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Produire un plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer l'exploitation sexuelle à partir des recommandations concernant le volet social seulement de l'avis du Conseil du statut de la femme, « La prostitution : il est temps d'agir ».	MSP, SCF, MAMOT, MESRST, MELS, MJQ, MESS, SAA, MICC, MSSS	Aucun	Travaux en cours
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Le mandat du comité est de documenter, de suivre, d'analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-de Blainville, Service de police de Granby	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	Réévaluer la structure actuelle des pratiques policières liées à l'emploi de la force. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques. Traiter tout mandat en lien avec l'emploi de la force soumis par les autorités du MSP.	MSP, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Laval, Corps de police représentant les niveaux 1 et 2	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur l'entrevue non suggestive	Discuter avec tous les acteurs concernés des problématiques reliées à l'entrevue non suggestive. Clarifier le rôle et les responsabilités des policiers et des intervenants de la DPJ lors de l'entrevue non suggestive des mineurs. Élaborer une procédure provinciale sur l'entrevue non suggestive qui après approbation des autorités sera inscrite dans la mise à jour de l'entente.	MSP, MSSS, DPCP,MJQ, MFA,MELS	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail et sous-comité concernant la sécurité et l'application de la Loi sur la sécurité privée et de son règlement dans les festivals et les événements du Québec	Travailler de façon concertée à l'élaboration du Guide d'application de la Loi sur la sécurité privée à l'intention des organisateurs de festivals et d'événements au Québec en fonction des échéances prévues et des demandes du groupe de travail.	MSP, TQ, Festivals et événements Québec (FEQ), Regroupement des événements majeurs internationaux, BSP	Aucun	Travaux terminés
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite d'alcool et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en cours
ACCEF - Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec. Déceler les stratagèmes et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en cours
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Définir la notion de crimes économiques et financiers. Déterminer un certain nombre de critères permettant d'identifier les stratagèmes pouvant être traités par les unités d'enquête. Présenter et décrire les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes. Décrire les moyens mis en place dans d'autres juridictions. Proposer au Comité de planification et de suivi des façons de faire visant à contrer ce type de crimes. Mettre en place un mécanisme de veille afin de maintenir à jour le niveau de connaissance de l'unité d'enquête. Collaborer à l'élaboration de la formation offerte aux unités d'enquête.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP	Aucun	Travaux en cours
Projet Nocturne – Comité de suivi	Assurer la coordination du programme et son évolution. Il a également pour mandat de favoriser le partenariat entre les corps policiers et les propriétaires de bars.	MSP, SQ, SPVM, ADPQ, Service de police de la Ville de St-Jérôme, Régie de police de Memphrémagog, Service de police de Laval, Corporation des propriétaires de bars	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête. Favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes sur des fraudes touchant plusieurs M/O et améliorer leur coordination. Conseiller les décideurs sur les modifications législatives et réglementaires permettant de lutter plus efficacement contre la fraude.	MSP, DEC, MESS, MIDI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CSST, Hydro-Québec	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la production de marijuana à des fins médicales (*Ad hoc*)	Faire le point sur les impacts du nouveau règlement sur la marijuana à des fins médicales, notamment pour les municipalités, cerner les différents enjeux de sécurité publique et coordonner les communications auprès des divers intervenants concernés, le cas échéant.	MSP, MAMOT, MSSS, UMQ, FQM, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Granby et Service de police de la Ville de Terrebonne.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif sur les jeux de hasard (*Ad hoc*)	Consulter les ministères et les organismes concernés par les questions abordées par le groupe de travail FPT sur les jeux de hasard piloté par Justice Canada auquel participent le MSP et le MJQ.	MSP, MJQ, SQ, MFQ, Loto-Québec, RACJ, MCE	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CSST, CSPQ, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MESS, MEIE, MERN, MFFP, MSSS, MTQ, MESS – Services Québec, SHQ, SQ, Coroner, CSST, MCC, MELS, MESRS, MFQ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRIF, RQ, STQ, Tourisme Québec, MFA, MIDI, et SCT.	Aucun	Travaux en cours
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, MESS – Services Québec, MERN, SQ, HQ, MESS, MAPAQ, MTQ, MDDELCC, MSSS, MAMOT et MRIF et SCT.	Aucun	Travaux en cours
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, MEIE, MAPAQ, MESS – Services Québec, MDDELCC, HQ, MERN, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MAMOT, MTQ et SCT.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Eau destinée à répondre aux besoins des personnes sinistrées	Déterminer le partage des responsabilités entre les acteurs quant à la ressource Eau destinée à répondre aux besoins des personnes sinistrées, ainsi que les priorités de gestion des demandes.	MSP, MAPAQ, MDDELCC, MSSS, MAMOT et MTQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche de rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MEIE, MESS, MERN, MSSS, MTQ, SCT, SHQ, RBQ, MESS – Services Québec et SQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MFQ, MEIE, MAPAQ, SHQ, SIQ, MESS – Services Québec, MDDELCC, MAMOT, MERN, MFFP, HQ, CSPQ, SQ, MTQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolé	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieu isolé.	MSP, MTQ, SQ, MSSS, MERN, MDDELCC, SÉPAQ, SAAQ, CSST, MAMOT, ACSIQ, MFFP, Services Québec, ADGMQ, ADPQ, FQM et UMQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le risque radiologique et nucléaire	Réaliser un portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec et un portrait des ressources humaines et matérielles spécialisées disponibles dans les M/O pour y faire face. À partir de ces portraits, proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec au regard des risques radiologiques et nucléaires.	HQ, MAPAQ, MDDELCC, MERN, MSP, MSSS, MTQ, Services Québec, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	MSP, CSST, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MEIE, MERN, MSSS, MTQ, RBQ, Services Québec, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN)	Établir le PAN et en assurer le suivi au cours des dix années à venir. Ce plan doit interpeller tous les acteurs de la société, du citoyen aux MO, en passant par les municipalités locales et régionales ainsi que les organisations et entreprises de toutes natures.	MAMOT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MEIE, MESS, MERN, MSSS, MSP, MTQ, SCT, SQ, HQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur les feux de forêt	Formuler des recommandations à l'OSCQ afin de répondre aux problématiques soulevées par le sous-comité de travail de l'OSCQ sur les feux de forêt.	CSPQ, HQ, MAMOT, MFFP, MSP, MTQ, SAA, SHQ, SOPFEU, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ CBRNE	Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE liés aux actes terroristes et pouvant également s'appliquer aux incidents CBRN accidentels, en collaboration avec les MO possédant des ressources humaines et matérielles spécialisées et en complémentarité aux interventions déjà prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC), afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention. Proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec pour les incidents impliquant des agents CBRNE.	Bureau du coroner, MAPAQ, MDDELCC, MSP, MSSS, MTQ, SQ et CSST.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTQ, MDDELCC, Centre d'expertise hydrique du Québec et MAMOT.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTQ, MDDELCC et MAMOT.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail – Inondation	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MAMOT, MDDELCC et Centre d'expertise hydrique du Québec, MFFP, MSP et MTQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif fédéral / provincial relativement à l'Entente d'assistance financière découlant du sinistre survenu dans la Ville de Lac-Mégantic	Soumettre au ministre de la Sécurité publique et de Sécurité publique du Canada, des avis concernant le remboursement des dépenses ne figurant pas, *a priori*, à l'entente, mais qui pourraient être considérées à la suite d'une analyse des deux gouvernements.	MSP, MAMOT, MDDELCC Ministères fédéraux.	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel sur la protection contre l'incendie dans les résidences privées pour aînés	Renforcer la protection contre l'incendie des nouvelles résidences privées pour aînés, de même que toutes les résidences existantes, par l'examen des modalités d'ajout d'un réseau de gicleurs à eau.	MSP, RBQ, MSSS, MFQ et SHQ MFA et MTrav.	Aucun	Travaux en cours Règlement modifiant le Code de construction du Québec publié à la Gazette officielle (10 sept. 2014) Projet de règlement pour modifier le CBCS concernant l'installation de gicleurs dans les RPA existantes publié dans la Gazette officielle (25 février 2015)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité intersectoriel sur la sécurité incendie pour la certification dans les résidences privées pour aînés – plan de sécurité incendie	Examiner la problématique liée à l'élaboration et à l'implantation des plans de sécurité incendie pour les résidences privées pour aînés, proposer et convenir de solutions visant à accroître significativement la sécurité de ces personnes dans le cadre de la certification, soutenir les partenaires (services de sécurité incendie, exploitants de RPA) par l'élaboration de guides en lien avec le Règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité et les normes d'exploitation d'une résidence privée pour aînés, sous l'égide du MSSS.	MSP, MSSS, RBQ, ACSIQ et RQRA.	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur les alarmes non fondées	Étudier des solutions visant à réduire substantiellement l'occurrence et les conséquences négatives des alarmes d'incendie non fondées.	MSP, RBQ, ACSIQ, l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, ATPIQ, ACAI, CANASA, l'Entraide intermunicipale de sécurité incendie des Basses-Laurentides, FQM et Laboratoires des assureurs du Canada.	Aucun	Travaux terminés http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-incendie/prevenir-incendie/conseils-prevention/alarmes-incendie-non-fondees.html
Comité sur la prévention de sinistres naturels	Le Comité sur la prévention de sinistres naturels agit à titre de comité directeur. Il vise à orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MDDELCC, MSP, MAMOT, MTQ, MERN et MFFP.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur le renouvellement des orientations en matière d'aménagement du territoire – la prise en compte des zones exposées aux glissements de terrain	Revoir les orientations du gouvernement en matière d'aménagement du territoire concernant la prise en compte des zones exposées aux glissements de terrain et établir les attentes envers le milieu municipal.	MSP, MAMOT, MDDELCC, MERN et MTQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel sur l'aménagement durable des villages nordiques	Assumer un rôle d'orientation, de suivi, de recommandations et de soutien technique concernant l'aménagement durable des villages nordiques.	MDDELCC, MELS, MERN, MSSS, MSP, MTQ, HQ, RBQ, SAA, SHQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif en sécurité civile et incendie	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile et incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations ainsi que sur les enjeux associés aux deux domaines.	MSP, SQ, MAMOT, ÉNAP, RBQ (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal).	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel de rétablissement	Coordonner l'action des ministères et organismes concernés par la préparation et la mise en œuvre des plans d'action et de projets de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMOT, MDDEFP, MFEQ, MRN, MAPAQ, MTO, Services Québec et MSSS.	Aucun	Travaux en cours
Comité régional rétablissement – Région : Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	Harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMROT, MDDEFP, MFEQ, MRN, MAPAQ, Services Québec et ASSS.	Aucun	Travaux en cours
Comité technique sur les véhicules d'intervention en sécurité incendie	Développer des documents techniques de référence sur les véhicules et le matériel d'intervention en vue de leur intégration au Guide d'application des exigences relatives aux véhicules et accessoires d'intervention publié en 2005.	ACSIQ, MMQ, ULC MSP APSAM, consultant.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Le Comité d'agrément analyse les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommande au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément. L'agrément est prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile	MELS, MFA, Services Québec, MSP.	Aucun	Travaux en cours
Comité de l'interopérabilité des communications en sécurité publique	Mobiliser les partenaires du secteur de la sécurité publique pour le développement concerté de l'interopérabilité au Québec et mettre en place une offre de soutien aux premiers intervenants et aux municipalités pour la définition de leurs besoins, la mise en œuvre de leurs solutions et l'atteinte de leurs objectifs en lien avec l'interopérabilité.	SPVM, Ville de Gatineau, ACSIQ, MSSS, CSPQ, ADPQ, SQ, MSP.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur le dégagement des bornes d'incendie	Déterminer s'il est réaliste de réduire le dégagement des bornes d'incendie prescrit par le Code de la sécurité routière (CSR) sans affecter l'efficacité des opérations et la sécurité des pompiers.	MSP, MTQ et services de sécurité incendie de Montréal, de Longueuil, de Lévis et de Québec.	Aucun	Travaux terminés
Groupe de travail sur les protocoles d'intervention en présence de monoxyde de carbone	Valider quatre protocoles d'intervention en présence de monoxyde de carbone et mettre à jour les lignes directrices du MSP à cet effet. Pour leur sécurité, les pompiers doivent adapter leurs interventions lorsqu'il y a présence de monoxyde de carbone.	MSP, ACSIQ, MSSS (Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale), CSST.		Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2014-2015, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'études sur l'utilisation du gyrophare vert par les pompiers volontaires (comité coordonné conjointement par la SAAQ et le MSP)	Actualiser les données sur le sujet et consulter les organisations concernées par le gyrophare vert (associations du milieu municipal, de l'incendie et de la police) afin d'émettre de nouvelles recommandations sur le sujet aux autorités compétentes.	MSP, MTQ, MAMOT, SAAQ, MSP, FQM, UMQ, ACSIQ, ADPQ, SQ, SPVM.	Aucun	Travaux en cours
Comité directeur sur la recherche de la cause et des circonstances d'un incendie (RCCI)	Arrimer la formation en RCCI en fonction du Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal, arrimer le travail en RCCI des services de sécurité incendie avec le travail d'enquête policière à la suite d'un incendie, favoriser la collaboration entre tous les intervenants concernés par le sujet, favoriser l'échange de l'information dans le milieu, favoriser la mise en commun de l'expertise du milieu et élaborer des documents permettant de faciliter le travail des pompiers désignés à la RCCI.	MSP, ENPQ, SQ, ACSIQ, ADPQ.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur les feux de forêt	Résoudre les problématiques existantes reliées à la gestion du risque de feux de forêt. Préparer et arrimer les ressources et les stratégies pour la saison des feux de forêt.	MSP, MFFP, SQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : **Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2014-2015 qui n'ont pas été reconduits en 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis.**

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2015-2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2015-2016.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2015-2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : **Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2014-2015, conformément à la volonté d'atteindre d'équilibre budgétaire.**

Des mesures administratives en matière de contrôle des dépenses ont été annoncées le 24 avril 2014, soit :

- Gains de productivité représentant :
    - 2 % de la masse salariale;
    - 3 % des dépenses de fonctionnement;

- Resserrement de l'octroi et promesse de subventions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 8 : **Pour l'année 2014-2015, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère fournir :**
a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur CV;
d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
BUREAU DU CORONER	Voir réponse aux questions 77 et 78	Voir réponse aux questions 77 et 78	Voir la réponse aux questions 77 et 78	32 091 $
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 88 et 89	Voir réponse aux questions 88 et 89	Voir réponse aux questions 88 et 89	20 428 $
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 83 et 84	Voir réponse aux questions 83 et 84	Voir réponse aux questions 83 et 84	5 029 $
COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	Voir réponse C)	Voir réponse C)	**1-Commissaire,** M. Robert Lafrenière **:** nommé le 16 mars 2011 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2014-2015 : 165 246 $. **2-Commissaire associé aux vérifications administratives,** M. Pierre Avon : nommé le 19 octobre 2011 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2014-2015 : 154 252 $. **3-Commissaire associé à la vérification de l'intégrité des entreprises,** M. Marcel Forget: nommé le 13 novembre 2013 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2014-2015: 147 483 $.	10 512 $
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	Voir réponse aux questions 93 et 94	Voir réponse aux questions 93 et 94	Voir réponse aux questions 93 et 94	107 616 $
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	Voir réponse aux questions 103 et 104	Voir réponse aux questions 103 et 104	Voir réponse aux questions 103 et 104	28 528 $

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : http://www.premier.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp.
Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 : **Pour l'année 2014-2015, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.**

Direction support et services à la gestion	8
Direction générale des services correctionnels	53
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	2
Direction générale des affaires policières	2
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	5
Régie des alcools, des courses et des jeux	18
Bureau du coroner	0
Commissaire à la déontologie policière	3
Comité de déontologie policière	2
Commission québécoise des libérations conditionnelles	0
Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	1
TOTAL	**94**

Source : SAGIP

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : Pour l'année 2014-2015, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, **6** employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Ils se répartissent ainsi dans les secteurs d'activité :

Direction générale des services correctionnels	5
Direction générale des affaires policières	-
Régie des alcools, des courses et des jeux	-
Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale	1
TOTAL	**6**

Source : SAGIP

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2014-2015 et comparaison avec les quatre années précédentes.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2014-2015 OCCASIONNELS		
	Nbre total employés au 1er mars 2015	Nbre employés occ au 1er mars 2015	%
Bureau du sous-ministre	66	2	3 %
Direction générale des services à la gestion	207	8	4 %
Direction générale des services correctionnels	4 265	306	7 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	152	24	16 %
Direction générale des affaires policières	490	106	22 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	239	61	26 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	212	47	22 %
Bureau du coroner	138	15	11 %
Commissaire à la déontologie policière	32	1	3 %
Comité de déontologie policière	16	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	75	4	5 %
Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	73	17	23 %

Source : SAGIP, portrait au 1er mars 2015 pour 2014-2015. Média, modèle CARAC pour les années antérieures

Au 1er mars 2015, le nombre d'occasionnels à la DGSC est de 306, dont 21 ASC qui seront nommés temporaires au terme de leur formation à l'École nationale de police du Québec

Au 1er mars 2015, le nombre total d'employés au BSM est 66 dont 1 qui relève du Bureau des enquêtes indépendantes

Les étudiants et les stagiaires sont exclus.

Les membres de la haute direction sont inclus.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2014-2015.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2014-2015 OCCASIONNELS		
	Nb d'employés occasionnels au 1er mars 2015 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nb d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
TOTAL	**778**	**187**	**24 %**
Bureau du sous-ministre	6	4	67 %
Direction générale des services à la gestion	19	11	58 %
Direction générale des services correctionnels	455	149	33 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	29	5	17 %
Direction générale des affaires policières	108	2	2 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	70	9	13 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	49	2	4 %
Bureau du coroner	15	0	0 %
Commissaire à la déontologie policière	1	0	0 %
Comité de déontologie policière	0	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	7	3	43 %
Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	19	2	11 %
Indéterminés	-	-	-

Source : 2014-2015, les données sont en date du 1er mars 2015 et ont été extraites de SAGIP.
Les étudiants et les stagiaires sont exclus - Les membres de direction sont inclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 :	**Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2015-2016.**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2014-2015, en incluant les coûts.

Enquête – Déplacement domicile-travail

La collecte des données a été réalisée auprès de l'ensemble des employés du ministère de la Sécurité publique.

Sondage maison, travaux entièrement réalisés à l'interne.

Consultation des employés – Commission de révision permanente des programmes (CRPP)

La collecte des renseignements a été réalisée auprès de l'ensemble des employés du ministère et des organismes, à l'exception de la Sûreté du Québec.

Sondage maison, travaux entièrement réalisés à l'interne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2014-2015, en incluant les coûts.

Colloque des directeurs de police autochtone 2014 – Sondage d'appréciation

La collecte des données a été réalisée auprès de 25 répondants (directeurs de police autochtone).

Sondage maison, travaux entièrement réalisés à l'interne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2014-2015, en incluant les coûts.

Semaine de la sécurité civile 2014 – Sondage post-campagne

La collecte des données a été réalisée auprès de 1 002 répondants.

Léger Recherche – Stratégie – Conseil – Coût : 6 554 $

Semaine de la prévention des incendies 2014 – Sondage post-campagne

La collecte des données a été réalisée auprès de 163 répondants.

Sondage maison, travaux entièrement réalisés à l'interne.

Bulletins Inter-Action et Inter-Action-Express – Sondage sur les attentes

La collecte des données a été réalisée auprès des abonnés des bulletins Inter-Action et Inter-Action Express.

Sondage maison, travaux entièrement réalisés à l'interne.

Colloque sur la sécurité civile et incendie 2015 – Sondage d'appréciation

La collecte des données a été réalisée auprès des participants et des conférenciers.

Sondage maison, travaux entièrement réalisés à l'interne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 15 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2014-2015.

Le 19 juin 2013, le gouvernement a adopté le Cadre pour la prévention de sinistres 2013-2020 permettant de générer des investissements en appréciation, en traitement et en communication pour les risques érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre et pour ceux liés à une origine anthropique (risques industriels), à certains aléas nordiques et aux feux de forêt. Ces investissements pourraient atteindre 96,4 M$, soit :

- 43,4 M$ en appréciation (analyse et recherche sur les risques);
- 49,5 M$ en traitement (travaux de prévention et d'atténuation) et
- 3,5 M$ en communication des risques.

Plus précisément pour les risques érosion et submersion côtières, les investissements pourraient atteindre 10 M$ en appréciation et 11,4 M$ en traitement des risques.

De plus, les résidences ayant subi des dommages ou des pertes de terrains majeures ont été déclarées en situation de danger imminent donnant droit à l'application du Programme spécifique relatif aux grandes marées de 2010 (décret 113-2011). Le MSP a versé pour l'ensemble de ce programme spécifique, un montant de 23,6 M$ en indemnisation, dont 1,263 M$ en 2014-2015.

Au cours de l'année 2014-2015, le MSP a versé un montant de 805,7 k$ en indemnisation, pour des résidences qui ont subi des dommages ou des pertes de terrains majeures et qui ont été déclarées en situation de danger imminent, donnant ainsi droit à l'application du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (décret 1271-2011).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 :	**Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.**

Voir les documents ci-joints (ne comprennent pas les formations de la Régie des alcools, des courses et des jeux).

Activités par fournisseur

Période du: 2014-avril-01
au: 2015-février-27

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***ACGRH***		**Type:** Interne	
42322 Défis et enjeux dans l'exercice de ma profession	2014-09-25	2	0,00 $
42586 Défis et enjeux dans l'exercice de ma profession	2014-09-25	1	0,00 $
42591 Le sens politique, jouez pour gagner	2014-10-20	2	0,00 $
42936 Gestion du stress par cohérence cardiaque	2014-11-27	1	0,00 $
Fournisseur : ***AFI***		**Type:** Externe	
42160 Exécution d'une requête Microsoft SQL	2014-06-25	1	1 621,94 $
43139 InDesign - Module 2	2014-11-27	1	540,00 $
Fournisseur : ***Agence de santé et des services sociaux***		**Type:** Interne	
43085 Maladies infectieuses et conséquences	2014-10-14	9	0,00 $
43086 Maladies infectieuses et conséquences	2014-10-28	10	0,00 $
43087 Maladies infectieuses et conséquences	2014-11-11	19	0,00 $
43092 Maladies infectieuses et conséquences	2014-10-21	19	0,00 $
Fournisseur : ***Air Watch***		**Type:** Externe	
42141 AirWatch Connect Local Quebec City	2014-05-01	3	34,00 $
Fournisseur : ***AITQ***		**Type:** Externe	
43220 Colloque de l'AITQ	2014-05-06	1	0,00 $
Fournisseur : ***ASQDE***		**Type:** Externe	
42926 American Society of Questioned Document Examiners	2014-08-09	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***APSSAP***		**Type:** Interne	
42244 Ergonomie	2014-04-24	1	25,05 $
42279 Ergonomie	2014-06-03	2	0,00 $
42301 Ergonomie du travail de bureau	2014-09-25	1	0,00 $
42335 APSSAP - Comité santé et sécurité	2014-06-03	5	0,00 $
42531 Personnes-ressources en ergonomie	2014-11-13	3	42,90 $
42541 Gestion du changement	2014-10-10	9	186,50 $
42630 Mesures de prévention et de sécurité dans les DSPC	2014-04-01	1	0,00 $
42639 Personnes-ressources en ergonomie	2014-10-21	2	63,92 $
Fournisseur : ***Association canadienne des sciences géomatiques***		**Type:** Interne	
42588 Géocongrès 2014	2014-10-09	1	215,00 $
Fournisseur : ***Association de géomatique municipale du Québec***		**Type:** Externe	
42587 Défi GéoHack 2014	2014-10-08	1	500,00 $
Fournisseur : ***Barreau du Québec***		**Type:** Externe	
42055 La déontologie policière et la Loi sur la police	2014-06-06	2	80,00 $
42430 Analyse de 10 arrêts rendus récemment en droit	2014-08-27	1	0,00 $
42431 Code de déontologie fait peau neuve	2014-10-15	2	20,00 $
42432 12e colloque des juristes Italo-canadien	2014-11-15	1	160,00 $
42860 Formation continue en droit	2014-11-13	1	0,00 $
42861 Formation continue en droit	2014-11-14	1	0,00 $
42862 Formation continue en droit	2014-11-20	1	0,00 $
42863 Formation continue en droit	2014-11-27	1	0,00 $
42868 Code de déontologie fait peau neuve	2014-12-02	1	11,50 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***BSides Québec***		**Type:** Externe	
42150 BSides Québec	2014-06-12	2	42,98 $
Fournisseur : ***C.A.R.R.A.***		**Type:** Interne	
42238 Préparation à la retraite	2014-06-16	1	650,60 $
42318 Préparation à la retraite	2014-05-22	1	289,57 $
42467 Préparation à la retraite	2014-11-05	1	250,00 $
42791 Préparation à la retraite	2014-06-03	3	46,44 $
42792 Préparation à la retraite	2014-06-03	2	528,60 $
42793 Préparation à la retraite	2014-06-03	2	709,96 $
42794 Préparation à la retraite	2014-10-14	1	288,60 $
43100 Préparation à la retraite	2014-04-02	3	0,00 $
Fournisseur : ***CANASA***		**Type:** Externe	
42135 Sécurité Canada Est	2014-04-23	1	284,04 $
Fournisseur : ***CARRA***		**Type:** Interne	
42236 Session de préparation à la retraite	2014-06-09	1	671,04 $
42455 Session de préparation à la retraite	2014-09-15	1	346,94 $
42460 Session de préparation à la retraite	2014-09-15	1	349,38 $
42461 Session de préparation à la retraite	2014-09-15	2	612,15 $
42462 Session de préparation à la retraite	2014-09-15	2	601,42 $
42463 Session de préparation à la retraite	2014-09-15	2	654,53 $
42464 Session de préparation à la retraite	2014-09-15	1	335,60 $
42465 Session de préparation à la retraite	2014-09-15	2	574,88 $
42466 Session de préparation à la retraite	2014-05-06	3	968,14 $
42468 Session de préparation à la retraite	2014-05-13	1	287,44 $
42470 Session de préparation à la retraite	2014-05-15	2	574,88 $
42471 Session de préparation à la retraite	2014-06-03	1	287,44 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
42472 Session de préparation à la retraite	2014-05-15	1	287,44 $
42473 Session de préparation à la retraite	2014-06-09	2	634,06 $
42501 Session de préparation à la retraite	2014-12-03	1	287,44 $
42596 Session de préparation à la retraite	2014-10-30	1	278,60 $
43094 Session de préparation à la retraite	2014-09-30	1	118,09 $
43095 Session de préparation à la retraite	2014-05-15	1	60,10 $
43096 Session de préparation à la retraite	2014-11-05	1	63,24 $
Fournisseur : ***Cégep Marie-Victorin***		**Type:** Institutionnelle	
43188 Préparation à la retraite	2014-11-20	3	943,52 $
43269 Programme d'information et de préparation à la retraite	2014-04-01	1	313,30 $
Fournisseur : ***Centre de détention de Québec***		**Type:** Interne	
42406 Techniques d'interventions sécuritaires	2014-09-09	14	0,00 $
42410 Techniques d'interventions sécuritaires	2014-10-07	14	0,00 $
Fournisseur : ***Centre de détention de Saint-Jérôme***		**Type:** Interne	
42661 Armes à feu - Qualification	2014-04-01	3	474,89 $
42663 Armes à feu - Qualification	2014-04-02	5	503,49 $
42664 Armes à feu - Qualification	2014-04-03	3	474,89 $
42665 Armes à feu - Qualification	2014-04-07	5	503,49 $
42666 Armes à feu - Qualification	2014-04-08	4	489,19 $
42667 Armes à feu - Qualification	2014-04-09	4	489,19 $
42668 Armes à feu - Qualification	2014-04-10	4	489,19 $
42669 Armes à feu - Cours de base - Théorie	2014-04-14	5	321,50 $
42670 Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-04-15	5	503,49 $
42671 Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-04-16	5	503,49 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42672	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-04-22	5	503,49 $
42673	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-04-23	5	503,49 $
42674	Armes à feu - Qualification	2014-04-28	3	474,89 $
42675	Armes à feu - Qualification	2014-04-29	3	474,89 $
42676	Armes à feu - Cours de base - Théorie	2014-05-20	5	321,50 $
42677	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-05-26	5	503,49 $
42678	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-05-27	5	503,49 $
42679	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-05-28	5	503,49 $
42680	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-05-29	5	503,49 $
42681	Armes à feu - Cours de base - Théorie	2014-06-06	5	321,50 $
42682	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-06-09	5	503,49 $
42683	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-06-11	5	503,49 $
42684	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-06-12	5	503,49 $
42685	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-06-13	5	503,49 $
42686	Armes à feu - Administratif	2014-04-04	1	0,00 $
42687	Armes à feu - Administratif	2014-06-02	1	0,00 $
42688	Armes à feu - Administratif	2014-06-16	1	0,00 $
42689	Armes à feu - Qualification	2014-06-30	3	474,89 $
42690	Armes à feu - Initiation	2014-09-01	2	278,60 $
42691	Armes à feu - Pratique	2014-09-02	5	503,49 $
42692	Armes à feu - Pratique moniteur	2014-09-03	2	460,59 $
42693	Armes à feu - Administratif	2014-09-05	1	0,00 $
42694	Armes à feu - Pratique	2014-09-08	5	503,49 $
42695	Armes à feu - Pratique	2014-09-09	5	503,49 $
42696	Armes à feu - Pratique	2014-09-15	4	489,19 $
42697	Armes à feu - Pratique	2014-09-16	3	474,89 $
42698	Armes à feu - Pratique	2014-09-17	5	585,19 $
42699	Armes à feu - Pratique	2014-09-18	5	503,49 $
42700	Armes à feu - Administratif	2014-09-19	1	0,00 $
42701	Armes à feu - Pratique	2014-09-22	5	503,49 $
42702	Armes à feu - Pratique	2014-09-23	5	503,49 $
42703	Armes à feu - Pratique	2014-09-24	5	503,49 $
42704	Armes à feu - Pratique	2014-09-25	5	503,49 $
42705	Armes à feu - Administratif	2014-09-29	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42706	Armes à feu - Administratif	2014-10-10	1	0,00 $
42707	Armes à feu - Pratique	2014-10-06	5	503,49 $
42708	Armes à feu - Pratique	2014-10-07	5	503,49 $
42709	Armes à feu - Cours de base - Théorie	2014-10-08	5	321,50 $
42710	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-10-09	5	503,49 $
42711	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-10-14	5	503,49 $
42712	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-10-15	5	503,49 $
42713	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-10-16	5	503,49 $
42714	Armes à feu - Pratique	2014-10-13	5	503,49 $
42715	Armes à feu - Administratif	2014-10-17	1	0,00 $
42716	Armes à feu - Pratique	2014-10-20	5	503,49 $
42717	Armes à feu - Pratique	2014-10-21	4	489,19 $
42718	Armes à feu - Pratique	2014-10-30	4	556,31 $
42719	Armes à feu - Administratif	2014-10-31	1	0,00 $
42720	Armes à feu - Rétention	2014-06-23	4	0,00 $
42721	Armes à feu - Rétention	2014-06-23	5	0,00 $
42722	Armes à feu - Pratique	2014-11-03	3	474,89 $
42723	Armes à feu - Initiation	2014-11-04	11	407,30 $
42724	Armes à feu - Pratique	2014-11-05	5	503,49 $
42725	Armes à feu - Pratique	2014-11-06	5	503,49 $
42726	Armes à feu - Administratif	2014-11-07	1	0,00 $
42727	Armes à feu - Pratique	2014-11-10	5	503,49 $
42728	Armes à feu - Initiation	2014-11-11	13	435,90 $
42729	Armes à feu - Pratique	2014-11-17	3	474,89 $
42730	Armes à feu - Pratique	2014-11-18	4	489,19 $
42731	Armes à feu - Pratique	2014-11-19	4	489,19 $
42732	Armes à feu - Pratique	2014-11-20	5	503,49 $
42733	Armes à feu - Administratif	2014-11-21	1	0,00 $
42734	Armes à feu - Pratique	2014-11-24	5	503,49 $
42735	Armes à feu - Pratique moniteur	2014-11-25	2	460,59 $
42736	Armes à feu - Pratique	2014-11-26	5	610,13 $
42737	Armes à feu - Pratique	2014-11-27	5	503,49 $
42738	Armes à feu - Administratif	2014-11-28	1	0,00 $
42739	Armes à feu - Cours de base - Théorie	2014-12-01	5	321,50 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42740	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-12-02	5	503,49 $
42741	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-12-08	5	503,49 $
42742	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-12-09	5	503,49 $
42743	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-12-10	5	503,49 $
42744	Armes à feu - Cours de base - Théorie	2014-12-11	5	321,50 $
42745	Armes à feu - Administratif	2014-12-12	1	0,00 $
42746	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-12-15	5	503,49 $
42747	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-12-16	5	503,49 $
42748	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-12-17	5	503,49 $
42749	Armes à feu - Cours de base - Pratique	2014-12-18	5	503,49 $
42750	Armes à feu - Administratif	2014-12-19	1	0,00 $
42751	Tech. d'intervention physique (TIP) - Rappel	2014-05-13	13	1 564,80 $
42752	Tech. d'intervention physique (TIP) - Arrimage ENPQ	2014-05-27	12	1 221,90 $
42753	Tech. d'intervention physique (TIP) - Arrimage ENPQ	2014-06-03	13	1 164,70 $
42754	Tech. d'intervention physique (TIP) - Arrimage ENPQ	2014-10-07	14	1 293,40 $
42755	Tech. d'intervention physique (TIP) - Arrimage ENPQ	2014-10-15	10	1 293,40 $
42756	OC - Poivre de cayenne - Cours de base	2014-05-06	11	0,00 $
42757	OC - Poivre de cayenne - Grenade, M5, LP-37mm	2014-06-12	6	0,00 $
42758	Intervention d'urgence (ECIU) - Pratique	2014-04-23	19	0,00 $
42759	Intervention d'urgence (ECIU) - Formation nouveaux	2014-04-28	8	0,00 $
42760	Intervention d'urgence (ECIU) - Pratique	2014-09-10	22	628,90 $
42761	Intervention d'urgence (ECIU) - Pratique	2014-10-01	22	614,60 $
42762	Intervention d'urgence (ECIU) - Pratique	2014-10-22	15	528,80 $
42763	Intervention d'urgence (ECIU) - Pratique - Grenades	2014-10-21	3	514,50 $
42764	Jumelage - Admission - Effets personnels (rotation)	2014-04-01	2	0,00 $
42765	Jumelage - Admission - EERS	2014-04-09	2	0,00 $
42766	Jumelage - Pavillon C	2014-04-09	2	0,00 $
42767	Jumelage - Pavillon C	2014-04-15	3	0,00 $
42768	Jumelage - Chef d'unité intérim	2014-04-22	5	0,00 $
42769	Jumelage - BE+C+F : nouvelle ASC arrivant de RDP	2014-04-24	6	0,00 $
42771	Jumelage - Pavillon F - Rotation attraction	2014-05-06	2	0,00 $
42772	Jumelage - Admission ERRS - remplacement	2014-05-12	2	0,00 $
42773	Jumelage - Gymnase - Remplacement	2014-05-13	2	0,00 $
42774	Mesures de sécurité et d'incendie - Administratif	2014-05-16	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
42775 Jumelage - Pavillon C – Classement - Remplacement	2014-05-19	2	0,00 $
42776 Jumelage - Admission – Effets - Nouveau poste	2014-05-20	2	0,00 $
42777 Jumelage - Accueil - Rotation	2014-05-20	2	0,00 $
42778 Jumelage - Sentences - Remplacement CU	2014-05-20	2	0,00 $
42779 Jumelage - Contrôle principal	2014-05-26	3	0,00 $
42780 Jumelage - Transfert refresh	2014-05-27	2	0,00 $
42781 Loi d'accès à l'information	2014-05-27	1	0,00 $
42782 Jumelage - Pavillon C : CC+CA	2014-05-28	2	0,00 $
42783 Jumelage - Admission - Remplacement	2014-05-29	2	0,00 $
Fournisseur : ***Centre de formation professionnelle***		**Type:** Externe	
43187 Dépendance	2014-11-06	5	120,00 $
Fournisseur : ***Centre jeunesse***		**Type:** Externe	
42660 Séminaire gang et délinquance	2014-06-11	3	0,00 $
Fournisseur : ***Centre services partagés Québec***		**Type:** Interne	
42638 Formation SAGIR	2014-04-08	14	417,77 $
Fournisseur : ***CIRCQ***		**Type:** Externe	
42397 Dîner conférence (CIRCQ)	2014-10-23	4	40,00 $
Fournisseur : ***Commission des libérations conditionnelles***		**Type:** Interne	
43072 Formation CQLC	2014-11-19	3	14,30 $
Fournisseur : ***Commission des lésions professionnelles***		**Type:** Interne	
42152 Preuve de nature confidentielle - comment s'y retrouver?	2014-06-17	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Commission des normes du travail***		**Type:** Interne	
42149 Harcèlement psychologique au travail	2014-06-12	2	500,00 $
Fournisseur : ***Conférences des juges administratifs du Québec***		**Type:** Externe	
42433 Le non verbal, atout ou danger pour les décideurs	2014-11-14	4	323,62 $
42869 Le langage clair en droit	2014-05-23	1	100,00 $
Fournisseur : ***Conseil du Trésor***		**Type:** Interne	
43271 Accueil gouv. pour nouveaux gestionnaires	2014-09-15	1	0,00 $
Fournisseur : ***Contech***		**Type:** Externe	
42595 Contech Bâtiment Québec 2014	2014-10-30	5	0,00 $
Fournisseur : ***CSPGQ***		**Type:** Externe	
42320 Colis 1	2014-09-10	1	137,00 $
Fournisseur : ***CSPQ - Centre des services partagés…***		**Type:** Interne	
41943 Régimes de retraite	2014-04-14	1	25,00 $
41951 SAGIR 2	2014-05-01	1	0,00 $
41952 SAGIR 2	2014-05-06	2	317,55 $
41953 Gestion de la rémunération GRD	2014-05-07	2	0,00 $
41954 SAGIR 2	2014-05-08	1	0,00 $
41955 Gestion de la rémunération GRD	2014-05-12	2	142,91 $
41979 SGR02 (SAGIR ressources humaines)	2014-04-24	1	0,00 $
42138 Environnement informationnel et Discoverer +	2014-04-28	1	0,00 $
42287 SAGIR 2	2014-05-01	3	79,10 $
42332 Formation LAGG - Consolidation	2014-09-03	1	0,00 $
42391 RH-21 Temps et gains - Volet mandataire	2014-05-01	1	0,00 $
42568 Programme perfectionnement organisationnel	2014-11-04	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
42585 Salon du logiciel libre et technologies	2014-09-17	1	100,00 $
43090 SAGIR 2	2014-04-29	1	55,46 $
43091 SAGIR 2	2014-05-06	1	22,26 $
Fournisseur : ***CSST***		**Type:** Interne	
42161 Colloque en SST	2014-05-28	1	75,00 $
42284 RCR	2014-06-10	2	14,35 $
43015 RCR	2014-11-24	1	145,00 $
Fournisseur : ***Détention de Montréal***		**Type:** Interne	
42658 Formation Classement	2014-05-27	9	0,00 $
42659 Formation Discipline	2014-06-16	7	0,00 $
42662 Formation Sécuritaire	2014-10-14	2	0,00 $
Fournisseur : ***DGSCSI***		**Type:** Interne	
42316 PPO - Croix-Rouge aux Philippines	2014-09-23	3	0,00 $
42872 Programme perfectionnement organisationnel	2014-11-12	1	0,00 $
43285 Procédure opérationnelle érosion submersion	2015-02-03	5	0,00 $
Fournisseur : ***Direction de la vérification int. et enq.***		**Type:** Interne	
43129 Élaboration d'un cadre d'analyse en vérification interne	2014-10-23	2	0,00 $
43131 Élaboration d'un cadre d'analyse en vérification interne	2014-10-28	2	0,00 $
Fournisseur : ***Direction de l'informatique et des systèmes***		**Type:** Interne	
42643 Formation SAGIR II - S-PRO	2014-05-06	8	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***DRH***			**Type:** Interne	
42589	Civilité au travail	2014-10-15	1	0,00 $
42593	Gestion du rendement au travail - Bloc 2	2014-10-22	1	0,00 $
42594	Gestion du rendement au travail - Bloc 2	2014-10-29	1	0,00 $
42597	Gestion du rendement - Bloc 2	2014-10-29	9	0,00 $
42614	Sensibilisation à la formation de ENPQ - Bloc 1	2014-10-22	10	0,00 $
42641	Réintégration au travail	2014-04-17	8	0,00 $
Fournisseur : ***E.N.A.P.***			**Type:** Institutionnelle	
42133	Découvrir la fonction publique - 7e rencontre	2014-04-03	1	238,36 $
42143	Découvrir la fonction publique - 7e rencontre	2014-05-08	1	252,85 $
42156	Maîtrise en administration publique	2014-05-06	1	224,52 $
43071	Programme gouvernemental d'apprentissage (PGAGL)	2014-11-18	1	40,60 $
43109	L'administrateur et chang. dans les org.	2014-08-25	1	346,28 $
43110	Habiletés de direction	2015-01-05	1	327,31 $
43137	ENAP - Rencontre individuelle	2014-11-04	1	0,00 $
43138	ENAP PAP - CE	2014-10-01	1	3 400,00 $
43178	Nouveau gestionnaire	2014-09-16	1	826,15 $
43195	Cadre IV	2014-12-10	1	492,69 $
43239	Programme LAGG	2014-06-11	1	250,00 $
43272	Séminaire analyse d'impacts réglementaire	2014-06-09	1	0,00 $
Fournisseur : ***École nationale d'administration publique***			**Type:** Externe	
42990	Programme gouvernemental d'apprentissage (PGAGL)	2014-11-18	0	20,30 $
Fournisseur : ***École nationale de police de Nicolet***			**Type:** Externe	
42022	Voir et être vu sur médias sociaux	2014-04-09	1	0,00 $
42250	Séminaire Intersection 2014	2014-04-23	3	1 316,82 $
42543	Instrumentation de l'agent formateur	2014-12-15	6	7 284,14 $
42545	Instrumentation de l'agent formateur	2015-01-19	6	8 250,07 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Total du fournisseur :		**16**	**16 851,03 $**
Fournisseur : ***ÉNAP***		**Type:** Externe	
42550 Droit administratif - Formation universitaire	2014-09-08	1	166,66 $
42551 Développement personnel du gestionnaire	2014-04-11	1	0,00 $
43160 Compétences gestion et dév. carrière	2015-01-09	1	0,00 $
43267 Apprentissage pour professionnel chef d'équipe	2014-04-16	1	3 400,00 $
Fournisseur : ***Énergie solaire Québec***		**Type:** Externe	
42319 Excursion solaire	2014-08-23	1	95,00 $
Fournisseur : ***ENPQ***		**Type:** Externe	
41918 Instrumentation de l'agent formateur	2014-04-10	6	7 369,55 $
41919 Instrumentation de l'agent formateur	2014-05-12	6	7 362,13 $
41998 ÉNPQ - Formateur	2014-05-27	1	128,00 $
42053 Instrumentation de l'agent formateur	2014-06-13	8	9 563,62 $
42353 Gestionnaire 1er niveau	2014-09-29	2	0,00 $
42354 ÉNPQ - Formateur	2014-09-29	1	0,00 $
42453 Interventions pédagogiques - PIFASC	2014-09-22	5	9 118,50 $
42457 Gestionnaire renseignement sécuritaire	2014-11-11	1	380,57 $
42646 Nouveau gestionnaire - 2e phase	2014-11-24	1	45,58 $
42770 Formation en gestion pour les nouveaux gestionnaires	2014-04-28	2	0,00 $
42789 Formation en gestion pour les nouveaux gestionnaires	2014-04-28	2	236,27 $
42790 Formation en gestion pour les nouveaux gestionnaires	2014-11-24	2	214,72 $
Fournisseur : ***Établissement de détention de Trois-Rivières***		**Type:** Interne	
43298 Armes à feu - Qualification	2014-11-12	7	503,49 $
43299 Armes à feu - Sensibilisation	2014-11-05	5	503,49 $
43300 Armes à feu - Sensibilisation	2014-11-18	7	503,49 $
43301 Orientation - Nouvel employé	2014-10-23	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention RDP***		**Type:** Interne	
42488 Santé mentale	2014-10-31	12	0,00 $
Fournisseur : ***FBI***		**Type:** Externe	
43057 Conférence CODIS	2014-11-16	1	900,00 $
Fournisseur : ***Fondation des maladies du coeur***		**Type:** Externe	
42518 RCR - Premiers soins et DEA	2014-05-29	3	0,00 $
42519 RCR - Premiers soins et DEA	2014-06-04	2	0,00 $
42520 RCR - Premiers soins et DEA	2014-06-05	4	0,00 $
42521 RCR - Premiers soins et DEA	2014-06-18	5	0,00 $
43148 RCR - DEA - Requalification instructeur	2014-11-29	1	76,20 $
Fournisseur : ***Formation Prévention Secours inc. (FPS)***		**Type:** Externe	
42429 Secourisme en milieu de travail	2014-11-03	1	50,10 $
Fournisseur : ***Formation Qualitemps***		**Type:** Externe	
42021 Gestion du temps, activités et priorités	2014-05-28	1	215,00 $
Fournisseur : ***Forum des jeunes de la fonction publique québécoise***		**Type:** Interne	
42252 Colloque annuel du Forum des jeunes	2014-05-22	1	144,30 $
Fournisseur : ***Forum des responsables de la vérification interne***		**Type:** Interne	
42249 Forum des resp. de la vérification interne	2014-04-22	3	0,00 $
42255 Présentation - Guide de vérification en gestion contractuelle	2014-06-05	4	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Gendarmerie royale du Canada***		**Type:** Institutionnelle	
42535 Sensibilisation aux drogues	2014-05-16	5	0,00 $
Fournisseur : ***Gouvernement du Canada***		**Type:** Externe	
42871 Présentation sur les tremblements de terre	2014-10-07	1	0,00 $
42873 Vivre avec les changements climatiques	2014-11-13	1	0,00 $
Fournisseur : ***Gouvernement fédéral***		**Type:** Externe	
42239 Télécommunications d'urgence	2014-06-17	1	133,86 $
42331 Présentation sur les tremblements de terre	2014-10-07	6	0,00 $
Fournisseur : ***Hackfest***		**Type:** Externe	
42615 Hackfest 2014	2014-11-07	3	260,00 $
Fournisseur : ***INRS***		**Type:** Interne	
42323 Télédétection 2014	2014-07-10	1	0,00 $
Fournisseur : ***Institut Canadien***		**Type:** Externe	
42056 Conférence - Droit administratif et disciplinaire	2014-06-10	1	2 249,60 $
Fournisseur : ***Institut des auditeurs internes - section de Qc***		**Type:** Externe	
42251 Cours de base en audit interne	2014-05-05	1	875,00 $
42253 Stratégie intégrée - Outils d'analyse	2014-05-14	2	50,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Institut Pinel***		**Type:** Interne	
43226 Le pouvoir bienfaiteur des mots	2014-09-24	1	0,00 $
Fournisseur : ***Le Groupe Gesfor***		**Type:** Externe	
42132 Gestion de l'amiante dans les bâtiments	2014-04-03	3	0,00 $
Fournisseur : ***LSJML***		**Type:** Interne	
42931 Présentation témoin expert	2014-06-27	1	0,00 $
43227 Auditeur interne ISO 17025 : 2009	2014-10-07	1	0,00 $
Fournisseur : ***MAMROT***		**Type:** Interne	
42882 Formation application informatique – Territoire	2014-10-29	1	0,00 $
43273 Séminaire MAMROT	2014-05-29	2	0,00 $
Fournisseur : ***Michèle Poirier & associés***		**Type:** Externe	
42308 Atelier	2014-10-01	1	1 490,00 $
Fournisseur : ***MSSS***		**Type:** Externe	
42028 Plan de cheminement vers l'autonomie	2014-05-29	2	0,00 $
43270 Forum de la sécurité civile	2014-05-06	1	0,00 $
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité publique (RH)***		**Type:** Interne	
42126 Schedule pro (SPRO)	2014-06-18	4	0,00 $
42136 Programme prévention et règlement conflit et harc.	2014-04-23	1	450,00 $
42140 Grand événement RH 2014 de la fonction publique	2014-05-01	1	0,00 $
42144 Supervision coaching pour cadres 6	2014-05-14	1	300,00 $
42145 Civilité au travail	2014-05-21	1	0,00 $
42147 Civilité au travail	2014-05-28	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42321	Gestion des employés difficiles	2014-09-17	1	300,00 $
42396	Agilité & prise de décisions, civilité, changement	2014-11-05	11	0,00 $
42516	BISI - 30 mai 2014	2014-05-30	12	0,00 $
42517	BISI - 10 juin 2014	2014-06-10	22	0,00 $
42522	TIP - Techniques d'intervention physique	2014-05-26	28	0,00 $
42523	TIP - Techniques d'intervention physique - Bloc 1	2014-06-02	26	0,00 $
42524	TIP - Techniques d'intervention physique - Bloc 1	2014-06-09	15	0,00 $
42525	TIP - Techniques d'intervention physique - Bloc 1	2014-09-15	27	0,00 $
42527	TIP - Techniques d'intervention physique	2014-09-22	27	0,00 $
42552	BISI - 26 novembre 2014	2014-11-26	22	0,00 $
42553	TIP - Techniques d'intervention physique - Bloc 1	2014-10-06	26	0,00 $
42554	TIP - Techniques d'intervention physique - Bloc 1	2014-11-03	15	0,00 $
42555	TIP - Techniques d'intervention physique - Bloc 1	2014-11-24	25	0,00 $
42556	Arme - Formation initiale 2014	2014-06-16	5	204,18 $
42557	Arme - Formation initiale 2014	2014-06-23	5	338,74 $
42558	Arme - Formation initiale 2014	2014-06-30	5	283,41 $
42559	Arme - Formation initiale 2014	2014-07-21	5	386,97 $
42560	Arme - Formation initiale 2014	2014-08-11	5	412,76 $
42561	Arme - Formation initiale 2014	2014-08-18	6	407,27 $
42581	Arme - Qualification	2014-04-15	61	638,62 $
42583	Arme - Pratique	2014-10-20	79	775,62 $
42592	BISI - 22 octobre 2014	2014-10-22	22	0,00 $
42618	Arme - Pratique annuelle moniteurs	2014-12-02	3	0,00 $
42637	BISI - 5 décembre 2014	2014-12-05	22	0,00 $
42640	Arme - Pratique annuelle moniteurs	2014-05-01	1	0,00 $
42795	Gestion du rendement - Bloc 1	2014-04-28	14	36,61 $
42796	Gestion des personnes difficiles - Cadres 6	2014-09-17	10	0,00 $
42799	Leadership mobilisateur - Cadres 6	2014-06-17	10	0,00 $
42811	Supervision - Coaching - Cadres 6	2014-05-14	11	0,00 $
42813	Gestion d'une équipe de travail et prise décisions	2014-11-24	12	200,70 $
42815	Gestion d'une équipe de travail et prise décisions	2014-09-29	13	41,50 $
42820	Gestion du droit de refus	2014-11-19	33	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
42933 Gestion du stress suite incident critique	2015-01-27	10	98,60 $
42937 Gestion du rendement - Bloc 2	2014-10-22	1	0,00 $
43108 Gestion du rendement - Bloc 2	2014-10-22	4	172,64 $
43163 TIP - Techniques d'intervention physique (Bloc 1)	2015-01-19	26	0,00 $
Fournisseur : ***Ministère des Finances***	**Type:** Interne		
42378 Cycle budgétaire et budget de dépenses	2014-10-23	1	32,00 $
42434 L'état du Québec et son fonctionnement	2014-09-30	15	0,00 $
42435 L'état du Québec et son fonctionnement	2014-11-05	14	0,00 $
42617 Forum (8e) sur le Programme Carte aff. Master C.	2014-11-26	1	30,00 $
42785 L'état du Québec et son fonctionnement	2014-12-10	14	0,00 $
43044 Créances douteuses et autres provisions	2014-12-11	1	12,86 $
Fournisseur : ***Ministère du développement durable et des parcs***	**Type:** Interne		
43274 Éco responsabilité dans les prog. d'aide financière	2014-06-04	1	0,00 $
Fournisseur : ***Ministère Sécurité publique (Inf.)***	**Type:** Interne		
42934 Base pour les agents de référence du PAP	2014-12-03	6	0,00 $
Fournisseur : ***Mouvement québécois de la qualité***	**Type:** Externe		
42254 Stratégie d'amélioration continue du gouv. du N-B	2014-05-08	1	150,00 $
Fournisseur : ***MSA***	**Type:** Externe		
42221 SAGIR 2 (RASS)	2014-05-05	3	55,47 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
41899	Gestion des personnes au comportement difficile	2014-04-22	13	357,50 $
41900	Téléphonie IP	2014-04-01	3	0,00 $
41902	Mise à jour OMEGA	2014-04-08	7	1 589,12 $
41903	Tir	2014-04-09	6	0,00 $
41904	Toxicologie	2014-04-09	2	0,00 $
41905	Admission	2014-04-09	1	0,00 $
41906	CQLC	2014-04-01	1	0,00 $
41908	Pavillon 4	2014-04-08	1	0,00 $
41911	Pavillon 4	2014-04-14	1	0,00 $
41912	Classement	2014-04-15	1	0,00 $
41913	Parloir	2014-04-21	3	0,00 $
41915	APRIA et mesures d'urgence	2014-04-02	10	0,00 $
41920	Délinquance sexuelle et synchronisation	2014-04-29	6	0,00 $
41921	Suivi des dossiers et synchronisation	2014-04-25	7	0,00 $
41922	Mesures sécuritaires lors de transport	2014-04-17	5	0,00 $
41923	Mesures sécuritaires lors de transport	2014-04-16	6	0,00 $
41924	Requalification OC	2014-05-12	6	0,00 $
41940	Armes - qualification annuelle	2014-04-01	4	366,43 $
41941	ASC vérificateur	2014-04-01	7	0,00 $
41942	SAGIR 2	2014-04-08	2	78,47 $
41944	SAGIR 2	2014-04-15	1	0,00 $
41945	APRIA FIXE	2014-04-15	2	0,00 $
41946	Gestionnaires de premier niveau	2014-04-28	3	139,71 $
41947	ÉCIU - Pratique annuelle	2014-04-29	10	0,00 $
41948	APRIA FIXE	2014-04-30	2	0,00 $
41949	S-PRO	2014-04-30	5	0,00 $
41950	Gestion des sentences	2014-05-01	2	0,00 $
41966	Agents inflammatoires (OC) - Base	2014-04-15	7	0,00 $
41967	Agents inflammatoires (OC) - Base	2014-04-17	8	0,00 $
41968	Agents inflammatoires (OC) - Base	2014-04-22	8	0,00 $
41969	Agents inflammatoires (OC) - Base	2014-04-24	6	0,00 $
41970	Agents inflammatoires (OC) - Base	2014-04-29	8	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
41971	Agents inflammatoires (OC) - Base	2014-04-30	7	0,00 $
41972	Utilisation extincteurs et OC	2014-05-27	8	0,00 $
41973	Appareils respiratoires autonomes MSA (Base)	2014-04-16	10	0,00 $
41974	Appareils respiratoires autonomes MSA (Base)	2014-04-23	9	0,00 $
41975	Appareils respiratoires autonomes MSA (Base)	2014-05-07	9	0,00 $
41976	Appareils respiratoires autonomes MSA (Base)	2014-05-14	10	0,00 $
41978	Appareils respiratoires autonomes MSA (base)	2014-05-21	9	0,00 $
41980	Appareils respiratoires autonomes (rappel)	2014-05-06	18	0,00 $
41981	Agents inflammatoires (OC) rappel	2014-05-06	17	0,00 $
41982	Appareils respiratoires autonomes (rappel)	2014-05-22	15	0,00 $
41983	Agents inflammatoires (OC) rappel	2014-05-22	13	0,00 $
41984	Sensibilisation sur la civilité	2014-05-21	14	0,00 $
41985	Drogues et rapports d'intervenant	2014-05-21	14	0,00 $
41986	Drogues et rapports d'intervenant	2014-05-28	12	0,00 $
41987	Sensibilisation sur la civilité	2014-05-28	12	0,00 $
41988	Sensibilisation sur la civilité	2014-06-04	13	0,00 $
41989	Rapports d'intervenant	2014-06-04	13	0,00 $
41997	Codéveloppement	2014-05-05	1	0,00 $
41999	ÉCIU - Pratique	2014-05-27	34	0,00 $
42000	Programme d'aide au personnel PAP	2014-06-03	6	571,86 $
42017	Formation initiale renseignements sécuritaires - GRS	2014-04-11	1	0,00 $
42025	Implantation de SAGIR	2014-05-06	3	770,25 $
42026	Application GRD	2014-05-13	2	0,00 $
42027	Implantation de SAGIR	2014-05-15	2	0,00 $
42029	ECIU	2014-05-12	4	0,00 $
42030	ECIU	2014-05-04	3	0,00 $
42031	TIP	2014-05-14	10	0,00 $
42032	ECIU	2014-05-19	32	0,00 $
42033	TIP	2014-05-14	12	0,00 $
42057	Formation bureau temporaire et Trafic	2014-04-11	8	0,00 $
42058	Perfectionnement organisationnel - Hydro morphologique	2014-06-11	1	0,00 $
42059	Formation sur le géo portail GOLOC	2014-04-08	2	20,00 $
42060	Formation bureau temporaire	2014-04-30	2	0,00 $
42061	Formation bureau temporaire	2014-04-16	6	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42062	Formation bureau temporaire et Trafic	2014-04-14	8	0,00 $
42063	Formation entreprise	2014-04-07	5	0,00 $
42064	Formation particulier	2014-04-30	1	0,00 $
42065	Formation particulier et entreprise	2014-05-08	3	0,00 $
42066	Formation entreprise	2014-05-15	2	0,00 $
42067	Formation réception - accueil	2014-05-23	1	0,00 $
42068	Formation Trafic expertise	2014-04-15	2	0,00 $
42070	Formation concernant bureaux temporaires	2014-04-16	6	0,00 $
42082	Politique québécoise sécurité civile	2014-04-01	8	0,00 $
42083	Formation cadres processus décisionnel	2014-04-04	4	0,00 $
42086	Technicienne DSA	2014-06-18	2	0,00 $
42087	Services frontaliers - Immigration	2014-05-27	20	156,68 $
42088	Adaptation de postes de travail	2014-05-28	1	0,00 $
42089	Registre des délinquants sexuels	2014-06-04	7	0,00 $
42120	Gestion du stress à la suite d'un incident	2014-07-02	20	0,00 $
42122	Utilisation extincteurs et OC	2014-06-10	5	0,00 $
42123	Utilisation extincteurs et OC	2014-06-10	5	0,00 $
42124	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2014-06-11	13	0,00 $
42125	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2014-06-17	13	0,00 $
42167	Armes à feu	2014-04-17	7	0,00 $
42168	Armes à feu	2014-04-22	5	0,00 $
42169	Armes à feu	2014-04-24	9	0,00 $
42170	Armes à feu	2014-04-28	7	0,00 $
42171	Armes à feu	2014-04-30	6	0,00 $
42172	Armes à feu	2014-05-06	6	0,00 $
42173	Armes à feu	2014-04-16	4	0,00 $
42174	Armes à feu	2014-04-25	4	0,00 $
42175	Armes à feu	2014-04-29	4	0,00 $
42187	SGR2	2014-04-09	3	108,45 $
42189	GRD	2014-05-14	2	128,51 $
42191	Violence conjugale	2014-06-17	23	0,00 $
42194	Projet TAP	2014-05-26	5	0,00 $
42196	TIP	2014-06-18	8	0,00 $
42198	RCR-DEA	2014-04-01	4	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42199	Qualification de tir	2014-04-01	2	0,00 $
42200	Point de contrôle (portique et bâton de détection)	2014-04-03	3	0,00 $
42201	Qualification de tir	2014-04-04	5	0,00 $
42202	Qualification de tir	2014-04-03	5	0,00 $
42203	Formation Gestion ACCESS	2014-04-09	3	0,00 $
42204	Programme de préparation à la retraite	2014-05-12	1	0,00 $
42211	Qualification de tir	2014-04-10	1	0,00 $
42212	Qualification de tir	2014-04-10	3	0,00 $
42214	Requalification de tir en tant que formateur	2014-04-16	2	0,00 $
42215	Qualification de tir	2014-04-14	2	0,00 $
42216	Qualification de tir	2014-04-15	2	0,00 $
42217	Qualification de tir	2014-04-16	3	0,00 $
42218	Qualification de tir	2014-05-08	6	0,00 $
42219	Harcèlement et intimidation en milieu de travail	2014-04-23	1	0,00 $
42220	Rapport d'événement	2014-04-25	8	0,00 $
42222	Rapport d'événement	2014-05-05	8	0,00 $
42223	Bâton télescopique - modèle national	2014-05-05	15	0,00 $
42224	RCR-DEA	2014-05-15	6	0,00 $
42225	Bâton télescopique - modèle national	2014-05-22	5	0,00 $
42226	Qualification de tir	2014-06-02	13	0,00 $
42227	Registre LSJPA	2014-05-22	1	0,00 $
42229	Qualification de tir	2014-06-04	2	0,00 $
42230	Qualification de tir	2014-06-06	3	0,00 $
42231	Qualification de tir annuelle	2014-06-10	8	0,00 $
42232	Qualification de tir annuelle	2014-06-13	8	0,00 $
42233	Qualification de tir	2014-06-18	3	0,00 $
42235	Qualification de tir	2014-05-07	1	0,00 $
42241	OMEGA	2014-04-01	13	881,62 $
42257	Appareil respiratoire autonome - MSA	2014-07-15	8	0,00 $
42258	Armes - Tir défensif - formation de base	2014-07-23	6	503,18 $
42259	Agent inflammatoire - OC	2014-08-19	3	0,00 $
42260	Accueil nouvelle ASC	2014-08-28	2	0,00 $
42261	Libérations	2014-08-26	7	0,00 $
42262	Libérations	2014-08-28	9	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42264	Pratique de tir	2014-04-15	7	0,00 $
42265	Pratique de tir	2014-04-16	6	0,00 $
42266	Pratique de tir	2014-04-17	5	0,00 $
42267	Pratique de tir	2014-04-22	8	0,00 $
42268	Pratique de tir	2014-04-23	5	0,00 $
42269	Pratique de tir	2014-04-24	3	0,00 $
42270	Pratique de tir	2014-04-29	6	0,00 $
42271	Pratique de tir	2014-04-30	6	0,00 $
42272	Pratique de tir	2014-05-01	7	0,00 $
42273	Pratique de tir	2014-06-16	4	0,00 $
42274	Pratique de tir - requalification	2014-05-30	3	0,00 $
42275	Formation initiale de tir	2014-06-02	16	0,00 $
42276	Pratique et requalification de tir	2014-06-09	7	0,00 $
42277	Pratique de tir	2014-05-02	7	0,00 $
42282	Formateur ENPQ	2014-06-09	6	0,00 $
42288	Mise à jour LS/CMI	2014-06-10	16	348,79 $
42289	Pratique de tir	2014-09-03	3	0,00 $
42290	Pratique de tir	2014-08-27	12	0,00 $
42291	Éclairage à la cour (mise à jour)	2014-09-16	16	0,00 $
42292	Pratique - Équipe correctionnelle int. urgence	2014-09-01	11	0,00 $
42294	Agent de liaison	2014-09-02	3	0,00 $
42295	Doublage S-PRO	2014-09-10	2	0,00 $
42296	Nouveau cadre emploi de la force	2014-09-11	3	0,00 $
42297	Nouveau cadre emploi de la force	2014-09-19	3	0,00 $
42298	Appareils respiratoires MSA	2014-09-21	14	0,00 $
42299	Moniteur intervention urgence - Rappel	2014-09-22	5	551,09 $
42300	Stage en milieu de travail ÉNPQ	2014-09-22	6	0,00 $
42302	Appareil respiratoire MSA et extincteurs	2014-09-25	6	0,00 $
42304	Mise à jour façon traiter dossiers municipaux	2014-08-07	6	496,00 $
42305	Séance information - SAGIR SGR2	2014-05-20	4	0,00 $
42306	Formation bureau temporaire TRAFIC	2014-04-22	6	0,00 $
42312	Formation de tir à sec	2014-04-08	1	0,00 $
42314	Qualification de tir annuelle	2014-07-15	6	0,00 $
42315	Qualification de tir annuelle	2014-07-16	7	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
42324 Tir	2014-09-04	3	0,00 $
42325 TIP	2014-09-10	1	0,00 $
42326 Tir	2014-09-12	1	0,00 $
42327 Tir	2014-09-16	1	0,00 $
42328 TIP	2014-09-18	1	0,00 $
42329 Tir	2014-09-23	4	14,30 $
42330 EIS	2014-09-25	9	0,00 $
42352 Formateur ÉCIU	2014-09-21	1	295,29 $
42355 Appareil respiratoire MSA et extincteurs	2014-09-30	11	0,00 $
42358 Techniques enseignement sécuritaire	2014-10-15	1	209,51 $
42359 Appareil respiratoire MSA et extincteurs	2014-10-07	14	0,00 $
42360 Pratique ÉCIU	2014-10-13	12	0,00 $
42366 Intervention mixte	2014-09-16	11	0,00 $
42367 Intervention mixte	2014-10-14	9	0,00 $
42368 Intervention mixte	2014-10-21	11	0,00 $
42371 Parcours	2014-09-30	13	48,29 $
42372 Parcours	2014-10-02	13	0,00 $
42373 Mise à jour RPS	2014-10-08	19	0,00 $
42376 Informatisation des dossiers	2014-10-03	2	28,60 $
42377 Mise à jour RPS	2014-09-24	4	0,00 $
42379 Moniteur TIP - Techniques intervention physique	2014-10-20	7	2 930,42 $
42380 Armes - Pratique	2014-10-21	6	191,99 $
42381 Armes - Pratique	2014-10-23	5	182,94 $
42382 Armes - Pratique	2014-10-28	5	208,96 $
42383 Armes - Pratique	2014-10-30	5	214,67 $
42385 Qualification de tir annuelle	2014-04-02	2	0,00 $
42386 Qualification de tir annuelle	2014-04-04	3	0,00 $
42387 Qualification de tir annuelle	2014-04-11	7	0,00 $
42388 Qualification de tir annuelle	2014-04-14	2	0,00 $
42389 Qualification de tir annuelle	2014-04-29	8	0,00 $
42398 Qualification de tir annuelle	2014-07-17	7	0,00 $
42399 Qualification de tir	2014-07-18	8	0,00 $
42400 Qualification de tir annuelle	2014-07-28	3	0,00 $
42401 Qualification de tir annuelle	2014-07-29	8	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42402	Qualification de tir annuelle	2014-07-30	8	0,00 $
42403	Qualification de tir annuelle	2014-07-31	7	0,00 $
42404	Qualification de tir annuelle	2014-08-04	9	0,00 $
42405	Qualification de tir annuelle	2014-08-05	4	0,00 $
42407	Qualification de tir annuelle	2014-08-06	4	0,00 $
42408	Qualification de tir	2014-08-08	3	0,00 $
42411	Tir au pistolet	2014-08-11	2	0,00 $
42412	Qualification de tir	2014-08-13	4	0,00 $
42413	Opérateur MIP	2014-08-19	1	0,00 $
42414	Intervention mixte	2014-10-28	10	0,00 $
42415	Appareil respiratoire MSA et extincteurs	2014-09-17	16	0,00 $
42416	Qualification de tir	2014-08-20	3	0,00 $
42417	Appareil respiratoire MSA et extincteurs	2014-09-24	14	0,00 $
42418	Rédaction de rapports	2014-08-28	8	0,00 $
42419	Arme prohibée	2014-09-04	4	0,00 $
42420	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2014-10-07	8	0,00 $
42421	Caractéristiques d'une personne armée	2014-09-05	3	0,00 $
42422	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2014-10-09	9	0,00 $
42423	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2014-10-14	9	0,00 $
42424	Qualification de tir	2014-09-09	3	0,00 $
42425	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2014-10-16	8	0,00 $
42427	Appareils respiratoires autonomes MSA (Base)	2014-10-22	8	0,00 $
42436	Sensibilisation sur la civilité	2014-10-15	12	0,00 $
42437	Drogues et rapports d'intervenant	2014-10-15	12	0,00 $
42438	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2014-10-27	7	0,00 $
42439	Appareils respiratoires autonomes MSA (Base)	2014-10-29	7	0,00 $
42440	Éthique et médias sociaux	2014-10-28	17	0,00 $
42441	Gestionnaire de gestionnaires (LAGG)	2014-04-23	1	12 553,00 $
42442	Gestionnaire de gestionnaires (LAGG)	2014-10-08	1	223,73 $
42443	Préparation à la retraite	2014-10-20	1	0,00 $
42444	Armes - Pratique	2014-11-04	5	211,22 $
42445	Chef d'unité intérimaire	2014-11-05	2	0,00 $
42446	Armes - Pratique	2014-11-06	5	203,98 $
42447	Éthique et médias sociaux	2014-10-30	15	48,98 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42448	Fraude	2014-11-04	22	46,76 $
42456	Appareil respiratoire MSA et extincteur	2014-11-06	12	0,00 $
42458	Armes - Pratique	2014-11-11	9	100,00 $
42459	Armes - Pratique	2014-11-13	7	191,85 $
42476	TIP pour les formateurs	2014-11-17	4	493,10 $
42477	Appareil respiratoire	2014-11-06	8	0,00 $
42478	Rappel OC	2014-10-22	10	0,00 $
42479	Appareil respiratoire MSA et extincteurs	2014-11-13	10	0,00 $
42480	Appareil respiratoire	2014-10-30	16	0,00 $
42481	Colloque en réinsertion sociale du BSL	2014-10-22	1	0,00 $
42482	ECIU	2014-10-07	15	0,00 $
42483	TIP	2014-05-20	14	0,00 $
42484	OC	2014-06-05	16	0,00 $
42485	Rappel OC	2014-06-04	13	0,00 $
42486	RCR	2014-05-26	7	153,69 $
42487	Bon patron	2014-05-23	4	36,70 $
42491	ECIU	2014-04-07	17	0,00 $
42492	TIP	2014-04-01	22	0,00 $
42493	Agent de liaison	2014-09-29	1	0,00 $
42494	TIP	2014-09-25	9	0,00 $
42495	Arme défensive	2014-09-25	11	0,00 $
42496	ECIU	2014-09-22	8	150,00 $
42497	TIP	2014-09-17	9	150,00 $
42498	TIP	2014-09-10	7	0,00 $
42499	EIS	2014-06-16	12	75,00 $
42500	RCR	2014-06-20	5	75,00 $
42502	RCR	2014-06-13	6	75,00 $
42506	ECIU	2014-05-05	5	520,00 $
42507	ECIU	2014-05-12	6	520,00 $
42508	Entretien motivationnel	2014-05-23	6	0,00 $
42509	RCR	2014-06-02	6	75,00 $
42529	Instrumentation de l'agent formateur	2014-06-09	1	0,00 $
42532	Armes à feu - pratique	2014-11-25	7	219,78 $
42533	Appareil respiratoire MSA et extincteurs	2014-11-25	12	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42534	Armes à feu - Pratique	2014-11-27	5	205,31 $
42537	Violence conjugale	2014-10-16	5	0,00 $
42538	Présence imminente d'un tireur actif	2014-11-06	3	0,00 $
42539	Présence imminente d'un tireur actif	2014-11-05	0	0,00 $
42540	Présence imminente d'un tireur actif	2014-11-05	5	0,00 $
42542	Journée d'équipe	2014-10-10	15	947,29 $
42544	Tireur actif	2014-11-05	5	0,00 $
42546	Formation initiale renseignement sécuritaire - GRS	2014-11-11	1	0,00 $
42562	Visionnement vidéo Moi inc	2014-11-20	15	0,00 $
42563	Visionnement vidéo Moi inc	2014-11-11	24	0,00 $
42564	Visionnement vidéo Moi inc	2014-11-11	1	0,00 $
42566	Formation téléphonique	2014-05-21	1	0,00 $
42567	Formation nouvelle grille horaire variable	2014-07-23	2	0,00 $
42569	Programme perfectionnement organisationnel	2014-06-18	1	0,00 $
42570	ASC accompagnateurs - Évaluateurs	2014-04-28	5	0,00 $
42571	ASC accompagnateurs - Évaluateurs	2014-09-22	5	0,00 $
42572	ASC accompagnateurs - Évaluateurs	2014-10-06	6	0,00 $
42575	Moniteur TIP - Techniques intervention physique	2014-11-12	4	0,00 $
42576	Sensibilisation sur la civilité	2014-11-13	11	0,00 $
42577	Drogues et rapport d'enquête	2014-11-13	11	0,00 $
42580	Appareils respiratoires autonomes MSA (Base)	2014-11-19	14	0,00 $
42599	Tir	2014-10-14	5	0,00 $
42600	Parloir	2014-10-23	1	0,00 $
42601	Pavillon 1	2014-10-03	2	0,00 $
42602	Sensibilisation aux armes à feu	2014-10-02	8	0,00 $
42604	OC	2014-09-17	7	0,00 $
42605	Contrôle central	2014-09-30	6	0,00 $
42606	Titulaire	2014-09-29	1	0,00 $
42607	Cheminement du dossier d’une personne contrevenante	2014-10-28	8	0,00 $
42608	Parcours	2014-09-30	12	215,40 $
42610	Tireurs actifs dans un palais de justice	2014-10-29	4	0,00 $
42612	Qualification armes à feu	2014-09-23	2	0,00 $
42613	Gestion d'une équipe de travail	2014-09-28	1	217,35 $
42621	Tireur actif	2014-11-20	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42622	Tireur actif	2014-11-14	1	0,00 $
42625	GRC sensibilisation types de psychotropes	2014-09-18	1	0,00 $
42633	Éclairage à la cour	2014-10-14	5	71,50 $
42634	Éclairage à la cour	2014-10-22	6	71,50 $
42636	Intervention mixte	2014-12-02	11	0,00 $
42647	Rencontre annuelle des GRS	2014-12-01	2	0,00 $
42648	Agent de liaison - doublage	2014-12-01	2	0,00 $
42650	Rencontre provinciale annuelle suicide	2014-12-02	1	0,00 $
42651	S-PRO	2014-12-02	3	0,00 $
42652	Rencontre annuelle locale suicide	2014-12-04	9	0,00 $
42653	Appareil respiratoire MSA + extincteurs	2014-12-05	9	0,00 $
42654	Arme - Pratique	2014-12-09	6	236,75 $
42655	Arme - Pratique	2014-12-11	6	219,75 $
42784	Requalification de tir	2014-10-28	3	0,00 $
42787	Conférence sur l'Ebola	2014-11-25	1	50,00 $
42788	Rencontre annuelle renseignements sécuritaires	2014-12-01	2	0,00 $
42797	Requalification de tir	2014-10-24	3	0,00 $
42802	Formation bâton télescopique	2014-11-27	3	0,00 $
42804	Formation RCR	2014-11-05	14	0,00 $
42805	Bâton télescopique	2014-11-05	8	0,00 $
42806	Requalification de tir	2014-10-30	4	0,00 $
42807	Formation continue intervention physique	2014-11-07	19	0,00 $
42809	Requalification de tir	2014-11-06	8	0,00 $
42810	Formation RCR	2014-11-06	8	0,00 $
42812	Bâton télescopique	2014-11-07	6	0,00 $
42816	Requalification de tir	2014-11-10	3	0,00 $
42817	Requalification de tir	2014-11-24	3	0,00 $
42818	Requalification de tir	2014-11-25	6	0,00 $
42864	ASC accompagnateur	2014-12-15	4	492,09 $
42865	Armes à feu - Pratique	2014-12-16	3	196,25 $
42866	Armes à feu - Pratique	2014-12-18	5	217,89 $
42867	ÉNPQ - 28e Cohorte	2015-01-08	1	0,00 $
42870	Accueil nouvelle employée	2014-08-13	3	0,00 $
42874	Plan national organisation	2014-11-20	25	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42875	Formation aux analystes	2014-11-03	6	0,00 $
42876	Formation aux analystes	2014-11-17	9	0,00 $
42877	Formation psychosociale	2014-10-21	30	0,00 $
42878	Neptune	2014-09-18	6	0,00 $
42879	Formation nouveau employé entreprise	2014-12-09	2	0,00 $
42880	Prise en charge du travail - coaching chef équipe	2014-12-11	8	0,00 $
42939	Intervention physique (TIP)	2014-04-16	8	0,00 $
42940	RCR DAE et premiers soins	2014-04-21	8	0,00 $
42943	Armes à feu - Qualification - pratique	2014-04-23	4	32,30 $
42944	Armes à feu - Qualification - pratique	2014-04-29	4	88,85 $
42945	Armes à feu - Qualification - pratique	2014-05-08	3	45,80 $
42946	RCR DAE et premiers soins	2014-05-09	3	0,00 $
42947	Armes à feu - Qualification - pratique	2014-05-12	4	37,70 $
42948	Programme protection respiratoire (APRIA)	2014-05-13	10	0,00 $
42949	Interventions physiques (TIP)	2014-05-14	5	0,00 $
42950	RCR DAE et premiers soins	2014-05-16	2	0,00 $
42951	Gestion des sentences	2014-05-16	2	0,00 $
42952	RCR DAE et premiers soins	2014-05-19	8	263,88 $
42957	RCR DAE et premiers soins	2014-05-22	2	86,81 $
42958	Armes à feu - Qualification - pratique	2014-05-21	3	12,95 $
42959	Armes à feu - Qualification - pratique	2014-05-26	4	45,41 $
42960	Programme protection respiratoire (APRIA)	2014-05-27	10	0,00 $
42961	RCR DAE et premiers soins	2014-05-29	2	158,10 $
42962	Formation « Les survivantes »	2014-06-04	14	222,19 $
42963	RCR DAE et premiers soins	2014-06-04	2	0,00 $
42964	RCR DAE et premiers soins	2014-06-05	2	0,00 $
42965	Programme protection respiratoire (APRIA)	2014-06-10	11	0,00 $
42966	Interventions physiques (TIP)	2014-06-11	11	0,00 $
42967	RCR DAE et premiers soins	2014-06-16	8	0,00 $
42969	RCR DAE et premiers soins	2014-06-18	2	0,00 $
42970	Armes à feu initiales - Théorie	2014-06-30	4	0,00 $
42971	Armes à feu initiales - Pratique	2014-07-02	4	113,10 $
42972	Avoirs des PI	2014-07-28	2	0,00 $
42975	Techniques - contrôle, caméra, vestiaire	2014-09-03	6	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42976	Techniques - contrôle, caméra, vestiaire	2014-09-09	6	0,00 $
42985	Sensibilisation sur la civilité	2015-01-21	15	0,00 $
42986	Drogues et rapport d'enquête	2015-01-21	15	0,00 $
42988	Sensibilisation sur la civilité	2015-01-28	10	0,00 $
42991	SIMDUT	2014-10-27	9	0,00 $
42992	Techniques interventions physiques (TIP)	2015-01-19	12	0,00 $
42993	Gestion incarcération - documents légaux - DACOR	2015-01-21	8	0,00 $
42994	Techniques interventions physiques (TIP)	2015-01-21	10	0,00 $
42995	Techniques interventions physiques (TIP)	2015-01-26	8	0,00 $
42996	Armes à feu – Qualification - pratique	2014-12-18	3	0,00 $
42998	Armes à feu – Qualification - pratique	2014-12-17	4	45,80 $
42999	Qualification de tir	2014-12-03	2	0,00 $
43002	Programme protection respiratoire (APRIA)	2014-12-16	6	0,00 $
43003	Interventions physiques (TIP)	2014-12-10	7	0,00 $
43004	Armes à feu – Qualification - pratique	2014-12-10	4	21,53 $
43005	Armes à feu – Qualification - pratique	2014-12-09	4	72,70 $
43006	Armes à feu – Qualification - pratique	2014-12-04	4	59,25 $
43007	Armes à feu – Qualification - pratique	2014-12-03	4	18,85 $
43011	Interventions physique s(TIP)	2014-11-26	8	0,00 $
43018	Interventions physiques (TIP)	2014-10-01	10	0,00 $
43032	RCR DAE et premiers soins	2014-12-02	7	0,00 $
43033	RCR DAE et premiers soins	2014-11-05	8	0,00 $
43034	RCR DAE et premiers soins	2014-10-07	8	0,00 $
43035	Programme protection respiratoire (APRIA)	2014-11-11	11	0,00 $
43036	Programme protection respiratoire (APRIA)	2014-10-08	11	0,00 $
43037	Gestion de l'incarcération	2014-12-09	6	0,00 $
43038	Gestion de l'incarcération	2014-12-03	4	0,00 $
43039	Techniques contrôle caméra vestiaire	2014-11-18	6	0,00 $
43040	Téléphonie IP	2014-11-18	11	0,00 $
43041	Téléphonie IP	2014-11-17	11	0,00 $
43045	Techniques d'intervention sécuritaire 5	2014-10-07	6	174,40 $
43046	Techniques d'intervention sécuritaire 5	2014-10-14	5	160,10 $
43049	Techniques d'intervention sécuritaire 5	2014-10-21	9	217,30 $
43051	Techniques d'intervention sécuritaire 5	2014-10-28	9	217,30 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
43052	Techniques d'intervention sécuritaire 5	2014-11-11	8	203,00 $
43054	Formation RCR	2014-11-13	8	16,00 $
43058	Formation RCR	2014-11-20	7	14,00 $
43059	Formation RCR	2014-11-27	6	12,00 $
43060	Formation RCR	2014-12-11	7	14,00 $
43073	Téléphonie IP	2014-11-17	8	0,00 $
43077	Téléphonie IP	2014-11-17	7	0,00 $
43081	Techniques - contrôle, caméra, vestiaire	2014-09-16	6	0,00 $
43082	Techniques - contrôle, caméra, vestiaire	2014-10-14	6	0,00 $
43083	Techniques - contrôle, caméra, vestiaire	2014-10-29	6	0,00 $
43084	Techniques - contrôle, caméra, vestiaire	2014-11-06	6	0,00 $
43093	Admission	2014-09-15	2	0,00 $
43097	Conduite d'un véhicule prioritaire	2015-01-26	3	1 005,67 $
43098	Techniques interventions physiques (TIP)	2015-02-02	9	0,00 $
43099	Techniques interventions physiques	2015-02-04	7	0,00 $
43107	Formation de base gardes du corps	2014-06-02	5	2 406,77 $
43142	Classement	2015-01-19	1	59,33 $
43143	ASC - Accompagnateur	2015-02-06	3	0,00 $
43144	Administrateur S-PRO	2015-02-06	2	0,00 $
43147	Chef d'unité intérimaire (doublage)	2015-02-09	5	0,00 $
43149	Techniques d’interventions physiques (TIP)	2015-02-11	5	0,00 $
43155	Techniques d'interventions physiques (TIP)	2014-05-20	18	357,53 $
43199	Prévention suicide - reconnaissance	2014-05-02	10	0,00 $
43200	Techniques d'interventions physiques (TIP)	2014-12-02	8	0,00 $
43201	Techniques d'interventions physiques (TIP)	2014-11-17	2	2 139,06 $
43202	Techniques d'interventions physiques (TIP)	2014-11-03	1	150,60 $
43203	Médicaments	2014-06-17	4	0,00 $
43204	Médicaments	2014-05-27	5	0,00 $
43205	Médicaments	2014-05-20	5	0,00 $
43206	Médicaments	2014-05-13	5	0,00 $
43246	PIFASC - 24e Cohorte - Stage détention - Formateurs	2014-04-28	10	0,00 $
43249	PIFASC24 - Prog. de formation en sécurité continue	2014-05-20	22	875,27 $
43254	PIFASC - 25e Cohorte - Stage détention - Formateurs	2014-07-07	11	0,00 $
43255	PIFASC25 - Prog. de formation en sécurité continue	2014-07-28	23	1 593,69 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
43256 PIFASC - 26e Cohorte - Stage détention - Formateurs	2014-09-22	11	0,00 $
43257 PIFASC26 - Prog. de formation en sécurité continue	2014-10-16	23	3 735,89 $
43258 PIFASC - 27e Cohorte - Stage détention - Formateurs	2014-12-01	7	0,00 $
43259 PIFASC27 - Prog. de formation en sécurité continue	2014-12-22	17	2 928,26 $
43260 Techniques interventions physiques (TIP)	2015-02-16	11	0,00 $
43261 Érosion des berges	2015-02-04	19	0,00 $
43277 Présentation du PNO	2014-06-18	10	0,00 $
43287 ECIU	2014-09-23	10	0,00 $
43289 ECIU	2014-09-23	10	0,00 $
43290 ECIU	2014-09-23	11	0,00 $
43291 ECIU	2014-11-11	6	0,00 $
43292 ECIU	2014-12-09	12	0,00 $
43295 ECIU	2014-10-28	10	0,00 $
43296 ECIU	2014-11-11	9	0,00 $
43297 ECIU	2014-12-09	7	0,00 $
43302 Requalification de tir	2014-10-30	5	0,00 $
43303 Armes à feu - Sensibilisation	2014-11-13	4	0,00 $
43304 Qualification de tir	2014-05-14	1	0,00 $
43305 Bâton télescopique	2015-01-21	9	0,00 $
43306 Bâton télescopique	2015-02-02	1	0,00 $

Fournisseur : ***MSP - DGSG*** **Type:** Interne

42018 Contenu et cheminement documents officiels (CT)	2014-04-04	1	0,00 $
42475 Rappel OC	2014-11-14	11	0,00 $

Fournisseur : ***MSP - DRH*** **Type:** Interne

41938 Gestion du rendement, bloc 2 et personnes diff.	2014-04-22	1	300,00 $
41956 Gestion du stress à la suite incident critique	2014-06-03	3	460,00 $
42158 Formation SAGIR	2014-05-15	4	0,00 $
42243 SAGIR - Volet responsable de l'assiduité	2014-04-23	2	99,10 $
42246 Gestion de la rémunération en détention	2014-05-07	1	213,49 $
42283 Gestion des personnes difficiles	2014-05-28	12	251,20 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
42469	Gestion du rendement bloc 2	2014-10-29	6	66,90 $
42505	E.C.I.U. - Pratique mai 2014	2014-05-21	24	0,00 $
42510	E.C.I.U. - Pratique juin 2014	2014-06-11	22	0,00 $
42511	E.C.I.U. - Pratique septembre 2014	2014-09-30	23	0,00 $
42512	E.C.I.U. - Pratique novembre 2014	2014-11-11	21	0,00 $
42530	Gestion des personnes au comportement difficile	2014-04-22	3	0,00 $
42823	E.C.I.U. - Pratique décembre 2014	2014-12-11	22	0,00 $
43152	E.C.I.U. - Pratique février 2015	2015-02-05	22	0,00 $
43275	Gestion du rendement - bloc 2	2015-01-29	5	0,00 $

Fournisseur : ***MSP-SERVICES CORRECTIONNELS*** **Type:** Interne

42034	Accueil des nouveaux professionnels	2014-05-26	11	5 933,17 $
42035	Accueil des nouveaux professionnels	2014-06-02	10	5 612,95 $
42242	Équipe correctionnelle en interventions d'urgence	2014-04-22	11	238,82 $
42245	Admission	2014-05-05	5	0,00 $
42247	Gestion de l'incarcération	2014-06-03	11	0,00 $
42310	Accueil des nouveaux professionnels	2014-09-15	11	6 603,91 $
42311	Accueil des nouveaux professionnels	2014-09-22	9	6 347,09 $
42454	Accueil des nouveaux professionnels	2014-11-24	13	9 275,14 $
42786	Téléphones cellulaires en détention	2014-12-04	1	0,00 $
42883	Schedule pro (SPRO)	2014-05-20	1	0,00 $
43106	Mise à jour du crime organisé au Québec	2014-11-19	2	0,00 $
43157	GRD - Volet SAGIR SGR2	2014-09-25	1	250,00 $
43158	GRD - Volet SAGIR SGR2	2014-05-13	1	0,00 $
43173	Rafraîchissement admission	2014-09-02	5	0,00 $
43174	Rafraîchissement admission	2014-09-03	5	0,00 $
43175	Rafraîchissement admission	2014-09-16	4	0,00 $
43176	Rafraîchissement admission	2014-09-17	5	0,00 $
43177	Rafraîchissement admission	2014-09-23	5	0,00 $
43179	Armes à feu	2014-09-22	7	1 712,01 $
43180	Gestion du stress	2014-09-10	1	777,40 $
43181	Système de gestion des visites	2014-10-07	10	0,00 $
43182	Rafraîchissement admission	2014-10-08	4	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
43183 Rafraîchissement admission	2014-10-15	5	0,00 $
43184 Rafraîchissement admission	2014-10-16	5	0,00 $
43185 Moniteur - Techniques d'interventions physiques	2014-11-03	2	1 315,19 $
43186 Techniques d'interventions sécuritaires	2014-11-06	2	483,09 $
43189 Moniteur - Techniques d'interventions physiques	2014-11-17	2	3 414,00 $
43191 Gestion des renseignements sécuritaires	2014-12-01	2	1 374,32 $
43192 ÉCIU	2014-12-02	9	112,78 $
43194 Prévention du suicide	2014-12-02	1	317,01 $
43263 Conduite véhicule prioritaire	2015-01-19	17	0,00 $
Fournisseur : ***NorthSec***		**Type:** Externe	
42137 NorthSec 2014	2014-04-25	4	461,73 $
Fournisseur : ***Office de la langue française***		**Type:** Externe	
42370 Rédaction épicène	2014-10-02	1	16,41 $
Fournisseur : ***Ordre des comptables agréés du Québec***		**Type:** Externe	
42390 Revue - Concepts fondamentaux en gestion de projets	2014-05-05	1	206,00 $
Fournisseur : ***Ordre des évaluateurs agréés du Québec***		**Type:** Externe	
42142 Tournée régionale du président de l'OEAQ	2014-05-07	1	55,00 $
Fournisseur : ***Ordre des ingénieurs du Québec***		**Type:** Externe	
42069 Éthique, déontologie et pratique professionnelle	2014-04-16	1	184,00 $
Fournisseur : ***Ouranos***		**Type:** Externe	
43262 Symposium Ouranos	2014-12-04	2	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***PMI Lévis-Québec***		**Type:** Externe	
42139 Colloque 2014 du PMI Lévis-Québec	2014-04-29	1	707,48 $
Fournisseur : ***PROMEGA CORPORATION***		**Type:** Externe	
43055 Human identification Symposium	2014-09-28	1	0,00 $
Fournisseur : ***Qualitemps***		**Type:** Interne	
42019 Maîtriser Word pour gagner du temps	2014-04-09	1	215,00 $
Fournisseur : ***Régie des rentes du Québec***		**Type:** Interne	
42071 Développement prof. sur révision administrative	2014-05-29	1	340,00 $
Fournisseur : ***Regroupement de réseaux en santé des personnes***		**Type:** Externe	
42146 Mise à jour jurisprudence rendue 2013-2014	2014-05-27	1	295,00 $
Fournisseur : ***Réseau Action TI***		**Type:** Externe	
42134 OCTAS - Prix mérite	2014-04-09	1	387,73 $
42938 JIQ 2014	2014-11-25	1	355,00 $
Fournisseur : ***RG Regain, groupe conseil***		**Type:** Externe	
42584 Le plaisir de la différence… pour mieux faire ens.	2014-08-26	1	0,00 $
Fournisseur : ***Richter Groupe Conseil inc.***		**Type:** Externe	
43286 Audit interne des technologies de l'information	2014-10-24	1	19,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***RIMAS***		**Type:** Externe	
42248 Vers meilleure compréhension l'agression sexuelle	2014-06-11	3	525,00 $
42603 Colloque RIMAS	2014-06-12	1	175,00 $
43102 Colloque RIMAS	2014-06-12	1	0,00 $
43252 Colloque RIMAS	2014-06-12	1	445,00 $
43253 Colloque RIMAS	2014-06-12	1	445,00 $
Fournisseur : ***RRSPT***		**Type:** Externe	
42590 Régime de tarification de la CSST	2014-10-16	1	18,30 $
Fournisseur : ***SATAS***		**Type:** Externe	
42632 Prévenir les homicides intrafamiliaux	2014-11-13	8	278,40 $
Fournisseur : ***Secrétariat du Conseil du trésor***		**Type:** Interne	
41977 Le répondant en éthique	2014-05-01	1	117,15 $
42935 Démarche organisationnelle de mobilisation	2014-11-25	1	0,00 $
Fournisseur : ***SÉCURITÉ PUBLIQUE***		**Type:** Interne	
43074 Clientèle autochtones	2014-10-16	15	0,00 $
43101 Conférence - Domiciliation précaire ds l'Ouest MTL	2014-11-10	1	11,00 $
43104 Formation rapport présentenciel	2014-10-08	1	0,00 $
Fournisseur : ***SENTINEL***		**Type:** Externe	
42619 La résilience	2014-11-20	6	0,00 $
Fournisseur : ***SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC***		**Type:** Interne	
42645 Gestion rémunération en détention GRD	2014-05-08	12	500,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Société canadienne des sciences judiciaires***		**Type:** Externe	
42918 Conférence sur l'Assurance qualité (CSFS)	2014-05-07	1	0,00 $
42929 Canadian Society of Forensic Science - conférence	2014-05-07	1	0,00 $
Fournisseur : ***SOFT - Soc. of Forensic Toxicologists***		**Type:** Externe	
42928 SOFT 2014 Congrès annuel 2014	2014-09-20	1	0,00 $
42930 Congrès SOFT 2014	2014-09-20	1	0,00 $
Fournisseur : ***SPVM***		**Type:** Externe	
43225 Les survivantes	2014-06-04	1	0,00 $
Fournisseur : ***SÛRETÉ DU QUÉBEC***		**Type:** Interne	
42256 Enregistrement délinquant sexuel	2014-06-05	15	0,00 $
42626 Renseignement criminel de la SQ	2014-11-19	1	46,10 $
42924 Forensic science as a tool for combating terrorism	2014-07-17	1	0,00 $
Fournisseur : ***Technologia Formation***		**Type:** Externe	
42020 Trucs et astuces relations d'affaires	2014-04-23	1	215,00 $
42081 Éthique, aisance téléphone, courriel, en personne	2014-05-09	1	489,00 $
42153 Gestion efficace du temps et des priorités	2014-06-18	1	795,00 $
Fournisseur : ***TELUQ***		**Type:** Externe	
42333 Certificat gestion ressources humaines	2014-06-02	1	424,34 $
Fournisseur : ***Université Concordia***		**Type:** Institutionnelle	
42080 ACPAS	2014-05-15	1	74,00 $
43229 Formation CSST	2014-07-24	1	0,00 $

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Université Laval***		**Type:** Externe	
42084 Application pratique mécanique sols	2014-05-08	1	1 395,00 $
43247 Résolution créative de problèmes	2014-11-04	1	450,00 $
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL***		**Type:** Institutionnelle	
42548 Stage - Baccalauréat en criminologie	2014-09-03	1	166,66 $
42549 Évaluation clinique - Baccalauréat en criminologie	2014-04-03	1	0,00 $
43223 Formation clientèle féminine - Criminologie	2014-06-17	2	0,00 $
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ DU QUÉBEC***		**Type:** Institutionnelle	
42915 Introduction à la comptabilité financière	2014-09-02	1	658,35 $
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL***		**Type:** Institutionnelle	
43238 Certificat en comptabilité générale	2014-09-02	1	0,00 $
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ LAVAL***		**Type:** Institutionnelle	
42616 Journée GIS/GIS Day	2014-11-19	1	0,00 $
Fournisseur : ***Université Laval***		**Type:** Institutionnelle	
42374 Journée de la psychiatrie légale	2014-10-15	3	36,12 $
43132 Synergologie	2014-11-02	3	47,98 $
43134 Souci d'autrui, prise de décisions des gestionnaires	2014-11-03	3	0,00 $
43135 Enquêtes internes	2014-11-12	2	31,80 $
43136 Détection de faux	2014-11-19	2	17,50 $
Fournisseur : ***UQAM***		**Type:** Externe	
42044 Illustrator de base	2014-05-12	1	0,00 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **– 03.01**

QUESTION 16 :	**Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.**

Voir les documents ci-joints.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début		Participants	Total
Fournisseur : ***Ass. accès et protection de l'information (AAPI)***				**Type:** Externe		
1790	22e Congrès AAPI		2014-04-16		1	747,34 $
Total du fournisseur :					**1**	**747,34 $**
Fournisseur : ***Ass. paritaire santé, sécurité au travail (APSSAP)***				**Type:** Externe		
1793	Initiation nouveaux membres comité santé-sécurité		2014-04-15		1	0,00 $
1797	Inspection et enquête d'accidents		2014-05-29		1	31,30 $
Total du fournisseur :					**2**	**31,30 $**
Fournisseur : ***Barreau du Québec***				**Type:** Externe		
1806	Psychologie et gestion des personnalités		2014-05-23		1	0,00 $
1807	Revue annuelle de jurisprudence en droit adm.		2014-04-24		2	114,98 $
1858	Droit administratif et la Cour suprême		2014-10-15		2	0,00 $
1868	Code de déontologie des avocats		2015-02-20		3	30,00 $
1869	Une des parties est non représentée		2015-02-20		1	46,00 $
Total du fournisseur :					**9**	**190,98 $**
Fournisseur : ***Bibliothèque, archives nationales du Québec (BANQ)***				**Type:** Interne		
1850	Gestion application de la Loi sur les archives		2014-10-17		1	0,00 $
Total du fournisseur :					**1**	**0,00 $**

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début		Participants	Total
Fournisseur : ***C.A.R.R.A.***				**Type:** Interne		
1833	Préparation à la retraite		2014-11-10		1	250,00 $
Total du fournisseur :					**1**	**250,00 $**
Fournisseur : ***CEGEP MARIE-VICTORIN***				**Type:** Institutionnelle		
1781	Préparation à la retraite		2014-05-14		2	500,00 $
Total du fournisseur :					**2**	**500,00 $**
Fournisseur : ***Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)***				**Type:** Externe		
1805	La justice administrative		2014-05-15		10	300,00 $
Total du fournisseur :					**10**	**300,00 $**
Fournisseur : ***Centre de leadership et de dév. des compétences***				**Type:** Externe		
1796	L'interface politico-administrative		2014-07-07		1	25,00 $
Total du fournisseur :					**1**	**25,00 $**
Fournisseur : ***Conférence juges administratifs du Québec (CJAQ)***				**Type:** Externe		
1832	Le langage clair en droit		2014-06-06		1	100,00 $
1862	Le non-verbal - Atout ou danger pour les décideurs		2014-11-07		2	84,46 $
Total du fournisseur :					**3**	**184,46 $**

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début		Participants	Total
Fournisseur : ***Conseil du Trésor***				**Type:** Interne		
1829	Atelier d'étude de cas d'invalidité		2014-09-10		1	22,00 $
Total du fournisseur :					**1**	**22,00 $**
Fournisseur : ***CSPQ***				**Type:** Interne		
1810	Formation SAGIR		2014-04-07		1	102,55 $
1811	Formation SAGIR		2014-04-07		1	0,00 $
1812	Formation SAGIR		2014-05-12		1	80,10 $
1861	Formation SAGIR		2015-02-02		1	0,00 $
1867	Formation SAGIR		2015-02-12		2	24,00 $
Total du fournisseur :					**6**	**206,65 $**
Fournisseur : ***ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE***				**Type:** Institutionnelle		
1763	Apprentissage du gestionnaire-leader		2014-04-08		1	2 100,00 $
1785	Gestionnaire-leader de la fonction publique		2014-04-08		1	2 100,00 $
1831	Management des organismes publics		2014-05-10		1	0,00 $
Total du fournisseur :					**3**	**4 200,00 $**
Fournisseur : ***Formations Qualitemps inc.***				**Type:** Externe		
1801	Gestion du temps, des activités et des priorités		2014-04-15		1	340,00 $

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début		Participants	Total
Fournisseur : ***Formations Qualitemps inc.***				**Type:** Externe		
Total du fournisseur :					**1**	**340,00 $**
Fournisseur : ***Gaëlle Dubé***				**Type:** Externe		
1827	Identification des cépages		2014-09-11		8	1 782,54 $
Total du fournisseur :					**8**	**1 782,54 $**
Fournisseur : ***G-P Québec (comm. de pratique en gestion de projet)***				**Type:** Externe		
1834	Colloque 2014 GP-Québec		2014-10-22		1	250,00 $
Total du fournisseur :					**1**	**250,00 $**
Fournisseur : ***Groupe Walpole***				**Type:** Externe		
1792	Processus législatif système parlementaire can.		2014-05-16		2	120,00 $
Total du fournisseur :					**2**	**120,00 $**
Fournisseur : ***Institut Canadien***				**Type:** Externe		
1764	Formation avancée sur le droit administratif		2014-06-10		1	795,00 $
Total du fournisseur :					**1**	**795,00 $**
Fournisseur : ***Institut d'éthique appliquée***				**Type:** Externe		
1773	Développer et intégrer l'éthique au quotidien		2014-08-19		1	900,00 $

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début		Participants	Total
Fournisseur : ***Institut d'éthique appliquée***			**Type:** Externe		
Total du fournisseur :				**1**	**900,00 $**
Fournisseur : ***Konika Minolta***			**Type:** Externe		
1866 Simplifier votre quotidien		2015-02-12		1	0,00 $
Total du fournisseur :				**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Michel Gauthier, maître-brasseur***			**Type:** Externe		
1746 Cours technique sur la fabrication de la bière		2014-05-05		1	1 207,24 $
Total du fournisseur :				**1**	**1 207,24 $**
Fournisseur : ***Ministère de la Justice***			**Type:** Interne		
1800 Situation de menace imminente		2014-05-28		3	0,00 $
Total du fournisseur :				**3**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité publique***			**Type:** Interne		
1786 Prévention et règlement de conflit et harcèlement		2014-04-23		2	0,00 $
Total du fournisseur :				**2**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Ministère dévelop. durable, environnements et parcs***			**Type:** Interne		
1780 Pratiques d'acquisitions écoresponsables		2014-04-03		1	0,00 $

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début		Participants	Total
Fournisseur : ***Ministère dévelop.durable, environnements et parcs***				**Type:** Interne		
1859	Sensibilisation-mise en œuvre du dévelop. Durable		2014-11-12		1	0,00 $
Total du fournisseur :					**2**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Ministère Économie, Innovation et Exportations***				**Type:** Interne		
1817	Analyse d'impact réglementaire		2014-06-09		4	0,00 $
Total du fournisseur :					**4**	**0,00 $**
Fournisseur : ***RACJ***				**Type:** Interne		
1819	Historique de l'Alcool et de la RACJ		2014-05-28		11	0,00 $
1820	Bingo		2014-06-03		2	0,00 $
1821	LLV		2014-06-04		3	0,00 $
1822	Concours publicitaires		2014-06-05		3	0,00 $
1823	Tirages		2014-06-05		3	0,00 $
1824	Appareils d'amusement		2014-06-04		3	0,00 $
1825	Accueil RACJ		2014-06-17		2	0,00 $
1826	Les permis d'alcool dans le secteur des fabricants		2014-05-21		6	0,00 $
1835	Loi sur la RACJ		2014-07-16		5	0,00 $
1836	Accueil		2014-07-15		4	0,00 $
1837	Loi sur la RACJ		2014-07-17		4	0,00 $
1838	Loi Permis d'alcool (LPA) art. 25 à 33		2014-07-22		6	0,00 $

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début		Participants	Total
Fournisseur : ***RACJ***				**Type:** Interne		
1839	Loi Permis d'alcool (LPA) art. 35 à 50		2014-07-24		7	0,00 $
1840	Loi Permis d'alcool (LPA) art. 33 et 24.1		2014-07-25		5	0,00 $
1841	Loi Permis d'alcool (LPA) 25 à 33		2014-07-25		3	0,00 $
1842	Loi Permis d'alcool (LPA) art. 24,1		2014-07-29		5	0,00 $
1843	Loi Permis d'alcool (LPA) art. 50 à 72		2014-07-30		5	0,00 $
1844	Loi Permis d'alcool (LPA) art. 73		2014-07-31		5	0,00 $
1845	CIDREQ (fusion et acquisition)		2014-11-13		14	0,00 $
1846	CIDREQ (fusion et acquisition)		2014-12-10		22	0,00 $
1847	CIDREQ (fusion et acquisition)		2014-11-25		17	0,00 $
1848	Formes juridiques de l'entreprise		2014-10-15		25	0,00 $
1849	CIDREQ (fusion et acquisition)		2014-10-22		31	0,00 $
1851	Tirages		2014-09-19		7	0,00 $
1852	Bingo		2014-09-18		7	0,00 $
1853	Concours publicitaires		2014-09-24		6	0,00 $
1856	CT-Paiement		2014-07-14		25	0,00 $
1863	Les courses de chevaux au Québec		2015-02-03		15	0,00 $
1864	Les tirages moitié-moitié		2015-01-14		23	0,00 $
1870	Loi sur l'accès aux doc. des organismes publics		2015-02-24		4	0,00 $
Total du fournisseur :					**278**	**0,00 $**

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début		Participants	Total
Fournisseur : ***Regroup.Réseaux en Santé des personnes au travail***				**Type:** Externe		
1857	Mobiliser votre équipe - ère nouvelles réalités		2014-11-05		1	375,00 $
Total du fournisseur :					**1**	**375,00 $**
Fournisseur : ***Université Concordia***				**Type:** Institutionnelle		
1830	Les défis du jeu en ligne au Québec et ailleurs		2014-09-10		1	0,00 $
Total du fournisseur :					**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Université de Sherbrooke***				**Type:** Institutionnelle		
1798	Colloque en éthique appliquée - 2014		2014-05-22		5	1 622,50 $
Total du fournisseur :					**5**	**1 622,50 $**
Fournisseur : ***Université du Québec à Rimouski (UQAR)***				**Type:** Externe		
1818	Production II (PRO-30097)		2014-04-28		1	222,42 $
1828	Entreprenariat et réseaux sociaux et PME gestion		2014-09-03		1	454,62 $
1860	Diagnostic et Intervention - Projet d'entreprise		2015-01-12		1	454,62 $
Total du fournisseur :					**3**	**1 131,66 $**
Fournisseur : ***Université Laval***				**Type:** Institutionnelle		
1745	Légistique		2014-09-20		1	327,32 $
1802	Rédaction efficace - enquêtes adm. et pénales		2014-05-06		4	1 857,60 $

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Université Laval***				**Type:** Institutionnelle	
1803	Témoignage de l'enquêteur devant les tribunaux		2014-05-20	2	700,00 $
1813	Principes de droit administratif		2014-04-02	2	870,00 $
1814	Preuve et méthodologie des enquêtes adm.- pénales		2014-04-08	1	810,00 $
1815	Perquisition		2014-04-30	2	590,00 $
1816	Techniques d'entrevue enquête adm-pénales		2014-05-13	2	1 230,00 $
Total du fournisseur :				**14**	**6 384,92 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

Les articles de loi restreignant les ordonnances de sursis sont entrés en vigueur à l'automne 2012. Il a donc été prévu, que l'effet de la loi se fasse sentir après une période de deux ou trois ans, soit minimalement à partir de l'automne 2014. Il fallait donc attendre au moins deux ans avant de tenter d'estimer l'effet de la loi.

Une augmentation de la population purgeant une peine discontinue a été observée entre 2011-2012 et 2013-2014.

Une collecte de données a été effectuée en 2014-2015. L'analyse de ces données est présentement en cours et permettra de mieux cerner l'effet de la loi et les coûts associés à son entrée en vigueur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

La Loi sur la sécurité des rues et des communautés, adoptée le 13 mars 2012, apporte de nombreux changements au Code criminel et à d'autres lois connexes. Elle impose notamment des peines minimales obligatoires pour des infractions qui par le passé pouvaient faire l'objet d'un sursis à l'emprisonnement. Ces peines doivent obligatoirement être purgées en détention.

Les coûts supplémentaires assumés par la Commission en lien avec la mise en application de ces mesures sont liés à l'augmentation de la clientèle carcérale, dans la mesure où cela se traduit par une augmentation du nombre de séances tenues par la Commission.

La Commission constate une augmentation du nombre de séances au cours des trois dernières années.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 18 : Copie de tout document du ministère et de toute intervention de la ministre relativement aux impacts du projet de loi C-51.

Les informations demandées ne sont pas en lien avec l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

QUESTION 19 : **Unité permanente anticorruption (UPAC) :**

a) Au 1er mars 2015, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;

b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2015-2016;

c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;

d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er juin 2014 et le 1er mars 2015;

e) Bilan des activités de l'UPAC.

(Voir pages suivantes).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

a) Au 1er mars 2015, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;

	EFFECTIFS EN POSTE AU **27-02-2015**
Commissaire à la lutte contre la corruption (avec Service de la vérification)	73
Agence du revenu du Québec (Service des enquêtes de l'UPAC - Direction principale adjointe des enquêtes UPAC enquête)	21
Agence du revenu du Québec (Service du contrôle de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants)	18
Sûreté du Québec (Service des enquêtes sur la corruption)	99
Sûreté du Québec (Service des vérifications)	29
Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification)	5
Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification de l'intégrité)	2
Régie du bâtiment du Québec (Unité d'enquêtes)	7
Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (Équipe de vérification sur la gestion contractuelle des municipalités)	16
Bureau de lutte contre la malversation	32
Service de police de la Ville de Montréal (Escouade de protection de l'intégrité municipale)	21
TOTAL	**323**[1]

[1] Ce nombre correspond à l'effectif, en ETC, en poste à la date d'extraction des données et ne tient pas compte des postes vacants. Il ne correspond pas nécessairement au nombre de postes autorisés par le Conseil du trésor.

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2015-2016;

BUDGET VENTILÉ	
	2014-2015 (k$)
Commissaire à la lutte contre la corruption	7 824,6
Ministère de la Sécurité publique	2 261,0
Sûreté du Québec	20 244,4

En ce qui a trait à la ventilation du budget des autres ministères et des organismes qui contribuent à la réalisation du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption, se référer à chaque M/O concerné. Pour les résultats 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;

Référer à la réponse donnée à la question 17 du Cahier des renseignements généraux.

Le détail des coûts engendrés par ses activités :

Les coûts relatifs à l'UPAC se retrouvent à l'intérieur des prévisions budgétaires du ministère (référer à la question 13 de l'Opposition officielle).

La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;

Référer à l'article 9 de la Loi concernant la lutte contre la corruption.

Le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers :

Au 1er mars 2015 : 23 procureurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er juin 2014 et le 1er mars 2015;

Entre le 1er juin 2014 et le 1er mars 2015, l'UPAC a réalisé:

- 188 perquisitions
- 14 arrestations et déposé 67 accusations criminelles et 6 accusations pénales

Le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête :

En date du 12 mars 2015 : 46 enquêtes étaient en cours

e) Bilan des activités de l'UPAC.

En date du 12 mars 2015 :

OPÉRATIONS

- 3 186 signalements (renseignements, dénonciations, plaintes, etc.) reçus;
- 14 grands chantiers en suivi de détection de collusion et de corruption;
- un dossier concernant des mesures de représailles ouvert;
- 25 projets d'enquêtes criminelles devant les tribunaux.

ENQUÊTES

- 144 arrestations;
- 158 accusations criminelles (personnes physiques et morales);
- 51 accusations pénales (personnes physiques et morales);
- 1137 mandats de perquisition, d'ordonnances exécutés et autorisations judiciaires;
- 394 chefs d'accusations criminelles;
- 3499 chefs d'accusations pénales;
- 9 verdicts de culpabilité au criminel et 19 au pénal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

VÉRIFICATIONS ADMINISTRATIVES

- 55 dossiers de vérification sont en cours pour un total de 356 dossiers traités;
- 2 629 421 $ ont été réclamés par la Commission de la construction du Québec (CCQ);
- 112 450 heures ont été réclamées par la CCQ.

VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES [2]

- 1 300 dossiers reçus de l'Autorité;
- 1 198 avis émis par l'UPAC;
- 102 dossiers en traitement.

PRÉVENTION ET COMMUNICATIONS

- 597 séances de prévention
- 18 299 personnes dont les fonctions sont liées au processus d'octroi de contrats publics ont été rencontrées;
- 57 communiqués de presse ont été diffusés;
- 11 conférences de presse ont été tenues.

GESTION ET RESSOURCES HUMAINES

- 323 ressources en place;
- 53 activités de formation suivies en 2014-2015;
- 108 activités de gestion, liées à la direction et à la coordination des opérations et aux ressources humaines, ont été tenues en 2014-2015.

[2] Depuis le 1er janvier 2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 20 : Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004[1], par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système. Pour 2014-2015, indiquer le total des sommes consacrées au projet Sentinelle

Au mois de novembre 2011, le projet SIIJ est scindé en deux projets distincts soit « JuLien » pour le ministère de la Justice et « Sentinelle » pour le ministère de la Sécurité publique.

Le projet SIIJ est suspendu depuis mars 2012 et le MSP assume désormais le volet correctionnel par la prise en charge du dossier « Sentinelle » avec comme objectif de procéder à sa relance.

Étapes réalisées (Sentinelle) :

- Juin 2012, dépôt au bureau du Dirigeant principal de l'information (DPI) d'un dossier d'affaires final en vue d'obtenir l'autorisation pour la poursuite du projet Sentinelle.
- Les échanges se poursuivent avec le bureau du DPI.

Sommes consacrées au projet :

- 1 372 ,2 k$ à ce jour depuis la scission des deux projets.
- Aucun coût capitalisé au projet en 2014-2015, car le projet est en suspens. Cependant, 113 410 $ ont été dépensés en 2014-2015, à même les budgets du MSP, dans le cadre de la révision du dossier d'affaires final.

Prochaines étapes :

- Production et dépôt d'un nouveau dossier d'affaires final;
- Obtention des autorisations requises du DPI et du Conseil du trésor;
- L'implantation du futur système est prévue dans une période de 24 mois suivant l'autorisation du Conseil du trésor et le début des travaux de réalisation.

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Montant dédié à la mise en place d'un registre des armes à feu québécois pour 2014-2015.

Des ressources internes du ministère ont travaillé sur ce dossier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de ces programmes de financement :

TOTAL DU PROGRAMME - 01.04	**18 032 946**

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ 2014-2015

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)-Montréal	55 000
Avenue des jeunes-Gatineau	43 000
Centre d'amitié autochtone de Québec	45 000
Centre communautaire Entre-Nous - Gatineau	61 000
Maison des jeunes l'Énigme de Beaupré	37 000
L'Avenue, Justice Alternative	20 000
Coalition Sherbrookoise pour le travail de rue	45 000
Corporation d'animation l'Ouvre-Boîte de Quartier	37 000
Dopamine-Montréal	66 000
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	34 700
La Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc.-Québec	60 000
Les Œuvres de la Maison Dauphine –Québec	38 000
Maison des jeunes par la Grand'Porte	41 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
Maison d'Haïti-Montréal	60 000
Maison des jeunes Merciérois	40 000
Maison des jeunes L'Escapade de Val-Bélair-Québec	66 000
MotivAction Jeunesse-Québec	58 000
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	46 000
Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.	38 200
Plein Milieu	38 000
Point de Rue	50 300
Réseau d'entraide des Appalaches-Thetford Mines	9 800
Rue Action Prévention Jeunesse - Ahunstic	40 000
SQUAT Basse-Ville-Québec	33 000
Tandem-Jeunesse – Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques	60 000
Trame d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse-Québec	73 000
Un itinéraire pour tous-Montréal	55 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

PLAN D'INTERVENTION QUÉBECOIS SUR LES GANGS DE RUE 2011-2014

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'île (AJOI)	35 000
Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	31 000
Bureau de la communauté haïtienne de Montréal	36 000
C.A.L.A.C.S. La Chrysalide	102 137
Maison de jeunes Kekpart	54 019
Maison des jeunes de Saint-Léonard	32 100
Prévention Notre-Dame-de-Grâce	36 000
Projet Intervention Prostitution de Québec	55 000
Service de travail de rue de Chicoutimi	32 000
Sexplique	36 809
SQUAT Basse-Ville	35 787
Stella, l'amie de Maimie	55 000
Unité d'Intervention mobile l'Anonyme	98 447
Réseau d'échange et d'information sur les gangs - Ville de Québec	40 000
Club garçons et filles de LaSalle	42 000
Macadam Sud	44 000
Projet Ado-Communautaire en Travail de rue	40 000
Regroupement action prévention (RAP jeunesse des Laurentides)	41 000
Travail de rue action communautaire (TRAC)	43 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

(Maximums prévus pour 2014-2015 qui seront versés conformément à la décision du Conseil du Trésor)

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
ADPQ	115 000
Blainville	6 000
Bromont	6 800
Châteauguay	16 800
Deux-Montagnes	6 800
École nationale de police du Québec	35 000
Gatineau	59 200
Granby	19 600
Laval	78 000
Lévis	27 200
Longueuil	82 000
Memphrémagog	15 200
Mirabel	11 200
Mont-Tremblant	16 000
MRC Les Collines de l'Outaouais	12 000
Québec	174 800
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	30 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
Richelieu-St-Laurent	38 800
Roussillon	16 800
Saguenay	43 600
Sainte-Marie	4 800
Saint-Eustache	13 200
Saint-Jean-sur-Richelieu	28 400
Saint-Jérôme	18 000
Sherbrooke	44 800
SPVM	1 397 773
Terrebonne	28 000
Thérèse-De Blainville	19 600
Thetford-Mines	8 800
Trois-Rivières	45 200
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes	40 000
Réserve CPM - Remboursement des frais relatifs aux sanctions	76 500
Réserve CPM - Remboursement des frais de formation	45 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)

(Maximums prévus pour 2014-2015 qui seront versés conformément à la décision du Conseil du Trésor)

CORPS DE POLICE	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
Service de police de la Ville de Montréal	2 360 784

PROGRAMME ACCÈS TABAC

(Maximums prévus pour 2014-2015 qui seront versés d'après les prévisions du MSP conformément à la décision du Conseil du Trésor)

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
ADPQ	15 000
Gatineau	300 000
Laval	300 000
Longueuil	150 000
Québec	300 000
Richelieu-St-Laurent	300 000
Roussillon	18 000
Saguenay	300 000
St-Jérôme	300 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
Sherbrooke	300 000
SPVM	4 209 767
Trois-Rivières	300 000
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	150 000
Réserve CPM et ENPQ - Remboursement des frais de formations	87 400

AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	60 000
École nationale de police du Québec (ENPQ)	3 760 700

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À CERTAINES MUNICIPALITÉS RURALES DESSERVIES PAR UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015 (en $)
Saint-Isidore	96 698
Saint-Mathieu	4 425

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Relais des jeunes Gatineau	Les dépasser…pour mieux profiter	Organisme non admissible.
Antre-Hulloises inc.	Je choisis, je grandis avaec ma communauté	Organisme non admissible.
TOIT JEF inc.	Travail de milieu - plus près des jeunes	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre Sida Amitié	Travail de proximité: prévention des méfaits et de la criminalité auprès des jeunes laurentiens toxicomanes ou à risque de le devenir	Organisme non admissible.
Le TRÀSH-Travail de rue Shawinigan	Le travail de rue à Shawinigan au cœur de sa communauté	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre d'orientation paralégale et sociale pour immigrants (COPSI)	Continuation de l'implantation du service Inter-Guide	Organisme non admissible.
Corporation aide et intégration jeunesse au travail de la Vallée-du-Richelieu	Travail de rue Villages et rangs	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Club Garçons et filles de Lasalle	Projet de prévention communautaire de Lasalle	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Club Lions Grand Paspébiac	Travailleur de milieu	Organisme non admissible.
Trans-Art 2000	Jeunes, revoyez votre monde	Organisme non admissible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Association sportive et comunautaire Centre-Sud	Un intervenant de rue dans Centre-Sud	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Production vision Oracle	Réflexions	Organisme non admissible.
En tout CAS (Concertation, Aide, Soutien) jeunesse	Travail de rue dans Rimouski-Neigette	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Équipe RDP	Poursuite pour l'action concertée dans Rivières-des-Prairies	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre d'Amitié autochtone La Tuque inc.	Pismiwapi	Organisme non admissible.
Corporation l'Autre Cartier	Intervention de proximité l'Autre Cartier	Organisme non admissible.
Maison de jeunes de l'Ancienne-Lorette	Intervenants WEB	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Le Tremplin 16-30 de Sherbrooke	Travail de jour pour les jeunes de 16 à 30 ans	Organisme non admissible.
Patro Jonquière inc.	Travail de rue dans les milieux ruraux	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
La Maison des jeunes de Saint-Fulgence	Prév'action Saint-Fulgence	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Grands Frères Grandes Sœurs du Grand Montréal	Échec et Mat aux comportements délinquants	Organisme non admissible.
Loisirs Saint-Jacques	Préviens-moi	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Le Centre communautaire Val-Martin	Dans la rue pour les jeunes	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent inc.	Intervention de milieux RJSL	Organisme non admissible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Comité du travail de rue d'Alma	Travail de proximité en milieu rural	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Femmes averties/Women aware	Conjugal violence: it's not a private matter, it's a crime	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison de jeunes Châtelois	Travail de rue	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Perspectives Jeunesse	Je choisis ma réussite avant mon gang	Organisme non admissible.
Projet RCIC	NOMADE	Organisme non admissible.
Centre de la Famille Valcartier	Travail de milieu - la force des jeunes!	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Mani-Jeunes inc.	Café jeunesse Vallée de la Gatineau	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Action prévention Verdun	Médiation sociale et urbaine dans l'arrondissement Verdun	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Répit Jeunesse	Projet N.É.O. (normes d'encadrement originales)	Organisme non admissible.
Maison des jeunes de Lasalle	Tous les garçons et les filles de mon âge!	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Ligne jaune	Ligne jaune au travail de milieu VVB et Montréal	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Projet intervention Prostitution Québec	Exploitation sexuelle : le rôle des garçons	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre Huron-Wendat	Misons sur l'intervention de proximité	Organisme non admissible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Service d'intervention de proximité Domaine-du-Roy	Prévenir les comportements délinquants chez les jeunes en agissant sur les facteur de risque et de protection	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Carrefour Jeunesse-Emploi Anjou/Saint-Justin	RATRAP	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre de loisirs communautaires Lajeunesse - TANDEM VSP	Médiation urbaine - VSP	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Justice alternative Suroît	Fêtez sans pedre la Tête	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de l'Est de Laval	Funétik	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Tandem VSP	Déclics contre l'exploitation sexuelle	Projet non priorisé.
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Averties, Engagées et hors danger:ensemble contre l'exploitation sexuelle	Projet non priorisé.
YMCA Québec	Démystifier et agir contre l'exploitation sexuelle des filles, volet 12 13 ans	Projet non priorisé.
Maison Marie Frédéric	Approche globale d'intervention et d'intervention	Projet non priorisé.
Centre jeunessee de Québec - Institut universitaire	Développement de la prévention et de l'intervention en matière d'exploitation sexuelle des mineures	Projet non priorisé.
Office municipal d'habitation de Sherbrooke	Stoppons l'exploitation sexuelle	Projet non priorisé.
Maison d'Haïti	Les filles de Saint-Michel en toute sécurité contre l'exploitation sexuelle « Juste pour Elles »	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
La Maison ISA	Prévention de l'exploitation sexuelle auprès des jeunes	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Équipe R.D.P.	Prévention et intervention concertées en matière d'exploitation sexuelle auprès des adolescentes et des jeunes femmes vulnérables	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

TOTAL DU PROGRAMME - 01.05 **4 852 378 $**

SUBVENTIONS AD HOC [1]

ORGANISME	1ER AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 (en $)
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière relative à la participation des membres aux différents comités	40 000
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière pour l'organisation du congrès annuel	10 000
Administration régionale Kativik – contribution financière pour la formation des pompiers	125 000
Administration régionale Kativik – contribution financière relative aux infrastructures et équipements prévus au schéma de couverture de risques	302 201
École nationale des pompiers du Québec – contribution financière pour le financement de l'École	406 000
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie – contribution pour la poursuite des activités de sensibilisation et d'éducation du public sur les avalanches	30 000

[1] Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES [1]

ORGANISME	1ER AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 (en $)
Université du Québec à Rimouski - Convention de la Chaire de recherche en géoscience côtière	300 000
Université du Québec à Rimouski – Entente de services pour le suivi des stations de mesures (bornes) 2013 à 2016	200 000
Institut national de recherche scientifique – Contrat de recherche pour la modélisation en canal d'un profil de plage en vue d'un rechargement de plage	75 000
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles – Entente de service spécialisé pour la prise de photographies aériennes, la prise de levés LiDAR et topographiques.	136 250
Université Laval - Contrat de recherche pour l'amélioration de la connaissance de la dynamique des glaces de la rivière Sainte-Anne en vue de réduire les risques d'inondation dans la ville de Saint-Raymond	50 000
Institut national de recherche scientifique – Contrat de recherche pour l'amélioration de la connaissance du risque relié aux inondations - Brigham	24 625
Ministère des Transports (MTQ) – Réalisations de plans et devis par le MTQ quant à des travaux de prévention à réaliser	102 745
Frais de fonctionnement pour le Service de l'expertise de la DGSCSI	10 557

[1] Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2014-2015. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

PROGRAMME DES SCHÉMAS DE COUVERTURE DE RISQUES

ORGANISME	FINANCEMENT ANNUEL MAXIMUM AUTORISÉ (en $)
MRC de Mirabel - versement 4 pour la mise en œuvre du schéma	20 000
MRC Avignon - versement 4 pour la mise en œuvre du schéma	20 000

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL [1]

ORGANISME	FINANCEMENT ANNUEL MAXIMUM AUTORISÉ (en $)
Volet 1 : démarrage des cohortes pompiers I et II	1 765 250
Volet 2 : remboursement des diplômés pompiers I et II	385 484
Volet 3 : remboursement de la formation spécifique	849 266

[1] Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour les réponses aux questions **23 à 37** du groupe de l'opposition officielle voir le cahier de la Sûreté du Québec.

QUESTION 23 : **La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2014-2015.**

QUESTION 24 : **L'investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.**

QUESTION 25 : **L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2015, réparti par district et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.**

QUESTION 26 : **La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2015.**

QUESTION 27 : **Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2015.**

QUESTION 28 : **La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2014-2015 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2014 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.**

QUESTION 29 : **Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2014-2015.**

QUESTION 30 : **Effectifs policiers et budgets affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).**

QUESTION 31 : **La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour l'année 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues.**

QUESTION 32 : **Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2014-2015.**

QUESTION 33 : **Effectifs dévolus aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2014-2015.**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 34 :	**Le délai moyen de traitements des plaintes pour agression sexuelle en 2014-2015.**
QUESTION 35 :	**Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.**
QUESTION 36 :	**Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.**
QUESTION 37 :	**Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 38 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts *per diem* , les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2014-2015.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ MOYENNE D'ACCUEIL [1]	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE [2]	TAUX D'OCCUPATION [3]	COÛT/JOUR [4, 5, 6]	DÉPENSES PROBABLES 2014-2015 (k$)	
	2014-2015	2014-2015	2014-2015	2014-2015	Services correctionnels [5]	Éléments de gestion centrale [6]
Amos	121	141	117 %	344	14 150	3 532
Baie-Comeau	107	99	93 %	202	5 761	1 537
Chicoutimi	84	82	98 %	262	6 436	1 393
Hull	232	238	103 %	199	12 781	4 500
Leclerc de Laval[7]	114	92	81 %	471	9 471	6 355
Montréal - Prison de Bordeaux	1 357	1 432	106 %	157	57 324	24 932
Montréal - Maison Tanguay	220	222	101 %	173	10 280	3 704
New Carlisle et Havre-Aubert	104	95	91 %	230	6 270	1 714
Percé	46	42	91 %	386	3 748	2 175
Québec (homme et femme)	753	784	104 %	197	37 897	18 585
Rimouski	121	130	107 %	220	7 745	2 695
Rivière-des-Prairies	542	590	109 %	253	40 714	13 723
Roberval	71	71	100 %	239	5 089	1 096
Sept-Îles	27	25	93 %	402	2 994	673
Sherbrooke	314	299	95 %	184	15 002	5 124
Sorel	88	91	103 %	295	8 009	1 796
St-Jérôme	387	446	115 %	217	25 924	9 367
Trois-Rivières	314	302	96 %	176	14 543	4 850

[1] La capacité d'accueil correspond à la capacité disponible moyenne (places réelles, moins les places fermées) du 1er avril 2014 au 31 mars 2015 (Données non-officielles compilées en date du 1er avril 2015).
[2] Population moyenne quotidienne du 1er avril 2014 au 31 mars 2015 (Données non-officielles compilées en date du 1er avril 2015).
[3] Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité.
[4] Coût/jour: = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours)
[5] Dépenses probables Services correctionnels : Coûts directs des opérations (transport, comparution, hébergement etc.) en rémunération et en frais de fonctionnement et répartition des bureaux des directions générales adjointes (DGA).
[6] Répartition des dépenses probables éléments de gestion centrale : loyers des établissements de détention, rémunération et frais de fonctionnement pour la Direction générale des services à la gestion, etc.).
[7] Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin octobre 2014. L'admission des personnes incarcérées s'est fait de façon graduelle. La capacité moyenne et la PMQI sont calculées à partir du mois d'avril malgré l'absence de personnes incarcérées à l'établissement de détention, ce qui explique le chiffre peu élevé. Lors de l'utilisation optimale de l'établissement, le per diem devrait être semblable à celui de l'Établissement de détention de Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 39 : Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.

PROJETS	Sept-Îles	Amos	Sorel-Tracy [1]
Avant 2015	55,3 M$	50,2 M$	43,6 M$
2015-2016	35,6 M$	60,0 M$	30,7 M$
2016-2017	S.O.	15,7 M$	125,0 M$

[1] Les sommes déboursées représentent la portion du gouvernement et celle du partenaire privé pour la construction de l'immeuble.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 40 : État de situation de la construction de l'Établissement de Roberval. Coût final du projet.

État d'avancement du projet

Au cours du dernier trimestre, le chantier est passé progressivement d'un groupement d'espaces en achèvement de construction à des locaux maintenant fonctionnels, succédant aux grands ménages, inspections, rectificatifs et préparatifs pour leur livraison opérationnelle. La phase de correction de déficiences et de mise en service est en cours.

En date de décembre 2014, l'avancement des travaux est évalué à 95 % par la Société québécoise des infrastructures.

En ce qui concerne le coût final du projet, veuillez vous adresser à la Société québécoise des infrastructures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 41 : État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

Le pont aérien entre la région du Nunavik et la région l'Abitibi-Témiscamingue est une demande de la communauté inuit et une des conditions à l'acceptation du regroupement des détenus Inuits à l'établissement de détention d'Amos.

Depuis 2012, avec le soutien du Service aérien gouvernemental (SAG), des démarches ont été effectuées pour réussir à transporter, avec Air Inuit, les prévenus directement à Amos tout en réduisant les dépenses de transport. À ce jour, les intervenants Inuits et du ministère de la Sécurité publique (MSP) étudient la possibilité de mettre en place une ligne régulière ou l'ouverture de desserte par vol nolisé à destination de Rouyn-Noranda et/ou d'Amos selon les coûts et les installations aériennes disponibles. Les discussions se poursuivent afin de trouver une solution satisfaisante pour tous les intervenants concernés dans ce dossier, notamment dans le cadre des travaux du Groupe de travail sur la Justice au Nunavik.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 42 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2015 [1]; ventillation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES [1]		PLACES RÉELLES
	Condamnés	Prévenus	
Amos	55	79	121
Baie-Comeau	45	58	107
Chicoutimi	44	40	84
Havre-Aubert	0	0	6
Hull	130	101	232
Leclerc de Laval[2]	243	0	278
Montréal	794	556	1 357
New Carlisle	53	26	98
Percé	42	0	46
Québec (femme)	33	21	57
Québec (homme)	414	244	704
Rimouski	78	48	121
Rivière-des-Prairies	41	550	542
Roberval	48	24	71
Sept-Îles	18	10	27
Sherbrooke	189	123	314
Sorel	38	55	88
St-Jérôme	234	205	387
Tanguay	162	85	220
Trois-Rivières	165	121	314

[1] Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes à 23h59 le 31 mars 2015.

[2] Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval en octobre 2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 43 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services (Programme travaux compensatoires - PTC)	**Dépenses 2014-2015 ($)**	**Tarifs 2014-2015 (coût par dossier) ($)**	**Coût de l'entente du 1er juin 2012 au 31 mai 2016 ($)**	**Titre du programme**
Association canadienne de santé mentale - Section Saguenay	71 119	167	271 424	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	28 671	167	121 065	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac	40 919	167	211 752	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat et Moisson Laval inc.	327 971	111	1 377 682	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	28 401	167	119 765	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	242 601	111	1 134 024	Travaux compensatoires
Anti-pauvreté Mauricie Centre-du-Québec	184 372	142	771 975	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - PTC de Québec	193 652	142	854 020	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	146 525	142	737 860	Travaux compensatoires
Service d'aide en prévention de la criminalité	111 754	142	511 048	Travaux compensatoires
Unité Domrémy de Mont-Joli	64 034	167	345 715	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	62 817	167	274 264	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - PTC de Mtl	550 310	90	2 675 064	Travaux compensatoires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 43 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2014 - 2015

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	**Nombre de places**	**Per diem**	**Nombre de jours**	**Dépenses 2014-2015 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
CRC Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	9,00	88,85	3 285	262 685	1 460 161	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	7,00	93,89	2 555	215 900	1 371 545	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	9,50	111,86	4 678	349 115	1 940 659	2013-04-01	2018-03-31
CRC Curé-Labelle inc.	18,00	84,42	6 570	499 175	3 083 018	2013-04-01	2018-03-31
CRC de Roberval	14,34	85,46	5 234	402 576	2 319 902	2013-04-01	2018-03-31
CRC Joliette-Lanaudière inc.	14,00	87,67	5 110	403 194	2 241 196	2013-04-01	2018-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	10,60	85,71	3 869	298 451	1 659 003	2013-04-01	2018-03-31
CRC le Pavillon inc.	30,08	83,63	10 979	826 356	4 440 669	2013-04-01	2018-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,50	81,96	6 388	471 188	2 619 196	2013-04-01	2018-03-31
Expansion-Femmes de Québec	12,00	93,10	4 380	382 176	2 040 007	2013-04-01	2018-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain (CRC innu)	18,00	99,36	6 570	614 879	2 628 032	2013-09-01	2017-03-31
Maison Charlemagne	25,00	85,41	9 125	701 430	3 747 705	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,50	89,64	2 373	191 404	1 064 116	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	7,50	94,58	2 738	233 021	1 295 462	2013-04-01	2018-03-31
Maison Painchaud inc., La	13,52	83,42	4 935	370 495	2 059 473	2013-04-01	2018-03-31
Maison Radisson inc.	17,00	82,25	6 205	459 325	2 553 205	2013-04-01	2018-03-31
Maison Waseskun (Waseya)	8,00	96,56	2 920	253 760	1 410 548	2013-04-01	2018-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	20,99	88,78	7 662	612 129	3 402 582	2013-04-01	2018-03-31
Makitautik, Centre d'hébergement (reconduction tacite de 3 mois) *	14,00	-	-	220 482	220 482	2014-04-01	2014-06-30
Réhabilitation de Beauce inc.	16,00	84,79	5 840	445 656	2 477 225	2013-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	3,00	83,69	1 095	82 477	458 454	2013-04-01	2018-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,00	84,95	4 015	306 967	1 706 306	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	14,01	87,57	5 114	403 050	2 240 391	2013-04-01	2018-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue)	20,99	88,14	7 662	607 716	3 218 873	2013-04-01	2018-03-31

* Contrairement aux autres fournisseurs, ce contrat n'est pas établi sur un per diem mais sur un montant global.

Dépenses au 2015-02-28.
DRFMP/QP1-43_01.02_DGSC_V7.xls

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 43 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2014 - 2015

Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	**Nombre de places**	**Per diem**	**Nombre de jours**	**Dépenses 2014-2015 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
Auberge sous mon toit inc.	3,75	66,51	1 369	81 940	455 527	2013-04-01	2018-03-31
Point de rencontre inc.	2,00	66,51	730	43 697	182 304	2013-04-01	2018-03-31
Répit du Passant, Le	0,50	66,51	183	10 954	121 447	2013-04-01	2018-03-31

EXERCICE 2014 - 2015

Foyers d'accueil Service d'hébergement	**Nombre de places**	**Per diem**	**Nombre de jours**	**Dépenses 2014-2015 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
Benoit Gaulin	2,00	31,46	730	10 696	22 966	2014-04-01	2015-03-31
Centre de transition en itinérance du Suroît	0,50	31,46	183	2 013	5 741	2014-04-01	2015-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,87	31,46	1 048	16 045	32 956	2014-04-01	2015-03-31
Foyer Jean Bériau	2,10	34,96	502	8 390	17 546	2014-04-01	2014-11-25
Hébergement d'urgence Lanaudière	1,00	31,46	365	11 483	11 483	2014-04-01	2015-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne - La Hutte	1,00	31,46	274	8 620	8 620	2014-07-01	2015-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne - La Hutte (reconduction tacite de 3 mois)	1,00	31,46	91	2 863	2 863	2014-04-01	2014-06-30
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau inc.	0,75	31,46	274	3 933	8 612	2014-04-01	2015-03-31
MHDV - Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield inc.	2,12	31,46	774	24 350	24 344	2014-04-01	2015-03-31
Point de rencontre inc.	0,24	31,46	88	1 856	2 756	2014-04-01	2015-03-31
Répit du Passant, Le	0,36	31,46	131	2 139	4 134	2014-04-01	2015-03-31
Résidence Louise Boucher	2,00	31,46	730	22 966	22 966	2014-04-01	2015-03-31
Transit Sept-Îles, Le	1,10	31,46	402	1 164	12 631	2014-04-01	2015-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 43 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2014 - 2015

Sant mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	**Nombre de places**	**Per diem**	**Nombre de jours**	**Dépenses 2014-2015 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,47	32,77	172	-	5 622	2014-04-01	2015-03-31
Auberge du coeur Le Transit	1,50	32,77	548	7 832	17 942	2014-04-01	2015-03-31
Centre Accalmie	0,20	32,77	73	885	2 392	2014-04-01	2015-03-31
Centre Émilie Gamelin (L'Éclaircie)	0,73	32,77	266	5 243	8 732	2014-04-01	2015-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	1,50	32,77	548	5 604	17 942	2014-04-01	2015-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	8,10	32,77	2 957	72 749	96 885	2014-04-01	2015-03-31
Laurin, Guilaine	2,50	32,77	913	29 395	29 903	2014-04-01	2015-03-31
Maison à Damas inc., La	0,10	32,77	37	-	1 196	2014-04-01	2015-03-31
Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc. (La)	1,00	32,77	365	295	11 961	2014-04-01	2015-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,50	32,77	548	1 868	17 942	2014-04-01	2015-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby (Le Passant)	1,54	32,77	562	18 417	18 417	2014-04-01	2015-03-31
Mario Tessier - Maison Valmont	0,50	32,77	183	5 997	5 997	2014-04-01	2015-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 43 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2014 - 2015

Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	**Nombre de places**	**Per diem**	**Nombre de jours**	**Dépenses 2014-2015 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	3,00	32,77	1 095	27 560	35 883	2014-04-01	2015-03-31
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	2,50	20,47	913	18 689	18 689	2014-04-01	2015-03-31
Centre d'accueil le Programme de Portage inc.	5,00	20,13	1 825	36 737	36 737	2014-04-01	2015-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,80	20,47	2 482	24 912	50 807	2014-04-01	2015-03-31
Centre régional ADH "le Tremplin" Maison de transition pour hommes	1,00	32,77	365	6 849	11 961	2014-04-01	2015-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	2,00	20,47	730	7 635	14 943	2014-04-01	2015-03-31
Maison Carignan inc.	10,24	20,47	3 739	76 537	76 537	2014-04-01	2015-03-31
Maison de Job	2,70	20,47	986	15 086	20 173	2014-04-01	2015-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,90	20,47	329	3 480	6 724	2014-04-01	2015-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	1,00	32,77	365	5 636	11 961	2014-04-01	2015-03-31
Maison Jean Lepage inc.	6,71	20,47	2 449	37 092	50 134	2014-04-01	2015-03-31
Maison La Passerelle	1,00	20,47	365	6 264	7 472	2014-04-01	2015-03-31
Montée, La	0,50	32,77	183	-	5 981	2014-04-01	2015-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	5,37	20,47	1 960	30 521	40 122	2014-04-01	2015-03-31
Pavillon de l'Assuétude -St-Guillaume	1,00	20,47	365	7 472	7 472	2014-04-01	2015-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	3,00	20,47	1 095	9 109	22 415	2014-04-01	2015-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	1,00	22,17	365	3 592	8 092	2014-04-01	2015-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 43 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2014 - 2015

Suivi dans la communauté	Nombre de dossiers	Per diem	Nombre de jours	Dépenses 2014-2015 ($)	Montant global de l'entente ($)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	168,00	3,95	-	230 278	1 078 070	2013-04-01	2018-03-31
Centre de concertation sur les ressources humaines (CCRHT)	51,00	3,94	-	26 898	273 603	2014-07-07	2018-03-31
Centre d'hébergement l'Entre-toit	78,00	3,69	-	52 527	525 559	2013-04-01	2018-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie (CIVAS)	185,00	3,69	-	236 709	1 246 519	2013-04-01	2018-03-31
Centre d'intervention le Rond Point	51,00	3,69	-	5 358	67 613	2013-04-01	2014-05-31
Centre sur l'autre rive inc.	240,00	3,71	-	308 330	1 583 416	2013-04-01	2018-03-31
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	32,00	3,69	-	21 550	43 099	2013-04-01	2018-03-31
CRC Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	226,00	3,98	-	311 973	1 522 774	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	128,00	3,80	-	168 837	916 360	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	169,00	4,02	-	235 516	1 138 712	2013-04-01	2018-03-31
CRC Curé-Labelle inc.	517,00	3,77	-	675 668	3 449 825	2013-04-01	2018-03-31
CRC de Roberval	84,00	3,85	-	112 052	646 842	2013-04-01	2018-03-31
CRC Joliette-Lanaudière inc.	465,00	3,72	-	632 056	3 133 142	2013-04-01	2018-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	140,00	3,69	-	179 131	862 456	2013-04-01	2018-03-31
CRC le Pavillon inc.	340,00	3,71	-	437 155	2 210 044	2013-04-01	2018-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	375,00	3,77	-	490 738	2 526 728	2013-04-01	2018-03-31
Expansion-Femmes de Québec	254,00	3,77	-	332 305	1 792 292	2013-04-01	2018-03-31
Maison Charlemagne	286,00	3,69	-	365 939	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	209,00	3,75	-	271 838	1 273 471	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	593,00	3,70	-	761 421	3 726 081	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	72,00	3,69	-	92 125	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Maison l'Intervalle	78,00	3,69	-	99 802	525 559	2013-04-01	2018-03-31
Maison Painchaud inc., La	233,00	3,69	-	156 908	1 536 250	2013-04-01	2018-03-31
Maison Radisson inc.	397,00	3,80	-	523 658	2 587 369	2013-04-01	2018-03-31

Dépenses au 2015-02-28.
DRFMP/QP1-43_01.02_DGSC_V7.xls

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 43 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté	Nombre de dossiers	Per diem	Nombre de jours	Dépenses 2014-2015 ($)	Montant global de l'entente ($)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	263,00	3,69		336 510	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	70,00	3,69		47 140	431 228	2013-04-01	2018-03-31
Réhabilitation de Beauce inc.	348,00	3,76		453 958	2 311 113	2013-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	290,00	3,69		371 057	1 954 003	2013-04-01	2018-03-31
Service Relance Saguenay - Lac-St-Jean	72,00	3,69		92 125	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	379,00	3,74		491 767	2 621 059	2013-04-01	2018-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec, Réserve Matimékosh	12,00	5,20		16 243	172 515	2014-07-01	2018-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec, Saguenay	32,00	3,69		47 578	215 614	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	234,00	3,69		299 405	1 576 678	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	75,00	3,77		97 966	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue)	286,00	3,69		365 939	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau	54,00	3,84		71 883	363 849	2013-04-01	2018-03-31
YMCA du Québec (Les) - Montréal	309,00	3,69		395 368	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS**- 01.02**

QUESTION 43 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2014-2015 ($)	Titre du programme
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	11 500	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - Basses-Laurentides
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	12 000	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - MRC Antoine-Labelle
Accord Mauricie inc. (L')	20 000	Thérapie pour détenus à comportements violents à l'intérieur de leur relation conjugale
Accueil d'Amos (L')	36 000	Accompagnement auprès d'Inuits
Auberge chez mon père	95 325	Centre de jour (soutien et accueil de personnes incarcérées)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	13 239	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones (reconduction tacite de 3 mois, du 2014-04-01 au 2014-06-30)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	39 716	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones (contrat de 9 mois, du 2014-07-01 au 2015-03-31)
Bercail de St-Georges, Au	16 285	programme de mesures alternatives pour contrevenants (PMAC)
C.E.T.A.S. - Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles	21 900	Programme de rencontres pré-traitement et sensibilisation aux problématiques sexuelles
C.E.T.A.S. - Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles	25 640	Service d'accueil, d'évaluation et de référence
C.F.A.D. - Continuité famille auprès des détenus	43 210	Continuité famille auprès des détenus
C.I.R.C.Q. - Comité des intervenants du réseau corr.	3 650	Divers rencontres, CIRCQ WEB, CIRCQulaire, tables thématiques de discussion et conférences
CAHO - Centre d'aide pour hommes de Lanaudière	8 500	Suivi et encadrement clinique spécifique à la clientèle correctionnelle
CAHO - Centre d'aide pour hommes de Lanaudière	13 500	La violence j'y renonce
Centre de prévention du suicide de Québec	4 000	Prévention du suicide chez la population incarcérée
Centre d'entraide de la boussole inc.	14 240	La Boussole
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	44 600	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant
Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie - CIVAS	33 660	Prog. de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie (CIVAS)	20 400	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais (CIPTO)	8 750	Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie
Centre EX-EQUO	47 665	Services aux agresseurs (SAS)
Centre Femmes aux 3-A de Québec inc.	28 970	Centre de réinsertion sociale (programme de base)
Chaudronnée de l'Estrie inc. (La)	10 000	Tout compte fait
CHOC - Carrefour d'hommes en changement	20 352	La violence j'y renonce
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	20 400	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Montérégie
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	24 000	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Laval
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	27 857	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Établissement de détention de Montréal
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	29 380	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Réseau correctionnel de Montréal (milieu ouvert)
Converjance Manicouagan	1 500	Gaspésie (reconduction tacite de 3 mois et fin du contrat, période du 2014-04-01 au 2014-06-30)
Converjance Manicouagan	2 000	Vi-Sa-Vi - (Violence et gestion des conflits - Établissement de détention de Baie-Comeau - secteur protection)
Converjance Manicouagan	4 000	Vi-Sa-Vi - (Violence et gestion des conflits - Établissement de détention de Baie-Comeau)
Cran d'arrêt, Le	5 830	Promotion et sensibilisation à la non-violence en milieu carcéral
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	9 800	Soutien à l'éducation populaire autonome

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS**- 01.02**

QUESTION 43 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2014-2015 ($)	Titre du programme
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	20 000	PAAS (prog. d'aide aux agresseurs sexuels et prog. de maintien des acquis)
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	6 000	Sensibilisation à la violence
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	12 750	Ateliers sur la connaissance de soi et la gestion de l'impulsivité en milieu carcéral
CRC Curé-Labelle inc.	3 165	PSGA - Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité
CRC Curé-Labelle inc.	10 200	Programme en toxicomanie - Prévention de la rechute
CRC Joliette-Lanaudière inc.	2 550	Conduite-vie et Sensibilisation aux toxicomanies
CRC Joliette-Lanaudière inc.	16 065	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	4 345	Sensibilisation à des comportements non violents
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	5 720	Sensibilisation aux toxicomanies
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	17 330	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale
CRC le Pavillon inc.	11 000	Délinquant parce que
CRC le Pavillon inc.	13 165	Contrecoup
CRC le Pavillon inc.	14 095	Entrée libre
CRC le Pavillon inc.	68 542	Force 7
Croisée (La), Organisme de justice alternative	2 600	Vivre sans violence - Offert en communauté
Croisée (La), Organisme de justice alternative	4 000	Vivre sans violence
C-TA-C - Contre toute agression conjugale	5 000	Prog. d'intervention de groupe VIE et MÛ
Diogène - Programme intervention et recherche psycauses inc.	10 200	Programme d'intervention et de recherche psycauses
Donne-toi une chance	25 475	programme de sensibilisation pour les hommes judiciarisés
Expansion-Femmes de Québec	10 000	Liberté
Expansion-Femmes de Québec	11 945	Mirage
Groupe Amorce	34 275	Groupe Amorce
Halte Bois-Francs (Homme alternative)	12 600	Violence conjugale et familiale
Halte Drummond	8 160	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Hommes à Hommes, D'	7 000	Prévention de la récidive et sensibilisation pour les hommes violents judiciarisés
Hommes aide Manicouagan	3 900	Être ou ne pas être… un homme en soutien psychosocial pour les hommes
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	5 405	Soutien psychosocial pour les hommes
Impact Rivière Gatineau, L'	18 600	Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence
Maison Charlemagne	12 621	Programme spécialisé en délinquance sexuelle
Maison le Passeur	4 795	Sensibilisation à la violence et amorce au changement personnel
Maison Painchaud inc., La	11 000	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes
Maison Radisson inc.	10 057	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)
Maison Radisson inc.	10 385	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS**- 01.02**

QUESTION 43 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2014-2015 ($)	Titre du programme
Maison Radisson inc.	31 314	Gestion et traitement de la délinquance sexuelle - GTDS
Maison Waseskun (Waseya)	3 750	Waseya pour délinquants autochtones abusifs (reconduction tacite de 3 mois, du 2014-04-01 au 2014-06-30)
Maison Waseskun (Waseya)	11 250	Waseya pour délinquants autochtones abusifs (contrat de 9 mois, du 2014-07-01 au 2015-03-31)
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	60 000	Intégration Ethno Socio Culturelle
MHDV - Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield inc.	10 000	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain
P.E.C.H. - Programme d'encadrement clinique et d'hébergement	40 725	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu ouvert
P.E.C.H. - Programme d'encadrement clinique et d'hébergement	81 705	Suivi communautaire d'intensité variable
Parents unis Repentigny (Lanaudière)	24 000	Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences
Réhabilitation de Beauce inc.	3 000	Exit
Réhabilitation de Beauce inc.	16 285	L'Azimut
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	8 000	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
S.A.T.A.S. - Service d'aide et de traitement en apprentissage social	11 415	Prog. de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
S.A.T.A.S. - Service d'aide et de traitement en apprentissage social	31 000	Prog. d'intervention auprès des conjoints ayant des comportements violents
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	19 000	Parrainage social
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	62 300	Appartement supervisé pour les femmes judiciarisées
Seuil de l'Estrie inc., Le	4 300	Contre-coup
Seuil de l'Estrie inc., Le	8 160	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	4 657	Temps d'arrêt
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	8 365	Gestion de la colère à la Maison Tanguay
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	9 563	Un pas vers l'autonomie
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	10 100	Gestion de la colère pour les services externes
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	20 370	Services à la Maison Tanguay, Préparation à la sortie et prévention de la rechute
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	54 590	Entraide Vol à l'étalage (E.V.E.)
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	2 550	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Ateliers thématiques
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	40 425	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Programmes externes
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	5 000	Prog. d'intervention de groupe - Prog. Coup de main
Tremplin 16-30 de Sherbrooke, Le	1 000	Travail d'un jour (reconduction tacite de 3 mois, du 2014-04-01 au 2014-06-30)
Tremplin 16-30 de Sherbrooke, Le	3 000	Travail d'un jour (contrat de 9 mois, du 2014-07-01 au 2015-03-31)
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3 500	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - secteur protection
Unité Domrémy de Baie-Comeau	4 080	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau
Via l'Anse	14 995	Via l'Anse - Interventions
YMCA du Québec (Les) - Montréal	427 130	Centre de jour l'espadrille

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 43 D) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

S U B V E N T I O N S	Subventions 2014-2015 (en $)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	64 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec Approuvée par le Conseil des Ministres - 64 070 $ / année - Période : du 1er avril 2013 au 31 mars 2016
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la SCQ financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique 63 550 $ / année - Période : du 1er avril 2013 au 31 mars 2016
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485	Concertation et échange Subvention accordée pour un an du 1er avril 2014 au 31 mars 2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 44 : **Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2014-2015.** [1]

	2013-2014 (12 mois)			2014-2015 (10 mois)		
Établissements de détention	**Nombre d'admissions détenus (Condamnés)**	**Nombre d'admissions (Prévenus)**	**Total**	**Nombre d'admissions détenus (Condamnés)**	**Nombre d'admissions (Prévenus)**	**Total**
TOTAL	**9 734**	**33 825**	**43 559**	**8 423**	**28 429**	**36 852**
Amos	325	904	1 229	263	864	1 127
Baie-Comeau	39	281	320	51	240	291
Chicoutimi	227	938	1 165	175	879	1 054
Havre-Aubert	1	18	19	1	10	11
Hull	709	2 324	3 033	601	2 131	2 732
Leclerc de Laval[2]			0	0	0	0
Montréal	3 064	951	4 015	2 710	779	3 489
New Carlisle	29	445	474	35	341	376
Québec (femmes)	136	414	550	128	335	463
Québec (hommes)	1 178	3 021	4 199	1 099	2 618	3 717
Rimouski	185	472	657	194	409	603
Rivière-des-Prairies	475	9 554	10 029	310	7 756	8 066
Roberval	143	367	510	126	335	461
Sept-Îles	45	458	503	70	394	464
Sherbrooke	816	2 678	3 494	708	2 261	2 969
Sorel	533	1 456	1 989	375	1 190	1 565
St-Jérôme	1 105	6 362	7 467	981	5 170	6 151
Tanguay	381	1 417	1 798	279	1 286	1 565
Trois-Rivières	343	1 765	2 108	317	1 431	1 748

[1] Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

[2] Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin octobre 2014. Il n'y a aucune admission à cet établissement, les détenus y sont transférés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 45 : **Depuis 2006-2007, le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur; ventilation par année [1].**

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	ANNÉE FINANCIÈRE												
	2007-2008 [2]	2008-2009 [2]	2009-2010 [2]	2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015	
	Détenus et prévenus	Détenus et prévenus	Détenus et prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus	Détenus	Prévenus
TOTAL	**27**	**25**	**37**	**23**		**16**		**19**		**17**		**14**	
Amos	-	-	2	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Baie-Comeau	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Chicoutimi	-		-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Hull	3	1	6	2	-	-	1	2	-	-	-	1	1
Leclerc de Laval	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montréal	4	3	3	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-
New Carlisle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Québec (Femmes)	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Québec (Hommes)	1	2	6	-	2	-	1	-	1	1	2	-	-
Rimouski	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rivière-des-Prairies	7	3	8	1	5	2	4	2	4	-	2	3	2
Roberval	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sept-Îles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sherbrooke	2	2	1	1	-	-	1	1	-	1	-	-	-
Sorel	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-
St-Jérôme	6	9	5	1	-	2	3	5	2	2	2	1	1
Tanguay	1	-	1	1	-	-	1	-	1	1	1	1	1
Trois-Rivières	-	-	-	3	-	-	-	-	-	1	-	-	
Valleyfield	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	n.d.	n.d.	n.d.	75,7		25,2		74,8		23,5		18,4	

[1] La répartition des détenus et des prévenus a été faite sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.

[2] Les données relatives à la répartition des libérations par erreur par statut de prévenu ou de détenu ainsi que le délai moyen ne sont pas disponibles pour les trois premiers exercices en raison de l'implantation d'un nouveau système informatique en 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 46 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2009*.

Répartition des libertés illégales[1] par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT [2]			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE [3]			ABSENCE ILLÉGALE [4] (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS [5]	TAUX REPRIS [5]	NB	REPRIS [5]	TAUX REPRIS [5]	NB [6]	REPRIS [5]	TAUX REPRIS [5]
2014-2015	3	3	100 %	3	3	100 %	3 015	2 658	88 %
2013-2014	1	1	100 %	1	1	100 %	2 738	2 654	97 %
2012-2013	3	3	100 %	3	3	100 %	2 290	2 232	97 %
2011-2012	-	-	-	1	1	100 %	2 112	2 066	98 %
2010-2011	2	2	100 %	3	3	100 %	1 968	1 942	99 %

[1] Libertés illégales: Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

[2] Évasion d'un établissement: Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

[3] Évasion d'une garde légale: Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, détient sa garde et est chargé de sa surveillance (comprend les évasions d'un palais de justice incluant un quartier cellulaire et les évasions d'un véhicule sécuritaire).

[4] Absence illégale: Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison d'une erreur administrative, du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinue).

[5] Les **taux de repris** représentent le nombre d'absences illégales régularisées au 31 mars 2015. Pour les non-repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

[6] Les mises à jour des systèmes font en sorte que les données des années antérieures sont sujettes à changement. Ainsi, il se peut que les données des cahiers d'étude des crédits des années précédentes ne correspondent pas à celles du cahier de cette année.

* Note : Pour les données des années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2010-2011).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – **01.02**

QUESTION 47 : En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2014-2015.

Veuillez vous référer à la question 38 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 48 : **Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2009-2010 *.**

Répartition des octrois [1] de permissions de sortir par établissement - année 2014-2015 [2]

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							Total
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond.	Réins. sociale	Visite famille	
TOTAL	**19**	**7 311**	**872**	**131**	**303**	**2 231**	**5**	**10 872**
Amos	-	223	111	6	7	70	-	**417**
Baie-Comeau	-	76	72	5	4	26	2	**185**
Chicoutimi	-	206	18	14	7	80	-	**325**
Havre-Aubert	-	3				4	-	**7**
Hull	-	354	28	3	18	208	-	**611**
Leclerc de Laval [3]	-	38	9	1	4	5	-	**57**
Montréal	-	927	18	21	51	738	-	**1 755**
New Carlisle	-	186	300	7	15	69	-	**577**
Percé	-	5	-	-	-	-	-	**5**
Québec (Femmes)	-	137	24	1	7	48	-	**217**
Québec (Hommes)	2	977	25	10	56	375	-	**1 445**
Rimouski	-	258	14	11	11	59	1	**354**
Rivière-des-Prairies	-	915	63	5	10	2	-	**995**
Roberval	-	100	12	5	14	72	-	**203**
Sept-Îles	16	181	66	1	1	19	-	**284**
Sherbrooke	-	512	29	11	20	31	1	**604**
Sorel	-	179	4	11	13	36	-	**243**
St-Jérôme	-	871	36	3	26	226	-	**1 162**
Tanguay	1	649	-	4	21	131	1	**807**
Trois-Rivières	-	514	43	12	18	32	-	**619**

[1] Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.
[2] Les données sont du 1er avril 2014 au 31 janvier 2015 (10 mois).
[3] Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin du mois d'octobre 2014.
* Note : Pour les années antérieures, veuilles vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures (2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 49 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2009-2010 *.

Établissements de détention	2014-2015 (10 mois) [1]					2013-2014 (12 mois) [2]				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
TOTAL	**79 %**	**10 %**	**5 %**	**6 %**	**100 %**	**80 %**	**10 %**	**4 %**	**6 %**	**100 %**
Amos	47 %	11 %	9 %	33 %	100 %	57 %	10 %	6 %	26 %	100 %
Baie-Comeau	69 %	15 %	10 %	6 %	100 %	62 %	9 %	19 %	10 %	100 %
Chicoutimi	86 %	7 %	3 %	4 %	100 %	90 %	5 %	2 %	3 %	100 %
Havre-Aubert	57 %	14 %	14 %	14 %	100 %	10 %	29 %	10 %	52 %	100 %
Hull	89 %	5 %	2 %	4 %	100 %	88 %	5 %	2 %	5 %	100 %
Leclerc de Laval[3]	52 %	33 %	6 %	9 %	100 %	-	-	-	-	-
Montréal	93 %	3 %	3 %	1 %	100 %	93 %	4 %	2 %	1 %	100 %
New Carlisle	83 %	7 %	3 %	7 %	100 %	83 %	10 %	4 %	3 %	100 %
Percé	100 %	0 %	0 %	0 %	100 %	100 %	0 %	0 %	0 %	100 %
Québec(Femmes)	64 %	13 %	5 %	18 %	100 %	74 %	11 %	4 %	11 %	100 %
Québec(Hommes)	47 %	18 %	12 %	23 %	100 %	47 %	17 %	12 %	24 %	100 %
Rimouski	76 %	11 %	4 %	9 %	100 %	73 %	12 %	11 %	4 %	100 %
Rivière-des-Prairies	46 %	42 %	10 %	2 %	100 %	41 %	45 %	11 %	3 %	100 %
Roberval	94 %	2 %	1 %	2 %	100 %	91 %	3 %	3 %	3 %	100 %
Sept-Îles	45 %	13 %	9 %	33 %	100 %	52 %	13 %	10 %	25 %	100 %
Sherbrooke	68 %	12 %	14 %	6 %	100 %	72 %	11 %	9 %	8 %	100 %
Sorel	92 %	6 %	1 %	1 %	100 %	92 %	4 %	2 %	2 %	100 %
St-Jérôme	73 %	17 %	5 %	5 %	100 %	74 %	17 %	5 %	4 %	100 %
Tanguay	86 %	8 %	3 %	3 %	100 %	84 %	10 %	4 %	2 %	100 %
Trois-Rivières	46 %	35 %	7 %	13 %	100 %	63 %	22 %	5 %	9 %	100 %

[1] Les données sont pour 10 mois (1er avril 2014 au 31 janvier 2015).
[2] Les données sont pour 12 mois (1er avril 2013 au 31 mars 2014).
[3] Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin du mois d'octobre 2014.
* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 50 : Depuis 2009-2010*, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2014-2015 (12 mois)	
	NOMBRE D'HEURES [1]	COÛTS [2] (en $)
AMOS	19 022	756 807
BAIE-COMEAU	5 557	220 874
CHICOUTIMI	9 526	365 187
HULL	19 828	785 238
LECLERC DE LAVAL	10 581	415 072
MAISON TANGUAY	11 947	474 488
MONTRÉAL	98 315	3 857 070
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	9 543	398 923
PERCÉ	2 666	98 587
QUÉBEC	49 490	2 024 346
RIMOUSKI	9 430	368 420
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	62 505	2 493 502
ROBERVAL	7 486	292 559
SEPT-ÎLES	2 673	99 209
SHERBROOKE	25 478	1 041 197
SOREL	11 567	445 396
ST-JÉRÔME	41 108	1 598 597
TROIS-RIVIÈRES	25 640	1 041 252

[1] Les coûts et le nombre d'heures sont tirés de SAGIP en date du 31 mars pour le personnel à temps plein et du 12 mars pour le personnel à temps partiel.

[2] Les coûts incluent un ajustement de 529,2 k$ imputable à l'exercice 2013-2014.

* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure (2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 51 : **Depuis 2009-2010, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.** *

Année 2014-2015 [1]

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures [2]	Nombre	Heures [3]	Nombre	Heures [4]	Nombre	Heures [5]	Nombre	Heures [4]	Nombre	Heures [5]	Nombre	Heures
TOTAL	**3 084**	**33 924**	**257**	**1 028**	**272**	**272**	**6 484**	**58 356**	**7 707**	**7 707**	**3 124**	**28 116**	**20 928**	**129 403**
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	100	1 100	7	28	13	13	154	1 386	120	120	87	783	481	3 430
Bas-St-Laurent	119	1 309	1	4	9	9	248	2 232	113	113	110	990	600	4 657
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	445	4 895	17	68	16	16	915	8 235	800	800	585	5 265	2 778	19 279
Côte-Nord	43	473	23	92	1	1	91	819	339	339	65	585	562	2 309
Estrie	181	1 991	11	44	23	23	501	4 509	589	589	234	2 106	1 539	9 262
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	64	704	4	16	19	19	116	1 044	103	103	148	1 332	454	3 218
Laval, Laurentides, Lanaudière	443	4 873	9	36	37	37	922	8 298	637	637	418	3 762	2 466	17 643
Montréal	680	7 480	12	48	51	51	1 230	11 070	3 518	3 518	927	8 343	6 418	30 510
Montérégie	429	4 719	59	236	33	33	1 048	9 432	17	17	99	891	1 685	15 328
Mauricie/Centre-du-Québec	188	2 068	8	32	17	17	414	3 726	374	374	182	1 638	1 183	7 855
Outaouais	176	1 936	106	424	28	28	508	4 572	659	659	135	1 215	1 612	8 834
Saguenay-/Lac-Saint-Jean	216	2 376	-	-	25	25	337	3 033	438	438	134	1 206	1 150	7 078

[1] Les données sont pour 10 mois (1er avril 2014 au 31 janvier 2015).
[2] Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.
[3] Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.
[4] Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.
[5] Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.
* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures veuillez vous référer aux cahiers des l'Étude des crédits antérieurs (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 52 : **Depuis 2009-2010, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.***

C/R	Établissements de détention	Dépenses salariales[2]																	
	Corps	Cadres [630]			Prof. [100 à 199]			PBTA [200 à 299]			ASC [307]			Ouvriers [400 à 499]			Total		
		Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale[3]
		Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$
3251-52	Amos	6	4	849	0	3	131	0	5	199	58	41	5 789	2	11	353	66	64	7 321
3550-51	Baie-Comeau	2	6	650	0	1	78	0	3	92	30	17	2 969	3	7	366	35	34	4 157
3520-21	Chicoutimi	3	5	691	0	1	64	0	4	171	45	23	3 764	5	3	313	53	36	5 003
3211-12	Hull	8	4	1 036	1	2	104	1	8	328	93	32	7 445	7	5	446	110	51	9 359
3231-3232	Leclerc de Laval	13	13	1 139	3	9	283	2	6	192	58	69	3 919	12	3	222	88	100	5 755
3327-28	Maison Tanguay	7	8	1 153	2	2	221	1	7	201	26	75	5 592	6	0	271	42	92	7 437
3331 à 38	Montréal	30	26	4 492	7	19	1 665	12	43	2 100	361	186	33 622	27	6	1 284	437	280	43 163
3561 à 63	New Carlisle & Havre Aubert	6	3	750	0	2	126	1	4	205	33	18	3 061	4	12	362	44	39	4 504
3570-71	Percé	1	4	357	0	1	70	1	1	83	23	13	1 942	0	0	-	25	19	2 452
3510 à 13	Québec	16	26	3 533	7	15	1 395	8	22	1 232	221	160	22 272	24	9	1 247	276	232	29 678
3531-32	Rimouski	8	2	773	1	0	54	1	5	234	49	28	4 458	4	5	352	63	40	5 871
3311 à 19	Rivière-des-Prairies	27	19	3 987	3	6	597	10	24	1 420	266	155	25 301	17	8	1 022	323	212	32 328
3522-23	Roberval	2	4	477	0	2	106	1	2	143	35	24	3 066	3	4	263	41	36	4 054
3552-53	Sept-Îles	1	3	348	0	1	82	0	2	99	16	9	1 625	0	0	-	17	15	2 155
3131-32	Sherbrooke	13	5	1 332	1	5	356	1	8	311	88	44	8 047	9	6	509	112	68	10 556
3140-41	Sorel	5	4	795	0	1	78	0	7	278	51	28	4 597	4	6	338	60	46	6 086
3221 à 23	St-Jérôme	20	8	2 299	4	11	865	3	14	757	139	100	14 218	11	8	696	177	141	18 835
3151-52	Trois-Rivières	14	2	1 325	1	3	249	0	10	381	86	35	7 510	6	10	655	107	60	10 120
	Autres que les établissements de détention	9	21	3 042	77	308	24 796	13	102	4 795	24	57	4 877	0	0	-	123	488	37 510
	Sous-total effectifs	191	167		107	392		55	277		1 702	1 114		144	103		2 199	2 053	
TOTAL EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE:		358		29 029	499		31 321	332		13 222	2 816		164 072	247		8 698	4 252		246 342

[1] Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels en date du 28 février 2015. Les effectifs ASC comprennent les ASC temps complet, temps partiel régulier et occasionnel.

[2] La rémunération est la dépense probable au 31 mars 2015 évaluée le 31 décembre 2014 par le réseau.

[3] Inclut les primes, les gratifications, le temps supplémentaire et les remboursements estimés pour libération syndicale et pour CSST.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013,2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 53 * : **Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2009-2010 et par région administrative.**

QUESTION 54 * : **Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2009-2010.**

* Pour faciliter la présentation des données, les questions 53 et 54 ont été fusionnées.

	2014-2015 (10 mois)							
	Surveillance[1]						Effectifs[2]	
Régions correctionnelles[3]	**Sursis**	**Libération conditionnelle**	**Probation**	**Permission de sortir**	**Travaux communautaires**		**Agent de probation**	**ASC**
					seul	**mixte[4]**		
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	162	24	528	4	253	121	16	6
Bas-St-Laurent	70	17	463	3	61	107	11	3
Côte-Nord	27	8	154	3	71	22	7	4
Estrie	199	46	760	3	254	204	21	4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	53	16	178	4	60	46	6	2
Laval-Lanaudière-Laurentides	493	93	1 511	9	460	406	36	9
Mauricie	144	33	607	6	171	119	20	4
Montérégie	333	76	1 745	9	666	472	38	7
Montréal	536	119	1 870	19	764	421	60	23
Outaouais	140	21	705	8	25	127	21	5
Québec-Chaudières-Appalaches	251	131	1 496	19	392	314	43	11
Saguenay-Lac-St-Jean	126	32	531	4	222	137	12	4
TOTAL	2 533	615	10 548	90	3 399	2 495	291	82
GRAND TOTAL	17 185 [5]						373	
MOYENNE DE DOSSIERS PAR ETC	46,0							

[1] Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale.
L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

[2] Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en poste à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

[3] Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

[4] Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

[5] Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes, car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieures (2014-2015)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 55 : **Le coût des roulottes dans les établissements de détention depuis 2009-2010 [1], par année financière et par établissement de détention.**

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Amos	729 607 $	576 911 $	573 092 $	573 092 $	573 092 $
Québec	1 193 247 $	1 022 291 $	1 015 527 $	1 015 527 $	1 015 527 $
Sherbrooke	1 123 500 $	901 879 $	895 905 $	895 905 $	895 905 $
Trois-Rivières	1 065 545 $	934 885 $	929 342 $	937 830 $	937 830 $

Aucune nouvelle roulotte n'a été installée dans les établissements de détention.

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **– 01.02**

QUESTION 56 : État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'établissement de détention de Québec, incluant les coûts.

État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'Établissement de détention de Québec

Recommandation 1 : Que la Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection (DVIEI) du ministère de la Sécurité publique chargée de procéder aux enquêtes administratives se voit fixer des délais cibles dans l'exécution des mandats qui lui sont confiés, spécialement lorsque ces mandats ont trait à des incidents ou événements qui soulèvent des questions de sécurité affectant la crédibilité du système carcéral et que les ressources nécessaires à l'accomplissement de ces mandats soient mises à la disposition des comités d'enquête. Avril 2015 – Réalisé

Recommandation 2 : Que le fonctionnement du comité d'enquête sur les allégations et le protocole de travail entre la Direction de la sécurité et la Sûreté du Québec (SQ) soient revus afin d'améliorer le traitement des allégations visant les membres du personnel carcéral et que soit examiné le recours par la DGSC à des enquêteurs spécialement affectés à la collecte des informations pouvant servir aux enquêtes policières relatives à ces allégations. Février 2015 – Réalisé

Recommandation 3 : Que la DGSC modifie le manuel de politiques, instructions et procédures administratives afin qu'il y soit prévu une fouille systématique de toutes les personnes incluant le personnel carcéral avant d'autoriser l'admission de ces personnes dans l'enceinte des établissements de détention (ED) du Québec. Octobre 2014 – Réalisé

Recommandation 4 : Que soit revu l'outil de classement des personnes incarcérées actuellement utilisé dans les ED afin d'y prévoir notamment, des critères permettant d'attribuer un classement spécifique aux prévenus liés à une organisation criminelle. Octobre 2014 – Réalisé

Recommandation 5 : Que les autorités de la DGSC examinent la pertinence de créer, au sein de ses services, un bassin de conseillers juridiques spécialisés dans le droit carcéral auquel les directeurs d'établissement pourraient avoir recours rapidement pour l'assistance juridique à l'instar de service-conseil que dispense la Direction des poursuites criminelles et pénales aux forces policières du Québec. Avril 2015 – Réalisé

Recommandation 6 : Que la structure du renseignement sécuritaire implantée à la DGSC fasse l'objet d'un examen visant à faire le bilan des résultats obtenus depuis sa création et que la DGSC procède, le cas échéant, aux ajustements nécessaires en vue de lui permettre d'accomplir pleinement le mandat qui lui est assigné. Décembre 2014 – Réalisé

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – **01.02**

QUESTION 56 : État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'établissement de détention de Québec, incluant les coûts.

Coûts reliés aux travaux relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'Établissement de détention de Québec pour l'année 2014-2015

Recommandations 1, 2, 4, 5 et 6 :

Il n'y a pas de coûts supplémentaires actuellement associés avec la mise en œuvre de ces recommandations.
Les travaux sont effectués à même les ressources disponibles.

Recommandation 3 :

Pour le projet pilote actuellement en cours à l'Établissement de détention Leclerc de Laval, les coûts associés à l'opérationnalisation et au matériel nécessaire sont les suivants :

- Coûts des appareils de détection : 17 500 $
- Coûts d'entretien : 3 730 $
- Coûts en effectifs : Aucun. Les tâches ont été redistribuées à même les effectifs disponibles.

Pour le projet pilote actuellement en cours à l'Établissement de détention Rivière-des-Prairies, les coûts associés à l'opérationnalisation et au matériel nécessaire sont les suivants :

- Coûts liés à l'installation et à l'utilisation de l'appareil de radioscopie : 9 113 $.

Coûts en effectifs : Aucun. Les tâches ont été redistribuées à même les effectifs disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 57 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS [1]	POPULATION DESSERVIE [2]	COÛT ANNUEL [3] (en $)	DISTRICT COUVERT [4]
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	6	411	314 741	17
Algonquins	Kebaowek (Eagle Village)	Corps de police	2	276	150 390	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	9	1 593	485 326	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	12	1 583	643 281	8
Algonquins	Pikogan (Abitibiwinni)	Corps de police	3	553	163 015	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	4	641	233 027	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	9	2 227	491 647	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	14	2 254	1 069 227	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	6	1 396	444 504	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	79	15 281	8 145 095	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 494	578 628	3
Innus	Betsiamites (Pessamit)	Corps de police	9	2 907	485 220	9

[1] Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).
[2] Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2012.
[3] Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2014-2015.
[4] Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 57 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS [1]	POPULATION DESSERVIE [2]	COÛT ANNUEL [3] (en $)	DISTRICT COUVERT [4]
Innus	Essipit	Corps de police	3	198	132 287	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 082	582 372	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	3	347	241 901	9
Innus	Uashat-Maliotenam	Corps de police	16	3 258	804 480	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	58	10 429	11 688 747	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	672	222 780	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	12	2 086	607 043	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	24	5 423	881 396	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	33	7 745	2 080 999	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	4	857	364 176	9

[1] Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).
[2] Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2012.
[3] Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2014-2015.
[4] Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 58 : Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2013 [p]

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																				Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales			
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				**Total**															
		Infractions classées [1]				Infractions classées [1]				Infractions classées [1]				Infractions classées [1]				**Infractions classées [1]**				Infractions classées [1]				Infractions classées [1]				Infractions classées [1]		
	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	**Nombre**	**Par mise en accusation**	**Sans mise en accusation**	**% classées**	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	77 438	39 275	25 930	84,2%	188 778	29 534	15 025	23,6%	42 814	35 643	5 714	96,6%	42 348	18 450	2 882	50,4%	**351 378**	**122 902**	**49 551**	49,1%	22 159	12 653	5 497	81,9%	1 007	729	145	86,8%	6 075	4 087	280	71,9%

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2013 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

[p]: Données provisoires

[1] Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2013, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2013.

Données 2014 non disponibles. Le traitement des données 2014 sera effectuée en avril 2015.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014).

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
46005	Abercorn	395	71 552 400	67 951
NR880	Abitibi	216	10 326 274	9 835
NR870	Abitibi-Ouest	106	1 946 480	1 788
48028	Acton Vale	7 751	516 272 752	818 395
31056	Adstock	2 729	338 107 262	321 576
98030	Aguanish	282	8 859 462	8 345
92030	Albanel	2 289	113 228 189	107 589
07025	Albertville	251	13 060 268	12 517
84050	Alleyn-et-Cawood	205	46 211 590	43 811
93042	Alma	31 398	2 818 290 629	4 467 197
78070	Amherst	1 547	289 116 365	275 083
88055	Amos	12 850	895 570 416	1 419 525
07047	Amqui	6 319	376 860 323	597 255
55008	Ange-Gardien	2 502	351 278 309	334 093
85080	Angliers	305	14 840 233	14 007
NR790	Antoine-Labelle	10	50 422 000	47 983
19037	Armagh	1 464	101 502 779	96 562
78060	Arundel	594	85 620 895	81 363
40043	Asbestos	7 099	341 830 602	541 822
41055	Ascot Corner	3 150	236 139 653	238 425
50013	Aston-Jonction	418	31 041 569	29 505
13045	Auclair	459	34 056 250	32 485
30055	Audet	757	56 040 502	53 348
83090	Aumond	746	66 829 300	63 481
87050	Authier	281	8 043 670	7 749
87100	Authier-Nord	271	9 883 664	9 537
NR060	Avignon	-	317 331	298
45035	Ayer's Cliff	1 125	173 754 266	165 110
96020	Baie-Comeau	22 404	1 829 003 212	2 898 954
08080	Baie-des-Sables	620	36 488 964	34 572
50100	Baie-du-Febvre	1 025	137 856 446	131 134
98035	Baie-Johan-Beetz	85	5 334 679	5 067
15065	Baie-Sainte-Catherine	207	13 393 876	12 815
16013	Baie-Saint-Paul	7 378	787 761 345	1 248 753
96005	Baie-Trinité	488	23 360 626	22 352
78050	Barkmere	57	79 296 602	75 402
44045	Barnston-Ouest	597	97 237 804	92 390
88022	Barraute	2 053	90 538 783	86 131
37210	Batiscan	953	101 727 334	96 860
85020	Béarn	793	31 087 728	29 505
27028	Beauceville	6 438	420 130 861	665 803
31008	Beaulac-Garthby	797	155 538 187	147 824
19105	Beaumont	2 634	279 120 325	265 546
21025	Beaupré	3 634	540 344 779	636 596
38010	Bécancour	12 980	1 473 192 457	2 335 078
46035	Bedford	2 702	207 497 497	197 297
46040	Bedford	704	85 678 080	81 363
94250	Bégin	897	44 443 610	42 320
89050	Belcourt	243	7 400 147	7 153
85065	Belleterre	292	9 859 388	9 239
88070	Berry	639	18 915 439	17 882
18065	Berthier-sur-Mer	1 484	165 971 778	157 957
52035	Berthierville	4 215	344 379 067	456 585
48005	Béthanie	348	40 280 517	38 446
13055	Biencourt	506	22 312 691	21 160
98005	Blanc-Sablon	1 112	67 742 847	64 375
83045	Blue Sea	670	150 174 577	142 757
80115	Boileau	385	74 846 200	71 230
21045	Boischatel	6 871	653 532 165	1 035 958
83085	Bois-Franc	456	35 582 900	33 976
45095	Bolton-Est	944	216 299 885	205 642
46065	Bolton-Ouest	712	202 983 291	193 125
05045	Bonaventure	2 798	189 516 400	180 309

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
NR050	Bonaventure	25	8 007 516	7 749
98010	Bonne-Espérance	740	22 658 607	21 458
42040	Bonsecours	614	82 246 110	78 084
83050	Bouchette	792	107 559 840	102 225
80145	Bowman	681	93 077 202	88 515
78075	Brébeuf	1 064	103 476 000	98 350
46090	Brigham	2 408	205 206 955	195 211
84005	Bristol	1 148	163 221 998	155 274
46070	Brome	248	34 931 200	33 082
76043	Brownsburg-Chatham	7 303	622 160 925	986 187
84025	Bryson	623	26 701 488	25 333
41070	Bury	1 241	135 131 652	128 452
12057	Cacouna	2 002	165 800 191	157 659
84030	Campbell's Bay	774	39 983 086	38 148
04047	Cap-Chat	2 604	138 969 344	132 028
05060	Caplan	2 086	125 381 214	119 213
18045	Cap-Saint-Ignace	3 129	214 492 386	216 371
34030	Cap-Santé	3 276	243 865 342	255 115
06013	Carleton-sur-Mer	4 066	289 609 777	370 155
05077	Cascapédia-Saint-Jules	758	41 284 105	39 340
07018	Causapscal	2 454	103 367 447	98 350
83040	Cayamant	869	120 622 730	114 742
91020	Chambord	1 820	156 360 979	148 718
37220	Champlain	1 742	176 410 654	167 792
88005	Champneuf	136	2 116 230	2 086
02028	Chandler	7 718	381 251 161	604 408
99020	Chapais	1 615	51 425 279	48 877
51080	Charette	1 019	61 673 984	58 712
NR160	Charlevoix	-	21 391 194	20 266
NR150	Charlevoix-Est	204	79 941 620	75 998
41020	Chartierville	304	50 090 348	47 685
21035	Château-Richer	3 979	344 582 415	433 338
87095	Chazel	302	11 883 249	11 325
80103	Chénéville	823	72 869 992	69 441
62047	Chertsey	4 926	645 722 255	938 204
39030	Chesterville	896	81 676 496	77 786
99025	Chibougamau	7 656	483 435 743	766 239
84090	Chichester	368	23 433 246	22 352
96035	Chute-aux-Outardes	1 670	52 378 610	49 771
79065	Chute-Saint-Philippe	912	131 417 549	124 875
84015	Clarendon	1 203	159 390 559	151 698
15035	Clermont	3 181	217 045 359	219 053
87110	Clermont	508	23 917 080	22 650
87075	Clerval	383	27 804 251	26 525
42110	Cleveland	1 636	148 797 929	141 565
03010	Cloridorme	738	28 865 591	27 419
44037	Coaticook	9 265	765 958 425	1 214 181
95050	Colombier	720	26 687 490	25 333
44071	Compton	3 230	350 655 820	366 877
41038	Cookshire-Eaton	5 335	442 749 150	486 686
71040	Coteau-du-Lac	7 003	902 176 739	1 429 956
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	972	42 757 732	40 532
30090	Courcelles	963	55 935 162	53 050
46080	Cowansville	12 991	1 027 612 487	1 628 743
61013	Crabtree	3 997	292 306 059	367 473
40047	Danville	4 161	245 011 145	319 788
39155	Daveluyville	966	49 983 680	47 387
13005	Dégelis	3 009	183 803 347	178 819
83070	Déléage	1 874	107 623 349	102 225
83005	Denholm	594	98 774 086	93 880
93005	Desbiens	1 083	41 945 029	39 936
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	954	85 918 008	81 661
34058	Deschambault-Grondines	2 193	360 936 786	343 332

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
31015	Disraeli	2 409	146 547 592	139 479
31020	Disraeli	1 125	119 417 476	113 550
44023	Dixville	710	69 634 845	66 163
92022	Dolbeau-Mistassini	14 516	881 037 464	1 396 576
34025	Donnacona	6 844	521 030 409	825 846
33040	Dosquet	920	73 304 223	69 739
49058	Drummondville	74 067	5 438 398 924	9 622 322
41117	Dudswell	1 770	204 843 518	194 913
80135	Duhamel	420	210 433 275	199 979
85030	Duhamel-Ouest	861	68 508 648	65 269
69075	Dundee	418	53 032 958	50 367
46050	Dunham	3 481	435 027 465	484 898
87005	Duparquet	628	45 189 738	42 917
87085	Dupuy	996	30 365 685	28 909
49015	Durham-Sud	1 003	79 984 467	75 998
41060	East Angus	3 852	232 731 748	286 408
31122	East Broughton	2 223	90 109 825	85 833
46085	East Farnham	565	40 111 400	38 148
44010	East Hereford	300	37 268 531	35 466
45093	Eastman	1 820	422 948 730	402 343
83075	Egan-Sud	553	39 551 214	37 552
69050	Elgin	403	53 921 660	51 261
62053	Entrelacs	935	217 731 224	207 132
06025	Escuminac	599	38 118 859	36 360
10005	Esprit-Saint	374	16 811 399	16 094
77011	Estérel	208	253 586 300	241 108
46112	Farnham	8 672	683 399 340	1 083 345
80005	Fassett	463	34 430 418	32 783
94220	Ferland-et-Boilleau	587	39 643 203	37 850
79097	Ferme-Neuve	2 797	235 142 684	223 524
97035	Fermont	2 910	520 033 209	494 435
95045	Forestville	3 316	141 807 167	153 486
84060	Fort-Coulonge	1 328	48 577 988	46 195
38047	Fortierville	723	44 869 188	42 619
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 757	279 561 486	265 844
26005	Frampton	1 420	120 843 025	115 040
69010	Franklin	1 715	184 437 819	175 541
96015	Franquelin	317	12 194 896	11 623
46010	Frelighsburg	1 098	198 811 250	188 952
30025	Frontenac	1 665	179 351 394	170 474
85055	Fugèreville	318	14 192 651	13 411
87020	Gallichan	497	23 517 017	22 352
03005	Gaspé	15 265	1 038 055 901	1 645 433
92055	Girardville	1 113	55 431 686	52 752
96010	Godbout	300	12 099 392	11 623
69060	Godmanchester	1 417	149 512 095	142 161
76025	Gore	1 880	316 578 069	301 012
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	2 038	439 725 518	418 138
83032	Gracefield	2 408	391 531 380	372 242
02015	Grande-Rivière	3 460	162 596 345	181 203
35040	Grandes-Piles	380	66 292 654	63 183
03020	Grande-Vallée	1 149	63 125 261	59 904
09060	Grand-Métis	243	22 784 040	21 756
83095	Grand-Remous	1 196	98 518 250	93 582
50065	Grand-Saint-Esprit	487	43 322 839	41 128
76055	Grenville	1 669	119 506 110	113 550
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 793	330 369 195	314 125
98014	Gros-Mécatina	498	20 099 187	19 074
01042	Grosse-Île	482	29 715 194	28 313
08015	Grosses-Roches	410	20 294 600	19 372
85095	Guérin	328	13 142 187	12 517
39010	Ham-Nord	834	65 102 184	61 991
41075	Hampden	199	22 917 200	21 756

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
40005	Ham-Sud	225	39 873 210	37 850
76065	Harrington	857	225 508 806	214 583
45043	Hatley	784	201 937 761	191 932
45055	Hatley	2 087	320 252 500	304 588
69005	Havelock	753	93 660 735	89 111
98040	Havre-Saint-Pierre	3 593	338 987 693	388 633
93020	Hébertville	2 540	170 942 328	162 427
93025	Hébertville-Station	1 274	61 026 857	58 116
68010	Hemmingford	844	55 789 781	53 050
68015	Hemmingford	1 824	242 795 384	230 975
56042	Henryville	1 434	201 396 968	191 634
35035	Hérouxville	1 280	84 434 160	80 171
69045	Hinchinbrooke	2 227	189 404 085	180 011
19070	Honfleur	792	87 098 900	82 853
05025	Hope	627	27 234 508	25 929
05020	Hope Town	370	16 592 979	15 796
69025	Howick	648	46 260 500	44 109
78065	Huberdeau	913	83 869 611	79 872
71100	Hudson	5 254	979 047 676	1 505 358
69055	Huntingdon	2 451	138 601 577	131 730
32058	Inverness	844	127 839 485	121 597
31040	Irlande	957	80 215 300	76 296
78042	Ivry-sur-le-Lac	448	245 134 032	233 061
61025	Joliette	20 326	1 767 228 097	2 801 200
14050	Kamouraska	598	100 134 297	95 370
NR140	Kamouraska	5	4 511 025	4 172
83015	Kazabazua	856	127 146 949	121 001
79025	Kiamika	807	79 205 885	75 402
42070	Kingsbury	154	9 175 716	8 643
39097	Kingsey Falls	2 040	195 118 403	185 674
31105	Kinnear's Mills	368	39 417 875	37 552
85010	Kipawa	484	55 882 255	53 050
90017	La Bostonnais	563	34 831 600	33 082
78115	La Conception	1 357	279 877 600	266 142
88030	La Corne	730	42 130 702	39 936
NR210	La Côte-de-Beaupré	-	80 558 735	76 594
NR030	La Côte-de-Gaspé	-	5 948 847	5 663
91050	La Doré	1 440	68 832 535	65 567
19090	La Durantaye	747	66 832 584	63 481
29030	La Guadeloupe	1 806	98 555 075	93 582
NR950	La Haute-Côte-Nord	-	42 340 626	40 234
NR040	La Haute-Gaspésie	204	20 962 122	19 968
NR220	La Jacques-Cartier	-	4 564 680	4 470
79047	La Macaza	1 070	195 646 404	185 972
15013	La Malbaie	8 908	709 435 802	1 124 473
04030	La Martre	246	8 588 873	8 047
NR070	La Matapédia	31	58 336 903	55 434
78130	La Minerve	1 214	342 884 217	326 047
NR090	La Mitis	5	20 155 200	19 074
88015	La Morandière	225	8 444 379	8 047
88045	La Motte	478	24 337 315	23 246
41027	La Patrie	730	91 236 121	86 727
14085	La Pocatière	4 267	343 643 586	455 690
54035	La Présentation	2 555	308 882 009	293 859
09005	La Rédemption	522	17 903 532	16 988
87080	La Reine	351	11 028 192	10 431
87090	La Sarre	7 675	406 171 225	643 748
10010	La Trinité-des-Monts	259	18 909 540	17 882
90012	La Tuque	11 069	778 767 480	1 106 890
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	-	23 675 375	22 650
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	633	63 391 000	60 202
50085	La Visitation-de-Yamaska	331	51 336 366	48 877
78120	Labelle	2 545	389 397 860	370 453

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
93055	Labrecque	1 357	78 001 113	74 210
22040	Lac Beauport	7 654	1 053 786 784	1 670 169
46075	Lac Brome	5 758	1 227 843 822	1 946 147
22030	Lac Delage	639	76 578 550	72 720
90027	Lac Edouard	176	37 598 100	35 764
22015	Lac Saint-Joseph	237	267 180 276	254 221
07057	Lac-au-Saumon	1 438	66 100 433	62 885
35010	Lac-aux-Sables	1 368	200 949 077	191 038
91005	Lac-Bouchette	1 168	82 228 195	78 084
13060	Lac-des-Aigles	559	25 454 271	24 141
79078	Lac-des-Écorces	2 786	202 133 528	192 230
80130	Lac-des-Plages	532	111 981 744	106 397
77055	Lac-des-Seize-Îles	220	89 292 371	84 939
30080	Lac-Drolet	1 062	96 527 076	91 794
79015	Lac-du-Cerf	431	84 710 700	80 469
28053	Lac-Etchemin	4 060	290 531 195	371 347
18010	Lac-Frontière	204	15 327 730	14 604
76020	Lachute	12 804	1 116 453 240	1 769 712
30030	Lac-Mégantic	6 036	498 023 056	789 486
56023	Lacolle	2 738	264 887 196	251 837
29095	Lac-Poulin	138	43 350 813	41 128
79060	Lac-Saguay	455	67 014 409	63 779
83020	Lac-Sainte-Marie	607	239 790 690	227 994
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	-	11 432 594	10 729
79105	Lac-Saint-Paul	484	69 786 255	66 461
34120	Lac-Sergent	502	97 722 562	92 986
80095	Lac-Simon	1 021	335 970 600	319 490
78095	Lac-Supérieur	1 963	516 153 665	490 858
85070	Laforce	515	9 983 272	9 537
93060	Lamarche	566	34 715 902	33 082
30095	Lambton	1 599	215 454 975	205 046
88035	Landrienne	984	51 194 090	48 579
21040	L'Ange-Gardien	3 767	327 255 750	394 296
52017	Lanoraie	4 641	404 052 223	565 664
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 225	107 604 054	102 225
78015	Lantier	724	204 121 344	194 019
79050	L'Ascension	850	111 151 291	105 801
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 011	126 107 160	119 809
06060	L'Ascension-de-Patapédia	184	7 208 764	6 855
85060	Latulipe-et-Gaboury	307	12 807 227	12 219
88080	Launay	230	9 210 682	8 643
33060	Laurier-Station	2 703	204 800 060	194 913
32072	Laurierville	1 433	106 402 703	101 331
52007	Lavaltrie	13 767	1 071 994 204	1 699 079
49025	L'Avenir	1 271	116 570 618	110 868
85050	Laverlochère	711	29 815 098	28 313
42045	Lawrenceville	655	43 218 544	41 128
NR910	Le Domaine-du-Roy	29	52 166 384	49 473
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	5	350 864 660	333 795
NR020	Le Rocher-Percé	-	1 137 306	1 192
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 288	133 836 593	127 260
33123	Leclercville	494	57 923 562	55 136
49020	Lefebvre	863	65 816 115	62 587
13050	Lejeune	291	17 195 335	16 392
38020	Lemieux	307	26 691 393	25 333
60035	L'Épiphanie	5 543	342 402 093	542 716
60040	L'Épiphanie	3 326	291 934 155	316 212
NR110	Les Basques	-	553 774	596
95018	Les Bergeronnes	714	40 668 819	38 744
71050	Les Cèdres	6 562	633 821 170	1 004 665
71033	Les Coteaux	4 981	371 537 199	539 735
16048	Les Éboulements	1 378	186 081 750	177 031
95025	Les Escoumins	2 022	111 706 694	106 099

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
09015	Les Hauteurs	531	25 263 908	24 141
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 154	814 286 501	778 757
08005	Les Méchins	1 114	68 201 118	64 971
71095	L'Île-Cadieux	106	65 512 152	62 289
98020	L'Île-d'Anticosti	237	33 744 452	32 187
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	715	68 568 350	65 269
71060	L'Île-Perrot	10 780	980 356 076	1 553 937
41085	Lingwick	410	76 162 650	72 422
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 346	217 902 223	207 132
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 261	134 027 353	127 558
17078	L'Islet	4 071	268 241 563	343 034
12043	L'Isle-Verte	1 467	105 422 809	100 139
84040	Litchfield	455	82 253 380	78 084
80055	Lochaber	435	40 702 700	38 744
80060	Lochaber-Partie-Ouest	688	72 860 500	69 143
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	507	21 585 775	20 564
95032	Longue-Rive	1 107	40 665 524	38 744
85037	Lorrainville	1 351	60 217 819	57 222
33115	Lotbinière	857	122 414 875	116 530
51015	Louiseville	7 435	544 335 270	862 802
83010	Low	934	157 624 020	149 910
32065	Lyster	1 672	133 443 606	126 961
87058	Macamic	2 817	114 527 487	108 782
39165	Maddington	443	21 409 700	20 266
89015	Malartic	3 342	192 420 736	208 324
52095	Mandeville	2 095	259 568 183	246 770
NR960	Manicouagan	124	55 788 148	53 050
83065	Maniwaki	3 928	227 010 873	285 514
38028	Manseau	869	64 668 001	61 395
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 377	165 489 874	157 361
06005	Maria	2 544	183 338 536	174 349
NR920	Maria-Chapdelaine	265	79 748 280	75 700
42065	Maricourt	539	53 690 000	50 963
55048	Marieville	10 676	907 969 472	1 439 195
04025	Marsoui	307	9 142 475	8 643
30035	Marston	684	78 083 670	74 210
44060	Martinville	486	41 122 278	39 042
51008	Maskinongé	2 305	171 329 531	163 023
53010	Massueville	527	29 036 091	27 717
99015	Matagami	1 525	80 580 654	76 594
08053	Matane	14 542	1 066 595 309	1 690 436
NR080	Matane	10	8 411 203	8 047
06045	Matapédia	668	45 487 313	43 215
NR620	Matawinie	80	54 570 992	51 858
80065	Mayo	617	75 941 200	72 124
NR350	Mékinac	5	53 856 225	51 261
42075	Melbourne	978	143 684 762	136 499
83060	Messines	1 640	181 116 409	172 262
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 273	291 346 874	386 249
09048	Métis-sur-Mer	606	101 150 673	96 264
30040	Milan	265	39 476 430	37 552
76030	Mille-Isles	1 724	257 736 300	244 982
85075	Moffet	197	11 277 354	10 729
78055	Montcalm	688	128 933 200	122 491
14005	Mont-Carmel	1 132	78 621 046	74 806
83088	Montcerf-Lytton	728	49 240 102	46 791
80010	Montebello	986	116 644 096	110 868
09077	Mont-Joli	6 686	422 248 833	669 379
79088	Mont-Laurier	13 970	1 042 607 498	1 608 477
18050	Montmagny	11 525	848 280 351	1 344 421
80090	Montpellier	1 021	110 414 464	104 907
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 133	367 091 229	370 453
79110	Mont-Saint-Michel	619	56 277 535	53 646

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
04015	Mont-Saint-Pierre	196	10 816 625	10 431
77050	Morin-Heights	4 039	784 583 427	1 003 175
80085	Mulgrave-et-Derry	346	115 112 542	109 378
03025	Murdochville	764	16 326 813	15 498
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	888	87 879 720	83 449
80110	Namur	598	39 557 948	37 552
30045	Nantes	1 403	95 363 405	90 602
68030	Napierville	3 654	303 986 284	358 234
98025	Natashquan	282	13 111 135	12 517
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	801	73 829 456	70 335
85100	Nédélec	395	18 129 971	17 286
34007	Neuville	4 191	408 260 969	532 881
05040	New Carlisle	1 375	83 254 062	79 276
05070	New Richmond	3 846	225 948 761	278 064
41037	Newport	744	117 333 470	111 464
50072	Nicolet	8 022	700 085 304	1 109 572
79030	Nominingue	2 056	397 866 722	378 500
92040	Normandin	3 218	181 326 405	189 548
87115	Normétal	852	13 103 341	12 517
45050	North Hatley	681	183 389 699	174 349
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	263	74 617 790	70 932
39015	Notre-Dame-de-Ham	408	22 991 904	21 756
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 013	239 947 721	228 292
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	731	55 782 762	53 050
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 782	1 190 366 337	1 886 838
92060	Notre-Dame-de-Lorette	192	11 005 871	10 431
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	712	61 318 529	58 414
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 806	174 365 123	165 706
35005	Notre-Dame-de-Montauban	757	90 354 003	85 833
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	746	126 048 451	119 809
30010	Notre-Dame-des-Bois	889	100 950 899	95 966
15025	Notre-Dame-des-Monts	849	37 325 973	35 466
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 124	124 398 699	118 319
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 324	84 493 080	80 469
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 430	695 081 607	1 101 823
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	49	29 790 201	28 313
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	678	93 034 282	88 515
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 447	81 320 475	77 190
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 009	99 451 800	94 476
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 603	320 296 332	304 588
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 670	321 599 082	509 634
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 134	54 308 662	51 559
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 198	160 140 176	152 294
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	389	34 765 715	33 082
06020	Nouvelle	1 743	111 062 531	105 503
56015	Noyan	1 342	161 986 440	154 082
45020	Ogden	795	194 225 200	184 780
72032	Oka	5 595	453 483 555	718 852
69037	Ormstown	3 673	330 362 745	389 229
84055	Otter Lake	1 102	161 593 571	153 784
13015	Packington	616	32 155 677	30 697
09040	Padoue	276	13 045 204	12 517
87025	Palmarolle	1 518	73 585 040	70 037
80037	Papineauville	2 174	175 248 035	166 600
38055	Parisville	544	42 204 919	40 234
05032	Paspébiac	3 203	172 440 342	180 309
02005	Percé	3 289	200 763 157	210 112
92010	Péribonka	504	89 511 524	85 237
16005	Petite-Rivière-Saint-François	771	271 480 628	258 095
03015	Petite-Vallée	174	9 714 672	9 239
94205	Petit-Saguenay	723	31 714 193	30 101
77030	Piedmont	3 009	566 514 706	550 763
50113	Pierreville	2 194	168 613 971	160 341

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
46025	Pike River	532	75 870 867	72 124
71070	Pincourt	14 793	1 391 101 533	2 204 838
30020	Piopolis	360	76 864 424	73 018
80045	Plaisance	1 104	75 856 881	72 124
32040	Plessisville	6 802	373 843 792	592 487
32045	Plessisville	2 727	194 356 110	184 780
13095	Pohénégamook	2 740	184 212 067	175 243
06030	Pointe-à-la-Croix	1 471	63 267 854	60 202
96030	Pointe-aux-Outardes	1 338	85 216 687	81 065
71055	Pointe-des-Cascades	1 421	108 194 000	102 821
71140	Pointe-Fortune	548	49 749 378	47 387
96025	Pointe-Lebel	2 061	96 472 967	91 794
NR840	Pontiac	-	13 606 812	12 815
34017	Pont-Rouge	9 014	620 725 858	983 803
84020	Portage-du-Fort	269	16 546 660	15 796
97022	Port-Cartier	6 838	563 554 372	890 221
02047	Port-Daniel-Gascons	2 456	96 775 134	92 092
34048	Portneuf	3 189	221 052 471	222 928
NR340	Portneuf	-	41 588 624	39 638
95040	Portneuf-sur-Mer	749	26 982 656	25 631
45030	Potton	1 836	608 919 409	579 076
87035	Poularies	703	24 794 781	23 545
88090	Preissac	814	109 807 444	104 311
75040	Prévost	13 012	1 212 945 345	1 922 602
09065	Price	1 716	61 680 922	58 712
32033	Princeville	5 892	385 463 728	610 965
42032	Racine	1 229	187 822 368	178 521
96040	Ragueneau	1 396	49 641 574	47 089
87010	Rapide-Danseur	328	24 806 534	23 545
84100	Rapides-des-Joachims	165	12 651 100	11 921
62037	Rawdon	10 857	988 822 817	1 567 349
85105	Rémigny	282	13 212 680	12 517
42098	Richmond	3 329	209 952 719	227 398
71133	Rigaud	7 280	899 996 612	1 426 380
10043	Rimouski	48 155	3 873 290 193	5 996 099
80078	Ripon	1 555	171 799 792	163 321
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	168	8 901 023	8 345
04020	Rivière-à-Claude	125	7 527 440	7 153
34135	Rivière-à-Pierre	678	88 617 618	84 343
98055	Rivière-au-Tonnerre	302	15 962 999	15 200
71005	Rivière-Beaudette	2 040	202 536 074	192 528
13025	Rivière-Bleue	1 282	73 212 576	69 739
12072	Rivière-du-Loup	19 974	1 637 550 233	3 148 110
94215	Rivière-Éternité	494	28 700 509	27 419
89010	Rivière-Héva	1 558	100 063 995	95 072
14065	Rivière-Ouelle	1 050	116 128 715	110 570
79037	Rivière-Rouge	4 669	508 395 491	483 407
98050	Rivière-Saint-Jean	241	9 446 520	8 941
91025	Roberval	10 022	644 209 861	1 021 056
88010	Rochebaucourt	159	3 300 557	3 278
87015	Roquemaure	438	14 592 453	14 007
55037	Rougemont	2 812	307 366 123	292 369
86042	Rouyn-Noranda	41 934	3 313 881 419	5 252 510
48015	Roxton	1 082	148 409 660	141 267
48010	Roxton Falls	1 252	83 360 417	79 276
47047	Roxton Pond	3 653	358 792 940	422 609
95010	Sacré-Coeur	1 900	107 002 100	101 629
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	551	54 412 384	51 858
17015	Saint-Adalbert	536	41 350 244	39 340
08030	Saint-Adelme	504	25 444 851	24 141
35015	Saint-Adelphe	958	87 666 777	83 449
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 726	898 599 394	1 082 451
40010	Saint-Adrien	528	49 363 273	47 089

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	391	36 293 156	34 572
33045	Saint-Agapit	4 001	290 412 445	371 347
53015	Saint-Aimé	516	108 415 164	103 119
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 101	85 556 936	81 363
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	804	78 858 478	75 104
34097	Saint-Alban	1 248	110 313 403	104 907
39085	Saint-Albert	1 583	115 428 566	109 676
56055	Saint-Alexandre	2 600	266 070 359	253 029
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 168	144 555 768	137 393
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	276	13 169 693	12 517
63023	Saint-Alexis	1 461	145 581 269	138 585
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	542	21 183 492	20 266
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 069	303 536 322	295 051
27015	Saint-Alfred	507	39 084 576	37 254
05065	Saint-Alphonse	702	34 127 166	32 485
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 114	313 448 923	316 212
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 156	401 754 162	405 323
94255	Saint-Ambroise	3 715	234 652 042	282 534
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 989	312 070 121	392 508
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 144	205 575 224	207 430
14040	Saint-André	683	54 106 000	51 559
80027	Saint-André-Avellin	3 833	290 882 259	358 234
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 318	306 092 275	331 411
06040	Saint-André-de-Restigouche	158	7 576 818	7 153
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	482	25 946 009	24 737
69070	Saint-Anicet	2 585	385 837 644	366 877
19062	Saint-Anselme	3 760	311 885 435	375 818
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	149	33 841 391	32 187
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 660	221 900 929	211 006
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 719	238 537 219	226 802
12015	Saint-Antonin	4 181	244 477 441	319 192
33090	Saint-Apollinaire	5 458	467 513 400	740 907
46017	Saint-Armand	1 270	183 059 729	174 050
12065	Saint-Arsène	1 270	83 191 960	78 978
13100	Saint-Athanase	304	15 838 592	15 200
17055	Saint-Aubert	1 425	158 165 493	150 506
92005	Saint-Augustin	397	17 480 549	16 690
98012	Saint-Augustin	798	26 258 402	25 035
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	690	65 830 409	62 587
51025	Saint-Barnabé	1 235	86 689 533	82 555
54105	Saint-Barnabé-Sud	881	133 937 764	127 260
52055	Saint-Barthélemy	1 957	157 456 225	149 612
34038	Saint-Basile	2 590	203 826 890	193 721
28025	Saint-Benjamin	917	61 090 911	58 116
29100	Saint-Benoît-Labre	1 581	144 084 337	137 095
26055	Saint-Bernard	2 125	214 566 223	204 152
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 477	212 774 378	202 363
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	531	95 959 287	91 198
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 819	251 126 800	238 723
49125	Saint-Bonaventure	1 010	105 795 609	100 735
51085	Saint-Boniface	4 601	312 068 409	436 914
93030	Saint-Bruno	2 711	166 211 146	157 957
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 153	67 067 792	63 779
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	537	30 999 872	29 505
63055	Saint-Calixte	6 124	486 869 848	771 604
40025	Saint-Camille	526	45 603 566	43 513
28070	Saint-Camille-de-Lellis	846	48 140 064	45 897
34078	Saint-Casimir	1 519	92 635 859	88 217
50030	Saint-Célestin	794	49 315 506	46 791
50035	Saint-Célestin	621	74 478 719	70 932
55023	Saint-Césaire	5 979	543 233 893	861 013
61035	Saint-Charles-Borromée	13 445	1 084 328 921	1 718 749
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 343	212 268 972	201 767

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
94260	Saint-Charles-de-Bourget	734	46 455 100	44 109
09010	Saint-Charles-Garnier	263	11 473 904	11 027
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 677	277 823 001	264 354
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 141	214 521 800	216 371
69017	Saint-Chrysostome	2 618	229 471 709	218 159
42100	Saint-Claude	1 085	122 079 308	116 232
11005	Saint-Clément	498	22 864 713	21 756
07090	Saint-Cléophas	343	11 210 899	10 729
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	270	19 759 278	18 776
71045	Saint-Clet	1 720	172 685 925	164 215
62065	Saint-Côme	2 260	358 323 689	340 650
29057	Saint-Côme-Linière	3 314	191 176 225	207 132
52062	Saint-Cuthbert	1 827	188 399 893	179 117
12005	Saint-Cyprien	1 165	61 593 071	58 712
28040	Saint-Cyprien	545	34 644 965	33 082
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	775	52 260 772	49 771
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 575	306 009 754	423 503
07105	Saint-Damase	420	25 451 586	24 141
54017	Saint-Damase	2 514	303 448 781	288 495
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	609	33 924 397	32 187
62075	Saint-Damien	1 978	252 552 841	240 214
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 106	158 252 106	150 506
53005	Saint-David	840	148 391 241	141 267
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 732	623 120 753	592 487
14055	Saint-Denis	527	77 183 553	73 316
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 686	487 474 408	574 307
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 343	305 969 166	290 879
52090	Saint-Didace	595	105 712 628	100 437
54060	Saint-Dominique	2 510	252 071 250	239 617
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	456	17 656 020	16 690
09030	Saint-Donat	911	60 162 697	57 222
62060	Saint-Donat	4 155	1 249 977 495	1 631 127
77022	Sainte-Adèle	12 652	1 715 399 761	3 059 725
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 187	135 879 917	129 346
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 600	1 409 136 714	1 965 519
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 046	49 219 465	46 791
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 896	179 164 434	170 474
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	659	36 316 065	34 572
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 920	227 067 853	216 073
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 126	183 270 160	174 349
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 715	115 436 200	109 676
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	623	66 136 729	62 885
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 095	222 243 394	211 304
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 567	675 631 800	774 584
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 656	218 136 734	207 430
79115	Sainte-Anne-du-Lac	599	61 013 490	58 116
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 268	76 867 200	73 018
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	621	55 293 543	52 454
28015	Sainte-Aurélie	917	70 241 796	66 759
69065	Sainte-Barbe	1 444	177 907 180	169 282
62020	Sainte-Béatrix	1 926	191 848 588	182 395
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 377	204 533 536	194 615
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	6 638	514 169 058	815 117
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	771	83 349 578	79 276
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 200	639 462 684	1 013 606
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	365	28 685 550	27 419
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 122	198 135 839	188 356
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	895	86 701 025	82 555
48020	Sainte-Christine	687	87 331 737	83 151
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	482	105 665 524	100 437
19055	Sainte-Claire	3 390	285 538 228	309 357
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	653	49 536 682	47 089
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 740	212 099 852	201 767

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 601	115 191 523	109 676
33102	Sainte-Croix	2 479	252 451 839	240 214
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	712	82 292 500	78 382
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	396	16 828 332	16 094
68045	Saint-Édouard	1 367	162 007 775	154 082
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	651	36 305 415	34 572
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 258	131 507 388	125 173
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	783	45 204 750	42 917
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	495	69 943 998	66 461
52030	Sainte-Élisabeth	1 530	151 355 577	143 949
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	373	38 504 800	36 658
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 642	157 661 390	149 910
50005	Sainte-Eulalie	926	85 581 498	81 363
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	345	23 209 000	22 054
20010	Sainte-Famille	862	139 261 704	132 326
08023	Sainte-Félicité	1 167	58 929 739	56 030
17025	Sainte-Félicité	393	22 438 375	21 458
09085	Sainte-Flavie	934	79 775 436	75 998
07010	Sainte-Florence	414	13 162 772	12 517
11030	Sainte-Françoise	397	25 521 752	24 141
38035	Sainte-Françoise	488	42 437 074	40 234
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 063	101 549 564	96 562
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 437	209 212 680	199 085
87030	Sainte-Germaine-Boulé	946	38 994 765	36 956
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	780	29 099 370	27 717
91030	Sainte-Hedwidge	885	45 188 612	42 917
14025	Sainte-Hélène	933	64 834 191	61 693
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 717	196 547 961	186 866
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	378	41 399 226	39 340
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	360	14 537 358	13 709
26040	Sainte-Hénédine	1 252	114 626 790	109 080
07040	Sainte-Irène	337	28 641 835	27 121
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	325	19 996 139	19 074
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 100	63 456 705	60 202
63060	Sainte-Julienne	9 835	660 138 384	1 046 389
28045	Sainte-Justine	1 845	108 860 045	103 417
71115	Sainte-Justine-de-Newton	958	134 603 131	128 154
51075	Saint-Élie	1 972	169 390 500	161 235
11035	Saint-Éloi	326	24 280 957	22 948
17060	Sainte-Louise	698	42 060 446	39 936
50095	Saint-Elphège	294	45 509 280	43 215
09092	Sainte-Luce	2 869	240 856 535	229 186
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	304	19 341 138	18 478
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 303	177 581 642	168 984
05050	Saint-Elzéar	481	22 957 151	21 756
26022	Saint-Elzéar	2 229	196 374 926	186 866
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	348	14 816 818	14 007
54025	Sainte-Madeleine	2 417	183 801 462	174 945
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 548	157 336 653	149 612
26035	Sainte-Marguerite	1 131	115 868 824	110 272
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 871	486 362 833	462 545
07005	Sainte-Marguerite-Marie	193	6 976 186	6 557
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	451	45 838 955	43 513
54030	Sainte-Marie-Madeleine	3 010	312 722 603	303 992
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 193	89 456 796	84 939
71110	Sainte-Marthe	1 112	167 918 939	159 745
70012	Sainte-Martine	5 323	487 372 704	762 067
61050	Sainte-Mélanie	2 999	267 827 550	254 817
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	561	64 104 218	61 096
50057	Sainte-Monique	565	70 386 938	67 057
93075	Sainte-Monique	861	103 652 959	98 648
08040	Sainte-Paule	216	23 244 912	22 054
17030	Sainte-Perpétue	1 760	88 112 406	83 747

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
50050	Sainte-Perpétue	978	105 614 369	100 437
20030	Sainte-Pétronille	1 039	200 358 554	190 442
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 610	167 836 986	159 745
12030	Saint-Épiphane	869	46 744 694	44 407
31050	Sainte-Praxède	388	83 875 668	79 872
11015	Sainte-Rita	301	18 282 417	17 286
28030	Sainte-Rose-de-Watford	791	55 027 372	52 454
94230	Sainte-Rose-du-Nord	408	40 503 951	38 446
28065	Sainte-Sabine	380	28 786 059	27 419
46105	Sainte-Sabine	1 129	123 189 215	117 126
39105	Sainte-Séraphine	392	40 454 934	38 446
75028	Sainte-Sophie	14 631	1 074 346 284	1 702 953
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	745	67 453 870	64 077
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	686	70 944 618	67 355
63030	Saint-Esprit	1 963	228 963 307	217 861
35050	Sainte-Thècle	2 529	189 634 743	180 309
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 061	39 455 289	37 552
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	544	85 042 609	80 767
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	805	115 971 228	110 272
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	573	134 700 200	128 154
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 372	318 913 073	427 973
49105	Saint-Eugène	1 136	122 496 945	116 530
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	555	24 619 059	23 545
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	466	29 406 565	28 015
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	434	28 407 721	27 121
51040	Sainte-Ursule	1 388	102 145 661	97 158
13030	Saint-Eusèbe	626	28 893 787	27 419
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	521	56 728 677	53 944
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 565	208 934 255	198 787
10070	Saint-Fabien	1 926	133 834 473	127 260
18015	Saint-Fabien-de-Panet	997	62 558 563	59 606
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 593	577 681 889	662 226
91042	Saint-Félicien	10 326	751 641 790	1 191 233
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	903	43 947 119	41 724
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 616	131 896 336	125 471
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 199	502 311 580	796 043
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 051	94 355 269	89 708
32013	Saint-Ferdinand	2 102	219 624 804	208 920
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 160	518 720 556	523 344
33052	Saint-Flavien	1 609	143 763 800	136 797
31030	Saint-Fortunat	270	32 005 168	30 399
20005	Saint-François	527	120 777 432	114 742
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 639	153 437 989	146 036
06055	Saint-François-d'Assise	691	26 197 450	25 035
91015	Saint-François-de-Sales	654	32 437 963	30 995
50128	Saint-François-du-Lac	2 008	154 111 347	146 632
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 184	177 287 189	168 686
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	250	15 909 596	15 200
27065	Saint-Frédéric	1 101	79 484 576	75 700
94235	Saint-Fulgence	2 013	137 457 334	130 836
52080	Saint-Gabriel	2 860	143 677 883	136 499
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 700	260 202 554	247 366
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 175	67 111 817	63 779
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 038	360 528 167	350 485
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	797	32 940 486	31 293
93035	Saint-Gédéon	2 014	217 254 397	206 536
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 286	146 678 300	139 479
29073	Saint-Georges	32 187	2 291 741 376	3 970 275
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 093	168 479 394	160 341
40032	Saint-Georges-de-Windsor	965	85 317 493	81 065
53085	Saint-Gérard-Majella	280	34 235 026	32 485
14045	Saint-Germain	280	24 807 114	23 545
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 812	397 105 616	570 731

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
19075	Saint-Gervais	2 143	192 521 179	182 991
34060	Saint-Gilbert	293	18 970 184	18 180
33035	Saint-Gilles	2 328	203 322 626	193 423
05015	Saint-Godefroi	436	16 324 872	15 498
49113	Saint-Guillaume	1 604	160 221 144	152 294
11020	Saint-Guy	91	8 677 422	8 345
19068	Saint-Henri	5 373	534 082 060	835 383
93070	Saint-Henri-de-Taillon	784	99 778 547	94 774
44015	Saint-Herménégilde	703	116 528 283	110 868
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	100	33 648 932	31 889
16050	Saint-Hilarion	1 219	92 326 816	87 919
75045	Saint-Hippolyte	8 687	1 088 532 486	1 725 305
94240	Saint-Honoré	5 733	330 101 974	523 344
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 624	138 741 403	132 028
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	782	35 498 660	33 678
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 271	102 897 258	97 754
54100	Saint-Hugues	1 265	188 581 468	179 415
54048	Saint-Hyacinthe	54 663	5 269 047 193	9 353 616
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 134	157 193 143	149 612
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	645	91 878 163	87 323
15005	Saint-Irénée	673	106 453 559	101 331
26063	Saint-Isidore	3 017	288 312 438	280 150
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	714	98 681 187	93 880
63013	Saint-Jacques	4 111	350 801 533	457 777
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	209	26 242 187	25 035
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	714	67 957 113	64 673
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 654	193 240 620	183 886
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 016	81 199 991	77 190
20015	Saint-Jean	984	215 045 429	204 450
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	370	38 920 198	36 956
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	196	6 575 539	6 259
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 637	71 002 518	67 653
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	313	17 663 590	16 690
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 464	454 224 556	619 310
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 374	276 532 738	299 522
21020	Saint-Joachim	1 531	109 942 043	104 609
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 270	134 783 041	128 154
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 884	311 476 019	447 644
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 846	164 627 822	156 467
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	431	30 177 896	28 611
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	522	37 757 916	35 764
27050	Saint-Joseph-des-Érables	434	39 454 074	37 552
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 668	186 018 197	177 031
54110	Saint-Jude	1 265	153 658 232	146 036
27055	Saint-Jules	588	45 687 754	43 513
31035	Saint-Julien	401	37 084 038	35 168
18005	Saint-Just-de-Bretenières	701	43 420 865	41 426
13040	Saint-Juste-du-Lac	585	36 485 147	34 572
51045	Saint-Justin	1 035	91 470 371	87 025
87120	Saint-Lambert	210	4 161 480	3 874
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 566	586 951 258	930 455
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 589	288 233 082	274 189
71105	Saint-Lazare	19 817	2 359 586 813	3 739 999
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 235	97 783 685	92 986
08065	Saint-Léandre	407	23 221 072	22 054
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 317	184 072 761	174 945
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 092	89 183 455	84 939
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 160	91 209 678	86 727
07030	Saint-Léon-le-Grand	1 005	42 157 623	40 234
51035	Saint-Léon-le-Grand	1 021	93 917 979	89 409
54072	Saint-Liboire	3 083	268 300 736	260 778
63065	Saint-Liguori	2 010	175 735 008	167 196
63048	Saint-Lin-Laurentides	19 072	1 338 528 590	2 121 687

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
54120	Saint-Louis	791	86 448 644	82 257
39170	Saint-Louis-de-Blandford	957	84 590 300	80 469
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	432	32 981 059	31 293
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 483	185 329 122	176 137
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 323	62 358 602	59 308
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	488	40 887 246	38 744
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	626	48 200 720	45 897
49030	Saint-Lucien	1 619	150 145 115	142 757
30072	Saint-Ludger	1 246	81 577 283	77 488
93080	Saint-Ludger-de-Milot	669	46 784 725	44 407
28075	Saint-Magloire	726	60 916 074	57 818
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 325	111 893 063	106 397
19025	Saint-Malachie	1 547	116 237 760	110 570
44003	Saint-Malo	492	66 589 080	63 183
88040	Saint-Marc-de-Figuery	831	51 010 899	48 579
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 917	165 875 476	157 659
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	430	31 033 419	29 505
17020	Saint-Marcel	459	36 335 589	34 572
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	539	83 642 057	79 574
10025	Saint-Marcellin	337	27 380 872	25 929
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 141	293 784 947	279 256
29045	Saint-Martin	2 486	154 801 613	147 228
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	666	70 328 400	66 759
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	705	62 735 058	59 606
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 445	181 880 205	172 858
37230	Saint-Maurice	2 995	199 783 265	190 144
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 129	51 688 860	49 175
11025	Saint-Médard	227	6 772 218	6 557
68050	Saint-Michel	2 971	334 880 944	318 596
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 880	219 535 364	208 920
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 448	429 241 043	408 303
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 214	57 789 367	54 838
12020	Saint-Modeste	1 193	86 805 977	82 555
07095	Saint-Moïse	569	30 640 741	29 207
37240	Saint-Narcisse	1 810	132 861 809	126 365
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 147	126 622 900	120 405
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 023	83 364 177	79 276
93045	Saint-Nazaire	2 077	112 645 733	106 993
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	837	111 596 058	106 099
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	368	27 640 288	26 227
19045	Saint-Nérée	757	61 600 767	58 712
07100	Saint-Noël	454	16 556 282	15 796
52070	Saint-Norbert	1 057	100 039 760	95 072
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 234	104 484 878	99 245
09055	Saint-Octave-de-Métis	530	26 957 268	25 631
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 462	109 452 847	104 013
17005	Saint-Omer	309	25 437 256	24 141
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	577	37 146 926	35 466
53032	Saint-Ours	1 750	215 662 233	205 046
14070	Saint-Pacôme	1 631	94 999 901	90 304
17010	Saint-Pamphile	2 693	129 607 255	123 385
14018	Saint-Pascal	3 554	222 294 861	254 817
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 096	128 971 631	122 789
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 995	276 305 949	262 864
61005	Saint-Paul	5 631	413 236 623	655 074
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 792	316 987 014	301 608
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	367	18 326 071	17 286
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 904	243 952 988	231 869
18030	Saint-Paul-de-Montminy	829	71 612 348	68 249
51060	Saint-Paulin	1 546	96 118 673	91 496
19005	Saint-Philémon	742	80 677 938	76 594
29065	Saint-Philibert	369	29 715 079	28 313
14060	Saint-Philippe-de-Néri	899	43 897 354	41 724

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
54008	Saint-Pie	5 641	542 261 531	779 353
49130	Saint-Pie-de-Guire	452	57 262 152	54 540
61020	Saint-Pierre	328	36 194 100	34 274
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	946	77 726 912	73 912
32050	Saint-Pierre-Baptiste	512	72 051 222	68 547
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	897	88 479 712	84 045
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	122	9 377 345	8 941
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 824	217 421 949	206 834
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 219	104 285 896	99 245
72043	Saint-Placide	1 706	233 804 590	222 332
71020	Saint-Polycarpe	2 203	236 916 129	225 312
91035	Saint-Prime	2 797	170 098 624	161 831
28020	Saint-Prosper	3 679	189 652 558	223 524
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	528	56 934 930	54 242
19082	Saint-Raphaël	2 539	185 349 284	176 137
34128	Saint-Raymond	9 999	866 277 157	1 373 032
68055	Saint-Rémi	7 878	696 451 324	1 103 909
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	478	50 077 158	47 685
29050	Saint-René	718	39 469 928	37 552
08035	Saint-René-de-Matane	1 104	51 508 842	48 877
53020	Saint-Robert	1 859	180 399 036	171 666
30070	Saint-Robert-Bellarmin	676	46 728 855	44 407
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 115	459 449 532	691 731
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	433	44 356 306	42 320
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 244	179 554 972	170 772
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	990	92 315 070	87 919
63040	Saint-Roch-Ouest	279	52 728 500	50 069
30100	Saint-Romain	731	78 772 726	74 806
39145	Saint-Rosaire	876	83 956 140	79 872
39130	Saint-Samuel	794	47 843 562	45 599
26010	Saints-Anges	1 183	91 822 246	87 323
77043	Saint-Sauveur	10 329	1 974 449 003	3 129 630
30085	Saint-Sébastien	703	58 417 647	55 434
56050	Saint-Sébastien	761	132 392 625	125 769
51030	Saint-Sévère	324	33 141 312	31 591
27070	Saint-Séverin	271	33 790 130	32 187
35020	Saint-Séverin	873	53 266 813	50 665
05055	Saint-Siméon	1 207	62 154 027	59 010
15058	Saint-Siméon	1 299	95 204 813	90 602
11055	Saint-Simon	451	39 257 325	37 254
54090	Saint-Simon	1 273	164 228 477	156 169
29125	Saint-Simon-les-Mines	535	43 521 054	41 426
80070	Saint-Sixte	490	40 748 532	38 744
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	249	75 332 144	71 528
37245	Saint-Stanislas	1 042	99 353 940	94 476
92070	Saint-Stanislas	380	19 584 533	18 478
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 548	203 156 823	193 125
38005	Saint-Sylvère	870	73 786 456	70 037
33007	Saint-Sylvestre	1 046	121 394 492	115 338
71015	Saint-Télesphore	762	107 848 022	102 523
07070	Saint-Tharcisius	453	17 428 600	16 690
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 496	147 869 439	140 671
29005	Saint-Théophile	745	86 553 130	82 257
61027	Saint-Thomas	3 313	319 790 510	346 313
92045	Saint-Thomas-Didyme	681	44 223 839	42 022
34085	Saint-Thuribe	294	22 279 930	21 160
35027	Saint-Tite	3 961	281 562 648	354 062
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 530	138 036 237	131 134
34090	Saint-Ubalde	1 402	176 709 303	168 090
08073	Saint-Ulric	1 669	99 035 288	94 178
16055	Saint-Urbain	1 468	104 694 359	99 543
70005	Saint-Urbain-Premier	1 202	133 576 711	126 961
56030	Saint-Valentin	478	77 505 000	73 614

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
39135	Saint-Valère	1 314	99 402 678	94 476
10060	Saint-Valérien	914	60 336 299	57 520
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 903	234 960 745	223 524
19117	Saint-Vallier	1 059	114 694 765	109 080
44005	Saint-Venant-de-Paquette	102	28 287 815	26 823
07075	Saint-Vianney	490	17 783 577	16 988
27008	Saint-Victor	2 509	201 242 118	191 336
50023	Saint-Wenceslas	1 113	102 388 478	97 456
28005	Saint-Zacharie	1 772	105 966 677	100 735
62080	Saint-Zénon	1 265	153 585 688	146 036
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	370	24 111 500	22 948
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	727	94 898 287	90 304
71025	Saint-Zotique	7 433	682 837 568	1 082 451
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 791	3 197 618 142	5 068 326
07085	Sayabec	1 845	109 297 703	104 013
97040	Schefferville	232	8 609 150	8 047
41080	Scotstown	532	23 900 321	22 650
26048	Scott	2 260	170 752 926	162 427
89040	Senneterre	3 006	142 893 212	138 883
89045	Senneterre	1 240	64 955 176	61 693
97007	Sept-Îles	26 122	2 559 180 326	4 042 800
NR971	Sept-Rivières	126	20 866 890	19 968
22020	Shannon	5 589	404 993 495	641 960
36033	Shawinigan	50 148	3 184 978 021	5 654 161
84010	Shawville	1 692	127 900 399	121 597
84095	Sheenboro	122	73 259 727	69 739
47035	Shefford	6 734	768 097 326	1 217 459
05010	Shigawake	322	12 725 245	12 219
53052	Sorel-Tracy	35 212	2 470 068 714	3 915 242
46045	Stanbridge East	888	105 727 337	100 437
46030	Stanbridge Station	275	43 159 930	41 128
45008	Stanstead	2 876	192 893 399	183 588
45025	Stanstead	1 001	514 049 343	488 772
44050	Stanstead-Est	615	125 937 061	119 809
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 938	263 108 022	250 347
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 974	395 859 156	627 357
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	320	18 158 157	17 286
42005	Stoke	2 900	280 385 249	266 738
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	7 643	946 083 263	1 499 695
30105	Stornoway	566	51 010 594	48 579
30110	Stratford	1 073	188 436 356	179 117
45105	Stukely-Sud	1 010	108 720 200	103 417
46058	Sutton	4 049	951 376 542	1 216 565
95005	Tadoussac	823	92 817 359	88 217
87042	Taschereau	996	22 561 024	21 458
85005	Témiscaming	2 390	175 220 127	166 600
NR850	Témiscamingue	108	55 507 560	52 752
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 073	375 527 368	357 042
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 947	182 930 623	174 050
84045	Thorne	295	107 108 623	101 927
80050	Thurso	2 614	172 663 846	164 215
39025	Tingwick	1 454	138 349 275	131 432
17035	Tourville	639	25 489 285	24 141
88075	Trécesson	1 191	75 881 131	72 124
71125	Très-Saint-Rédempteur	966	85 558 620	81 363
69030	Très-Saint-Sacrement	1 188	158 249 175	150 506
27060	Tring-Jonction	1 515	80 782 500	76 892
11040	Trois-Pistoles	3 466	180 740 552	201 469
35055	Trois-Rives	483	118 984 100	113 252
42078	Ulverton	396	50 972 670	48 579
48038	Upton	2 137	207 078 225	196 999
33070	Val-Alain	965	74 877 492	71 230
07080	Val-Brillant	973	57 892 090	55 136

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2014	Richesse foncière uniformisée 2012 (en $)	Facture réelle 2014 (en $)
42055	Valcourt	2 271	197 416 483	187 760
42060	Valcourt	1 012	112 792 200	107 291
78010	Val-David	4 607	559 622 489	783 525
80140	Val-des-Bois	944	162 663 741	154 678
78100	Val-des-Lacs	737	181 898 937	172 858
89008	Val-d'Or	32 846	2 411 135 160	3 821 660
42095	Val-Joli	1 670	145 897 300	138 883
NR890	Vallée-de-l'Or	345	3 040 396	2 980
26015	Vallée-Jonction	1 980	125 622 740	119 511
78005	Val-Morin	2 788	401 273 300	381 481
30015	Val-Racine	189	28 212 536	26 823
87105	Val-Saint-Gilles	179	4 940 320	4 769
71083	Vaudreuil-Dorion	36 226	4 056 180 629	6 429 139
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 373	203 641 321	193 721
56005	Venise-en-Québec	1 640	233 205 228	221 736
39062	Victoriaville	44 844	3 074 086 003	4 872 520
85025	Ville-Marie	2 648	152 966 279	145 439
32085	Villeroy	470	44 710 151	42 619
84070	Waltham	384	46 170 667	43 811
47030	Warden	366	19 894 098	18 776
39077	Warwick	4 748	413 201 185	585 036
47025	Waterloo	4 494	286 223 656	390 123
44080	Waterville	2 068	174 125 833	165 706
41098	Weedon	2 689	252 862 719	240 512
76035	Wentworth	520	220 851 600	210 112
77060	Wentworth-Nord	1 500	433 997 457	412 774
41065	Westbury	1 027	88 765 800	84 343
49040	Wickham	2 534	201 334 222	191 336
42088	Windsor	5 392	430 946 155	673 850
40017	Wotton	1 458	111 154 078	105 801
51020	Yamachiche	2 871	231 009 811	219 649
53072	Yamaska	1 584	141 019 311	134 114
1040		**2 558 602**	**231 927 402 959**	**301 901 802**

Note : Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015).

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
46005	Abercorn	396	73 825 232	67 799
NR880	Abitibi	225	9 858 768	9 165
NR870	Abitibi-Ouest	102	2 309 365	2 136
48028	Acton Vale	7 701	541 890 131	830 034
31056	Adstock	2 722	348 231 978	320 064
98030	Aguanish	261	9 609 891	8 854
92030	Albanel	2 234	123 495 789	113 586
07025	Albertville	246	16 724 803	15 260
84050	Alleyn-et-Cawood	212	45 014 753	41 239
93042	Alma	31 334	2 950 798 252	4 519 420
78070	Amherst	1 492	317 228 401	291 596
88055	Amos	12 856	888 717 301	1 361 378
07047	Amqui	6 192	394 755 329	604 664
55008	Ange-Gardien	2 548	375 391 590	345 061
85080	Angliers	302	18 887 712	17 395
NR790	Antoine-Labelle	-	51 795 610	47 643
19037	Armagh	1 433	100 781 211	92 551
78060	Arundel	563	96 528 778	88 540
40043	Asbestos	6 906	343 199 424	525 652
41055	Ascot Corner	3 090	252 262 990	236 995
50013	Aston-Jonction	422	32 074 667	29 623
13045	Auclair	442	30 192 792	27 808
30055	Audet	764	57 807 843	53 140
83090	Aumond	760	67 754 032	62 306
87050	Authier	274	8 928 544	8 244
87100	Authier-Nord	266	10 869 406	10 077
NR060	Avignon	-	360 100	305
45035	Ayer's Cliff	1 111	178 264 164	163 700
96020	Baie-Comeau	22 006	1 913 131 962	2 930 197
08080	Baie-des-Sables	622	37 301 235	34 207
50100	Baie-du-Febvre	991	131 776 633	121 279
98035	Baie-Johan-Beetz	86	5 534 590	5 192
15065	Baie-Sainte-Catherine	198	14 585 230	13 435
16013	Baie-Saint-Paul	7 331	822 479 459	1 259 734
96005	Baie-Trinité	470	24 967 114	22 903
78050	Barkmere	53	81 061 600	74 521
44045	Barnston-Ouest	590	92 416 972	84 929
88022	Barraute	2 014	95 313 854	87 644
37210	Batiscan	965	114 628 954	105 332
85020	Béarn	775	31 193 298	28 710
27028	Beauceville	6 418	438 066 006	670 945
31008	Beaulac-Garthby	843	160 042 797	147 205
19105	Beaumont	2 660	325 408 076	298 865
21025	Beaupré	3 599	568 951 475	630 368
38010	Bécancour	12 852	1 445 768 773	2 214 890
46035	Bedford	2 572	215 661 930	198 201
46040	Bedford	669	77 477 800	71 196
94250	Bégin	894	47 596 558	43 666
89050	Belcourt	240	7 944 959	7 329
85065	Belleterre	281	10 358 448	9 467
88070	Berry	625	27 195 150	25 017
18065	Berthier-sur-Mer	1 478	184 919 257	169 759
52035	Berthierville	4 146	351 974 624	443 793
48005	Béthanie	338	41 892 270	38 481
13055	Biencourt	484	23 556 660	21 682
98005	Blanc-Sablon	1 067	70 226 765	64 439
83045	Blue Sea	641	156 504 424	143 839
80115	Boileau	374	84 016 011	77 244
21045	Boischatel	7 142	723 029 622	1 107 120
83085	Bois-Franc	436	36 604 006	33 596
45095	Bolton-Est	938	229 345 913	210 707
46065	Bolton-Ouest	704	211 687 176	194 535
05045	Bonaventure	2 758	201 038 946	184 751

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
NR050	Bonaventure	25	8 767 517	7 940
98010	Bonne-Espérance	707	23 422 025	21 378
42040	Bonsecours	597	86 411 198	79 398
83050	Bouchette	787	124 204 816	114 177
80145	Bowman	653	96 650 536	88 869
78075	Brébeuf	1 053	107 991 480	99 251
46090	Brigham	2 363	223 763 338	205 496
84005	Bristol	1 142	176 082 962	161 838
46070	Brome	253	36 106 032	33 289
76043	Brownsburg-Chatham	7 226	651 992 177	998 612
84025	Bryson	616	29 593 525	27 174
41070	Bury	1 219	143 530 701	131 920
12057	Cacouna	1 959	171 777 684	157 891
84030	Campbell's Bay	763	37 177 112	34 220
04047	Cap-Chat	2 538	143 195 416	131 629
05060	Caplan	2 025	123 065 611	113 020
18045	Cap-Saint-Ignace	3 063	244 840 365	229 917
34030	Cap-Santé	3 361	273 158 893	285 743
06013	Carleton-sur-Mer	3 950	330 587 149	401 486
05077	Cascapédia-Saint-Jules	743	44 752 480	41 222
07018	Causapscal	2 375	104 060 994	95 600
83040	Cayamant	842	131 059 369	120 307
91020	Chambord	1 784	182 343 128	167 595
37220	Champlain	1 749	187 489 590	172 230
88005	Champneuf	133	3 048 382	2 746
02028	Chandler	7 506	392 700 959	601 343
99020	Chapais	1 580	56 908 554	52 211
NR160	Charlevoix	-	21 450 396	19 852
NR150	Charlevoix-Est	195	82 098 704	75 436
51080	Charrette	1 004	61 018 129	56 202
41020	Chartierville	286	55 902 096	51 294
21035	Château-Richer	3 916	386 050 398	468 964
87095	Chazel	304	11 755 500	10 691
80103	Chénéville	795	76 385 440	70 239
62047	Chertsey	4 871	667 303 894	926 625
39030	Chesterville	887	89 123 630	81 832
99025	Chibougamau	7 555	498 542 708	763 509
84090	Chichester	360	27 255 970	25 033
96035	Chute-aux-Outardes	1 641	51 882 965	47 650
79065	Chute-Saint-Philippe	913	131 896 512	121 256
84015	Clarendon	1 176	170 952 040	156 956
15035	Clermont	3 167	225 995 452	220 494
87110	Clermont	483	23 827 589	21 991
87075	Clerval	380	27 377 743	25 049
42110	Cleveland	1 611	162 862 592	149 616
03010	Cloridorme	709	33 489 790	30 833
44037	Coaticook	9 224	765 298 180	1 172 277
95050	Colombier	696	25 662 557	23 522
44071	Compton	3 198	345 550 405	336 965
41038	Cookshire-Eaton	5 250	458 362 912	528 799
71040	Coteau-du-Lac	7 070	910 729 585	1 395 193
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	935	44 682 825	40 922
30090	Courcelles	948	57 019 676	52 531
46080	Cowansville	13 021	1 062 993 975	1 628 088
61013	Crabtree	4 063	308 698 123	381 393
40047	Danville	4 036	252 751 971	312 451
39155	Daveluyville	959	55 277 805	50 684
13005	Dégelis	2 980	179 679 051	165 271
83070	Déléage	1 849	111 329 582	102 309
83005	Denholm	580	102 525 280	94 367
93005	Desbiens	1 074	45 132 499	41 528
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	932	80 068 188	73 631
34058	Deschambault-Grondines	2 214	395 245 991	363 048

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
31015	Disraeli	2 360	140 551 819	129 222
31020	Disraeli	1 101	120 585 962	110 869
44023	Dixville	689	72 233 315	66 271
92022	Dolbeau-Mistassini	14 396	929 957 669	1 424 283
34025	Donnacona	6 960	606 663 236	928 956
33040	Dosquet	912	78 480 422	72 065
49058	Drummondville	74 540	5 753 477 713	10 132 295
41117	Dudswell	1 739	212 845 848	195 454
80135	Duhamel	419	206 386 960	189 690
85030	Duhamel-Ouest	883	73 626 635	67 789
69075	Dundee	422	55 765 862	51 304
46050	Dunham	3 413	471 546 930	507 797
87005	Duparquet	612	47 399 414	43 669
87085	Dupuy	961	36 078 887	33 273
49015	Durham-Sud	1 017	104 236 278	95 823
41060	East Angus	3 773	221 957 977	258 470
31122	East Broughton	2 201	104 520 697	96 163
46085	East Farnham	566	44 282 268	40 610
44010	East Hereford	296	39 523 248	36 340
45093	Eastman	1 822	417 633 270	383 955
83075	Egan-Sud	536	40 605 384	37 259
69050	Elgin	409	54 517 841	50 090
62053	Entrelacs	929	233 724 931	214 668
06025	Escuminac	569	36 006 258	32 995
10005	Esprit-Saint	360	16 687 216	15 274
77011	Estérel	204	253 381 300	232 745
46112	Farnham	8 739	683 856 241	1 047 651
80005	Fassett	462	39 869 334	36 634
94220	Ferland-et-Boilleau	571	42 109 278	38 782
79097	Ferme-Neuve	2 790	246 586 314	226 595
97035	Fermont	2 806	601 298 368	552 258
95045	Forestville	3 203	146 703 865	148 442
84060	Fort-Coulonge	1 356	51 243 487	47 029
38047	Fortierville	699	47 841 688	43 973
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 854	340 810 383	313 168
26005	Frampton	1 412	132 054 176	121 221
69010	Franklin	1 750	196 612 379	180 778
96015	Franquelin	306	13 566 854	12 518
46010	Frelighsburg	1 084	209 051 291	192 085
30025	Frontenac	1 699	187 179 485	171 934
85055	Fugèreville	333	14 313 871	13 132
87020	Gallichan	503	24 352 487	22 294
03005	Gaspé	15 071	1 204 061 161	1 843 587
92055	Girardville	1 063	56 205 957	51 617
96010	Godbout	292	12 726 721	11 605
69060	Godmanchester	1 418	152 307 886	139 881
76025	Gore	1 865	343 299 228	315 426
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 976	484 640 640	445 174
83032	Gracefield	2 307	431 361 237	396 322
02015	Grande-Rivière	3 406	162 880 883	175 625
35040	Grandes-Piles	382	86 818 011	79 650
03020	Grande-Vallée	1 105	65 196 373	59 858
09060	Grand-Métis	240	23 078 880	21 075
83095	Grand-Remous	1 149	107 553 657	98 930
50065	Grand-Saint-Esprit	486	45 027 216	41 228
76055	Grenville	1 674	113 561 185	104 479
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 749	371 145 673	341 033
98014	Gros-Mécatina	466	22 443 362	20 761
01042	Grosse-Île	459	31 363 614	28 706
08015	Grosses-Roches	377	22 040 737	20 153
85095	Guérin	324	17 453 425	16 172
39010	Ham-Nord	827	70 743 081	65 040
41075	Hampden	203	24 073 020	21 988

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
40005	Ham-Sud	214	50 603 410	46 389
76065	Harrington	850	248 193 877	228 085
45043	Hatley	762	210 328 272	193 313
45055	Hatley	2 100	347 257 166	319 089
69005	Havelock	749	104 294 995	95 870
98040	Havre-Saint-Pierre	3 552	366 832 735	406 422
93020	Hébertville	2 486	186 182 093	170 993
93025	Hébertville-Station	1 276	72 422 082	66 546
68010	Hemmingford	832	59 483 200	54 661
68015	Hemmingford	1 801	263 211 303	241 838
56042	Henryville	1 445	210 955 768	193 920
35035	Hérouxville	1 296	91 165 616	83 668
69045	Hinchinbrooke	2 213	192 460 182	176 838
19070	Honfleur	809	92 821 440	85 198
05025	Hope	607	31 319 218	28 697
05020	Hope Town	373	17 828 335	16 490
69025	Howick	649	50 043 889	46 109
78065	Huberdeau	893	88 908 793	81 840
71100	Hudson	5 163	1 002 723 977	1 459 063
69055	Huntingdon	2 442	146 561 843	134 671
32058	Inverness	831	124 800 056	114 855
31040	Irlande	962	83 007 732	76 350
78042	Ivry-sur-le-Lac	444	253 964 500	233 325
61025	Joliette	20 430	1 913 684 479	2 930 754
14050	Kamouraska	577	112 305 916	103 196
NR140	Kamouraska	-	4 770 090	4 275
83015	Kazabazua	874	132 606 956	121 852
79025	Kiamika	778	81 802 157	75 129
42070	Kingsbury	148	9 723 200	8 855
39097	Kingsey Falls	2 038	201 794 820	185 379
31105	Kinnear's Mills	366	55 170 528	50 648
85010	Kipawa	476	51 166 668	47 054
90017	La Bostonnais	514	36 557 584	33 593
78115	La Conception	1 301	298 178 712	273 915
88030	La Corne	745	47 497 523	43 658
NR210	La Côte-de-Beaupré	-	71 120 741	65 396
NR030	La Côte-de-Gaspé	-	4 515 742	4 281
91050	La Doré	1 410	69 867 026	64 139
19090	La Durantaye	728	73 025 387	67 175
29030	La Guadeloupe	1 814	102 893 475	94 670
NR950	La Haute-Côte-Nord	-	40 100 841	36 965
NR040	La Haute-Gaspésie	186	20 933 946	19 242
NR220	La Jacques-Cartier	-	4 230 791	3 972
79047	La Macaza	1 036	200 880 784	184 467
15013	La Malbaie	8 744	788 773 881	1 207 857
04030	La Martre	240	9 184 695	8 549
NR070	La Matapédia	28	58 335 081	53 756
78130	La Minerve	1 144	363 982 164	334 383
NR090	La Mitis	-	20 909 600	19 239
88015	La Morandière	226	9 022 053	8 245
88045	La Motte	476	31 850 623	29 296
41027	La Patrie	720	95 768 716	87 951
14085	La Pocatière	4 127	365 957 479	461 438
54035	La Présentation	2 541	337 656 816	310 226
09005	La Rédemption	511	20 094 738	18 319
87080	La Reine	344	10 595 208	9 775
87090	La Sarre	7 576	444 285 551	680 297
10010	La Trinité-des-Monts	246	17 088 832	15 584
90012	La Tuque	11 059	789 822 862	1 116 811
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	-	24 621 220	22 599
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	612	64 593 338	59 250
50085	La Visitation-de-Yamaska	322	50 620 304	46 429
78120	Labelle	2 521	404 965 493	372 275

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
93055	Labrecque	1 224	85 415 699	78 473
22040	Lac Beauport	7 604	1 098 861 835	1 683 010
46075	Lac Brome	5 611	1 238 521 087	1 897 321
22030	Lac Delage	642	76 804 200	70 555
90027	Lac Edouard	174	38 684 473	35 428
22015	Lac Saint-Joseph	248	286 534 140	263 222
07057	Lac-au-Saumon	1 414	65 857 231	60 478
35010	Lac-aux-Sables	1 319	211 146 180	193 918
91005	Lac-Bouchette	1 168	86 576 367	79 703
13060	Lac-des-Aigles	534	26 656 381	24 431
79078	Lac-des-Écorces	2 736	214 651 425	197 269
80130	Lac-des-Plages	520	109 071 500	100 193
77055	Lac-des-Seize-Îles	205	83 351 900	76 686
30080	Lac-Drolet	1 027	100 492 680	92 230
79015	Lac-du-Cerf	416	90 392 120	83 060
28053	Lac-Etchemin	3 927	331 857 760	403 012
18010	Lac-Frontière	202	16 839 600	15 573
76020	Lachute	12 761	1 118 350 168	1 713 193
30030	Lac-Mégantic	5 847	486 453 800	745 336
56023	Lacolle	2 718	290 419 850	266 865
29095	Lac-Poulin	135	44 320 500	40 620
79060	Lac-Saguay	438	75 501 140	69 306
83020	Lac-Sainte-Marie	617	245 003 205	225 090
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	-	12 429 984	11 298
79105	Lac-Saint-Paul	490	73 495 296	67 489
34120	Lac-Sergent	507	102 603 897	94 364
80095	Lac-Simon	995	360 842 687	331 620
78095	Lac-Supérieur	1 912	523 486 447	481 040
85070	Laforce	509	10 575 070	9 772
93060	Lamarche	547	37 634 592	34 506
30095	Lambton	1 571	226 539 064	208 271
88035	Landrienne	966	56 001 487	51 601
21040	L'Ange-Gardien	3 728	362 645 036	421 962
52017	Lanoraie	4 610	416 731 523	563 775
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 222	120 034 717	110 221
78015	Lantier	838	213 690 400	196 364
79050	L'Ascension	829	115 066 886	105 668
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 021	138 409 555	127 021
06060	L'Ascension-de-Patapédia	178	7 425 192	6 719
85060	Latulipe-et-Gaboury	302	13 630 680	12 520
88080	Launay	226	9 128 480	8 247
33060	Laurier-Station	2 676	232 691 344	213 711
32072	Laurierville	1 407	108 340 129	99 567
52007	Lavaltrie	13 605	1 082 964 747	1 658 773
49025	L'Avenir	1 249	131 569 273	120 902
85050	Laverlochère	683	30 439 227	28 098
42045	Lawrenceville	654	46 787 820	43 054
NR910	Le Domaine-du-Roy	26	58 121 500	53 430
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	5	404 286 935	371 533
NR020	Le Rocher-Percé	-	1 168 044	1 221
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 248	93 619 910	86 273
33123	Leclercville	494	60 153 568	55 277
49020	Lefebvre	875	80 108 982	73 562
13050	Lejeune	297	17 445 261	15 883
38020	Lemieux	312	26 944 000	24 740
60035	L'Épiphanie	5 610	370 278 096	567 039
60040	L'Épiphanie	3 260	303 909 424	307 265
NR110	Les Basques	-	572 546	611
95018	Les Bergeronnes	688	39 121 701	36 047
71050	Les Cèdres	6 664	681 474 675	1 043 714
71033	Les Coteaux	5 181	404 487 083	588 327
16048	Les Éboulements	1 372	205 665 066	188 999
95025	Les Escoumins	1 978	119 465 336	109 625

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
09015	Les Hauteurs	512	25 177 554	23 214
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 054	862 479 382	928 480
08005	Les Méchins	1 076	73 582 854	67 484
71095	L'Île-Cadieux	100	67 331 934	61 998
98020	L'Île-d'Anticosti	226	32 525 849	29 937
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	666	69 594 655	63 834
71060	L'Île-Perrot	10 737	1 026 245 369	1 571 827
41085	Lingwick	404	78 849 589	72 380
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 314	228 966 706	210 408
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 218	131 343 572	120 659
17078	L'Islet	4 025	280 125 267	346 007
12043	L'Isle-Verte	1 372	116 612 534	107 170
84040	Litchfield	450	77 402 802	71 183
80055	Lochaber	445	42 397 830	39 090
80060	Lochaber-Partie-Ouest	704	78 232 984	71 759
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	492	22 260 718	20 462
95032	Longue-Rive	1 049	43 613 486	40 003
85037	Lorrainville	1 323	68 695 527	63 196
33115	Lotbinière	835	138 089 168	127 008
51015	Louiseville	7 351	539 651 053	826 544
83010	Low	929	167 289 317	153 603
32065	Lyster	1 658	128 659 296	118 221
87058	Macamic	2 798	124 077 940	113 896
39165	Maddington	442	21 971 514	20 156
89015	Malartic	3 297	283 161 468	285 877
52095	Mandeville	2 087	281 042 549	258 326
NR960	Manicouagan	119	58 327 401	53 748
83065	Maniwaki	3 845	233 725 993	277 941
38028	Manseau	844	63 183 418	58 039
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 283	173 099 581	159 107
06005	Maria	2 517	218 275 379	200 553
NR920	Maria-Chapdelaine	260	86 934 462	79 999
42065	Maricourt	540	54 817 649	50 393
55048	Marieville	10 799	959 478 870	1 469 473
04025	Marsoui	295	9 933 783	9 160
30035	Marston	697	83 130 376	76 343
44060	Martinville	472	39 610 782	36 353
51008	Maskinongé	2 298	175 459 587	161 257
53010	Massueville	514	31 764 667	29 313
99015	Matagami	1 511	92 502 738	84 871
08053	Matane	14 371	1 122 962 363	1 719 904
NR080	Matane	-	8 926 664	8 245
06045	Matapédia	654	41 488 567	38 193
NR620	Matawinie	86	60 068 639	55 266
80065	Mayo	616	81 908 008	75 117
NR350	Mékinac	5	55 957 888	51 307
42075	Melbourne	964	143 338 134	131 645
83060	Messines	1 626	186 516 949	171 333
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 260	305 826 886	391 807
09048	Métis-sur-Mer	569	99 295 208	91 332
30040	Milan	254	42 417 000	39 085
76030	Mille-Isles	1 701	267 729 702	246 148
85075	Moffet	189	13 436 375	12 211
78055	Montcalm	663	127 525 244	117 292
14005	Mont-Carmel	1 114	79 407 434	72 997
83088	Montcerf-Lytton	706	53 175 618	48 856
80010	Montebello	977	116 395 768	106 905
09077	Mont-Joli	6 599	436 006 739	667 915
79088	Mont-Laurier	13 919	1 117 464 953	1 677 006
18050	Montmagny	11 399	885 422 783	1 356 237
80090	Montpellier	1 002	108 923 625	100 188
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 140	386 145 284	376 535
79110	Mont-Saint-Michel	591	55 551 871	51 011

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
04015	Mont-Saint-Pierre	180	11 132 058	10 080
77050	Morin-Heights	4 074	794 021 024	981 025
80085	Mulgrave-et-Derry	342	129 161 672	118 767
03025	Murdochville	703	16 290 835	14 967
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	875	90 671 010	83 374
80110	Namur	570	40 204 265	36 955
30045	Nantes	1 417	100 377 871	92 226
68030	Napierville	3 629	337 119 943	383 794
98025	Natashquan	278	13 222 177	12 217
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	778	74 770 496	68 720
85100	Nédélec	372	21 509 640	19 842
34007	Neuville	4 267	444 557 398	569 437
05040	New Carlisle	1 348	90 181 983	82 751
05070	New Richmond	3 765	249 214 791	290 087
41037	Newport	740	122 955 099	112 992
50072	Nicolet	8 032	703 986 518	1 078 480
79030	Nominingue	2 025	414 088 418	380 521
92040	Normandin	3 189	191 698 186	186 914
87115	Normétal	843	17 029 125	15 564
45050	North Hatley	685	191 439 253	175 905
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	260	81 005 203	74 505
39015	Notre-Dame-de-Ham	418	26 166 676	24 118
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	986	246 982 107	226 917
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	722	62 819 210	57 704
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 826	1 265 371 858	1 937 880
92060	Notre-Dame-de-Lorette	183	11 288 604	10 384
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	709	61 368 509	56 506
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 844	202 294 961	185 915
35005	Notre-Dame-de-Montauban	805	103 554 894	95 251
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	726	138 636 443	127 325
30010	Notre-Dame-des-Bois	908	105 564 920	97 112
15025	Notre-Dame-des-Monts	830	38 786 156	35 731
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 096	136 144 687	125 189
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 405	101 647 061	93 406
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 643	759 946 996	1 163 653
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	46	30 591 763	28 098
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	674	89 083 867	81 871
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 442	92 424 149	84 873
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 008	105 945 708	97 412
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 595	331 848 245	305 092
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 684	352 272 530	539 532
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 072	73 376 997	67 435
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 184	166 150 385	152 698
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	367	42 322 086	38 766
06020	Nouvelle	1 727	110 319 156	101 407
56015	Noyan	1 310	176 147 000	161 833
45020	Ogden	772	200 688 187	184 463
72032	Oka	5 455	486 066 171	744 471
69037	Ormstown	3 614	360 968 455	410 989
84055	Otter Lake	1 098	166 575 903	153 007
13015	Packington	619	42 897 052	39 364
09040	Padoue	270	14 263 722	13 129
87025	Palmarolle	1 456	77 948 929	71 762
80037	Papineauville	2 158	187 670 056	172 530
38055	Parisville	511	40 078 000	36 965
05032	Paspébiac	3 131	185 168 269	180 491
02005	Percé	3 206	224 502 705	226 851
92010	Péribonka	473	91 517 950	83 990
16005	Petite-Rivière-Saint-François	789	284 225 698	261 105
03015	Petite-Vallée	171	9 778 250	8 858
94205	Petit-Saguenay	693	36 910 054	33 885
77030	Piedmont	2 978	613 038 412	563 416
50113	Pierreville	2 174	170 210 073	156 379

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
71070	Pincourt	14 774	1 438 854 966	2 203 768
30020	Piopolis	359	74 354 100	68 427
80045	Plaisance	1 098	82 598 176	76 030
32040	Plessisville	6 719	396 769 089	607 691
32045	Plessisville	2 680	206 941 322	190 245
13095	Pohénégamook	2 648	193 666 632	178 038
06030	Pointe-à-la-Croix	1 525	69 993 585	64 423
96030	Pointe-aux-Outardes	1 322	86 269 188	79 410
71055	Pointe-des-Cascades	1 461	118 798 056	109 006
71140	Pointe-Fortune	544	55 768 230	51 293
96025	Pointe-Lebel	2 011	102 929 026	94 664
NR840	Pontiac	-	14 442 138	13 130
34017	Pont-Rouge	9 068	748 700 549	1 146 185
84020	Portage-du-Fort	266	16 676 464	15 273
97022	Port-Cartier	6 689	609 754 908	933 754
02047	Port-Daniel-Gascons	2 410	94 734 545	87 058
34048	Portneuf	3 222	229 098 626	231 462
NR340	Portneuf	-	46 418 804	42 745
95040	Portneuf-sur-Mer	726	27 847 317	25 653
45030	Potton	1 831	641 631 883	589 688
87035	Poularies	671	25 208 258	23 212
88090	Preissac	812	112 360 959	103 229
75040	Prévost	13 031	1 259 839 480	1 929 490
09065	Price	1 703	69 084 605	63 505
32033	Princeville	5 893	396 193 715	606 845
42032	Racine	1 179	192 193 727	176 529
96040	Ragueneau	1 401	54 969 322	50 379
87010	Rapide-Danseur	336	23 492 299	21 691
84100	Rapides-des-Joachims	160	16 355 808	14 953
62037	Rawdon	11 062	1 040 620 815	1 593 786
85105	Rémigny	280	15 705 399	14 347
42098	Richmond	3 293	199 126 030	201 353
71133	Rigaud	7 523	924 994 177	1 416 784
10043	Rimouski	48 844	4 145 978 000	6 201 309
80078	Ripon	1 560	171 493 410	157 607
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	165	10 022 661	9 159
04020	Rivière-à-Claude	127	8 083 598	7 329
34135	Rivière-à-Pierre	658	105 064 341	96 462
98055	Rivière-au-Tonnerre	290	15 346 663	14 053
71005	Rivière-Beaudette	2 073	217 992 465	200 313
13025	Rivière-Bleue	1 275	63 458 173	58 372
12072	Rivière-du-Loup	19 782	1 773 585 932	3 188 450
94215	Rivière-Éternité	469	29 363 207	26 878
89010	Rivière-Héva	1 575	113 450 841	104 108
14065	Rivière-Ouelle	1 019	121 379 022	111 468
79037	Rivière-Rouge	4 537	552 415 533	516 006
98050	Rivière-Saint-Jean	229	9 870 549	9 162
91025	Roberval	10 126	694 309 252	1 063 248
88010	Rochebaucourt	166	4 758 411	4 272
87015	Roquemaure	431	19 315 048	17 699
55037	Rougemont	2 817	318 120 264	292 268
86042	Rouyn-Noranda	42 167	3 505 756 643	5 369 112
48015	Roxton	1 092	130 948 032	120 403
48010	Roxton Falls	1 261	82 163 666	75 448
47047	Roxton Pond	3 562	375 272 863	415 674
95010	Sacré-Coeur	1 836	107 132 053	98 350
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	557	59 684 178	54 961
17015	Saint-Adalbert	530	44 440 717	40 918
08030	Saint-Adelme	484	26 586 493	24 431
35015	Saint-Adelphe	917	97 952 358	90 069
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 663	891 324 295	1 015 088
40010	Saint-Adrien	514	50 953 729	46 727
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	382	36 286 470	33 294

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
33045	Saint-Agapit	4 137	320 193 633	403 621
53015	Saint-Aimé	505	93 597 094	86 185
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 104	90 176 877	82 759
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	802	83 854 300	76 954
34097	Saint-Alban	1 274	118 356 585	108 708
39085	Saint-Albert	1 562	127 184 559	116 942
56055	Saint-Alexandre	2 560	289 629 735	266 260
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 133	140 201 260	128 910
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	268	13 696 322	12 521
63023	Saint-Alexis	1 458	149 037 416	136 826
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	508	23 377 867	21 373
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 022	345 195 019	324 228
27015	Saint-Alfred	495	41 435 056	38 171
05065	Saint-Alphonse	676	35 164 388	32 373
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 065	350 222 186	328 870
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 124	405 270 949	395 224
94255	Saint-Ambroise	3 719	262 442 111	305 316
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 006	355 319 511	438 691
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 124	235 546 045	229 580
14040	Saint-André	661	66 253 775	60 741
80027	Saint-André-Avellin	3 763	315 087 558	366 754
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 276	351 809 576	355 702
06040	Saint-André-de-Restigouche	151	9 045 588	8 242
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	483	28 683 659	26 259
69070	Saint-Anicet	2 569	458 141 699	420 949
19062	Saint-Anselme	3 911	348 261 945	423 111
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	141	35 102 210	32 372
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 638	254 886 207	234 157
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 690	248 115 752	228 129
12015	Saint-Antonin	4 143	274 443 500	345 921
33090	Saint-Apollinaire	5 665	518 098 754	793 238
46017	Saint-Armand	1 250	189 283 658	174 077
12065	Saint-Arsène	1 229	86 104 071	79 098
13100	Saint-Athanase	291	16 840 693	15 575
17055	Saint-Aubert	1 431	152 691 132	140 216
92005	Saint-Augustin	374	17 416 426	15 884
98012	Saint-Augustin	782	26 978 129	24 739
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	678	71 932 467	65 955
51025	Saint-Barnabé	1 217	94 805 670	87 023
54105	Saint-Barnabé-Sud	896	144 334 645	132 525
52055	Saint-Barthélemy	1 942	164 056 894	150 863
34038	Saint-Basile	2 624	212 661 128	195 450
28025	Saint-Benjamin	886	73 769 533	67 763
29100	Saint-Benoît-Labre	1 633	140 205 131	128 908
26055	Saint-Bernard	2 194	241 478 649	221 961
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 465	245 357 542	225 301
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	534	99 984 228	91 923
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 878	261 501 137	240 343
49125	Saint-Bonaventure	1 017	122 339 540	112 345
51085	Saint-Boniface	4 579	330 393 407	441 895
93030	Saint-Bruno	2 726	182 488 101	167 629
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 158	73 513 642	67 480
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	549	42 775 298	39 360
63055	Saint-Calixte	6 029	503 319 049	770 831
40025	Saint-Camille	513	53 490 565	49 149
28070	Saint-Camille-de-Lellis	826	52 566 638	48 245
34078	Saint-Casimir	1 491	98 455 844	90 390
50030	Saint-Célestin	790	52 563 245	48 248
50035	Saint-Célestin	620	78 973 605	72 679
55023	Saint-Césaire	5 861	596 004 843	912 651
61035	Saint-Charles-Borromée	13 651	1 120 710 285	1 716 660
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 380	243 412 027	223 473
94260	Saint-Charles-de-Bourget	728	57 054 183	52 499

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
09010	Saint-Charles-Garnier	251	12 167 598	11 299
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 643	273 977 712	251 695
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 211	238 971 816	241 480
69017	Saint-Chrysostome	2 621	236 437 954	217 142
42100	Saint-Claude	1 127	129 056 344	118 487
11005	Saint-Clément	496	26 717 719	24 422
07090	Saint-Cléophas	328	16 975 600	15 558
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	253	23 453 752	21 673
71045	Saint-Clet	1 688	179 340 580	164 913
62065	Saint-Côme	2 245	346 339 378	318 307
29057	Saint-Côme-Linière	3 322	201 022 255	210 408
52062	Saint-Cuthbert	1 773	196 219 384	180 182
12005	Saint-Cyprien	1 135	64 768 183	59 550
28040	Saint-Cyprien	515	36 213 583	33 289
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	735	71 928 451	65 908
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 651	337 496 305	456 453
07105	Saint-Damase	402	24 408 120	22 301
54017	Saint-Damase	2 524	311 699 798	286 472
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	581	49 249 418	45 152
62075	Saint-Damien	1 981	262 250 303	240 958
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 030	165 816 421	152 388
53005	Saint-David	848	128 073 313	117 665
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 749	703 243 315	646 031
14055	Saint-Denis	528	73 691 755	67 819
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 716	541 702 775	630 445
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 311	304 546 721	279 787
52090	Saint-Didace	586	111 896 255	102 911
54060	Saint-Dominique	2 458	263 356 951	241 868
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	456	20 458 014	18 927
09030	Saint-Donat	891	66 198 608	60 762
62060	Saint-Donat	4 164	1 330 123 616	1 677 088
77022	Sainte-Adèle	12 627	1 754 828 126	3 015 602
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 171	147 141 747	135 271
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 582	1 496 461 115	2 085 443
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 015	50 978 718	46 726
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 902	190 646 780	175 282
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	631	36 992 238	33 902
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 871	256 226 681	235 393
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 068	195 877 575	179 861
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 662	126 855 835	116 638
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	614	68 182 357	62 608
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 110	244 185 037	224 420
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 599	685 727 380	759 888
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 715	226 017 055	207 671
79115	Sainte-Anne-du-Lac	588	62 988 810	58 026
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 263	82 638 465	76 034
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	589	59 658 364	54 963
28015	Sainte-Aurélie	898	78 910 246	72 359
69065	Sainte-Barbe	1 420	194 937 113	179 233
62020	Sainte-Béatrix	1 928	234 628 759	215 491
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 394	219 248 702	201 539
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	6 965	600 062 203	918 571
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	772	91 679 969	84 272
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 259	712 776 655	1 091 520
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	366	31 760 761	29 312
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 104	207 417 912	190 561
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	882	84 466 975	77 590
48020	Sainte-Christine	684	81 955 879	75 462
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	503	104 697 700	96 216
19055	Sainte-Claire	3 409	306 173 183	329 757
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	650	58 141 111	53 422
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 713	228 129 423	209 476
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 589	122 243 894	112 378

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
33102	Sainte-Croix	2 481	265 723 415	244 305
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	713	83 624 000	76 965
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	392	16 872 020	15 578
68045	Saint-Édouard	1 355	170 635 728	156 660
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	631	34 056 744	31 164
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 252	135 986 640	124 909
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	779	46 079 936	42 452
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	522	70 576 211	64 751
52030	Sainte-Élisabeth	1 526	165 782 987	152 364
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	370	43 340 471	39 691
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 657	162 828 921	149 647
50005	Sainte-Eulalie	898	91 016 866	83 672
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	330	23 953 886	21 989
20010	Sainte-Famille	824	133 507 598	122 806
08023	Sainte-Félicité	1 139	61 776 407	56 802
17025	Sainte-Félicité	393	22 567 210	20 770
09085	Sainte-Flavie	918	77 691 500	71 480
07010	Sainte-Florence	397	16 602 310	15 260
11030	Sainte-Françoise	389	28 990 233	26 561
38035	Sainte-Françoise	456	43 730 297	40 312
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 029	110 380 278	101 375
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 404	227 383 294	208 858
87030	Sainte-Germaine-Boulé	955	39 985 806	36 649
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	791	37 073 635	34 182
91030	Sainte-Hedwidge	863	47 737 014	43 974
14025	Sainte-Hélène	916	58 192 914	53 476
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 736	213 047 477	195 729
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	374	44 284 284	40 614
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	354	16 031 734	14 655
26040	Sainte-Hénédine	1 253	120 992 668	111 159
07040	Sainte-Irène	346	29 464 119	27 181
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	328	20 454 922	18 935
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 091	71 489 124	65 640
63060	Sainte-Julienne	9 863	744 165 271	1 139 412
28045	Sainte-Justine	1 808	111 528 712	102 618
71115	Sainte-Justine-de-Newton	956	143 231 006	131 615
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 977	169 813 126	156 078
11035	Saint-Éloi	311	24 885 603	22 905
17060	Sainte-Louise	674	50 261 458	46 093
50095	Saint-Elphège	291	51 274 215	47 018
09092	Sainte-Luce	2 820	232 848 068	214 139
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	293	20 189 987	18 629
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 276	193 122 602	177 407
05050	Saint-Elzéar	458	24 829 742	22 901
26022	Saint-Elzéar	2 286	197 021 936	181 123
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	352	20 976 689	19 220
54025	Sainte-Madeleine	2 375	191 913 530	176 211
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 559	164 597 561	151 168
26035	Sainte-Marguerite	1 088	117 628 004	108 120
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 845	496 494 823	456 290
07005	Sainte-Marguerite-Marie	185	9 751 418	8 848
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	438	39 608 183	36 369
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 952	318 794 300	292 918
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 156	91 052 559	83 685
71110	Sainte-Marthe	1 082	167 957 220	154 247
70012	Sainte-Martine	5 397	529 418 813	800 009
61050	Sainte-Mélanie	3 018	288 931 050	271 440
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	553	61 558 250	56 515
50057	Sainte-Monique	571	70 055 268	64 448
93075	Sainte-Monique	863	114 930 161	105 642
08040	Sainte-Paule	221	25 527 314	23 510
17030	Sainte-Perpétue	1 728	91 336 503	83 984
50050	Sainte-Perpétue	930	109 776 395	100 781

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
20030	Sainte-Pétronille	1 013	182 278 275	167 747
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 567	171 114 866	157 289
12030	Saint-Épiphane	836	48 564 576	44 588
31050	Sainte-Praxède	409	89 195 925	81 840
11015	Sainte-Rita	294	19 587 569	18 016
28030	Sainte-Rose-de-Watford	763	63 329 875	58 310
94230	Sainte-Rose-du-Nord	397	48 954 950	44 871
28065	Sainte-Sabine	384	27 160 800	25 052
46105	Sainte-Sabine	1 149	129 591 663	119 098
39105	Sainte-Séraphine	387	43 985 748	40 306
75028	Sainte-Sophie	15 100	1 203 719 966	1 843 187
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	753	58 110 886	53 484
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	676	65 553 266	60 190
63030	Saint-Esprit	1 953	246 915 265	226 879
35050	Sainte-Thècle	2 487	194 048 939	178 360
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 059	41 646 945	38 172
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	537	84 660 683	77 888
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	821	120 138 577	110 554
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	573	147 796 697	135 875
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 366	315 371 908	408 999
49105	Saint-Eugène	1 141	136 716 597	125 486
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	532	27 451 744	25 342
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	469	32 508 193	29 922
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	424	33 133 800	30 528
51040	Sainte-Ursule	1 374	103 792 184	95 292
13030	Saint-Eusèbe	626	35 144 352	32 355
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	507	64 250 804	58 924
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 497	216 042 477	198 511
10070	Saint-Fabien	1 901	141 445 779	130 091
18015	Saint-Fabien-de-Panet	951	65 577 851	60 161
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 583	630 017 184	698 012
91042	Saint-Félicien	10 336	797 391 144	1 221 185
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	930	49 204 067	45 186
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 576	143 903 434	132 214
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 307	548 905 417	840 603
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 056	100 667 526	92 526
32013	Saint-Ferdinand	2 062	243 846 120	224 108
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 126	537 587 657	524 368
33052	Saint-Flavien	1 623	150 213 701	138 036
31030	Saint-Fortunat	256	31 928 520	29 322
20005	Saint-François	511	121 714 242	111 787
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 600	164 334 583	151 155
06055	Saint-François-d'Assise	653	26 015 810	23 826
91015	Saint-François-de-Sales	648	33 318 298	30 541
50128	Saint-François-du-Lac	1 954	154 485 158	142 028
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 192	184 348 690	169 494
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	237	16 245 162	14 966
27065	Saint-Frédéric	1 101	85 640 784	78 782
94235	Saint-Fulgence	2 031	158 990 444	145 926
52080	Saint-Gabriel	2 780	154 641 823	141 991
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 607	291 249 613	267 456
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 153	75 374 802	69 306
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 058	330 753 978	310 736
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	801	32 545 264	29 933
93035	Saint-Gédéon	2 032	232 479 876	213 753
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 257	146 515 592	134 699
29073	Saint-Georges	32 321	2 442 983 730	3 974 078
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 061	171 931 886	157 900
40032	Saint-Georges-de-Windsor	934	87 807 685	80 628
53085	Saint-Gérard-Majella	267	39 639 798	36 329
14045	Saint-Germain	278	25 302 888	23 212
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 836	405 197 481	562 881
19075	Saint-Gervais	2 120	211 475 047	194 193

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
34060	Saint-Gilbert	298	21 043 850	19 236
33035	Saint-Gilles	2 350	230 198 866	211 576
05015	Saint-Godefroi	441	17 382 005	15 880
49113	Saint-Guillaume	1 585	173 276 590	159 088
11020	Saint-Guy	82	9 041 116	8 246
19068	Saint-Henri	5 374	558 254 117	843 485
93070	Saint-Henri-de-Taillon	744	104 457 785	95 891
44015	Saint-Herménégilde	692	111 308 832	102 340
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	37 311 318	34 196
16050	Saint-Hilarion	1 183	97 024 660	89 172
75045	Saint-Hippolyte	8 905	1 150 988 110	1 762 935
94240	Saint-Honoré	5 847	381 364 430	584 009
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 603	145 437 877	133 759
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	762	35 573 737	32 682
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 240	120 317 591	110 508
54100	Saint-Hugues	1 233	180 717 668	166 186
54048	Saint-Hyacinthe	54 627	5 461 896 946	9 619 716
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 072	176 112 243	161 818
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	663	97 440 300	89 474
15005	Saint-Irénée	653	116 215 780	106 870
26063	Saint-Isidore	3 026	312 334 645	293 441
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	678	98 437 848	90 411
63013	Saint-Jacques	4 114	354 432 759	447 144
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	204	26 215 990	24 130
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	717	72 212 632	66 266
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 578	204 658 488	188 112
33065	Saint-Janvier-de-Joly	984	106 418 221	97 653
20015	Saint-Jean	940	229 745 514	211 008
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	369	38 675 544	35 432
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	188	7 586 416	7 022
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 609	77 957 853	71 754
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	311	23 863 547	21 970
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 514	486 773 944	650 997
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 296	282 151 834	285 295
21020	Saint-Joachim	1 513	109 713 903	100 796
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 318	143 460 447	131 919
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 857	318 702 263	442 544
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 832	164 850 426	151 497
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	418	30 270 687	27 794
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	497	42 268 801	38 775
27050	Saint-Joseph-des-Érables	432	41 403 219	38 172
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 594	187 735 513	172 567
54110	Saint-Jude	1 279	151 565 961	139 287
27055	Saint-Jules	581	48 421 590	44 584
31035	Saint-Julien	396	41 857 240	38 469
18005	Saint-Just-de-Bretenières	683	44 329 686	40 621
13040	Saint-Juste-du-Lac	591	39 678 214	36 337
51045	Saint-Justin	1 041	112 377 316	103 166
87120	Saint-Lambert	196	4 942 839	4 578
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 632	603 286 143	924 162
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 571	296 019 649	272 119
71105	Saint-Lazare	19 796	2 418 914 642	3 704 932
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 253	103 643 717	95 277
08065	Saint-Léandre	419	26 676 301	24 423
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 365	185 070 145	170 126
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 090	100 350 339	92 205
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 125	94 656 892	87 038
07030	Saint-Léon-le-Grand	951	45 200 411	41 529
51035	Saint-Léon-le-Grand	994	95 960 154	88 264
54072	Saint-Liboire	3 057	302 367 960	283 938
63065	Saint-Liguori	1 956	183 715 861	168 880
63048	Saint-Lin-Laurentides	19 768	1 398 064 724	2 141 391
54120	Saint-Louis	782	96 545 708	88 847

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
39170	Saint-Louis-de-Blandford	937	86 901 107	79 713
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	422	36 007 776	32 976
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 489	192 494 766	176 824
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 300	62 569 516	57 422
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	465	48 789 095	44 872
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	616	45 050 000	41 550
49030	Saint-Lucien	1 632	169 531 773	155 706
30072	Saint-Ludger	1 192	83 876 493	76 962
93080	Saint-Ludger-de-Milot	647	47 433 125	43 675
28075	Saint-Magloire	722	62 465 864	57 417
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 330	116 406 579	106 888
19025	Saint-Malachie	1 536	129 000 312	118 467
44003	Saint-Malo	480	70 503 839	64 740
88040	Saint-Marc-de-Figuery	860	56 483 066	51 905
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 901	177 635 668	163 368
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	423	32 232 789	29 623
17020	Saint-Marcel	455	37 966 329	34 815
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	538	85 230 069	78 187
10025	Saint-Marcellin	358	38 037 846	34 783
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 164	330 331 954	303 479
29045	Saint-Martin	2 454	170 272 926	156 332
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	655	80 938 707	74 489
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	717	67 611 165	61 987
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 384	197 401 601	181 376
37230	Saint-Maurice	3 080	215 880 739	202 740
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 074	52 842 515	48 560
11025	Saint-Médard	227	9 074 272	8 240
68050	Saint-Michel	2 986	363 283 026	333 747
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 834	273 076 456	250 886
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 438	441 380 546	405 580
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 184	56 441 078	51 928
12020	Saint-Modeste	1 186	88 843 819	81 545
07095	Saint-Moïse	544	33 773 524	31 144
37240	Saint-Narcisse	1 827	138 141 235	127 044
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 130	130 182 460	119 720
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 003	81 129 040	74 535
93045	Saint-Nazaire	2 167	118 824 814	109 324
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	850	104 251 291	95 932
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	365	31 145 168	28 698
19045	Saint-Nérée	752	70 187 700	64 418
07100	Saint-Noël	425	15 767 997	14 360
52070	Saint-Norbert	1 041	116 317 127	106 847
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 234	110 431 999	101 385
09055	Saint-Octave-de-Métis	533	28 809 239	26 566
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 449	115 183 941	105 967
17005	Saint-Omer	312	23 616 672	21 693
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	568	28 982 644	26 602
53032	Saint-Ours	1 684	234 482 478	215 574
14070	Saint-Pacôme	1 595	95 452 680	87 659
17010	Saint-Pamphile	2 635	131 371 890	120 643
14018	Saint-Pascal	3 465	223 760 760	241 011
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 044	123 990 694	113 946
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 953	283 285 354	260 210
61005	Saint-Paul	5 838	421 551 362	645 649
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 776	324 573 044	298 388
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	339	22 012 613	20 146
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 901	254 750 589	234 234
18030	Saint-Paul-de-Montminy	805	78 024 389	71 756
51060	Saint-Paulin	1 521	122 000 112	112 008
19005	Saint-Philémon	735	85 127 019	78 176
29065	Saint-Philibert	372	39 211 425	36 009
14060	Saint-Philippe-de-Néri	883	50 430 563	46 403
54008	Saint-Pie	5 664	553 519 089	847 542

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
49130	Saint-Pie-de-Guire	449	66 071 048	60 752
61020	Saint-Pierre	334	38 296 965	35 118
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	922	81 784 003	75 124
32050	Saint-Pierre-Baptiste	535	72 458 075	66 584
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	881	91 779 190	84 289
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	117	9 593 935	8 857
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 805	224 139 227	205 843
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 206	103 574 198	95 300
72043	Saint-Placide	1 693	243 681 890	223 853
71020	Saint-Polycarpe	2 224	243 549 558	223 864
91035	Saint-Prime	2 758	175 172 699	160 949
28020	Saint-Prosper	3 631	183 292 908	208 642
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	527	58 002 700	53 448
19082	Saint-Raphaël	2 506	192 685 388	177 128
34128	Saint-Raymond	10 167	1 018 056 481	1 558 694
68055	Saint-Rémi	7 973	795 253 161	1 217 519
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	505	58 067 328	53 424
29050	Saint-René	733	53 396 592	49 127
08035	Saint-René-de-Matane	1 100	47 987 882	43 995
53020	Saint-Robert	1 818	173 782 266	159 767
30070	Saint-Robert-Bellarmin	667	47 289 382	43 371
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 114	502 060 776	730 375
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	376	48 196 028	44 275
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 192	200 457 140	184 107
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	980	101 478 167	93 128
63040	Saint-Roch-Ouest	279	53 292 300	48 868
30100	Saint-Romain	733	83 197 073	76 345
39145	Saint-Rosaire	881	87 140 623	80 014
39130	Saint-Samuel	769	53 519 170	49 157
26010	Saints-Anges	1 178	102 186 801	93 734
77043	Saint-Sauveur	10 208	2 135 535 857	3 270 317
30085	Saint-Sébastien	714	61 245 959	56 190
56050	Saint-Sébastien	759	145 719 757	133 736
51030	Saint-Sévère	303	33 726 017	30 847
27070	Saint-Séverin	275	37 472 241	34 502
35020	Saint-Séverin	856	55 740 239	51 305
05055	Saint-Siméon	1 202	65 307 291	60 159
15058	Saint-Siméon	1 295	95 698 739	87 966
11055	Saint-Simon	441	45 410 465	41 823
54090	Saint-Simon	1 318	164 837 764	151 496
29125	Saint-Simon-les-Mines	569	43 577 965	40 012
80070	Saint-Sixte	489	42 082 155	38 786
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	258	83 233 100	76 333
37245	Saint-Stanislas	1 015	99 266 159	91 326
92070	Saint-Stanislas	376	21 525 687	19 846
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 590	215 187 053	197 882
38005	Saint-Sylvère	845	70 698 277	65 068
33007	Saint-Sylvestre	1 039	126 681 915	116 354
71015	Saint-Télesphore	763	113 673 718	104 440
07070	Saint-Tharcisius	436	22 315 615	20 448
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 460	143 061 138	131 356
29005	Saint-Théophile	749	91 708 720	84 283
61027	Saint-Thomas	3 389	341 838 449	357 886
92045	Saint-Thomas-Didyme	671	46 055 145	42 448
34085	Saint-Thuribe	285	22 736 490	20 769
35027	Saint-Tite	3 833	306 255 028	364 305
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 506	143 958 446	132 234
34090	Saint-Ubalde	1 381	184 589 637	169 492
08073	Saint-Ulric	1 643	103 811 450	95 281
16055	Saint-Urbain	1 456	111 416 379	102 299
70005	Saint-Urbain-Premier	1 243	151 570 928	139 217
56030	Saint-Valentin	461	77 507 500	71 168
39135	Saint-Valère	1 267	104 008 389	95 586

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
10060	Saint-Valérien	898	57 347 133	52 851
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 880	223 890 593	205 904
19117	Saint-Vallier	1 051	134 363 816	123 330
44005	Saint-Venant-de-Paquette	102	22 328 806	20 485
07075	Saint-Vianney	481	23 553 492	21 667
27008	Saint-Victor	2 481	216 093 755	198 484
50023	Saint-Wenceslas	1 091	113 223 297	104 117
28005	Saint-Zacharie	1 721	107 334 936	98 652
62080	Saint-Zénon	1 260	182 473 014	167 586
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	373	27 280 290	25 035
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	715	100 686 967	92 528
71025	Saint-Zotique	7 708	740 149 569	1 133 457
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 964	3 495 641 168	5 353 228
07085	Sayabec	1 816	121 128 862	111 140
97040	Schefferville	237	17 430 859	15 852
41080	Scotstown	523	24 238 955	22 295
26048	Scott	2 303	205 163 140	188 337
89040	Senneterre	2 962	152 435 723	140 174
89045	Senneterre	1 221	71 658 894	65 952
97007	Sept-Îles	25 884	2 899 521 856	4 439 676
NR971	Sept-Rivières	117	23 152 833	21 372
22020	Shannon	5 720	418 330 154	640 733
36033	Shawinigan	49 585	3 372 482 788	5 167 306
84010	Shawville	1 646	132 452 184	121 854
84095	Sheenboro	120	78 354 822	72 065
47035	Shefford	6 666	790 271 758	1 210 325
05010	Shigawake	303	13 730 069	12 520
53052	Sorel-Tracy	34 967	2 662 618 531	4 077 715
46045	Stanbridge East	877	91 273 262	84 045
46030	Stanbridge Station	263	41 484 300	38 185
45008	Stanstead	2 831	191 032 955	175 634
45025	Stanstead	992	552 490 105	507 811
44050	Stanstead-Est	609	107 086 300	98 417
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 910	286 009 900	262 904
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 841	381 092 899	583 779
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	303	22 902 075	21 059
42005	Stoke	2 847	291 403 655	267 832
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	7 704	1 077 356 768	1 649 528
30105	Stornoway	554	53 664 828	49 167
46025	St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	511	77 332 500	71 162
30110	Stratford	1 037	203 565 266	187 181
45105	Stukely-Sud	1 027	122 120 979	112 051
46058	Sutton	3 981	995 204 241	1 209 408
95005	Tadoussac	802	90 943 408	83 696
87042	Taschereau	956	27 869 038	25 638
85005	Témiscaming	2 354	198 398 124	182 267
NR850	Témiscamingue	116	55 409 159	51 008
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 041	394 707 373	362 794
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 978	188 456 059	173 165
84045	Thorne	284	107 454 102	98 656
80050	Thurso	2 673	185 546 205	170 390
39025	Tingwick	1 451	150 840 008	138 626
17035	Tourville	611	26 628 884	24 431
88075	Trécesson	1 172	82 692 771	76 030
71125	Très-Saint-Rédempteur	915	93 435 843	85 802
69030	Très-Saint-Sacrement	1 191	170 034 144	156 344
27060	Tring-Jonction	1 517	84 441 341	77 569
11040	Trois-Pistoles	3 394	193 503 566	202 476
35055	Trois-Rives	466	134 904 177	123 953
42078	Ulverton	431	56 627 106	51 905
48038	Upton	2 153	224 254 350	206 112
33070	Val-Alain	963	81 876 478	75 114
07080	Val-Brillant	962	57 254 301	52 538

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 59 : Depuis 2009-2010, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2015	Richesse foncière uniformisée 2013 (en $)	Facture finale 2015 (en $)
42055	Valcourt	2 309	197 184 319	181 126
42060	Valcourt	1 067	119 735 200	109 933
78010	Val-David	4 639	594 988 410	804 955
80140	Val-des-Bois	906	147 742 744	135 971
78100	Val-des-Lacs	717	196 572 400	180 768
89008	Val-d'Or	32 789	2 545 479 081	3 898 453
42095	Val-Joli	1 560	148 938 842	136 827
NR890	Vallée-de-l'Or	342	2 318 451	2 141
26015	Vallée-Jonction	1 982	138 611 740	127 323
78005	Val-Morin	2 773	396 915 709	364 709
30015	Val-Racine	193	30 236 900	27 788
87105	Val-Saint-Gilles	175	5 207 964	4 887
71083	Vaudreuil-Dorion	36 860	4 405 582 943	6 746 649
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 317	207 946 900	191 190
56005	Venise-en-Québec	1 636	241 601 920	222 025
39062	Victoriaville	45 232	3 250 335 932	4 977 937
85025	Ville-Marie	2 607	156 217 572	143 544
32085	Villeroy	454	47 950 097	43 973
84070	Waltham	372	46 781 879	43 065
47030	Warden	368	20 784 588	19 238
39077	Warwick	4 699	398 450 121	539 197
47025	Waterloo	4 446	301 553 211	397 299
44080	Waterville	2 057	176 026 187	161 876
41098	Weedon	2 582	266 406 919	244 915
76035	Wentworth	525	224 245 400	206 159
77060	Wentworth-Nord	1 473	457 431 475	420 203
41065	Westbury	1 006	101 055 920	92 810
49040	Wickham	2 500	202 465 153	186 008
42088	Windsor	5 439	446 182 542	683 449
40017	Wotton	1 409	119 367 288	109 624
51020	Yamachiche	2 850	253 260 580	232 667
53072	Yamaska	1 555	139 123 622	127 985
1040		**2 548 253**	**245 701 799 119**	**308 978 089**

Note : Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 60 : Pour l'année 2014-2015, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.

Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de 50 000 habitants ou plus ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal.

Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, celles qui étaient desservies par un corps de police municipal avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :
- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant)
- Bromont (Service de police de la Ville de Bromont);
- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog)
- Thetford Mines (Sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines).

En 2014, la Ville de Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie) a demandé à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser l'abolition de son corps de police municipal afin qu'elle soit desservie par la SQ. La décision finale n'a pas encore été rendue.

Rappelons qu'en 2012, les corps de police municipaux de trois municipalités ont été abolis :
- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup) (desserte par la Sûreté du Québec (SQ) depuis le 30 avril 2012);
- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle) (desserte par la SQ depuis le 18 mai 2012);
- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges) (desserte par la SQ depuis le 15 novembre 2012).

Les autres municipalités sont desservies par la SQ dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

En 2014-2015, aucune nouvelle entente intermunicipale n'a été signée pour ces municipalités.

Aucune étude dans le cadre du déséquilibre fiscal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 61 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2014-2015.

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M $)	CAPACITÉ (cellule)	COÛT PAR UNITÉ/CELLULE (M $)	ÉTAPE EN COURS
Sept-Îles	Construction	Printemps 2016	90,9	55,0	1,65	Construction en cours
Roberval	Construction	Printemps 2015	115,1	180,0	0,64	Construction en cours
Amos	Construction	Automne 2016	125,9	170,0	0,74	Construction en cours
Sorel-Tracy	Construction	Été 2016	174,2	300,0	0,58	Construction en cours
Gatineau	Rénovation	Printemps 2016	2,9	-	-	En appel d'offres
Leclerc à Laval	Rénovation	Phase finale, été 2016	21,0	511,0	-	Travaux en cours

Note : Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil des ministres ou du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION · **01.04**

QUESTION 62 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2013-2014 et en 2014-2015.

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 :

Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

CODE D'ÉVÉNEMENT	ANNÉE	NOMBRE DE DOSSIERS	SOMMES DES PERTES	VALEUR MAXIMUM	VALEUR MINIMUM
Fraudes par ordinateur (21613)	2010	435	23 352 510 $	22 000 000 $	1 $
	2011	432	1 433 853 $	150 000 $	1 $
	2012	614	2 347 843 $	500 000 $	1 $
	2013 p	834	2 521 739 $	353 000 $	1 $
	2014	Informations non disponibles pour le moment *			
Clonage de cartes de service (21614)	2010	283	190 399 $	42 756 $	1 $
	2011	525	575 853 $	36 929 $	1 $
	2012	299	327 307 $	18 000 $	1 $
	2013 p	167	279 499 $	88 571 $	1 $
	2014	Informations non disponibles pour le moment *			

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.

p : données provisoires

** Le traitement des données de 2014 sera effectué en avril 2015.*

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 63 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2013-2014 et en 2014-2015.

NOM DU CORPS POLICIER	2008	2009	2010	2011	2012	2013 [p]	2014
Service de police de la Ville de Montréal	ND	634	920	1 031	508	273	ND
Service de police de Laval	ND	122	101	109	99	34	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	ND	40	13	27	46	11	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	ND	22	19	26	19	7	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	ND	8	24	11	4	2	ND
Service de police de la Ville de Terrebonne	ND	10	5	10	5	1	ND
Sûreté du Québec MRC de L'Île-d'Orléans	ND	-	-	6	-	-	ND
Service de police de Bromont	ND	-	2	-	-	-	ND
Service de police de Châteauguay	ND	2	3	3	1	1	ND
Service de police de Saint-Eustache	ND	-	3	4	6	-	ND
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	ND	-	5	4	-	15	ND
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	ND	1	2	-	1	-	ND
Service de police de la Ville de Blainville	ND	-	1	-	-	-	ND
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	ND	5	2	3	-	1	ND
Service de police de Ville Saguenay	ND	1	-	-	-	-	ND
Service de police de la Ville de Lévis	ND	3	6	2	7	3	ND
Sécurité publique de Trois-Rivières	ND	-	1	-	-	-	ND
Sécurité publique de Mascouche	ND	1	1	-	-	-	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	ND	1	-	2	-	1	ND
Sûreté du Québec MRC D'Arthabaska	ND	-	1	-	-	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Bécancour	ND	-	1	-	-	-	ND

[p] : Données provisoires
Données 2014 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2015.
Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 63 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2013-2014 et en 2014-2015.

NOM DU CORPS POLICIER	2008	2009	2010	2011	2012	2013 [p]	2014
Sûreté du Québec MRC de Brome-Missisquoi	ND	-	1	2	-	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Coaticook	ND	-	1	-	-	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Drummond	ND	1	4	-	1	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Joliette	ND	-	-	2	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC de la Jacques-Cartier	ND	-	1	-	-	2	ND
Sûreté du Québec MRC de l'Islet	ND	-	-	1	-	-	ND
Service de police de Mirabel	ND	-	1	1	1	1	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	ND	4	-	1	1	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Montcalm	ND	3	-	-	1	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Portneuf	ND	1	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec de MRC de Rivière-du-Loup	ND	-	-	1	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC de Vaudreuil Soulanges Ouest	ND	1	5	1	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC du Haut-Richelieu	ND	-	1	-	1	-	ND
Sûreté du Québec poste de la Ville de Shawinigan	ND	1	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec MRC des Laurentides auxiliaire	ND	-	-	-	1	-	ND
Sûreté du Québec MRC de Bellechasse	ND	-	-	-	1	-	ND
Service de police de Repentigny	ND	6	-	3	2	-	ND
Service de police régionale de Deux-Montagnes	ND	-	-	-	2	-	ND
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	ND	-	-	1	-	-	ND
Police autochtone Wendake	ND	-	1	-	-	1	ND

[p] : Données provisoires
Données 2014 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2015.
Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 63 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2013-2014 et en 2014-2015.

NOM DU CORPS POLICIER	2008	2009	2010	2011	2012	2013 [p]	2014
Service de police de la Ville de Québec	ND	-	-	-	118	86	ND
Sûreté du Québec MRC de la Vallée-de-la-Gatineau	ND	-	-	-	-	2	ND
Sûreté du Québec MRC des Pays d'en haut	ND	-	-	-	-	2	ND
Sûreté du Québec MRC de Pierre-de Saurel	ND	-	-	-	-	1	ND

[p] : Données provisoires
Données 2014 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2015.
Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.
Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 64 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2011-2012, et ce, par année.

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES [1]

CORPS DE POLICE	2010 [2]	2011 [2]	2012 [2]	2013 [2]	2014 [3]
Service de police de la Ville de Gatineau	8	10	12	12	ND
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	-	2	2	2	ND
Service de police de Laval	5	6	4	4	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	5	10	10	11	ND
Sûreté du Québec	20	18	18	18	ND
Service de police de la Ville de Montréal	42	57	58	58	ND
Service de police de la Ville de Québec	16	14	17	24	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	2	4	4	ND
Service de police de Mirabel	1	1	1	1	ND

[1] Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

[2] Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

[3] Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2014 non disponibles.* Elles seront traitées à partir de mai 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 65 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser depuis 2011-2012, par année financière, par corps policier et par région.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS [1]

CORPS DE POLICE	2010	2011	2012	2013	2014 [3]
Service de police de la Ville de Gatineau	1	-	3	1	ND
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	-	-	2	1	ND
Service de police de Laval	3	1	1	1	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	1	3	9	28	ND
Sûreté du Québec	3	2	-	-	ND
Service de police de la Ville de Montréal	29	29	31	34	ND
Service de police de la Ville de Québec	8	13 [2]	35	32	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	6	5	1	2	ND

[1] Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.
[2] Le Service de police de la Ville de Québec a apporté des modifications à ses données le 6 juin 2012.
[3] Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2014 non disponibles.* Elles seront traitées à partir de mai 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION · **01.04**

QUESTION 66 : **Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2011-2012 [1], en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015.**

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Akwesasne	8	6	6
Betsiamites (Pessamit)	-	-	-
Eagle Village	-	-	-
Eeyou-Eenou Police Force (EEPF) / 9 communautés cries	11	11	11
Essipit	-	-	-
Gesgapegiag	2	2	2
Kahnawake	-	-	-
Kativik	-	-	-
Kawawachikamach	1	1	1
Kitigan Zibi	2	2	2
Lac Simon	-	-	-
Listuguj	4	4	4

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits antérieur (2014-2015)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION · **01.04**

QUESTION 66 : **Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2011-2012 [1], en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015.**

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Manawan	-	-	4
Mashteuiatsh	-	-	-
Odanak/Wôlinak	2	2	2
Opitciwan	4	4	3
Pakua Shipi	-	-	-
Pikogan	-	-	-
Timiskaming	-	-	-
Uashat-Maliotenam	-	-	4
Wemotaci	-	-	1
Wendake	-	-	-

Notes :
Manawan : 4 pistolets Taser achetés en mars 2014
Opitciwan : 1 pistolet Taser envoyé pour destruction car non-conforme
Uashat-Maliotenam : 4 pistolets Taser achetés en juin 2014
Wemotaci : 1 pistolet Taser acheté en juillet 2014

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 67 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2011-2012[1], en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015.

En 2014-2015 :

- deux (2) interventions ont été faites dans la communauté de Gesgapegiag.
- deux (2) interventions ont été faites dans la communauté de Listuguj.
- une (1) intervention a été faite dans la communauté de Manawan.

En 2013-2014 : cinq (5) interventions ont été faites dans la communauté d'Opitciwan.

En 2012-2013 :

- une (1) intervention a été faite dans la communauté de Gesgapegiag.
- une (1) intervention a été faite dans la communauté de Listuguj.
- quinze (15) interventions ont été faites dans la communauté d'Opitciwan.
- quatre (4) interventions ont été faites dans la communauté d'Akwesasne.

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits antérieur (2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 68 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.

SAISIES	2010-2011 [1]		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015 [2]	
	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR [3]
Cartouches	5 742	344 520 $	17 110	1 026 600 $	11 054	663 240 $	11 282	676 920 $	17 790	1 174 140 $
Sac de type *Ziploc*	295 859	17 751 540 $	260 114	15 606 840 $	240 182	14 410 920 $	130 125	7 807 500 $	180 051	11 883 366 $
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	257	10 280 $	370	14 800 $	289	11 560 $	693	27 720 $	2 681	117 964 $
Tabac en vrac (kilos)	86 777	3 644 634 $	22 340	938 280 $	49 746	2 089 332 $	153 593	6 450 906 $	99 126	4 579 621 $
Chicha (kilos)	N/D	N/D	12	2 640	462	101 640 $	4 678	1 029 160 $	158	34 760 $
Cigares et cigarillos [4]	779 602	779 602 $	1 018 387	1 018 387 $	917 234	917 234 $	693 076	693 076 $	2 102 612	2 312 873 $

[1] Les saisies réalisées par le Service de la protection des citoyens de Laval dans le cadre du projet VITAL financé par le ministère de la Santé et des Services sociaux sont incluses dans les données pour l'exercice 2010-2011.

[2] Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2014-2015 sont calculées pour la période du 1er avril 2014 au 28 février 2015.

[3] La valeur marchande des produits du tabac saisis a été augmentée le 1er avril 2014 afin de refléter les augmentations de la taxe spécifique sur les produits du tabac et de la taxe d'accise fédérale.

[4] Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 69 : Le nombre de crimes haineux par année depuis 2009-2010.

ANNÉE FINANCIÈRE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2014-2015	ND [1]
2013-2014	193 [2]
2012-2013	175
2011-2012	167
2010-2011	198
2009-2010	176

[1] Données 2014-2015 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2015.
[2] Données provisoires
** Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 70 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

Actions posées par le MSP dans le dossier sur le profilage racial :

Pour les actions antérieures, veuillez vous référer aux études des crédits précédentes.

2014-2015 :

- Le Sûreté du Québec (SQ) a amorcé l'analyse de quelques données statistiques concernant le profilage racial et social. L'objectif poursuivi est de tenter de tracer un portrait des catégories « contrevenant », « interpellé », « suspect » et « prévenu », afin de comparer le nombre de dossiers ouverts à la SQ avec le nombre total de dossiers ouverts impliquant une personne autre que blanche pour ces catégories. Les conclusions de cette analyse restent à venir.

- En septembre 2014, le Commissaire à la déontologie policière publiait son rapport annuel de gestion 2013-2014. Ce document comprend un bilan des plaintes alléguant racisme, discrimination ou profilage racial. Celui-ci est disponible à l'adresse Internet suivante : http://www.deontologie-policiere.gouv.qc.ca/index.php?id=178.

- Les 5 et 6 janvier 2015, un Forum sur la formation policière a eu lieu à l'École nationale de police du Québec (ENPQ). Celui-ci a permis aux formateurs et aux coordonnateurs de formation dans les établissements d'enseignement collégial offrant le programme d'études en Techniques policières et à l'ENPQ, ainsi qu'aux responsables de la formation continue dans les corps policiers, d'échanger sur différents contenus de formation incluant les attitudes professionnelles et la lutte aux préjugés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -**01.04**

QUESTION 71 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2006-2007	532 000 $
	Année 2007-2008	434 200 $
	Année 2008-2009	441 500 $
	Année 2009-2010	440 200 $
	Année 2010-2011	436 600 $
	Année 2011-2012	420 700 $
	Année 2012-2013	558 300 $
	Année 2013-2014	556 500 $
	Année 2014-2015	659 500 $

Les montants inscrits correspondent au budget consacré par le MSP à la DSE. Outre le suivi du terrorisme, les activités de la DSE s'inscrivent toutefois dans une perspective plus large de sécurité de l'État, le regroupement de l'ensemble de ces fonctions en une seule unité permettant de réaliser des économies d'échelles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 71 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2006-2007	350 000 $
	Année 2007-2008	350 000 $
	Année 2008-2009	350 000 $
	Année 2009-2010	350 000 $
	Année 2010-2011	350 000 $
	Année 2011-2012	262 500 $
	Année 2012-2013	N/A
	Année 2013-2014	N/A
	Année 2014-2015	N/A

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 72 : **Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 [1], pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventillées prévues pour 2015-2016. Effectifs assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectifs prévus cette année.**

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
Les sommes accordées (en $) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (8) pour l'année 2014-2015 :

	2011-2012 TOTAL	2012-2013 TOTAL	2013-2014 TOTAL	Dépenses réelles au 27 février 2015 [3]		
				Salaires	Contrats	TOTAL
TOTAL	**13 629 201**	**15 375 422**	**16 286 217**	**12 875 874**	**1 720 073**	**14 595 947**
Secteur Est[2]	1 989 250	2 517 600	1 827 221	898 311	370 993	1 269 303
Secteur Nord-Est [2]	-	-	1 100 175	1 055 499	265 282	1 320 780
Secteur Palais de justice Québec	1 924 834	1 773 635	1 626 335	1 588 632	-	1 588 632
Secteur Sud[2]	1 942 989	2 118 000	2 374 059	1 558 784	358 894	1 917 678
Secteur Laval, Laurentides et Lanaudière [2]	-	-	2 201 656	1 446 957	205 070	1 652 027
Secteur Palais de justice de Montréal [1]	-	-	4 744 259	4 326 157	89 331	4 415 488
Secteur Grand Montréal [2]	-	-	1 649 246	1 193 309	163 864	1 357 173
Secteur Ouest[2]	2 002 152	2 541 700	-	-	-	-
Secteur Ouest, Nord-Ouest [2]	-	-	763 266	808 225	266 641	1 074 866
Secteur Île de Montréal	5 769 976	6 424 487	-	-	-	-

[1] Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des étude des crédits antérieurs (2007-2008, 2009-2010 et 2010-2011).
[2] Ces secteurs ont été modifiés ou ajoutés en 2013-2014 et en 2014-2015
[3] Extrait - GEF février 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 72 : **Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 [1], pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventillées prévues pour 2015-2016. Effectifs assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectifs prévus cette année.**

Effectif (constables spéciaux et gardiens) affectés à la sécurité des palais de justice depuis 2009 :

2014-2015	303 [4]
2013-2014	339
2012-2013	324
2011-2012	238
2010-2011	232
2009-2010	226

[4] Mise à jour avec le suivi des effectifs en date du 10 mars 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 73 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS 2014-2015	BUDGET INITIAL 2014-2015 ($)
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine		
70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9	6	**500 939**
96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	2	
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik		
1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	8	**543 094**
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord		
3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquière (Québec) G7X 8L6	6	**604 893**
625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	3	
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec		
4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	8	**554 803**
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie		
200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	3	**655 093**
165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	7	
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides		
5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9	9	**879 507**
85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8	3	
430, de Lanaudière, Local 160, Joliette (Québec) J6E 7X1	1	
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec		
817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3	4	**617 667**
170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	4	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 74 : Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2013-2014 et 2014-2015.

Cadre pour la prévention des sinistres – **1er avril 2013 au 31 mars 2014** : 1 708 336 $

Cadre pour la prévention des sinistres – **1er avril 2014 au 31 mars 2015** : 899 177 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 75 : **État de situation au 31 mars 2015 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2014-2015 et fournir les prévisions pour 2015-2016. Ventiler la mise en œuvre par :**
a) orientation de la Politique;
b) objectif de la Politique;
c) ministère de mise en oeuvre;
d) résultats atteints en 2014-2015;
e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2015-2016;
f) budget pour chaque action;
g) tout document produit à cet effet.

En vue d'assurer la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) et pour favoriser la concertation entre les divers acteurs, l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s'est vue confier le mandat d'élaborer, au cours de l'année 2014, sous la coordination du MSP, un plan d'action national (PAN). Ce plan doit être soumis au Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ) pour approbation. L'OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du PAN. Pour ce faire, elle doit établir, parallèlement à l'élaboration du PAN, des cibles, des indicateurs de performance et des mécanismes de suivi devant couvrir les actions réalisées par tous les acteurs de la société québécoise. L'OSCQ a également reçu le mandat d'élaborer, au cours de l'année 2019, un rapport intérimaire de mise en œuvre. De même, un rapport final sera produit suivant l'échéance de 2024. Avant d'être rendus publics, ces rapports seront déposés au CSCQ ainsi qu'aux membres du comité consultatif en sécurité civile et incendie.

En avril 2014, un sous-comité de l'OSCQ a été mis en place afin d'élaborer le PAN. Une version du PAN a été soumise pour commentaires et approbation auprès de l'ensemble des membres de l'OSCQ en décembre 2014. Le PAN est actuellement en processus d'approbation auprès des membres du CSCQ. Le lancement public du PAN est prévu au printemps 2015.

Actuellement, le sous-comité de l'OSCQ poursuit son travail sur l'élaboration d'un mécanisme de suivi et des outils afférents.

Les activités liées au PAN seront réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des ministères et organismes impliqués.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – **03.03**

QUESTION 76 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2014-2015, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Veuillez vous référer à la fin du document.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 77 : Les effectifs du Bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2014-2015.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2014-2015	
	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (en $)
Coroners [1]	10	1 416 923
Cadres supérieurs	2	215 930
Professionnels	11	965 662
Techniciens et employés de bureau	25	1 077 211

La masse salariale est calculée sur une base annuelle.
[1] Exclut les coroners à temps partiel

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 78 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 ainsi que les augmentations prévues.

CORONERS INVESTIGATEURS [1]	RÉMUNÉRATION ($)	AUGMENTATIONS PRÉVUES
Brochu, Jean-E	145 456	Conformément aux orientations gouvernementales
Chouinard, Lyne	145 767	
Clavet, Martin	136 073	
Marsolais, Denis (départ novembre 2014)	136 036	
Nolet, Louise	175 684	

CORONERS ENQUÊTEURS	RÉMUNÉRATION ($)	AUGMENTATIONS PRÉVUES
Kronström, Andrée	131 614	Conformément aux orientations gouvernementales
Malouin, Luc	135 477	
Rudel-Tessier, Catherine	134 877	

Aucune prime, ni boni n'a été versé au cours de cette période

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.

[1] La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 79 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2009 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports

TABLEAU 1 - NOMBRE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2010, 2011, 2012, 2013 ET 2014.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2010	2011	2012	2013	2014
TOTAL DES DÉCÈS SIGNALÉS	**4 002**	**4 237**	**4 464**	**4 413**	**4 291**
Rapport terminé	3 989	4 200	4 334	3 969	2 348
Rapport en cours	13	37	130	444	1 943

TABLEAU 2 - POURCENTAGE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2010, 2011, 2012, 2013 ET 2014.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2010	2011	2012	2013	2014
Rapport terminé	99,7 %	99,1 %	97,1 %	89,9 %	54,7 %
Rapport en cours	0,3 %	0,9 %	2,9 %	10,1 %	45,3 %

Délai moyen :
Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de treize mois.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 80 : La liste des enquêtes terminées en 2014-2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2013-02-20	Brisebois, Marianne	Décès après avoir été happé par un train	Me Jean Luc Malouin	2012-07-07	Québec	2014-05-09
2014-05-21	Percher, Lewis	Intoxication	Dre Louise Nolet	2014-02-22	Québec	2014-07-24
2014-07-15	Clément, Antoine	Intoxication	Dre Louise Nolet	2014-02-23	Québec	2014-12-12
2014-08-26	Saindon, Juliette	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Dubé, Marie Lauréa	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Guichard, Angéline	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Roy, Jean-Philippe	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Fraser, Madeleine	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Dubé, Adrienne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Beaulieu, Jeanne-D'arc	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 80 : La liste des enquêtes terminées en 2014-2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2014-08-26	Dumont, Bibianne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Drouin, Denise	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Fraser, Gisèle	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Jean, Thérèse	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Ouellet, Gérard	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Pettigrew, Noella	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Bélanger, Jacqueline	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Dubé, Odette	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Fraser, Claude	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Thériault, Simonne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 80 : La liste des enquêtes terminées en 2014-2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2014-08-26	Gagnon, Marie-Jeanne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	St-Pierre,Rose Aimée	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Raymond, Jeanne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Michaud, Paul-Étienne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Martel, Louis	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Ouellet, Fernand	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Plourde, Rita	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Saindon, Éva	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Gagné, Janot	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Malenfant, Joseph	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 80 : La liste des enquêtes terminées en 2014-2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2014-08-26	Thériault, Lucienne	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Michaud, Roméo	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Thériault, Lionel	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Turcotte, Thérèse	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30
2014-08-26	Caron, Jacqueline	Incendie dans une résidence de personnes âgées	Me Cyrille Delage	2014-01-23	Québec	2015-01-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 81 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2013-09-25	Légaré, Alain	Décès à la suite d'un accident d'auto	Me Jean-Luc Malouin	2012-02-25	Laval	Rédaction du rapport en cours
2014-02-24	Magloire, Alain	Décès à la suite de blessures par balles	Me Jean-Luc Malouin	2014-02-03	Laval	Auditions en mars 2015
2014-04-24	Turnbull Charbonneau, Yann	Décès à la suite d'un accident de la route	Me Andrée Kronstrom	2013-09-03	Québec	Préparation de l'enquête

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – **03.03**

QUESTION 82 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2014-2015.

Rédaction de rapport d'investigation
Corps non réclamés - désistement de la famille
Communications des renseignements *post–mortem* à la Sûreté du Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**- 03.04**

QUESTION 83 : L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2014-2015.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (en $)
Dirigeant et membre	2	279 732
Cadres	2	264 200
Professionnels	17	1 902 864
Techniciens	1	48 893
Personnel de bureau	7	262 211

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 84 : La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

TITRE	NOM	MANDAT	TRAITEMENT AU 31 MARS 2014
Le commissaire à la déontologie policière	Me Paul Larochelle	3 mars 2014 au 2 mars 2019	154 252 $
La commissaire adjointe	Me Hélène Tremblay	13 septembre 2010 au 12 septembre 2015	125 480 $

POUR LES AUGMENTATIONS ET BONIS PRÉVUS : Conformément aux orientations gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 85 : La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2014-2015 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

Exercice 2014-2015

1) Nombre de plaintes reçues [1] :

	NOMBRE DE PLAINTES [2]	NOMBRE DE POLICIERS
TOTAL PLAINTES	**1 645**	**2 318**
Sûreté du Québec	400	537
Service de police de la Ville de Montréal	570	795
Corps de police municipaux	622	913
Polices autochtones	29	44
Constables spéciaux	13	15
Contrôleurs routiers	3	4
Agents de la protection de la faune	8	10

[1] Du 1er avril 2014 au 16 mars 2015

[2] Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers [3]

	NOMBRE DE DOSSIERS
TOTAL	**22**
Sûreté du Québec	7
Service de police de la Ville de Montréal	9
Corps de police municipaux	6

[3] Du 1er avril 2014 au 16 mars 2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 85 : La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2014-2015 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

Exercice 2013-2014

1) Nombre de plaintes reçues [1] :

	NOMBRE DE PLAINTES [2]	NOMBRE DE POLICIERS
TOTAL PLAINTES	**1 952**	**2 953**
Sûreté du Québec	470	670
Service de police de la Ville de Montréal	639	932
Corps de police municipaux	797	1 283
Polices autochtones	28	39
Constables spéciaux	6	10
Contrôleurs routiers	6	9
Agents de la protection de la faune	6	10

[1] Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014.

[2] Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers [3]

	NOMBRE DE DOSSIERS
TOTAL	**11**
Sûreté du Québec	1
Service de police de la Ville de Montréal	4
Corps de police municipaux	6

[3] Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**- 03.04**

QUESTION 86 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2014-2015 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2014-2015

Traitement apporté et décisions à la suite de l'examen préliminaire [1] :

	NOMBRE DE DÉCISIONS
Conciliation	579
Enquête	141
Plainte refusée	1 213
Désistement	-
À l'étude	226

[1] Du 1er avril 2014 au 4 mars 2015.

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de 40 jours pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - **03.04**

QUESTION 87 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.

2014-2015

1 213 [1] plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes :

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
    - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
    - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
    - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. : rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

[1] Du 1er avril 2014 au 16 mars 2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.05**

QUESTION 88 : L'effectifs ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2014-2015.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE (en $)
Président et membres	8	1 085 928
Professionnels (incluant avocats)	4	276 255
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	6	270 229

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.05**

QUESTION 89 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION AU 31 MARS 2015 (en $)
Drouin, Pierre	Membre	2013-01-07	2018-01-06	138 730
Gagné, Pierre	Vice-président	2013-11-10	2018-11-09	138 730
Gaudreault, Marie-Esther	Membre	2013-06-17	2018-06-16	134 539
Iuticone, Richard	Membre	2013-01-29	2018-01-28	138 730
Montour, Martha	Membre à temps partiel	2013-03-13	2016-03-12	- [1]
Provencher, Jean	Président	2013-11-10	2018-11-09	150 008
Rivard, Louise	Membre	2009-06-29 2014-06-29	2014-06-28 2018-11-02	107 731
Sioui-Trudel, Hélène	Membre à temps partiel	2013-03-13	2016-03-13	2 756 [1]

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

[1] Les membres à temps partiel sont rémunérés lorsqu'ils sont assignés à un dossier autochtone.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.05**

QUESTION 90 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2014-2015.

ORIGINE	2014-2015 [2]		2013-2014	
	CITATIONS	RÉVISIONS	CITATIONS	RÉVISIONS
TOTAL	**61**	**27**	**78**	**29**
Sûreté du Québec	9	2	8	0
Corps municipaux	30	10	40	14
SPVM	20	14	29	15
Corps de police autochtone	-	1	1	-
Constables spéciaux	-	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-	-
Agents de la protection de la faune	2		-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-	-

[1] Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et les enquêteurs de l'UPAC.

[2] Dossiers reçus en 2014-2015 au 28 février 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.05**

QUESTION 91 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2015, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2014-2015 [1]		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
TOTAL	**1**	**0**	**0**
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	1	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-

[1] Données compilées en date du 28 février 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – **03.05**

QUESTION 92 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen global de traitement des dossiers de citation est de 18,45 mois pour 2011-2012, de 18,29 mois pour 2012-2013, de 24,01 pour l'année 2013-2014 et de 23,96 pour l'année 2014-2015[1].

Signalons que le délai de traitement d'un dossier dépend du délai de délibéré, c'est-à-dire du délai nécessaire au membre pour rendre une décision, mais également du délai encouru pour la mise au rôle et des remises accordées à la suite de demandes des parties pour des motifs valables.

En ce qui concerne le délai de délibéré pour l'année 2013-2014, les décisions en matière de citation ont été rendues dans un délai moyen de 66,33 jours, soit 2,17 mois, dans 80 % des dossiers, alors que la cible déterminée dans la planification stratégique du Comité était de 70 jours, soit 2,3 mois.

Il ressort de ce qui précède que le délai de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de celui de sa remise au rôle lorsqu'une remise a été accordée, délais sur lesquels le Comité n'a qu'un contrôle limité. En effet, malgré les efforts de ce dernier pour fixer les causes rapidement, la mise et la remise au rôle demeurent problématiques. Cette situation s'explique d'une part, par le fait que les policiers sont, de façon générale, représentés par des avocats spécialisés en déontologie policière, lesquels sont peu nombreux et, d'autre part, par le fait qu'il est parfois difficile d'arrimer les disponibilités de ces avocats avec celles des avocats du Commissaire.

Ajoutons également que les dossiers traités par le Comité sont de plus en plus complexes et, par conséquent, nécessitent à l'occasion que de nouvelles journées d'audience soient fixées, ce qui, du coup, augmente le délai de traitement en raison de la difficulté de déterminer des dates qui conviennent aux parties.

[1] Cette donnée est en date du 28 février 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 93 : L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2014-2015, et prévisions pour 2015-2016.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2014-2015	
	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE (en $)
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	13*	2 007 689
Professionnels	16	1 081 118
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	16	660 901

* Depuis le 1er janvier 2014, à la suite d'une décision de Revenu Québec, le Secrétariat aux emplois supérieurs reconnaît les membres à temps partiel et ceux issus de la communauté comme des employés et les honoraires qui leurs sont versés sont désormais comptabilisés dans la masse salariale de la CQLC, cependant les ETC n'ont pas été ajustés en conséquence.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 94 : **La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2014-2015, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.**

1) Membres à temps plein :

NOM	TRAITEMENT ANNUEL	DATE DE FIN DE MANDAT
Chamberland, Céline	125 982 $	2018-04-14
Dugré, Jean	125 982 $	2014-09-06
Falardeau, Mark	120 371 $	2018-04-14
Ferron, Solange	154 252 $	2017-01-08
Fillion, Julie	125 982 $	2018-03-26
Marcotte Annie	120 970 $	2018-04-14
Sauvé, Manon	125 982 $	2018-03-30
Sultan, David	138 730 $	2017-03-20
Tétreault, Lucie	125 982 $	2018-03-26
Tremblay, Jean-René	104 423 $	2017-03-20

Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps plein demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.
* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.
* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 94 : **La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2014-2015, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.**

2) Membres à temps partiel :

Nommés par le décret de 397-2012 en date du 18 avril 2012. Fin du mandat 17 avril 2017.	Nommée par le décret de 20-2013 en date du 16 janvier 2013. Fin du mandat le 15 janvier 2018.	Nommée par le décret 20-2013 en date du 16 janvier 2013. Fin du mandat 15 janvier 2018.	Nommés par le décret de 473-2013 en date du 25 juin 2013. Fin du mandat 23 juin 2018.	Nommés par le décret 1248-2013 en date du 27 novembre 2013. Fin du mandat 26 novembre 2018.
Bédard, Paul Butstraen, Lara De Vette, Suzanne Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Guillén-Lemus Yvonne Lainé, Joseph Petosa, Connie Richard, Hélène St-Amand, Reynold	Leblond, Isabelle	Lavigne, Chantal	Duchaîne, Pierre	Giroux, Stéphanie Laroche, Guy

Nommée par le décret 396-2013 en date du 11 mai 2013. Fin de mandat le 10 mai 2018.	Nommée par le décret 396-2013 en date du 11 mai 2013. Fin de mandat le 10 mai 2018.
Marsolais, Diane	Monette, Jacques

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres à temps partiel siègent au besoin.

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée :	579 $
Coût pour une demi-journée :	290 $

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* À la suite de la décision de Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1er janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 94 : **La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2014-2015, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.**

3) Membres issus de la Communauté : :

Nommés par le décret de renouvellement 783-2011 en date du 4 juillet 2011 Fin du mandat le 3 juillet 2014	
Bolduc, Michel	Guay, Normand - démission le 3 juillet 2014
Bouchard, Manon	Lacombe, Élysabeth - démission le 3 juillet 2014
Boyer, André -démission le 3 juillet 2014	Lacroix, Élaine
Blouin, Luc	Latendresse, Michel
Bureau, Danielle	Le Blanc, Claude
Chagnon, Marie-Josée	Lessard, Claude
Corbeil, Lorraine - démission le 3 juillet 2014	Pelland, Annie
Cyr, Pierre	Robert, André
Dupuis Salvas, Claudette	Razik, Nourreddine
Estiverne-Bathalien, Amanthe - démission le 3 juillet 2014	Savaria, Claude
Fallu, Patricia Ann - démission 3 juillet 2014	Teitelbaum, Reisa
Gervais, Arthur	Toussaint, Rosette - démission le 3 juillet 2014

Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séances à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séances à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres issus de la communauté siègent au besoin.

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée :	348 $
Coût pour une demi-journée :	174 $

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* À la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1er janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 95 : Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2014-2015 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période du 1er avril 2014 au 31 janvier 2015

TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES EN EN PERMISSIONS DE SORTIR PRÉPARATOIRE À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, EN LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET EN PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE	3 929	PRÉCISIONS
Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (*incluant renouvellement et révision*) :	800	incluant: 175 reports / 22 révisions / 72 renouvellements
Libération conditionnelle *(incluant révision)* :	3 057	incluant: 866 reports / 122 révisions
Permission de sortir pour visite à la famille *(incluant révision)* :	72	incluant: 1 report / 4 révisions

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 96 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2014-2015.

Pour la période du 1er avril 2014 au 31 janvier 2015, la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (libération conditionnelle) est la suivante :

DIRECTIONS TERRITORIALES

EST DU QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS [1]	DÉCISIONS
	BAIE-COMEAU	27	34
	CHICOUTIMI	32	56
	DÉTENTION QUÉBEC (F)	19	82
	DÉTENTION QUÉBEC (H)	286	500
	NEW CARLISLE	30	90
	PERCÉ	40	20
	RIMOUSKI	39	85
	ROBERVAL	24	50
	SEPT-ÎLES	6	19
	TROIS-RIVIÈRES	79	209

ÎLE DE MONTRÉAL	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	DÉCISIONS
	DÉTENTION DE LAVAL	4	34
	DÉTENTION MONTRÉAL	456	716
	MAISON TANGUAY	45	130
	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	5	85

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 96 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2014-2015.

OUEST DU QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	DÉCISIONS
	AMOS	60	79
	HULL	62	131
	SAINT-JÉRÔME	188	427
	SHERBROOKE	81	245
	SOREL	21	65
	Renonciations après convocation pour séance en visio [2]	-	

[1] La répartition du nombre de renonciations par établissement de détention apparaît à titre indicatif. Compte tenu des divers types de décisions rendues et des mouvements de clientèles carcérales, ces données ne peuvent pas être mises en relation avec le nombre de décisions rendues pour chacun des établissements de détention. Les renonciations doivent être calculées en fonction des données relatives à la clientèle admissible à une mesure de mise en liberté sous condition pour une année donnée.

[2] Pour les permissions de sortie préparatoire à la libération conditionnelle (PSPLC) et les permissions de sortie pour visite à la famille (PSVF) il n'y a pas de renonciation, mais des retraits de demande, c'est pourquoi les données pour ces mesures ne sont plus incluses au tableau. (PSPLC : 27 retraits, aucun retrait en PSVF)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES – **03.02**

QUESTION 97 : Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'informations contenues dans les dossiers des détenus.

Aucune nouvelle entente. Pour l'entente en vigueur, veuillez vous référer à celle présentée dans l'étude des crédits 2012-2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 98 : L'effectif ainsi que la masse salariale de l'École nationale de police du Québec (ENPQ), par catégorie d'emploi, pour la période 2014-2015.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE ($)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2013-2014	2014-2015	2013-2014 (Au 30 juin 2014)	2014-2015 (Au 27 février 2015)	2013-2014	2014-2015
Cadres	20,0	20,0	19	18	2 339 499	2 572 244
Professionnels	49,8	49,8	86	79	4 868 069	4 673 554
Fonctionnaires	97,9	97,9	262	260 [1]	9 796 091	10 504 775 [1]
Ouvriers	18,1	18,1	34	31	1 124 511	1 122 425
Policiers en prêt de service	18,0	18,0	17	19	1 907 496	2 232 613
Personnes-ressources	0,0	0,0	154	29 [1]	857 300	219 425 [1]
Prêt de service (autre que policier)	0,0	0,0	1	1	116 400	117 963
Total	**203,8**	**203,8**	**573**	**437**	**21 009 366**	**21 442 999**

[1] Variation en raison du transfert de statut d'instructeurs pigistes (personnes-ressources) au statut d'instructeurs syndiqués occasionnels (fonctionnaires).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 99 : La liste des dirigeants de l'ENPQ, leur rémunération respective pour la période 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues.

PÉRIODE [1]	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET [2]	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE POUR LA PÉRIODE À L'EMPLOI	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2014-2015	Marie Gagnon	Directrice générale	198 392 $	94 720 $ [3]	Conformément aux orientations gouvernementales
2014-2015	Yves Guay	Directeur général	124 145 $	78 540 $ [4]	Conformément aux orientations gouvernementales

[1] Période de référence de l'École nationale de police du Québec du 1er juillet 2015 au 30 juin 2015

[2] La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 19,5 %.

[3] Nomination à titre de sous-ministre associée au ministère de la Sécurité publique le 24 novembre 2014.

[4] Nomination à titre de directeur général par intérim le 24 novembre 2014 et à titre de directeur général le 7 avril 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 100 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique *Nos formations* de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html, et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Voici les nouveaux cours et ceux en développement :

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE	
Gestion policière : Activité d'immersion à la fonction de cadre de premier niveau – (PPU-1040) Activité synthèse – fonction de direction d'une organisation policière – (PPU-1035) Activité d'intégration de la fonction de cadre de premier niveau – (PPU-1042)	Activité d'intégration pour cadres policiers stratégiques
Enquête policière : Supervision d'enquêtes (CRI-1019)	
PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
Patrouille-gendarmerie : Alco-Sensor FST (SER-0024) Alco-Sensor FST – Le technicien en étalonnage (SER-0025) Alco-Sensor FST – Le moniteur (SER-2046) Technicien qualifié en alcootest – DataMaster DMT-C – L'instructeur – Requalification – (INS-3042)	
Utilisation des armes à feu : Fusil 12 – L'instructeur – Requalification (INS-3015) Tir au pistolet – Le moniteur (FOR-2025)	Tir avancé – Le moniteur Tir au pistolet – Le moniteur – Requalification (FOR-2031)
Patrouille spécialisée : Conduite d'un véhicule de police – Le moniteur – (SER-2047) Techniques de conduite avancée – (SER-1056) Agent évaluateur (SER-2031) – Portion agrément terrain	
Formation en ligne : Imagerie numérique judiciaire (ENQ-1027)	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 100 : **La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.**

Nouveaux cours	**Cours en développement**
Intervention tactique :	Armes intermédiaires d'impact – L'instructeur – Requalification (INS-3043)
Enquête policière : Enquête sur les crimes économiques – (CRI-1022) L'utilisation d'Internet et des médias sociaux en contexte d'enquête (CNF-0026) L'utilisation d'Internet et des médias sociaux en contexte d'enquête – L'agent multiplicateur (ENQ-0062)	Gestion des informateurs (ENQ-1024) Policier judiciaire (ENQ-2027) Agent de renseignements criminels (ENQ-2023) Système de défense pour agent d'infiltration (CNF-0028)
AUTRES	
	Formation en enquêtes indépendantes
ACTIVITÉS ET FORMATION SUR MESURE	
Coaching en conduite (STM) (CNF-0029) Enquête criminelle - Constables spéciaux du MESS (ENQ-0059) Processus d'enquête (Revenu Québec) (ENQ-0061) Techniques d'entrevue de suspect (Institut d'assurance de dommages du Québec) (ENQ-0063) Planification et exécution d'une perquisition (Santé Canada) (ENQ-0064) Intervention physique – Maintien des compétences (AMT) (FOR-0036) Habileté de supervision en sécurité publique (PPU-1038)	Recherche d'informations en sources ouvertes (CNF-0031) Techniques de conduite d'un véhicule hors route (SER-0028) Techniques d'entrevue et prise de notes (CRQ) (CNF-0030) Sensibilisation aux pratiques sécuritaires en milieu externe (CNF-0027) Processus d'enquête (UPAC) (ENQ-0065) Formation en enquête (Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal) Formation sur la prévention des impacts psychologiques inhérents au travail des intervenants en situation d'urgence (cette formation s'adresse à 3 groupes cibles : cadre et représentant des ressources humaines, superviseur et intervenant)
PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE	
Séminaire de sensibilisation à la sécurité nationale à l'intention des aspirants policiers de l'École nationale de police du Québec (radicalisation)	Ajout de réalités complexes : o intensité physique o contrôle des émotions o résistance au stress o renforcement des techniques de désescalade

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 101 : La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ENPQ et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/futur-policier.html et l'onglet *Étapes d'admission*.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/centre_documentaire/ReglRegimeEtudesVFR_20101216.pdf ainsi qu'au projet de règlement publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 25 février 2015, à l'adresse suivante : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=2015F%2F63077.PDF

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 102 : Montant réel de la subvention versée à l'ENPQ pour l'année 2014-2015 et montant de la subvention prévue pour 2015-2016.

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1ER AVRIL AU 31 MARS (DÉCRET)	SUBVENTION SELON L'EXERCICE FINANCIER DU 1ER JUILLET AU 30 JUIN
2010-2011	6 579 700 $	6 579 700 $
2011-2012	6 579 700 $	6 579 700 $
2012-2013	6 579 700 $	6 579 700 $
2013-2014	6 579 700 $	5 872 575 $
2014-2015	3 751 200 $	4 162 225 $
2015-2016	5 395 300 $	5 395 300 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 103 : L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2014-2015.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2014-2015	
	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE (en $)
Dirigeants et membres d'organismes	17	1 916 000
Cadres	7	726 400
Cadres juridiques	2	304 600
Avocats, notaires	29	2 919 700
Professionnels	20	1 301 400
Techniciens	72	3 503 900
Personnel de bureau	56	2 260 500
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES	19	1 200 046
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	81	522 450

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 104 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en $)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
DIRIGEANTS	Ellefsen, Christine	Présidente	179 120	2010-09-22	2016-09-21
	Lord, Daniel Y.	Vice-président à la fonction juridictionnelle	138 730	2007-09-04	2017-09-03
	Lessard, France	Vice-présidente aux opérations	125 982	2012-11-19	2017-11-18

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en $)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
RÉGISSEURS	Belliardo, Édouard J.	Régisseur	125 982	2011-06-06	2016-06-05
	Bégin, Claude	Régisseur	93 322	2013-09-23	2018-09-22
	Boivin, Bernard	Régisseur	125 982	2009-06-01	2016-05-31
	Cadieux, Pierre H	Régisseur	125 982	2008-05-05	2015-05-14
	Caron, Jocelyne	Régisseure	125 982	2008-08-04	2018-08-03
	Dostie, Liane	Régisseure	125 982	2007-01-15	2017-01-14
	Elmir, Saifo	Régisseur	103 995	2009-02-16	2016-12-06
	Fréchette, Carole	Régisseure	125 982	2005-10-24	2015-10-23
	Lepage, Jean	Régisseur	125 982	2013-01-04	2018-01-13
	Marchand, Louise	Régisseure	154 252	2013-03-14	2016-01-09
	Savard, Marc	Régisseur	125 982	2007-10-29	2017-10-28
	Savignac, Yolaine	Régisseure	125 982	2011-08-22	2016-08-21
	Viens, Louise	Régisseure	102 831	2013-04-02	2018-04-01

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 105 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2014-2015.

RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	2014-2015	2013-2014
Alcools	8 523	639
Appareils d'amusement	247	320
Appareils de loterie vidéo	-	317
Bingos	-	13
Concours publicitaires	-	7
Courses	-	3
Fabricants	178	91
Sports de combat	28	32
Tirages	-	5
Transmis à un corps policier	126	98

PAR LES CORPS DE POLICE MANDATÉS « ACCES-Alcools »	2014-2015	2013-2014
SPVM	1 512	1 781
Corps de police municipaux	1 950	2 433
SQ	2 248	2 784

ERRATUM

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 105 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2014-2015.

RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	2014-2015	2013-2014
Alcools	1 065	639
Appareils d'amusement	247	320
Appareils de loterie vidéo	303	317
Bingos	12	13
Concours publicitaires	8	7
Courses	-	3
Fabricants	178	91
Sports de combat	28	32
Tirages	-	5
Transmis à un corps policier	120	98

PAR LES CORPS DE POLICE MANDATÉS « ACCES-Alcools »	2014-2015	2013-2014
SPVM	1 512	1 781
Corps de police municipaux	1 950	2 433
SQ	2 248	2 784

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 106 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2014-2015, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS	2014-2015	2013-2014
Nouveaux	530	558
Modifications	2 727	2 983

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL SUSPENDUS	2014-2015	2013-2014
	694	691

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL RÉVOQUÉS	2014-2015	2013-2014
Volontairement (à la demande des détenteurs)	163	210
Avec saisie des boissons alcooliques (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs)	1 075	1 157
Autres (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs, mais sans saisie des boissons alcooliques)	159	167

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 107 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2014-2015, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RENOUVELÉES POUR LESQUELLES DES APPAREILS SONT EN FONCTION :	**2 330**
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE SUSPENDUES :	**115**
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RÉVOQUÉES :	**84**
MOTIF DE SUSPENSION :	
Suspension à la suite d'une convocation à la Régie	**115**
MOTIFS DE RÉVOCATION :	
Révocations volontaires	**39**
Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool	**34**
Révocations à la suite d'une convocation à la Régie	**11**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 108 : Le nombre de licences de bingo, selon la catégorie, pour la période 2014-2015.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE BINGO	**La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des règles sur le bingo le 1er juin 2008.**

NOMBRE DE LICENCES DE BINGO

CATÉGORIES DE LICENCES	**NOMBRE DE LICENCES**
TOTAL	**1 778**
Bingo en salle	726
Bingo-média	74
Bingo récréatif	921
Gestionnaire de salle	39
Fournisseur en bingo	5
Bingo de foire ou d'exposition	7
Bingo de concession agricole	1
Bingo dans un lieu d'amusement public	5

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 109 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes depuis 2009-2010, par année financière.

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Gestionnaire de salle	7	5	3	5	3
Bingo en salle	28	27	19	10	24

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 110 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris accordées pour la période 2014-2015.

NOMBRE DE LICENCES DE COURSES : **(accordées aux individus et/ou raisons sociales)**	**2 064**
NOMBRE DE LICENCES DE PISTES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :	**12**
NOMBRE DE LICENCES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :	**10**
NOMBRE DE LICENCES DE SALLES DE PARIS :	**9**
NOMBRE DE DEMANDES SELON L'ENTENTE DE RÉCIPROCITÉ :	**L'entente n'existe plus depuis avril 2010**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 111 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2014-2015 ainsi que le résultat de chacune des décisions.

PERMIS D'ALCOOL		LICENCES DE LOTERIE VIDÉO		LICENCES DE TIRAGE		LICENCES DE BINGO		LICENCES D'APPAREILS D'AMUSEMENT		CONCOURS PUBLICITAIRES	
Type de décision	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**
Autorisation	9 248	Autorisation	2 330	Autorisation	1 143	Autorisation	1 793	Autorisation	729	Avis de tenue	8 531
Refus	625	Refus	0	Refus	13	Refus	6	Refus	0	Refus	0
Conditionnelle	5	Révocation	79	Libération de cautionnement	317	Désistement	7			Avis d'opposition	2
Désistement	213	Suspension	96	Désistement	40	Modification	54				
Nul effet	24					Suspension	1				
Révocation volontaire	163					Révocation volontaire	137				
Révocation avec saisie des boissons alcooliques	1075					Révision de décision	2				
Révocation - autres	159										
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	225										
Suspension	694										

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 112 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2009-2010, et ce, par année financière.

Lors du Discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

RÉMUNÉRATION	**2 592 000 $**

FONCTIONNEMENT	
Frais de séjour, formation et télécommunications	64 700 $
Services professionnels	28 300 $
Services de nature technique	72 300 $
Loyers	216 300 $
Fournitures, matériel et équipement	26 400 $

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs (2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 113 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2009-2010, et ce, par année.

NOMBRE DE PLAINTES REÇUES	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
	-	2	-	-	-

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE **- 01.03**

QUESTION 114 : Subvention versée par le MSP depuis 2003-2004, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

ANNÉE	CRÉDITS VOTÉS ($)	REVENUS AUTONOMES ($)	TOTAL ($)	EFFECTIFS AUTORISÉS
2003-2004	6 484 700	2 357 087	8 841 787	144
2004-2005	6 484 700	2 845 780	9 330 480	157
2005-2006	6 257 400	3 296 069	9 553 469	158
2006-2007	6 142 700	3 245 336	9 388 036	157
2007-2008	6 119 400	3 365 523	9 484 923	156
2008-2009	6 214 800	3 320 745	9 535 545	159
2009-2010	6 151 900	3 467 935	9 619 835	162
2010-2011	5 867 500	4 664 000	10 531 500	166
2011-2012	6 209 600	4 687 400	10 897 000	165
2012-2013	5 683 900	3 700 000	9 383 900	161
2013-2014	5 664 100	3 700 000	9 364 100	133
2014-2015	8 618 100	3 646 300	12 264 400	133

Le ministère ne verse pas de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale puisqu'il fait partie du portefeuille du Ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 115 : Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2014-2015[1], par région.

Le Bureau de la sécurité privée procède à la délivrance des permis d'agence depuis le 3 mars 2010.

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 116 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2014-2015[1].

Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 117 : Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.

TYPE DE DÉPENSE	DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE BEI (en $)
TOTAL [1]	**60 414**
Salaire du personnel affecté au BEI	35 856
Dépenses reliées au processus de sélection du directeur du BEI	22 091
Autres dépenses de fonctionnement du BEI	2 467

[1] Données au 31 mars 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 118 : Budget alloué au BEI pour l'année 2015-2016.

TYPE DE BUDGET	MONTANT (en $)
BUDGET 2015-2016 - BEI (PROGRAMME 03, ÉLÉMENT 07)	**3 228 000**
RÉMUNÉRATION	2 141 400
FONCTIONNEMENT	1 086 600
BUDGET 2015-2016 - BUDGET CENTRAL AFFECTÉ AU BEI (PROGRAMME 01, ÉLÉMENT (	**572 000**
RÉMUNÉRATION	233 000
FONCTIONNEMENT	339 000
BUDGET ALLOUÉ AU BEI POUR L'ANNÉE 2015-2016*	**3 800 000**

* Incluant les éléments de gestion centrale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 119 : Effectif du BEI en date du 31 mars 2015.

EFFECTIF DU BEI [1]	NOMBRE
AGENTE DE SECRÉTARIAT	1
DIRECTRICE DU BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	1

[1] Données au 31 mars 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 120 : Effectif autorisé pour l'exercice financier 2015-2016.

Le niveau d'effectif requis pour le BEI sera établit au cours de l'exercice financier 2015-2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES **- 01.04**

QUESTION 76 :	**Copie des recommandations émises par les coroners, en 2014-2015, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.**

Voir le document ci-joint.

Accidents de transport
Piétons

Avis/Dossier : A-318496 158944

Événement :

Une piétonne de 77 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurtée par un autobus à l'angle du boulevard Charest Est et de la rue Dorchester, à Québec.

Au moment où la femme traverse la rue Dorchester au feu pour piétons, un autobus qui circule sur le boulevard Charest en direction ouest tourne à gauche sur la rue Dorchester. La femme est heurtée et entraînée sous le véhicule du côté avant gauche. Elle est transportée à l'hôpital où son décès est constaté.

Il appert que l'analyse du cycle des signaux lumineux et de différents témoignages permet de découvrir que la manœuvre de virage à gauche de l'autobus a commencé sur un feu de circulation jaune pour se terminer sur un feu rouge. De plus, un test de visibilité au volant de l'autobus a permis de remarquer, entre autres, que le miroir convexe gauche obstruait une portion de la vision avant gauche du véhicule.

Recommandations :

Que la Ville de Québec :

- implante dans les plus brefs délais, à l'intersection du boulevard Charest Est et de la rue Dorchester, le système combiné fixe de cinémomètre photographique et de contrôle photographique de circulation aux feux rouges prévu au printemps 2015; [1]

- en attendant cette mesure, accentue la surveillance policière en visant une présence intensive à cette intersection afin de dissuader les comportements inadéquats des usagers; [2]

- modifie les feux de circulation à cette intersection afin d'interdire aux véhicules circulant sur le boulevard Charest Est de tourner sur la rue Dorchester pendant une période (de plusieurs secondes) immédiatement avant le début de la phase piétonne. Durant une telle période où les piétons ne peuvent toujours pas s'engager sur la chaussée, les véhicules en attente de tourner feront ainsi face à un feu de circulation rouge, minimisant la possibilité qu'un piéton se retrouve ultérieurement (durant l'engagement) dans l'angle mort d'un véhicule lourd, notamment en train de compléter un virage. [3]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et Transports Canada :

- soutiennent le développement et priorisent l'évaluation et l'élaboration de dispositifs techniques pouvant être installés sur les véhicules lourds qui circulent en zone urbaine, visant à augmenter la visibilité à bord de ces véhicules, à surveiller leurs angles morts (par exemple : systèmes de vision indirecte, systèmes de détection) et à ce qu'ils soient perçus plus facilement lors de virages (par exemple : systèmes sonores externes). Les modifications aux lois et règlements appropriés lorsque de tels moyens techniques, jugés fiables et procurant des avantages, permettraient d'améliorer la sécurité des usagers de la route qui circulent en zone urbaine à proximité de véhicules lourds. [4]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- organise à brève échéance une campagne de prévention portant sur la sécurité des usagers de la route circulant à proximité de véhicules lourds en zone urbaine tout en priorisant la réalité et les dangers des angles morts de tels véhicules et l'importance du principe de voir et d'être vu. [5]

Organisations/personnes visées :

Ville de Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada

Suivi des recommandations :

Ville de Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-07-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-07-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-07-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-11-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier : A-181831 165272

Événement :

Une piétonne de 18 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral à l'Hôpital du Sacré-Cœur, à Montréal.

Le 5 février 2014, un véhicule circule sur le boulevard Louis-Hyppolite-Lafontaine en direction nord dans la voie du centre. À l'approche de l'intersection avec le boulevard Maurice-Duplessis, à un feu de circulation vert, le conducteur aperçoit une femme qui traverse la route. Il klaxonne et freine, mais ne peut éviter l'impact. La femme est projetée au sol et les secours sont demandés. Elle est transportée à l'hôpital, où elle décède un mois plus tard.

Selon l'enquête policière, il appert que la femme avait des écouteurs sur les oreilles lorsqu'elle a traversé la rue.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- sensibilise les piétons aux dangers liés au port d'écouteurs. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317900 158937

Événement :

Un policier de 32 ans est mortellement blessé lors d'une intervention en sécurité routière sur l'autoroute 640, à Bois-des-Filion.

Le policier, qui était debout sur l'accotement, était en train de remettre des contraventions à deux automobilistes lorsqu'un véhicule a dérapé et l'a heurté de plein fouet, le projetant sur une distance de plusieurs mètres. Il a été transporté par ambulance au Centre hospitalier de Saint-Eustache, puis transféré à l'Hôpital Sacré-Cœur de Montréal où son décès est constaté.

Selon l'enquête de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, il semble que le corridor de sécurité n'a pas été établi selon les directives. Le policier avait stationné son véhicule 1,64 m devant les véhicules interceptés alors qu'il doit y avoir au moins 7 m de distance. De plus, il ne portait pas de dossard de sécurité fluorescent pour une meilleure visibilité.

Recommandations :

Que les autorités concernées de la Sûreté du Québec :

- s'assurent de revoir et de préciser les politiques et procédures concernant les interventions routières, dont l'établissement d'un corridor de sécurité et le port du dossard de sécurité fluorescent; [1]

- s'assurent du respect de ces politiques et procédures dans l'ensemble du corps policier et en évaluent l'application périodiquement chez tous les policiers en service. [2]

Que l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec, le ministère de la Sécurité publique, la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Direction de santé publique des Laurentides :

- reçoivent ce rapport. [3]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec
Ministère de la Sécurité publique
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Direction de santé publique des Laurentides
Association des policières et policiers provinciaux du Québec

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des policières et policiers provinciaux du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Direction de santé publique des Laurentides

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-325275 166727

Événement :

Un homme en quadriporteur est heurté par une automobile alors qu'il traverse le boulevard Sainte-Anne, à Sainte-Anne-des-Plaines, en juillet 2014.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- fasse une traverse pour piéton à l'intersection de Place du patrimoine et de la route 335 (boulevard Sainte-Anne) afin de permettre aux piétons et/ou aux quadriporteurs de traverser le boulevard de façon sécuritaire; [1]

- fasse une analyse sur l'opportunité d'installer un feu de circulation sur appel pour piéton à l'intersection de Place du Patrimoine et de la route 335 en tenant compte de l'augmentation des piétons prévue par les projets de construction (159 logements) sur la Place du Patrimoine. [2]

Que la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines :

- abaisse le trottoir du boulevard Sainte-Anne à l'endroit où sera aménagée la traverse piétonnière. [3]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-02-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-02-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ville de Sainte-Anne-des-Plaines

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Autres moyens de transport

Avis/Dossier : A-321673 162359

Événement :

Une jeune fille de 11 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute de cheval dans un ranch, à Mascouche.

Un groupe de six personnes est formé pour une randonnée équestre. Ces personnes sont accompagnées d'un guide n'ayant que quatre mois d'expérience et qui n'a aucune formation

pour cette activité. Seules quelques instructions sommaires leur ont été données pour diriger leur monture. C'est la première expérience à cheval pour la jeune fille, elle ne porte pas de casque et elle est chaussée d'espadrilles à semelles plates.

Le groupe arrive dans une clairière lorsque, soudainement, le cheval de la jeune fille part au galop. Elle glisse sur le côté de la selle et son pied reste coincé dans l'étrier. Elle est traînée sur environ 800 mètres pendant que sa tête heurte le sol à plusieurs reprises. Elle est transportée d'urgence à l'hôpital où, malgré les soins prodigués, son décès est constaté.

Le matin de l'expédition, un membre du groupe avait téléphoné au ranch pour obtenir de l'information. On lui a mentionné que le port du casque n'était pas obligatoire, qu'il n'y en avait aucun à la disposition du groupe. De plus, aucune mention n'a été faite concernant les chaussures.

Recommandations :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- mette sur pied une campagne de sensibilisation destinée au grand public afin de promouvoir les règles reconnues par le milieu en matière de sécurité lors de randonnées d'équitation; [1]

- sensibilise directement tous les centres équestres à l'importance de promouvoir le port d'équipements de sécurité, tels que le casque et les chaussures appropriées. Un équipement de sécurité de base devrait être offert à la clientèle; [2]

- rende obligatoire une formation appropriée des guides travaillant en centre équestre. [3]

Que le Ranch chez Cowboy :

- affiche à la vue de la clientèle une description de l'équipement de sécurité de base recommandé et offre l'équipement à ceux qui le souhaitent; [4]

- améliore la formation des guides travaillant auprès de la clientèle. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ranch chez Cowboy

Suivi des recommandations :

<u>Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-07-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

<u>Ranch chez Cowboy</u>

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.
<u>Ministère de la Sécurité publique</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322643 163669

Événement :

Un homme de 34 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurté par un train, à Saint-Jérôme.

L'homme marche sur la piste cyclable à l'intersection J. B. Rolland. Il a pris un raccourci pour traverser la voie ferrée. À cet endroit, les fils métalliques longeant la voie ferrée ont été sectionnés. Au même moment, un train circule et le piéton est heurté. L'homme est transporté à l'hôpital, où son décès est constaté.

Recommandations :

Que la Ville de Saint-Jérôme :

- sécurise les abords de la piste cyclable à l'intersection du boulevard J. B. Rolland par l'installation de clôtures permanentes de hauteur suffisante pour empêcher de les franchir; [1]

- fasse une surveillance et une analyse de la sécurité afin de s'assurer que les correctifs sont suffisants et sécuritaires. [2]

Que le ministère des Transports du Québec en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique :

- étudient la législation existante et la capacité de poursuivre les infracteurs par l'entremise du comité sur les interventions policières sur les emprises ferroviaires du Québec et apportent les modifications législatives provinciales actuelles, s'il y a lieu. [3]

Organisations/personnes visées :

Ville de Saint-Jérôme
Ministère des Transports du Québec
Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ville de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-30, l’intervenant informe le coroner en chef qu’il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-06-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence métropolitaine de transport (AMT)

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-06-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Automobiles et camionnettes

Avis/Dossier : A-178607 155982

Événement :

Une automobiliste de 85 ans décède d'une hémorragie intracrânienne à la suite d'une collision avec un poteau à l'intersection des boulevards Saint-Jean et Brunswick, à Pointe-Claire.

La femme est transportée à l'Hôpital du Lakeshore. Le médecin diagnostique une déshydratation. Un tomodensitomètre crânien effectué s'avère normal. Un anticoagulant est prescrit à la patiente. Le lendemain, elle est trouvée dans le coma et on lui administre des soins de confort.

Selon le coroner, l'anticoagulation dans un contexte traumatique peut accélérer l'hémorragie intracrânienne.

Recommandation :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital général du Lakeshore :

- analyse les actes médicaux posés le 5 février 2012 et fasse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises, en vue d'améliorer la qualité des soins. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital général du Lakeshore

Suivi de la recommandation :

Hôpital général du Lakeshore

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-05, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-179648 159819

Événement :

Une automobiliste de 27 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision latérale avec un camion cube à l'intersection du rang Saint-Alexis et la route 352, à Saint-Maurice.

Il appert que la configuration de cette intersection, malgré les multiples interventions effectuées depuis quelques années, demeure à risque de collisions latérales pour les usagers de la route.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- réaménage l'intersection de la route 352 et du rang Saint-Alexis par un carrefour giratoire. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-182069 160742

Événement :

Une femme de 58 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec un autre véhicule au km 44.6 de l'autoroute 35, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

La conductrice a perdu la maîtrise de son véhicule après avoir effectué un dépassement sur une chaussée glissante. Elle a traversé le terre-plein central et s'est retrouvée dans la voie opposée. Au même moment arrivait un véhicule qui n'a pu éviter l'impact.

À cet endroit, le terre-plein central est étroit et peu profond. De plus, il n'est pas muni de glissière de sécurité.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue la pertinence de sécuriser la courbe où a eu lieu l'accident par le prolongement d'une glissière déjà présente ou installe des câbles de rétention au milieu du terre-plein; [1]
- évalue la pertinence de procéder à l'installation systématique de câbles de rétention dans les terre-pleins des autoroutes. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-319739 161084

Événement :

Un automobiliste de 31 ans décède de polytraumatisme à la suite d'une collision sur l'autoroute 50, à Mirabel.

L'homme circule en direction est lorsqu'il traverse la ligne médiane et heurte de plein fouet un véhicule circulant en sens inverse. Il est transporté à l'hôpital où, malgré les soins reçus, il décède quelques heures plus tard.

Dans le secteur de cet accident, il y a deux voies de circulation en direction est et une voie en direction ouest séparées par une ligne double continue.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- fasse des travaux sur l'autoroute 50 entre l'aéroport de Mirabel et la ville de Lachute afin d'empêcher les véhicules routiers de traverser la ligne médiane, soit par l'ajout d'une glissière en béton de ciment ou l'ajout d'une glissière à câbles précontraints ou par tout autre type. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-13, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180633 161659

Événement :

Un homme de 41 ans décède d'un polytraumatisme après avoir perdu la maîtrise de son véhicule sur la route Kennedy, à Saint-Isidore.

Son décès est constaté sur les lieux. Les analyses toxicologiques ont révélé la présence de plusieurs médicaments contrefaits.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux en collaboration avec la Direction de la santé environnementale et de la toxicologie de l'Institut national de santé publique du Québec :

- envisage la mise sur pied d'un programme de surveillance des médicaments contrefaits sur le territoire québécois. [1]

- s'associe à tout autre partenaire qui pourrait lui être utile à cette fin. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Institut national de santé publique du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-20, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321157 161429

Événement :

Un automobiliste de 44 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision frontale après s'être endormi au volant sur la route 117 dans le parc de La Vérendrye.

L'homme est inconscient et respire difficilement. Un médecin s'est arrêté par hasard sur le lieu de l'accident. Il a commencé les manœuvres de réanimation, mais sans succès, car l'homme a fait un arrêt respiratoire.

L'homme est demeuré coincé entre le tableau de bord et le siège pendant environ 1 h 30 avant l'arrivée de l'équipe de sauvetage, disposant des pinces de désincarcération.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- analysent et révisent la problématique de l'accès rapide à des pinces de désincarcération qui est impossible dans le parc de La Vérendrye à l'endroit où est survenue la collision, et ce, en raison de l'immensité du territoire. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-07, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315042 155906

Événement :

Un automobiliste de 27 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral sévère à la suite d'une collision avec une camionnette arrivant en sens inverse sur l'autoroute 13, à Laval.

Il appert qu'aucun dispositif, tel qu'une glissière ou une barrière de sécurité, ne sépare les deux travées pour qu'un véhicule ne puisse se retrouver dans la voie inverse.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- voie à l'installation d'un dispositif de sécurité à l'endroit où a eu lieu la collision et tout le long de l'autoroute 13 où un tel dispositif est jugé nécessaire pour éviter qu'un tel événement se reproduise. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174241 152153

Événement :

Une automobiliste de 66 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision latérale à l'intersection de la route 307 et de la rue Denis, à Cantley.

La femme fait son arrêt sur la rue Denis. Au moment où elle tourne à gauche sur la route 307, sa portière est heurtée par une camionnette circulant sur la route 307. La femme est transportée à l'hôpital où, malgré les soins prodigués, son décès est constaté.

Selon l'enquête policière, il appert que de nombreux accidents sont survenus à cette intersection au cours des cinq dernières années.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- réévalue les conditions à cette intersection et y apporte des mesures préventives, soit une meilleure signalisation et/ou des feux clignotants, en plus d'évaluer la pertinence de modifier ou d'élargir les approches de l'intersection. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314602 155756

Événement :

Une conductrice de 20 ans est mortellement blessée à la suite d'une collision avec un camion semi-remorque sur l'autoroute 20 Est, à Sainte-Hélène-de-Bagot.

Le camion, qui s'était arrêté en bordure de l'autoroute, réintégrait celle-ci, feux d'urgence en fonction, lorsque la femme a heurté l'arrière du véhicule. Elle est transportée à l'hôpital, où son décès est constaté.

Selon l'investigation, il appert que la femme échangeait des messages textes sur son téléphone portable au moment de l'accident.

Recommandations :

Que la Société de l’assurance automobile du Québec :

- maintienne les campagnes d'information et les activités éducatives visant les risques de l'utilisation du cellulaire en conduisant, les comportements sécuritaires au volant ainsi que les pénalités existantes en cas d'infraction; [1]

- révise à la hausse les pénalités existantes prévues au Code de la sécurité routière du Québec afin de présenter un incitatif additionnel à l'adoption de comportements sécuritaires concernant l'utilisation d'un téléphone cellulaire au volant d'un véhicule; [2]

- consacre plus d'efforts à la recherche et à l'évaluation pour bien comprendre les comportements des conducteurs au volant d'un véhicule et les effets des stratégies préventives retenues devant les comportements à risque de distraction, particulièrement ceux liés à l'utilisation du téléphone cellulaire et aux appareils télématiques susceptibles d'être installés à bord d'un véhicule routier. [3]

Organisation/personne visée :

Société de l’assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l’assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-26, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-05-26, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-05-26, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-12, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Directeur national de la santé publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bureau d'assurance du Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323806 164214

Événement :

Un automobiliste de 69 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral après avoir été heurté par un camion sur le boulevard Laurier, à Terrebonne.

L'automobiliste est immobilisé sur le boulevard Laurier en direction sud, car le feu de circulation est rouge à l'intersection de ce boulevard et de la rue de l'Hortensia. Une longue file de véhicules s'étirent jusqu'à l'intersection du rang Sainte-Claire, soit environ 380 mètres, lorsqu'un camion arrive et percute l'arrière du véhicule de l'homme, provoquant un carambolage. L'homme, en arrêt cardiorespiratoire, est transporté à l'hôpital où, malgré les soins prodigués, il décède quelques heures plus tard.

Selon l'enquête policière, il appert que le boulevard Laurier est une route à voie simple dans les deux directions où la vitesse maximale permise est de 70 km/h à l'endroit de la collision. Les véhicules arrivant du nord sur le boulevard Laurier circulent dans une zone où la vitesse maximale permise est de 90 km/h d'entrer dans la zone de 70 km/h. Aucun panneau de signal avancé de feu rouge n'est installé avisant les automobilistes que des véhicules sont immobilisés.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe un panneau de signal avancé du feu rouge sur le boulevard Laurier au nord du rang Sainte-Claire à Terrebonne, indiquant aux usagers de ralentir et de se préparer à arrêter. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-182008 163916

Événement :

Un automobiliste de 50 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec un orignal sur l'autoroute 40, à Champlain.

Selon les policiers, on rencontre un attroupement d'orignaux dans ce secteur causant plusieurs accidents. De plus, la portion de la route est non éclairée.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- fasse l'étude nécessaire afin de confirmer ou infirmer les dires des policiers et, s'il y a lieu, prenne les mesures nécessaires afin que les automobilistes qui y circulent soient adéquatement informés. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-182063 160738

Événement :

Une automobiliste de 23 ans décède d'un polytaumatisme à la suite d'une collision avec une automobile sur la route 112, à Marieville.

Lors de l'accident, la chaussée était partiellement enneigée et glacée. La femme a perdu la maîtrise de son véhicule. De plus, les pneus de son automobile étaient usés et la pression était inadéquate et non équilibrée.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- mène des campagnes de sensibilisation sur les normes à respecter concernant les pneus; [1]
- mène des campagnes de sensibilisation auprès des ateliers mécaniques afin que les usagers connaissent les normes minimales de sécurité à respecter. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-01, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-08-01, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-323119 164961
A-324501 165091

Événement :

Deux occupants d'un taxi sont mortellement blessés lors d'une collision avec un autre véhicule à l'intersection de la route 116 et du boulevard Seigneurial, à Saint-Bruno-de-Montarville.

Le taxi circulait sur le boulevard Seigneurial en direction sud. Il s'est immobilisé au feu rouge dans la voie de gauche, à la première ligne d'arrêt en amont de la voie ferrée. Alors que le feu est toujours rouge, le taxi a franchi le passage à niveau et la seconde ligne d'arrêt située à une vingtaine de mètres de l'intersection. Au même moment arrivait un véhicule sur la route 116 qui n'a pu éviter la collision.

Il appert qu'en raison de la pente de la chaussée il est difficile pour les automobilistes circulant sur le boulevard Seigneurial en direction sud de distinguer la couleur des feux de circulation après avoir traversé le passage à niveau.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- modifie les feux de circulation de l'intersection de la route 116 et du boulevard Seigneurial à Saint-Bruno-de-Montarville afin qu'ils soient visibles pour tous les véhicules circulant sur le boulevard Seigneurial en direction sud jusqu'à la seconde ligne d'arrêt. Ainsi, les conducteurs ayant franchi par inadvertance la première ligne d'arrêt, alors que les feux de circulation sont rouges, pourront se rendre compte de leur erreur et immobiliser leur véhicule avant la seconde ligne d'arrêt. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-01-26, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167386 144976

Événement :

Une femme de 32 ans décède d'un polytraumatisme après que le véhicule, dans lequel elle est passagère, heurte une fourgonnette, à Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Vers 4 h le 14 septembre, un automobiliste qui circule sur l'autoroute 20 aperçoit à la dernière minute une fourgonnette immobilisée dans la voie de droite. Il fait une manœuvre d'évitement, mais le côté droit de son véhicule heurte le pare-chocs de la fourgonnette. Il perd la maîtrise du véhicule. Les secours sont demandés. À l'arrivée des ambulanciers, la

passagère est coincée entre le siège et le tableau de bord. Elle est transportée à l'hôpital où son décès est constaté.

Selon l'enquête policière, il appert que les feux de freinage et de position de la fourgonnette étaient hors fonction au moment de l'impact. De plus, ce véhicule avait subi certaines modifications au fil des ans. Parmi celles-ci, les pare-chocs d'origine avaient été remplacés par des pare-chocs artisanaux en acier de forme rectangulaire qui servaient aussi de marchepieds à l'arrière.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- procède à des études dans le but de réviser les normes de sécurité des véhicules automobiles, particulièrement quant au rôle des pare-chocs dans la dispersion des énergies concernées lors d'impacts à haute vélocité afin d'optimiser la sécurité des occupants. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et Transports Canada :

- étudient, de concert avec les organisations et gouvernement concernés, la possibilité et l'opportunité d'implanter, dans les véhicules à moteur, des lecteurs optiques (ou autres dispositifs équivalents) nécessitant la présence d'un permis de conduire valide pour le démarrage du moteur. [2]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- revoie le guide de vérification mécanique des véhicules automobiles à l'intention de ses mandataires afin de rendre plus précis les critères d'inspection, particulièrement quant aux modifications apportées aux pare-chocs. [3]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-01-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-01-07, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-07-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323010 166577

Événement :

Un chauffeur de taxi de 69 ans décède trois mois après être entré en collision avec un véhicule immobilisé à l'intersection des rues Saint-Jacques et Sainte-Marguerite, à Montréal.

Aucune trace de freinage n'est relevée et il appert que l'homme a déjà présenté plusieurs épisodes de syncope dans le passé.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- revoie les rapports médicaux lors des examens pour la classe de chauffeur de taxi. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322945 165571

Événement :

Un conducteur de 23 ans décède d'un polytraumatisme lors d'une collision frontale avec un camion lourd sur l'autoroute 50, à Gatineau.

L'enquête policière n'a pu déterminer les raisons pour lesquelles le véhicule lourd était dans la voie inverse. De plus, aucun problème mécanique n'a été décelé lors de son inspection.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- revoie la problématique de cette portion de l'autoroute 50 et apporte les modifications appropriées. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-320317 161702

Événement :

Un homme de 18 ans décède d'un polytraumatisme lorsqu'il perd la maîtrise de son véhicule et est percuté par un autre véhicule circulant en sens inverse sur la route 139, à Roxton Pond.

Il pleuvait abondamment et la visibilité était réduite. Par ailleurs, les pneus arrière du véhicule étaient très usés.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- intègre dans ses campagnes de publicité l'importance de rouler avec des pneus non usés et le risque d'aquaplanage associé aux pneus usés. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-174898 159068
A-174899 159069

Événement :

Un conducteur et son passager décèdent de traumatismes crâniens sévères à la suite d'une perte de maîtrise du véhicule, âgé de 30 ans et dont les pneus étaient très usés, dans le rang 7, à Lefebvre.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- instaure un programme d'inspection mécanique périodique obligatoire, débutant au renouvellement du certificat d'immatriculation de tout véhicule de promenade de 10 ans ou plus d'usage. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321692 163055

Événement :

Une automobile entre en collision avec un véhicule lourd à l'intersection de la route 117 et du chemin des Quatre-Fourches à Lac-des-Écorces, en septembre 2013. La conductrice de l'automobile décède d'un polytraumatisme.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- fasse les études qui permettront d'évaluer la sécurité de cette intersection notamment quant à la visibilité des conducteurs qui ont à s'engager ou à traverser la route 117, et fasse au besoin, les modifications nécessaires. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-09, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Motocyclettes

Avis/Dossier : A-175275 163576

Événement :

Un motocycliste de 39 ans décède d'un traumatisme thoracique à la suite d'une collision avec une automobile sur la route 143, à Ulverton.

Il appert que la présence de feuillages très denses situés aux abords de la route a obstrué la visibilité du motocycliste.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue la faisabilité d'effectuer des mesures diminuant l'obstruction visuelle engendrée par la végétation aux abords de la route 143, à proximité du numéro 146. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321403 162386

Événement :

Un motocycliste de 35 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec une automobile à l'intersection de la montée de l'Église et du chemin de la Rivière-du-Nord, à Saint-Colomban.

La Ville de Saint-Colomban et le ministère des Transports du Québec se sont partagé le coût d'une étude faite par une firme d'ingénieurs afin de déterminer les problèmes et de proposer des solutions pour améliorer la gestion de la sécurité à l'intersection.

Recommandations :

Que la Ville de Saint-Colomban et le ministère des Transports du Québec :

- entament des pourparlers afin de déterminer la solution pour le réaménagement du carrefour du chemin de la Rivière-du-Nord et de la montée de l'Église afin de le rendre sécuritaire et conforme aux normes en vigueur du ministère des Transports du Québec; [1]

- entreprennent les travaux de réaménagement du carrefour du chemin de la Rivière-du-Nord et de la montée de l'Église suivant la solution choisie, et ce dans les meilleurs délais. [2]

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe une zone de 50 km/h dans le secteur du carrefour de la Rivière-du-Nord et de la montée de l'Église. [3]

Organisations/personnes visées :

Ville de Saint-Colomban
Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ville de Saint-Colomban

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-11, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-11, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-06-11, l’intervenant informe le coroner en chef qu’il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181584 162377

Événement :

Un motocycliste de 37 ans décède d’un polytraumatisme à la suite d’une collision avec une automobile qui circulait en sens inverse sur la route 132, à Saint-Stanislas-de-Kostka.

Il appert que le conducteur de l’automobile s’est endormi au volant de son véhicule.

Recommandations :

Que la Société de l’assurance automobile du Québec :

- intensifie les campagnes de sensibilisation concernant la conduite en état de privation de sommeil; [1]

- étudie la pertinence d'accorder des points d'inaptitude aux conducteurs en état de privation de sommeil. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l’assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l’assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-15, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-15, l’intervenant informe le coroner en chef qu’il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-183360 167331

Événement :

Un motocycliste perd la maîtrise de son véhicule et heurte un poteau délimitant une piste cyclable dans le secteur de Lac-Kénogami, en août 2014. L’homme décède des suites de ses blessures.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue la pertinence d'utiliser des poteaux plus flexibles pour délimiter les sentiers de bicyclettes. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-09, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Véhicules tout-terrain

Avis/Dossier : A-172482 149025

Événement :

Une jeune fille de 16 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral lors d'un accident de véhicule tout-terrain (VTT), à Sainte-Sophie-de-Lévrard.

La jeune fille participait à une compétition de VTT. Quelques instants après le départ, un accrochage impliquant plusieurs véhicules s'est produit. La conductrice a été éjectée de son VTT et elle a chuté sur la tête. L'équipe médicale sur place lui a prodigué les premiers soins, mais un long délai s'est écoulé avant l'arrivée des ambulanciers. Étant donné qu'aucune ambulance n'était disponible à Manseau, on a dû faire appel à une compagnie ambulancière de Plessisville.

Recommandation :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- prenne en considération le fait qu'une ambulance devrait être sur un site de compétition 45 minutes avant le début d'une compétition de VTT. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bicyclettes

Avis/Dossier : A-322964 165881

Événement :

Une cycliste de 33 ans décède d'un traumatisme crânien après avoir été heurtée par les roues d'une grue sur remorque sur la rue Saint-Denis dans le tunnel des Carrières, à Montréal.

Vers 6 h 38, la femme descend la pente du viaduc alors qu'une grue sur remorque circule dans la même direction et dans la même voie. Apercevant la cycliste, le conducteur du véhicule lourd s'éloigne un peu et revient légèrement dans sa voie afin de maintenir ouverte la voie inverse et de bien s'aligner sur la hauteur sécuritaire du viaduc. La femme est heurtée par les roues avant droites du véhicule. Le décès est instantané.

Il appert que la largeur de cette voie est inadéquate pour le partage de la route entre un véhicule lourd et un vélo. De plus, la grue sur remorque n'était pas munie de jupes latérales.

Recommandations :

Que le ministre des Transports du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- enchâssent dans un règlement, lors de la révision du Code de la sécurité routière, les distances minimales entre un véhicule à moteur et un vélo. [1]

Que Transports Canada :

- précise ses plans à long terme pour l'emploi de jupes latérales. [2]

Que l'Union des municipalités du Québec :

- favorise, dans l'aménagement urbain, des corridors de circulation sécuritaire pour les vélos; les artères principales doivent être la priorité. [3]

Organisations/personnes visées :

Ministre des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada
Union des municipalités du Québec

Suivi des recommandations :

Ministre des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Union des municipalités du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-179836 167017

Événement :

Un cycliste de 67 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral après avoir chuté en vélo dans une pente abrupte sur une piste cyclable, à La Tuque.

L'homme est trouvé inconscient au bas de la pente et les manœuvres de réanimation sont commencées. Il est transporté à l'hôpital où, malgré les soins prodigués, son décès est constaté.

Il appert qu'au moment de l'événement, l'homme ne portait pas de casque de vélo et aucun pictogramme n'indiquait la dangerosité de la pente.

Recommandations :

Que la Ville de La Tuque :

- installe des indications claires afin de signifier la dangerosité de cette pente, incluant des indications claires sur les mesures de sécurité à prendre. Ces indications doivent être facilement identifiables et être présentes au début de toutes les pentes raides du parcours de la piste cyclable latuquoise; [1]

- revoie le tracé de cette partie abrupte de la piste cyclable afin d'en diminuer l'inclinaison; [2]

- fasse la promotion du port du casque à vélo. [3]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- modifie rapidement le Code de la sécurité routière afin de rendre obligatoire le port du casque de vélo en tout temps et pour tous les cyclistes au Québec. [4]

Organisations/personnes visées :

Ville de La Tuque
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ville de La Tuque

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-07, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-07, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-07, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-10-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-09-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Piétons

Avis/Dossier : A-180122 159311

Événement :

Un piéton de 21 ans décède d'un traumatisme crânien après avoir été heurté sur l'autoroute 35, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

L'homme, qui est sous l'influence de l'alcool et de drogues, marche sur l'accotement de la voie d'accès de l'autoroute 35. Vers 4 h 16, un patrouilleur du ministère des Transports l'intercepte et l'informe du danger de marcher sur l'autoroute. Il prévient ensuite les policiers de la situation et doit quitter pour une autre intervention. Vers 4 h 36, un automobiliste qui circule sur l'autoroute dans la voie de droite heurte le piéton qui était vêtu de noir, la tête couverte d'un capuchon. Les secours sont appelés et le décès est constaté à l'hôpital.

Les patrouilleurs du ministère des Transports n'ont pas l'autorisation de prendre en charge des individus.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- établisse des consignes strictes concernant la conduite à tenir afin de protéger la vie d'un piéton qui se trouve en situation de danger sur une voie publique. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- revoie ses campagnes de sensibilisation touchant la sécurité des piétons et y intègre des messages concernant les risques associés au fait de circuler à pied sur la voie publique avec les facultés affaiblies par l'alcool ou les stupéfiants. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l’assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-18, l’intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Société de l’assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-27, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321278 162100

Événement :

Un homme de 72 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurté par un véhicule alors qu'il traversait la route 132 près de la Montée Saint-Roch à Contrecoeur.

L'homme venait de descendre d'un autobus. Il ne s'est pas rendu à l'intersection pour traverser les voies.

Il n'y a ni feu jaune clignotant ni passage pour piétons à l'intersection. Par ailleurs, la conductrice avait subi une perte de vision importante de l'œil gauche et il semble qu'elle n'a pas été attentive à son environnement.

Recommandations :

Que le ministre des Transports du Québec :

- examine la possibilité d'installer une signalisation afin d'améliorer la sécurité des piétons à ce carrefour. [1]

Que la Société de l’assurance automobile du Québec :

- s'assure de la capacité de conduire de la conductrice impliquée. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministre des Transports du Québec
Société de l’assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministre des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-02, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l’assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-05-15, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180844 161164

Événement :

Une femme de 91 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurtée par une voiture qui a défoncé la vitrine du restaurant dans lequel elle était attablée, à Princeville.

Le conducteur, âgé de 83 ans, quitte le restaurant et monte dans son véhicule stationné en façade du restaurant. Croyant appuyer sur le frein plutôt que sur l'accélérateur, l'homme, pris de panique, a maintenu son pied sur l'accélérateur jusqu'à ce que le véhicule s'immobilise contre le mur à l'intérieur du restaurant, heurtant au passage quelques clients. Les secours sont demandés. La femme est transportée à l'urgence où, malgré les soins prodigués, son décès est constaté.

Selon l'enquête, le véhicule était en bonne condition mécanique et l'alcool n'est pas en cause.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- maintienne et intensifie ses mesures de sensibilisation auprès de la population et du corps médical sur l'importance qu'on lui signale les personnes dont on doute des facultés à conduire un véhicule de façon que celles-ci soient soumises à des évaluations. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181058 162459

Événement :

Une piétonne de 77 ans décède d'un choc hypovolémique après avoir été heurtée par un camion de livraison dans le stationnement d'un restaurant, à La Malbaie.

Au moment de l'impact, le camion était en marche arrière et le conducteur n'a pas vu la femme. De plus, le camion n'avait pas de dispositif sonore pouvant avertir les gens qu'il était en position de recul.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- promulgue l'obligation pour tout camion de livraison de se doter d'un sonar de recul pour l'exécution des manœuvres de conduite arrière. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Autres décès accidentels
Asphyxies

Avis/Dossier : A-181516 159553

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'une asphyxie par aliment au Centre d'hébergement Champlain-Marie-Victorin.

L'homme reçoit des aliments en purée. Alors que la préposée aux bénéficiaires aide la victime à manger, l'homme se met à tousser. Elle demande l'aide d'une infirmière qui reprend l'alimentation plus lentement. L'homme tousse sans arrêt entre les bouchées. Quelques minutes plus tard, son état se détériore et il tombe en arrêt cardiorespiratoire. Aucune intervention n'est entreprise et aucun appel n'est fait au médecin malgré que les proches aient signé pour un niveau 2 d'intervention thérapeutique.

Recommandations :

Que le Centre d'hébergement Champlain-Marie-Victorin :

- fasse un rappel au personnel sur les niveaux d'intervention médicale ainsi que sur la conduite à adopter lors d'un étouffement alimentaire. [1]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- analyse ce dossier et prenne toute mesure jugée appropriée pour assurer la qualité des soins en pareilles circonstances. [2]

Organisations/personnes visées :

Groupe Champlain
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Groupe Champlain

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317242 159383

Événement :

Il s'agit d'une enquête publique portant sur un bébé de 11 semaines décédé par asphyxie positionnelle.

La mère ayant subi une amputation de l'avant-bras droit, elle doit prendre de fortes doses de médicaments. Les semaines suivant l'accouchement, elle a de la difficulté à s'organiser sur tous les plans. Elle reçoit le soutien et l'aide de plusieurs intervenants (médecin, psychologue, travailleur social, infirmière, auxiliaire familiale et bénévoles) au domicile. Elle n'a aucun réseau social.

La mère est épuisée, car l'enfant dort mal en partie en raison d'un reflux gastrique non traité. De plus, elle est somnolente en raison de sa médication. Elle a donc pris l'habitude de dormir sur le divan du salon avec le bébé contre elle, et ce, malgré les mises en garde des intervenants concernant le danger que le fait de dormir avec son bébé représente pour lui. Le 25 octobre vers 1 h 47, la mère appelle le 9-1-1, car le bébé est inanimé. Il ne montre aucun signe de vie, il est pâle et encore chaud. Le bébé dormait en décubitus ventral sur la mère depuis 20 h. Il est transporté d'urgence à l'hôpital et, malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Selon l'enquête, chacune des personnes qui intervenaient auprès de la mère la savait dépassée par la situation, mais il y avait un manque de communication entre les divers intervenants des différents organismes.

Recommandation :

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- réfléchisse à la meilleure façon d'intégrer les services de première ligne afin de tenter de briser l'isolement des intervenants et de permettre à une personne vulnérable de recevoir les soins particuliers dont elle peut avoir besoin dans un contexte d'interdisciplinarité. [1]

Organisation/personne visée :

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-19, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Avis/Dossier : A-316059 158221

Événement :

Une femme de 71 ans décède d'asphyxie par compression du thorax au Centre d'hébergement et de soins de longue durée Rose-de-Lima, à Laval.

La femme avait accepté que l'on utilise des ridelles lorsqu'elle était au lit. Le 27 juillet, une préposée l'installe pour la nuit. Environ une heure plus tard, elle est trouvée la tête coincée et le cou appuyé sur la barre de métal entre la ridelle et le pied du lit. Elle est dégagée de sa fâcheuse position, mais on ne peut que constater son décès.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Laval :

- fasse évaluer par l'équipe de gestion des risques les lits de ses établissements afin de s'assurer qu'ils répondent aux normes généralement reconnues et, le cas échéant, trouve une façon de sécuriser l'espace de 3 3/4 pouces entre le pied et la ridelle. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Laval

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321255 163393

Événement :

Un homme de 75 décède par asphyxie alimentaire à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

L'homme demeurait dans une résidence intermédiaire affiliée à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine. Le jour de son décès, il s'étouffe en mangeant. Les manœuvres de réanimation sont amorcées et il est transporté par ambulance à l'hôpital où son décès est constaté.

L'homme était édenté et il avait du mal à manger. On lui préparait des aliments dont la texture était modifiée. Ce jour-là, il mangeait du smoked-meat.

Recommandation :

Que la Résidence Benoît et le Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale:

- vérifient que des menus adaptés sont offerts en tout temps aux résidents. [1]

Organisations/personnes visées :

Résidence Benoît
Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Suivi de la recommandation :

Résidence Benoît

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-319392 162206

Événement :

Un homme de 82 ans décède par asphyxie alimentaire au Centre d'hébergement de soins de longue durée Sainte-Anne, à Mont-Laurier.

L'homme souffrait de démence avec perte d'autonomie. Il nécessitait de l'aide pour s'alimenter et une surveillance étroite.

Il appert qu'aucun préposé aux bénéficiaires affecté à la surveillance ne se trouvait dans la salle à manger lorsque le résident s'est étouffé avec sa nourriture.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides :

- examine ce dossier afin de s'assurer que toute l'information colligée au dossier du résident correspondait à ses besoins, à sa condition et qu'elle n'était pas désuète; [1]
- s'assure que la surveillance dans la petite salle, auprès du résident, pendant l'heure des repas était adéquate; [2]
- s'assure que l'organisation et l'aire où sont servis les repas pour les personnes sous surveillance et ayant besoin d'aide à l'alimentation sont appropriés et sécuritaires. [3]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322179 162516

Événement :

Une femme de 76 ans décède d'asphyxie positionnelle au Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Eusèbe, à Joliette.

La femme dormait dans son lit dont trois ridelles sur quatre étaient levées. Le lendemain, elle est trouvée sans vie étendue sur le ventre, perpendiculairement au lit du côté de la ridelle baissée, le menton appuyé sur le lit.

Il semble que la résidente a voulu sonner pour obtenir de l'aide, mais la cloche d'appel située au mur n'était pas à sa portée. Elle s'est levée seule et elle a glissé dans cette position.

Recommandation :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Eusèbe :

- prenne les dispositions nécessaires afin que les cloches d'appel soient toujours à la portée des résidents. [1]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Eusèbe

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322199 163645

Événement :

Une femme de 73 ans décède par asphyxie alimentaire au Manoir Heather de Rawdon.

La résidente souffrait de dysphagie. On lui servait une diète particulière adaptée à sa condition. Le jour du décès, un plateau contenant une diète régulière lui a été servi par erreur.

Elle est trouvée inconsciente par le personnel, la bouche pleine d'aliments. Son décès est constaté sur place.

Recommandations :

Que le Manoir Heather :

- prenne les dispositions nécessaires afin que la diète adaptée aux résidents soit respectée en tout temps; [1]

- assure la supervision constante des résidents souffrant de dysphagie lors des repas. [2]

Organisation/personne visée :

Manoir Heather

Suivi des recommandations :

Manoir Heather

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181530 160050

Événement :

Une automobiliste de 32 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral à la suite d'une chute d'un viaduc surplombant le boulevard Harwood, à Vaudreuil-Dorion.

Le 3 janvier 2013, la femme circule sur le viaduc. Elle parle au cellulaire grâce à un dispositif à oreillette. La conductrice perd la maîtrise de son véhicule. Un amoncellement de neige le long du garde-fou cache la structure de sécurité. Le véhicule est projeté dans les airs et tombe huit mètres plus bas. La femme décède sur le coup.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- s'assure que tous les dispositifs de retenue des voies surélevées sont sécuritaires; [1]
- considère le déneigement des autoroutes comme un service essentiel et que les équipes de déneigement demeurent en service en tout temps, même les jours fériés afin de respecter les délais prévus à la loi. [2]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- inclue des messages dans ses campagnes de sensibilisation qui démontrent la baisse de concentration au volant même lorsque le conducteur utilise un téléphone cellulaire avec un dispositif mains libres; [3]
- crée de nouveaux panneaux de signalisation pour inviter les automobilistes à s'arrêter dans un endroit sécuritaire pour utiliser leurs appareils électroniques. [4]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-05-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-05-26, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-04-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322414 163067

Événement :

Une femme de 42 ans décède d'une asphyxie alimentaire au Pavillon du Parc à Gatineau.

Elle était à risque d'étouffement à cause de la morphologie de son visage et du fait qu'elle mangeait très rapidement.

Elle s'est étouffée avec des aliments en purée. Les manœuvres de réanimation amorcées par les employés ont été infructueuses.

Recommandation :

Que le Pavillon du Parc :

- s'assure que tout le personnel est formé en réanimation de base de façon régulière. [1]

Organisation/personne visée :

Pavillon du Parc

Suivi de la recommandation :

Pavillon du Parc

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-320956 162489

Événement :

Un travailleur de 58 ans décède d'asphyxie par compression thoracique dans une ferme, à Barnston-Ouest.

Le 21 juin, le travail de l'homme consiste à empiler, sous un abri, de grosses balles de foin rectangulaires dont le poids est de 450 kg. Pour ce faire, il utilise un tracteur. En attendant l'arrivée d'un autre chargement provenant du champ, il ramasse le foin au sol à l'aide du godet du tracteur. Il descend du tracteur pour regarder dans le godet et, au même moment, des piles de balles de foin s'effondrent. Il est coincé entre l'une d'elles et le godet du tracteur. Lorsque des compagnons de travail le trouvent, l'homme ne présente aucun signe de vie. Les secours sont demandés et des manœuvres de réanimation sont commencées. Il est transporté à l'hôpital où son décès est constaté.

Il appert que la méthode d'empilage des balles de foin était inadéquate. En effet, il est recommandé de disposer les balles de foin en alternant des couches simples ou doubles de balles en introduisant un chevauchement d'une demi-largeur de balle tout autour de l'empilement pour ajouter suffisamment de stabilité et de force afin de prévenir la séparation des balles.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail et l'Union des producteurs agricoles (UPA) :

- évaluent la possibilité et la pertinence de définir quelle est la façon la plus sécuritaire de manipuler et d'entreposer de grosses balles de foin rectangulaires et diffusent cette information aux membres de l'UPA. [1]

Organisations/personnes visées :

Commission de la santé et de la sécurité du travail
Union des producteurs agricoles

Suivi de la recommandation :

<u>Commission de la santé et de la sécurité du travail</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-28, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

<u>Union des producteurs agricoles</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-319618 164129

Événement :

Un homme de 85 ans décède d'une asphyxie par obstruction alimentaire au Centre d'hébergement et de soins de longue durée Résidence Riviera, à Laval.

Un préposé aux bénéficiaires a informé l'infirmière que l'homme était en difficulté respiratoire alors qu'il mangeait. L'infirmière s'est présentée sur les lieux et a tenté la manœuvre de Heimlich sans succès.

Recommandation :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Résidence Riviera :

- révise avec les préposés aux bénéficiaires les règles de surveillance auprès de la clientèle lors des repas et s'assure que ceux-ci aient les connaissances nécessaires pour intervenir rapidement en cas d'étouffement alimentaire. [1]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Résidence Riviera

Suivi de la recommandation :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Résidence Riviera

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322617 163902

Événement :

Un homme atteint d'un ralentissement psychomoteur décède d'asphyxie alimentaire à l'Hôpital Pierre-Le Gardeur.

Recommandation :

Que le département de psychiatrie de l'Hôpital Pierre-Le Gardeur :

- sensibilise son personnel au risque d'étouffement associé au ralentissement psychomoteur d'étiologie médicale et/ou médicamenteuse. Lorsqu'un tel risque est dépisté, il serait souhaitable que le patient concerné soit évalué par une équipe de dysphagie et qu'une diète ou une supervision appropriée soit préconisée. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Pierre-Le Gardeur

Suivi de la recommandation :

Hôpital Pierre-Le Gardeur

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317594 158132

Événement :

Un homme est coincé par la barre d'appui de son lit et décède d'asphyxie à la résidence Don Bosco à Saguenay, en juillet 2014.

Recommandations :

Que le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay-Lac-St-Jean :

- effectue un inventaire complet des équipements de sécurité actuellement utilisés et une vérification des normes d'installation et d'utilisation de ces équipements; [1]

- instaure un registre continu des équipements de sécurité utilisés, lequel registre comprendra notamment les éléments suivants: nom du fabricant, date d'acquisition, instructions d'utilisation; [2]

- publicise ce registre auprès du personnel et le rende facilement disponible pour consultation par les intervenants responsables du bien-être et de la sécurité des usagers. [3]

Organisation/personne visée :

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay - Lac-St-Jean (CRDITED)

Suivi des recommandations :

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay - Lac-St-Jean (CRDITED)

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180429 160626

Événement :

Un but de hockey se renverse sur un garçon de 9 ans, en février 2013. La barre transversale du but compresse le cou du garçon, qui décède d'asphyxie.

Recommandations :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- publicise et diffuse davantage aux organisations sportives régionales et municipales les normes de sécurité proposées dans le Guide de sécurité et de prévention dans les arénas; [1]

- sensibilise les organismes publics aux normes de sécurité relatives aux buts de hockey, autant dans leur facture que dans leur rangement sécuritaire en période de non-utilisation; [2]

- promeuve auprès des municipalités et des associations sportives responsables de patinoires publiques des mesures de sécurité minimales concernant l'entreposage ou la fixation sécuritaire des buts à des structures fixes lorsqu'il n'y a pas de compétition ou de surveillance, et insiste sur l'importance de mettre en œuvre ces mesures dans les meilleurs délais. [3]

Organisation/personne visée :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-12-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-12-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-11-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325952 167579

Événement :

Un homme décède d'asphyxie alimentaire dans une ressource intermédiaire affiliée au Centre du Florès, en septembre 2014.

Recommandations :

Que le Centre du Florès :

- ☐s'assure que les besoins des usagers sont connus par les intervenants pivots de même que par les responsables de la ressource; [1]

- ☐s'assure que les services requis sont dispensés aux résidents; [2]

- ☐améliore les communications entre les intervenants du centre et les responsables des ressources afin de mieux faire circuler les renseignements nécessaires au suivi et au bien-être des usagers; [3]

- ☐améliore les processus de transfert des informations sur la santé des usagers dans le cas d'un changement de l'intervenant pivot ou du responsable d'une ressource; [4]

- exige une attestation de formation à jour en réanimation cardio-respiratoire et premiers soins de tous les membres du personnel des ressources. [5]

Organisation/personne visée :

Centre du Florès

Suivi des recommandations :

Centre du Florès

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-03-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-03-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-12-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Chaleur ou froid excessif

Avis/Dossier : A-181590 162702

Événement :

Une femme de 67 ans décède d'hyperthermie à son domicile.

La femme souffre de plusieurs problèmes de santé. Elle est suivie de façon intensive par une équipe du Centre de santé et de services sociaux de sa région. Le 15 juillet 2013, en période de canicule, la femme se plaint à un intervenant d'étourdissements, elle a de l'œdème aux pieds et au visage. Le lendemain, une infirmière se présente chez elle pour l'accompagner chez le psychiatre. Celui-ci suggère de consulter un médecin généraliste dès que possible.

Elle est trouvée sans vie le lendemain par une infirmière.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges :

- s'assure que les patients du programme de suivi intensif reçoivent une surveillance serrée (signes vitaux, température) et que leur environnement soit adapté afin de prévenir une décompensation; [1]

- assure un suivi immédiat en médecine générale lorsque des signes anormaux sont détectés; [2]

- s'assure que l'infirmière fasse un suivi de la glycémie pour tout patient diabétique. [3]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-12-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-12-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Chutes

Avis/Dossier : A-320740 164987

Événement :

Une femme de 83 ans décède des suites d'une fracture de la hanche au Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles-LeMoyne, à Longueuil.

La femme demeure à la Maison Valeo Saint-Lambert depuis le 1er août. Elle est à risque de chute et elle a besoin de supervision pour se mobiliser. Le personnel lui installe un dispositif déclenchant une alarme lorsqu'elle se lève de son lit ou de son fauteuil. Le 4 août, la patiente se lève à plusieurs reprises. Bien que l'alarme sonne, elle n'est pas toujours entendue par le personnel, car le volume est trop faible ou les gens sont trop loin. Le 9 août, la physiothérapeute suspecte un traumatisme à la hanche. Le médecin demande le transfert de la patiente à l'hôpital où on diagnostique une fracture de la hanche. Des soins de confort lui sont administrés et elle décède le 13 août.

La dernière chute documentée remonte au 4 août. Il est difficile d'établir quand est survenue la fracture, car la patiente a continué de marcher par la suite.

Recommandation :

Que la Maison Valeo Saint-Lambert :

- s'assure que l'alarme d'un dispositif similaire au TABS est en tout temps audible par le personnel ou que les déplacements du personnel sont limités à un rayon leur permettant de l'entendre. [1]

Organisation/personne visée :

Maison Valeo Saint-Lambert

Suivi de la recommandation :

Maison Valeo Saint-Lambert

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316744 163837

Événement :

Une femme de 90 ans décède d'une hémorragie intracrânienne à la suite d'une chute dans un escalier à l'Hôpital Jean-Talon, à Montréal.

La femme était hospitalisée en raison d'une chute à son domicile et d'une perte d'autonomie. La patiente pouvait circuler librement avec un déambulateur et elle portait un bracelet anti-fugue qui était actif pour les ascenseurs. Le 8 novembre 2013, elle est trouvée inconsciente à plat ventre dans l'escalier. La patiente est décédée rapidement après la chute.

Il semble que les issues donnant sur l'unité de soins n'étaient pas contrôlées et que l'environnement physique de l'unité n'était pas adapté à l'état de la patiente.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île :

- étudie le dossier de la patiente afin d'élaborer des mesures concrètes pour qu'un accident de cette nature ne se produise plus; [1]

- mette en application une véritable approche adaptée à la personne âgée en milieu hospitalier tel que le prévoit le cadre de référence publié en 2011 par le ministère de la Santé et des Services sociaux. [2]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- fasse un suivi auprès du CSSS du Cœur-de-l'Île afin de s'assurer que les correctifs ont été apportés; [3]

- s'assure que tous les établissements relevant de sa compétence implantent une approche gériatrique adaptée particulièrement aux personnes présentant des déficits cognitifs et qui sont à haut risque de fugue et de chute. [4]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-10-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-320272 161537

Événement :

Une femme de 57 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral à la suite d'une chute au Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur.

Le 12 avril 2013, la femme est hospitalisée en soins palliatifs pour un cancer. Deux jours plus tard, la patiente fait une chute et elle est trouvée par terre. Son état se détériore et son décès est constaté.

La patiente recevait plusieurs médicaments, entre autres, un anticoagulant. Ce médicament peut entraîner un saignement intracérébral. De plus, il semble que le médecin n'a pas été avisé de la chute de la patiente.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux du Sud de Lanaudière :

- revoit les circonstances de cet accident et détermine s'il y a lieu de réviser ses procédures pour prévenir les complications qui résultent des chutes à l'intérieur de ses murs, étant donné que la vaste majorité des patients hospitalisés reçoivent désormais une héparine de faible poids moléculaire de façon prophylactique à l'admission. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Sud de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Sud de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178734 158580

Événement :

Une femme de 93 ans décède d'un traumatisme cérébral après avoir chuté en se levant de son lit à la Résidence Salomon.

Les paramédics ont eu de la difficulté à évacuer les lieux, la civière n'entrant pas dans l'ascenseur. L'ascenseur avait été installé avant l'entrée en vigueur du Code national du bâtiment.

Recommandations :

Que la Résidence Salomon :

- mentionne au 9-1-1 que l'ascenseur est trop petit pour accueillir une civière; [1]
- adapte les ascenseurs aux normes actuelles du Code national du bâtiment. [2]

Organisation/personne visée :

Résidence Salomon

Suivi des recommandations :

Résidence Salomon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-319100 158747

Événement :

Une femme de 79 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute dans les escaliers avec son fauteuil motorisé à la sortie de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.

Après son traitement d'hémodialyse, la femme s'est dirigée vers la sortie de l'hôpital et elle est tombée dans les escaliers. Son état s'est détérioré et son décès est constaté.

En raison du vieillissement de la population, la présence d'aide à la mobilité motorisée sera plus fréquente. Il serait approprié que les centres de santé et de services sociaux fassent de la prévention auprès des usagers.

Recommandations :

Que le Centre hospitalier de l'Université de Montréal :

- élabore un autoquestionnaire afin de vérifier annuellement les capacités des usagers dans la conduite des aides à la mobilité motorisée et de leur remettre un rappel des règles de sécurité; [1]

- conçoive une grille afin de permettre le dépistage annuel des risques liés à la conduite autonome d'une aide à la mobilité motorisée. [2]

Que le Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher :

- obtienne du Centre hospitalier de l'Université de Montréal l'autoquestionnaire et la grille de dépistage et voie à la disposition de chacun de ces outils dans ses centres locaux de services communautaires. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (Pavillon Notre-Dame)
Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (Pavillon Notre-Dame)

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322975 166113

Événement :

Une femme de 89 ans décède des suites d'une fracture de la hanche au Centre de santé et de service sociaux de Gatineau.

La femme demeurait dans une résidence pour personnes âgées. Elle souffrait de démence et elle faisait de l'errance. Le 28 avril, elle tombe au sol et s'inflige une fracture de la hanche après qu'un résident l'a poussée à l'extérieur de sa chambre. Elle est transférée à l'hôpital où elle décède quelques jours après avoir subi une chirurgie de la hanche.

Recommandation :

Que le Groupe Chartwell-Québec :

- s'assure des procédures de sécurité chez les patients déments qui peuvent être source d'agression. [1]

Organisation/personne visée :

Groupe Chartwell-Québec

Suivi de la recommandation :

Groupe Chartwell-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181599 162612

Événement :

Un homme de 34 ans décède de thromboembolie aiguë aux artères pulmonaires à l'Hôtel-Dieu de Montréal.

L'homme a chuté en faisant de la lutte sportive. Il consulte à l'urgence de l'Hôtel-Dieu où on diagnostique une fracture de la cheville droite. L'orthopédiste installe une botte plâtrée et un suivi est prévu dans six semaines. L'infirmière lui remet les consignes d'usage, mais aucune anticoagulothérapie n'est amorcée.

Environ trois semaines plus tard, l'homme présente des difficultés respiratoires. Les ambulanciers se présentent rapidement sur les lieux et le transportent à l'hôpital où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandation :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôtel-Dieu de Montréal et le Collège des médecins du Québec :

- rappellent l'importance d'administrer de façon préventive, des anticoagulants à tous les patients présentant un traumatisme important au membre inférieur qui nécessite une immobilisation prolongée. [1]

Organisations/personnes visées :

Hôtel-Dieu de Montréal
Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Hôtel-Dieu de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-04, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-318955 161802

Événement :

Un homme de 77 ans décède d'une hémorragie cérébrale sous-durale aiguë après avoir fait une chute au Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette.

L'homme a de lourds antécédents médicaux et prend plusieurs médicaments pour sa condition. Le 30 mai 2013, il est hospitalisé pour une surinfection bronchique. Le lendemain, en soirée, il fait une chute avec impact crânien. Une surveillance des signes neurologiques est mise en place à intervalles réguliers et devient un peu plus espacée durant la nuit. Le lendemain, on ne parvient pas à réveiller le patient. Une tomodensitométrie axiale révèle un saignement sous-dural important. Des soins de confort lui sont administrés et son décès est constaté quelques heures plus tard.

Les personnes âgées présentent un risque accru de saignement sous-dural en raison des changements sur le plan cérébral. La surveillance post-trauma crânien doit être beaucoup plus serrée que chez les jeunes.

Recommandation :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette :

- se penche sur ce dossier afin d'évaluer si les règles de l'art ont été respectées. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-07, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323610 164396

Événement :

Une femme de 89 ans décède d'une hémorragie intracrânienne après avoir chuté de sa hauteur au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) de Rimouski.

En raison d'une perte d'autonomie et de nombreux problèmes de santé, la femme devait se déplacer à l'aide d'un déambulateur, qu'elle oubliait d'utiliser en raison de son Alzheimer. Elle portait sur elle un dispositif à signaux sonores et lumineux qui servait à alerter le personnel lorsqu'elle se levait. Le 23 décembre 2013, la femme se déplace dans le corridor, fait une chute et se cogne la tête au sol. Elle est transportée à l'hôpital où, malgré les soins prodigués, son décès est constaté quelques heures plus tard.

Il appert qu'au CHSLD, le personnel présent est presque toujours occupé auprès d'un bénéficiaire. De plus, le niveau sonore de l'alarme du dispositif que portait la femme n'était pas très puissant et le son qu'il émettait ne se distinguait guère des autres alarmes ou cloches existantes dans l'unité de soins

Recommandation :

Que la Direction générale du Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette :

- étende les travaux présentement en cours et servant à améliorer le système d'alarme des détecteurs de déplacement portés par les résidents à risque élevé de chute, à toutes les unités où telle chose est nécessaire. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-325999 167210

Événement :

Une femme de 81 ans chute en sortant de son lit au Centre d'hébergement et de soins de longue durée Jeanne-Le Ber, en août 2014. Blessée à l'arcade sourcilière, la femme est trouvée décédée dans son lit quelques heures plus tard.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels et la Direction des soins infirmiers du Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale :

- revoient le dossier de la patiente. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Intoxications

Avis/Dossier : A-311476 160086

Événement :

Un homme de 40 ans décède d'une surdose accidentelle d'insuline, à Baie-Comeau.

L'homme est diabétique. Pendant la nuit du 29 décembre 2012, il est arrêté en état d'ébriété avancé au volant de son véhicule. Les policiers l'amènent au poste de police pour subir un alcootest. À son arrivée, l'homme ne se sent pas bien et désire s'injecter de l'insuline. Les policiers le conduisent au centre hospitalier, car ils ne détiennent pas les connaissances nécessaires afin de juger de son état de santé. À 2 h 57, l'infirmière au triage prend la glycémie du patient, le taux est élevé. Elle conclut qu'il n'est pas à risque et qu'il semble savoir contrôler son insuline. De retour au poste de police, l'homme s'injecte plusieurs doses d'insuline. Après avoir passé son alcootest, il est reconduit à sa résidence. À plusieurs reprises, les policiers se présentent à son domicile, mais n'obtiennent pas de réponse. Le 6 janvier 2013, l'homme est trouvé sans vie par un collègue de travail.

Aucun dossier médical n'a été trouvé aux archives pour documenter la visite du 29 décembre à la salle d'urgence.

Recommandation :

Que la direction générale du Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan :

- revoie la consultation de l'homme à la salle d'urgence le 29 décembre 2012. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord-Manicouagan

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord-Manicouagan

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178855 157791

Événement :

Une femme de 38 ans décède d'une tamponnade cardiaque au Centre de santé et de services sociaux de Gatineau, Hôpital de Hull.

La femme avait des antécédents familiaux d'anévrisme de l'aorte. Elle s'est présentée à l'urgence de l'hôpital pour des douleurs à la poitrine. Le médecin note une douleur abdominale épigastrique avec irradiation rétrosternale. Il pose un diagnostic provisoire de colique biliaire. Elle est vue en chirurgie afin de subir une endocholécystectomie. L'intervention se déroule bien et la patiente reçoit son congé le lendemain midi. À son retour à la maison, la femme ne se sent pas bien. Elle fait un arrêt cardiorespiratoire. Elle est transportée par ambulance à l'hôpital où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Les résultats des analyses toxicologiques ont révélé la présence de cocaïne dans le sang. Une intoxication aiguë est un facteur de risque de déclenchement d'une dissection aortique en particulier chez des sujets porteurs de risques préalables tels que la médionécrose kystique de l'aorte découverte à l'examen histologique.

Recommandation :

Que les services de l'urgence et de la chirurgie générale du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- révisent ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-323718 164306

Événement :

L’ingestion de médicaments non prescrits précipite le décès d’une femme de 87 ans, au Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Saint-Lambert-sur le-Golf, en juillet 2013.

Recommandations :

Que les responsables du Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Lambert-sur-le-Golf :

- s'assurent de pratiques de gestion et d'encadrement du personnel efficaces; [1]
- prennent toutes les mesures qui s'imposent lorsque des résidents ou leurs représentants font état d'insatisfaction ou de préoccupations quant aux soins ou à leur qualité. [2]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Lambert sur-le-Golf

Suivi des recommandations :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Lambert sur-le-Golf

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-12-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Noyades

Avis/Dossier : A-309236 145774

Événement :

Un enfant de deux ans se noie dans une piscine creusée à son domicile.

L'enfant était sous la garde d'un membre de sa famille. Vers 8 h, celui-ci constate l'absence de l'enfant. Il part à sa recherche et le trouve flottant sur le dos dans la piscine. L'enfant est transporté par ambulance au Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

La cour arrière de la maison était clôturée, mais il n'y avait aucune barrière entre la porte du logement et la piscine.

Recommandations :

Que le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

- intensifie sa campagne de sensibilisation annuelle auprès des citoyens pour les responsabiliser; [1]
- étudie la possibilité d'accorder des crédits d'impôt ou des subventions pour sécuriser l'accès de toutes les piscines résidentielles selon le règlement en vigueur. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Suivi des recommandations :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-29, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321666 162080

Événement :

Un homme de 20 ans décède par noyade aux chutes Manchester dans la rivière Ouareau, à Rawdon.

Le 24 juin, l'homme et des amis s'amusent à sauter d'un rocher dans la rivière où il y a un fort courant. Après quelques sauts, il est porté disparu par ses amis. Des recherches sont entreprises et il est retrouvé le lendemain à plus d'un kilomètre. Il est transporté au centre hospitalier où son décès est constaté.

Le jour de l'accident, bien que l'entrée des chutes Manchester soit interdite, plusieurs personnes s'y baignent. Une barrière empêche les véhicules d'accéder au site, mais elle n'entrave pas l'accès à la zone piétonnière. De plus, aucun panneau n'est présent sur le sentier pédestre menant à la rivière, ni sur les berges indiquant clairement que la baignade est interdite.

Depuis cet événement, plusieurs mesures de sécurité ont été prises dont l'ajout d'une affiche à l'entrée du site interdisant la baignade et la surveillance des lieux pendant la période estivale par des agents de sécurité.

Recommandations :

Que la Municipalité de Rawdon et Hydro-Québec :

- créent un comité composé des deux parties afin d'établir clairement la vocation du site; [1]

- s'assurent, par des visites régulières, que les panneaux interdisant clairement la baignade à l'entrée du site, le long du sentier, ainsi que sur les berges de la rivière Ouareau et près des zones populaires pour la baignade sont toujours en place; [2]

- installent, si l'interdiction des lieux est maintenue, une barrière à l'entrée du site qui se veut davantage dissuasive, afin de contrer l'accès au site et prévoient des mesures coercitives pour quiconque ne respecte pas l'interdiction d'accès au site; [3]

- maintiennent, si la fréquentation des lieux est permise, l'interdiction stricte de baignade, et s'assurent de la sécurité des lieux par l'installation de clôtures aux endroits jugés appropriés. [4]

Organisations/personnes visées :

Municipalité de Rawdon
Hydro-Québec

Suivi des recommandations :

Municipalité de Rawdon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hydro-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322250 163062

Événement :

Un garçon de 3 ans se noie dans la piscine familiale, à Boisbriand.

Il est trouvé inanimé dans la piscine après avoir échappé à la surveillance des adultes. Les secours sont appelés et les manœuvres sont commencées. Il est transporté à l'hôpital où, malgré les soins prodigués, le décès est constaté le lendemain.

Il appert que le garçon a ouvert la porte-moustiquaire qui glisse très facilement et qui donne sur la terrasse. La clôture n'étant pas fermée, il n'y avait aucun obstacle pour empêcher l'accès à la piscine dans laquelle de petits jouets flottaient.

Selon l'enquête policière, plusieurs déficiences ont été notées dans l'aménagement de la piscine. Celle-ci est installée depuis plusieurs années et aucun permis d'installation n'a été délivré pour cette propriété. Donc, elle n'a jamais fait l'objet d'une inspection et, par conséquent, les propriétaires n'ont pas été informés de sa non-conformité avec le règlement RV-1441 nouvellement entré en vigueur.

Recommandations :

Que l'Union des municipalités du Québec et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

- sensibilisent les municipalités et les villes à l'importance d'avoir une réglementation sévère qui s'applique dans un délai raisonnable à toute piscine existante. [1]

Que la Ville de Boisbriand :

- mène dans les prochaines semaines une campagne d'information sur la réglementation et sur l'importance de sécuriser les abords d'une piscine résidentielle; [2]

- procède à des inspections sur son territoire afin de s'assurer de la conformité de ces installations. [3]

Organisations/personnes visées :

Union des municipalités du Québec
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ville de Boisbriand

Suivi des recommandations :

Union des municipalités du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-01, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Boisbriand

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-11-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321004 162814

Événement :

Un enfant de trois ans se noie dans la piscine familiale à Saint-Georges.

La mère de l'enfant était propriétaire d'une garderie en milieu familial. Ne voyant pas l'enfant et pensant qu'il s'amusait au sous-sol, elle a continué à vaquer à ses activités. Quelques minutes plus tard, s'inquiétant de son absence, elle se met à sa recherche. Il est trouvé inconscient au fond de la piscine par un proche.

Il appert que la hauteur de la barrière et celle de la porte d'accès n'étaient pas réglementaires.

Recommandations :

Que la Société de sauvetage :

- poursuive ses campagnes de sensibilisation et de prévention liées à l'utilisation des piscines en soulignant la vulnérabilité des enfants laissés sans surveillance aux abords de la piscine et en rappelant l'importance de ne jamais laisser sans surveillance un enfant en bas âge ou ne sachant pas nager aux abords de la piscine sans contact direct; [1]

- rappelle l'ensemble des services offerts, dont les visites gratuites à domicile; [2]

- rappelle l'importance d'un aménagement sécuritaire, d'un encadrement, d'une surveillance adaptée et l'utilisation d'outils, de moyens additionnels de prévention. [3]

Que la Ville de Saint-Georges :

- veille au respect et à l'application des règlements, notamment le Règlement 150-2005, article 6.2.1.7, paragraphe 8 et aux ajustements à faire en cas d'infraction. [4]

Que le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

- rende rétroactive l'application du Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles entré en vigueur en 2010 et veille à ce que les normes édictées s'appliquent à toutes les piscines résidentielles du Québec sans égard à la date d'installation; [5]

- considère la possibilité que ce règlement soit amendé afin qu'il régisse l'utilisation de toute installation pouvant être utilisée pour la baignade quelle que soit leur dimension. [6]

Que le ministère de la Famille et des Aînés :

- s'assure que les personnes travaillant en garderie en milieu familial avec piscine ou dont les activités peuvent les amener occasionnellement à fréquenter des piscines suivent la formation de la Société de sauvetage reconnue et adaptée aux services de garde en milieu familial. [7]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

- encourage la diffusion à grande échelle de la trousse d'information et de prévention liée à la fréquentation des piscines réalisée par la Société de sauvetage. [8]

Organisations/personnes visées :

Société de sauvetage
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ministère de la Famille
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ville de Saint-Georges

Suivi des recommandations :

Société de sauvetage

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Saint-Georges

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-11-04, l’intervenant informe le coroner en chef qu’il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-11-04, l’intervenant informe le coroner en chef qu’il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2014-11-04, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Famille

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2014-09-29, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2014-09-11, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-07-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-07-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2014-07-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2014-07-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-179493 159059

Événement :

Un enfant de trois ans se noie dans une piscine creusée à Magog.

L'enfant participait à une fête familiale. En fin d'après-midi, alors qu'il jouait avec d'autres enfants, on se rend compte qu'il est introuvable. Des recherches sont entreprises par les personnes sur place. Un des invités constate la présence d'un espace d'environ 26 cm entre le sol et le début de la clôture du terrain contigu à celui où se déroule la fête. Il regarde à travers les planches de la clôture et voit l'enfant flottant sur le ventre dans la piscine du voisin.

La piscine a été construite avant l'adoption des actuelles réglementations provinciales et fédérales, lesquelles prévoient des mesures très précises pour contrôler l'accès et éviter les noyades. Comme ces mesures ne sont pas rétroactives, les propriétaires ne sont pas tenus de se conformer aux nouvelles normes.

Recommandations :

Que le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire :

- modifie le Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles, afin que les normes édictées pour contrôler l'accès et éviter les noyades s'appliquent à toutes les piscines du Québec, sans égard à la date d'installation. [1]

Que la Ville de Magog :

- rende rétroactives certaines normes de la réglementation actuelle concernant les piscines, soit les caractéristiques que doivent posséder les enceintes servant à protéger l'accès aux piscines. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ville de Magog

Suivi des recommandations :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-04, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ville de Magog

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317707 157802

Événement :

Une fillette de 16 mois se noie dans une piscine creusée à son domicile, à Kirkland.

L'enfant a ouvert la moustiquaire de la porte-fenêtre pour accéder à la piscine. Il n'y avait aucune clôture empêchant l'accès à la piscine à partir de la maison.

La piscine a été installée avant l'adoption des actuelles réglementations provinciale et fédérale, lesquelles prévoient des mesures très précises pour contrôler l'accès et éviter les noyades. Comme ces mesures ne sont pas rétroactives, les propriétaires ne sont pas tenus de se conformer aux nouvelles normes.

Recommandations :

Que le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire :

- modifie le Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles, afin que les normes édictées pour contrôler l'accès et éviter les noyades s'appliquent à toutes les piscines du territoire du Québec, sans égard à la date d'installation. [1]

Que la Ville de Kirkland :

- rende rétroactives certaines normes de la réglementation actuelle concernant les piscines, soit les caractéristiques que doivent posséder les enceintes servant à restreindre l'accès aux piscines. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ville de Kirkland

Suivi des recommandations :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Kirkland

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321795 163463

Événement :

Une femme de 62 ans décède par noyade lors d'une activité de plongée dans le fleuve, à Essipit.

Le 12 octobre 2013, la femme et six autres personnes se préparent à plonger dans le fleuve. Elle a un partenaire assigné pour une plongée d'une trentaine de minutes. Après une vingtaine de minutes, le partenaire a froid et en informe la femme par signes pour une remontée. Alors qu'il la précède, il se retourne après quelques secondes et ne la voit plus. Lorsqu'il sort la tête de l'eau, il aperçoit seulement les palmes de la femme qui s'agitent hors de l'eau. Celle-ci tente d'enlever son équipement. Il demande de l'aide à d'autres plongeurs présents sur la berge. La femme est sortie de l'eau, des manœuvres de réanimation sont commencées. Elle est transportée à l'hôpital où son décès est constaté.

Il appert que la femme détenait une qualification de plongeur avancé pour la plongée subaquatique récréative. Lorsqu'elle a essayé de replonger, son habit de plongée était rempli d'air au niveau des membres inférieurs. C'est cette accumulation d'air qui l'a maintenue en position de flottaison « tête en bas » sans possibilité de se redresser ni de replonger pour tenter de se sortir de cette position.

Recommandation :

Que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- s'assure que les protocoles de base en sauvetage subaquatique sont enseignés, pratiqués et passés en revue à tous les niveaux de formation en plongée, et plus particulièrement le protocole qui est impliqué dans cet accident. [1]

Organisation/personne visée :

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-182181 162549

Événement :

Un homme de 47 ans se noie dans un bain dans une ressource intermédiaire à Baie-Comeau.

L'homme a une histoire de handicap physique et intellectuel. Il est dépendant pour son hygiène personnelle. Le matin du 27 juillet 2013, le préposé qui lui donne son bain a peu d'expérience. Il a été formé par ses pairs. Après avoir mis l'homme dans le bain, il récupère les vêtements et le savon, fait le tour du bain à quelques reprises sans jamais jeter un œil sur le bénéficiaire. Lorsqu'il le regarde, il a le visage dans l'eau et fait des bulles. Il demande l'aide de sa collègue et le 9-1-1 est appelé. Des manoeuvres de réanimation sont amorcées et elles sont cessées à l'arrivée d'une intervenante qui s'aperçoit qu'il y a mention de non-réanimation au dossier.

L'homme est transporté par ambulance à l'hôpital où son décès est constaté.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord :

- prenne les dispositions nécessaires afin que les usagers des ressources intermédiaires soient en sécurité lorsqu'un bain leur est donné; [1]
- s'assure que les niveaux de soins de tous les usagers soient établis et connus par le personnel; [2]
- s'assure que le personnel oeuvrant dans ces ressources soit habilité à faire face à des situations urgentes et/ou imprévues, lorsque ces situation concernent l'état de santé d'un bénéficiaire et aussi pour donner les premiers soins adéquatement. [3]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-15, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-15, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-15, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Avis/Dossier : A-322831 163402

Événement :

Une femme de 81 ans décède d'une hémorragie à la suite d'une chirurgie intra-abdominale à l'Hôpital général de Montréal.

La femme présentait une hernie incisionnelle récidivante pour laquelle elle subit une chirurgie laparoscopique. La procédure semble bien contrôlée par la patiente. Elle reçoit son congé en fin de journée. Quelques heures plus tard, son état s'est détérioré. Elle est transportée à l'hôpital où son décès est constaté.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de l'Hôpital général de Montréal :

- revoie le dossier de la patiente. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital général de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital général de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317451 159021

Événement :

Un homme de 70 ans décède d'hypoxémie à la suite d'un manque d'oxygène attribuable à un appareil respiratoire défectueux, à Gatineau.

L'homme est tributaire d'oxygène en raison de problèmes d'emphysème. Il se trouve dans un endroit public lorsqu'il ressent un malaise. Il remarque que sa bonbonne d'oxygène neuve est vide. Il s'affaisse, inconscient, et les secours sont appelés. Il est transporté d'urgence à l'hôpital où, malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Une expertise a été faite sur l'appareil et a démontré qu'il y avait une fuite d'oxygène importante sur le régulateur. À cause de cette fuite, la bonbonne s'est vidée en 2 à 3 heures au lieu de 6 à 7 heures comme c'est le cas normalement. De plus, le régulateur n'était pas muni d'une alarme pour signaler que la bonbonne était vide.

Recommandations :

Que Santé Canada :

- revoie les problèmes possibles du *ImPULSE ELITE OCD system* dans le contexte d'un rappel récent en Australie. [1]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais :

- s'assure du bon fonctionnement des appareils à oxygène fournis aux patients ou utilisés par eux dans un contexte médical contrôlé. [2]

Organisations/personnes visées :

Santé Canada
Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Santé Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322105 162513

Événement :

Une femme de 85 ans décède d'un infarctus du myocarde par manque d'oxygène à la suite du débranchement accidentel de la tubulure de son concentrateur d'oxygène.

En 2008, la femme est admise au Centre d'hébergement de l'Hôpital de Sainte-Anne-de-Beaupré. Elle était oxygéno-dépendante et elle devait recevoir un apport en oxygène continuel. Le 16 juillet 2013, la résidente est trouvée sans vie dans son lit par un membre du personnel. Il semble que le tube reliant la lunette nasale au concentrateur d'oxygène a été déconnecté et que cette situation est passée inaperçue par le personnel. De plus, l'appareil était placé dans le corridor afin d'éviter de nuire au sommeil de la bénéficiaire. En installant l'appareil dans un endroit passant, les risques d'un débranchement accidentel sont accentués.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord :

- mette en place rapidement toutes les recommandations contenues au Rapport d'analyse à la suite de l'événement survenu le 16 juillet 2013; [1]

- améliore son offre de service en inhalothérapie pour tous les milieux de soins en hébergement qu'il dessert. [2]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- tienne compte des limites de l'utilisation des concentrateurs d'oxygène dans tous les projets futurs concernant les centres d'hébergement de soins de longue durée. [3]

Que l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec :

- mette en place des lignes directrices quant à l'utilisation sécuritaire des concentrateurs d'oxygène; [4]

- élabore des directives de contrôle et de suivi périodique et systématique pour tous les bénéficiaires devant utiliser ce genre d'appareil. [5]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-07-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-07-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-05-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181657 164445

Événement :

Une femme de 60 ans décède d'une hémorragie intracrânienne à la suite de l'installation d'un cathéter intracarotidien.

La femme est hospitalisée au centre hospitalier régional de Lanaudière pour une pneumonie. Elle est intubée. Le médecin s'aperçoit que le cathétérisme a été installé par erreur dans la carotide au lieu de la veine jugulaire. Le cathéter est retiré. La patiente décède dans les jours suivants.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de Centre hospitalier régional de Lanaudière :

- analyse les actes médicaux posés et qu'il fasse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises, en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175323 156111

Événement :

Une fillette de 4 ans décède d'une obstruction des voies respiratoires consécutive à une hémorragie pharyngée, neuf jours postadéno-amygdalectomie.

En mars 2010, l'enfant est évaluée en oto-rhino-laryngologie (ORL) pour otites récidivantes. Il y a mise en place de tubes transtympaniques le mois suivant. En janvier 2012, elle est vue de nouveau en ORL. Les notes font mention de trois otites depuis septembre 2011, de ronflement la nuit et de respiration buccale. L'impression diagnostique est une hypertrophie des adénoïdes et des amygdales. Une intervention pour adéno-amygdalectomie est planifiée.

Le 2 février 2012, l'enfant est admise au Centre de santé et de services sociaux de Beauce pour sa chirurgie. L'intervention s'est bien déroulée et elle a reçu son congé vers 16 h. Le lendemain, ses parents l'amènent à l'urgence, car elle est incapable de s'alimenter et s'étouffe constamment, au point de vomir. Elle est hospitalisée en pédiatrie pour dysphagie secondaire à une amygdalectomie. Après quelques jours, son état s'est amélioré et elle obtient son congé.

Les jours suivants, l'enfant est souffrante et faible. Elle s'alimente peu. Alors qu'elle est assise à la table et vient de faire un dessin, elle présente un saignement abondant par la bouche et le nez, en jet. Elle est transportée par ambulance à l'hôpital où, devant l'asystolie persistante, son décès est constaté.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec dans le cadre des visites d'inspection professionnelle des établissements :

- s’assure du respect des balises qu’il a déjà publiées quant à l’évaluation des indications de l’amygdalectomie;[1]

- recueille des données sur les amygdalectomies au Québec, notamment sur l’ensemble de la technique opératoire et sur l’intensité de l’électrochirurgie afin d’évaluer et de documenter leur impact sur les complications postopératoires, et en particulier celles qui sont hémorragiques; [2]

- mette en œuvre un programme de surveillance par indicateurs cliniques portant sur les amygdalectomies pour l’ensemble du Québec, et fournisse une rétroaction aux médecins et aux établissements visés par le programme quant à leur performance hospitalière et à celle de l’ensemble des établissements visés. Cela permettrait, entre autres, de faire le suivi du taux d’hémorragies pour chaque clinicien qui pratique des amygdalectomies, et de déterminer les méthodes de soins qui auraient besoin d’être réévaluées, et ce, afin de les améliorer. [3]

Que le Collège des médecins du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec l'Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec :

- élaborent un outil d’anamnèse et d’examen uniformisé ayant pour but de documenter de façon méthodique et rigoureuse les différents éléments cliniques qui sous-tendent l’indication de l’amygdalectomie chez l’enfant, et préconisent son

utilisation en clinique. Tout en s'arrimant aux balises déjà publiées par le Collège des médecins du Québec, une telle approche permettra de consigner au dossier du patient, de façon systématique, les éléments de sévérité et de chronicité de la présentation clinique et leur impact sur la qualité de vie de l'enfant, et soutiendra l'évaluation des indications de l'amygdalectomie. Par ailleurs, l'information recueillie à l'aide d'un tel outil, si elle est présentée de façon simple et compréhensible, aidera aussi les cliniciens à mieux renseigner les parents en vue d'une amygdalectomie, s'il y a lieu. [4]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- alloue les ressources nécessaires et mette en œuvre des mécanismes afin d'améliorer l'accès rapide à l'évaluation des troubles du sommeil chez l'enfant par la polysomnographie. De telles mesures aideront les médecins spécialistes, notamment les oto-rhino-laryngologistes qui soupçonnent une apnée obstructive du sommeil (AOS) chez l'enfant et qui jugent nécessaire d'en faire l'évaluation par la polysomnographie avant de procéder à l'amygdalectomie, à accéder à la méthode de référence plus facilement et plus rapidement pour confirmer ou infirmer l'hypothèse diagnostique d'AOS, et quantifier sa gravité. [5]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux en collaboration avec l'Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec et l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux :

- établisse des paramètres (issus notamment des phases intraopératoire et postopératoire primaire) permettant une meilleure détection des patients à risque d'hémorragies graves suivant une amygdalectomie. Les résultats d'une telle démarche aideront à instaurer une approche pratique permettant de stratifier le risque de complications hémorragiques post amygdalectomie et d'adapter l'approche de suivi au besoin, offrant ainsi un meilleur soutien à la clientèle. [6]

Que l'Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec en collaboration avec les milieux d'oto-rhino-laryngologie pédiatrique et l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux :

- évalue la technique de l'amygdalectomie partielle et sa place comme stratégie de traitement chirurgical au Québec, notamment ses indications, son efficacité, sa sécurité, son impact sur la santé (de la population pédiatrique, entre autres) et sur le système de soins, en vue de proposer son utilisation si des avantages cliniques sont établis. [7]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec

Suivi des recommandations :

<u>Collège des médecins du Québec</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

<u>Ministère de la Santé et des Services sociaux</u>

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-02-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-02-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2015-02-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-12-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-12-10, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2014-12-10, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2014-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-321552 161689

Événement :

Une fillette de 5 ans décède d'une aspiration importante de sang consécutive à une hémorragie pharyngée, six jours pos adéno-amygdalectomie.

L'enfant était suivie régulièrement par une pédiatre. Lors d'une évaluation en août 2012, la mère mentionne que, depuis 6 mois, l'enfant ronfle et semble présenter une congestion nasale. Une radiographie du nasopharynx démontre des adénoïdes très proéminentes. En décembre, l'enfant est vue oto-rhino-laryngologie. À l'examen, le médecin note des adénoïdes et des amygdales augmentées de volume. L'impression diagnostique est une hypertrophie adéno-amygdalienne sévère. Une intervention est alors planifiée.

Le 29 avril 2013, l'enfant se présente au Centre de santé et de services sociaux de Beauce pour sa chirurgie. Il est prévu qu'elle demeure à l'hôpital jusqu'au lendemain compte tenu de la suspicion d'apnée du sommeil. L'intervention est bien tolérée. Toutefois, dans les heures qui suivent, l'enfant présente des saignements importants et doit être amenée à trois reprises à la salle d'opération pour reprise d'hémostase. Devant la sévérité et la persistance de la problématique d'hémorragies postopératoires, l'enfant est transférée le 1er mai aux soins intensifs du Centre hospitalier universitaire de Québec. Le 5 mai, son état se détériore subitement et son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec, dans le cadre des visites d'inspection professionnelle des établissements :

- s'assure du respect des balises qu'il a déjà publiées quant à l'évaluation des indications de l'amygdalectomie; [1]

- recueille des données sur les amygdalectomies au Québec, notamment sur l'ensemble de la technique opératoire et sur l'intensité de l'électrochirurgie afin d'évaluer et de documenter leur impact sur les complications postopératoires, et en particulier celles qui sont hémorragiques; [2]

- mette en œuvre un programme de surveillance par indicateurs cliniques portant sur les amygdalectomies pour l'ensemble du Québec, et fournisse une rétroaction aux médecins et aux établissements visés par le programme quant à leur performance hospitalière et à celle de l'ensemble des établissements visés. Cela permettrait, entre autres, de faire le suivi du taux d'hémorragies pour chaque clinicien qui pratique des amygdalectomies, et de déterminer les méthodes de soins qui auraient besoin d'être réévaluées, et ce, afin de les améliorer. [3]

Que le Collège des médecins du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec l'Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec :

- élaborent un outil d'anamnèse et d'examen uniformisé ayant pour but de documenter de façon méthodique et rigoureuse les différents éléments cliniques qui sous-tendent l'indication de l'amygdalectomie chez l'enfant, et préconisent son utilisation en clinique. Tout en s'arrimant aux balises déjà publiées par le Collège des médecins du Québec, une telle approche permettra de consigner au dossier du patient, de façon systématique, les éléments de sévérité et de chronicité de la présentation clinique et leur impact sur la qualité de vie de l'enfant, et soutiendra l'évaluation des indications de l'amygdalectomie. Par ailleurs, l'information recueillie à l'aide d'un tel outil, si elle est présentée de façon simple et compréhensible, aidera aussi les cliniciens à mieux renseigner les parents en vue d'une amygdalectomie, s'il y a lieu. [4]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- alloue les ressources nécessaires et de mette en œuvre des mécanismes afin d'améliorer l'accès rapide à l'évaluation des troubles du sommeil chez l'enfant par la polysomnographie. De telles mesures aideront les médecins spécialistes, notamment les oto-rhino-laryngologistes qui soupçonnent une apnée obstructive du sommeil (AOS) chez l'enfant et qui jugent nécessaire d'en faire l'évaluation par la polysomnographie avant de procéder à l'amygdalectomie, à accéder à la méthode de référence plus facilement et plus rapidement pour confirmer ou infirmer l'hypothèse diagnostique d'AOS, et quantifier sa gravité. [5]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux en collaboration avec l'Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec et l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux :

- établisse des paramètres (issus notamment des phases intraopératoire et postopératoire primaire) permettant une meilleure détection des patients à risque d'hémorragies graves suivant une amygdalectomie. Les résultats d'une telle démarche aideront à instaurer une approche pratique permettant de stratifier le risque de complications hémorragiques postamygdalectomie et d'adapter l'approche de suivi au besoin, offrant ainsi un meilleur soutien à la clientèle. [6]

Que l'Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec en collaboration avec les milieux d'oto-rhino-laryngologie pédiatrique et l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux :

- évalue la technique de l'amygdalectomie partielle et sa place comme stratégie de traitement chirurgical au Québec, notamment ses indications, son efficacité, sa sécurité, son impact sur la santé (de la population pédiatrique, entre autres) et sur le système de soins, en vue de proposer son utilisation si des avantages cliniques sont établis. [7]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

Suivi des recommandations :

<u>Collège des médecins du Québec</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-11-04, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-11-04, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-11-04, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-12-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-12-10, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2014-12-10, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323565 165971

Événement :

Le 27 avril 2014, l'homme subit une colectomie subtotale pour une occlusion intestinale. L'intervention se déroule sans problème et le patient récupère bien. Toutefois, pendant la nuit du 1er au 2 mai, le patient fait une chute et il éprouve des difficultés respiratoires. Aucune note au dossier médical ne mentionne que l'homme s'est plaint d'autre douleur et aucun contrôle des signes vitaux n'est effectué. La nuit du 2 mai, le patient tombe en arrêt cardiorespiratoire et son décès est constaté.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec et que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- adressent à leurs membres concernés les recommandations qu'ils pourraient juger pertinentes après l'examen des circonstances entourant ce décès. [1]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi de la recommandation :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-22, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-28, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Hôpital Pierre-Le Gardeur

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Autres décès accidentels

Avis/Dossiers :	A-182952	162400
	A-182953	162401
	A-182954	162402
	A-182955	162403
	A-182957	162405
	A-182958	162406
	A-182959	162407
	A-182960	162408
	A-182961	162409
	A-182962	162410
	A-182963	162411
	A-182964	162412
	A-182965	162413
	A-182966	162414
	A-182967	162415
	A-182968	162416
	A-182969	162417
	A-182970	162418
	A-182971	162419
	A-182972	162420
	A-182973	162421
	A-182974	162422
	A-182975	162423
	A-182976	162424
	A-182977	162425
	A-182979	162427
	A-182980	162428
	A-182982	162430
	A-182983	162431
	A-182984	162432
	A-182985	162433
	A-182990	162438
	A-182991	162439
	A-182992	162440
	A-182993	162441
	A-182994	162442
	A-182997	162444
	A-182996	162445
	A-182999	162781
	A-183008	164042
	A-183011	165675
	A-183012	165676
	A-183013	165677
	A-183014	165678
	A-183015	165679
	A-183016	165680
	A-183017	165681

Événement :

Le 6 juillet 2013, 47 personnes décèdent consécutivement aux explosions et à l'incendie majeur qui a détruit le centre-ville de Lac-Mégantic à la suite du déraillement d'un train qui transportait du pétrole brut.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- stipule dans le cadre de la réglementation le nombre suffisant de freins à main qu'il faut serrer en fonction du poids (tonnage) du matériel roulant et de la déclivité (pente) de la voie; [1]

- revoie la réglementation afin qu'elle mentionne explicitement la façon de procéder à un essai de l'efficacité des freins, pour vérifier si les freins à main serrés produisent un effort de freinage suffisant pour empêcher le matériel roulant de bouger; [2]

- s'assure qu'aucun train transportant des marchandises dangereuses n'est laissé sans surveillance sur une voie principale, jusqu'à ce que les compagnies ferroviaires canadiennes mettent en place des moyens de défense physiques additionnels pour empêcher les trains de partir à la dérive; [3]

- mène une étude approfondie sur le seuil de 10 000 wagons-citernes, détermine quels itinéraires sont exclus par ce seuil et considère de les soumettre aussi à une évaluation des risques; [4]

- envisage de revoir ce seuil à la baisse pour s'assurer de corriger la lacune de sécurité soulevée par le Bureau de la sécurité des transports (BST) à l'égard de la planification et de l'analyse des itinéraires. [5]

Que Ministère des Transports du Québec :

- procède à l'analyse approfondie des recommandations et autres éléments de sécurité ferroviaire émis par le BST à la suite des événements de Lac-Mégantic, et des mesures prises par Transports Canada, et considère de mettre en œuvre des mesures similaires pour les chemins de fer de compétence québécoise; [6]

- évalue l'opportunité d'exiger des chemins de fer de compétence québécoise une approche fondée sur les systèmes de gestion de la sécurité, et d'y consacrer les ressources nécessaires afin d'en assurer un suivi adéquat le cas échéant. [7]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada
Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

<u>Transports Canada</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

<u>Ministère des Transports du Québec</u>

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2015-02-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2015-02-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-09-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2014-09-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bureau de la sécurité des transports du Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2014-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2014-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Suicides, homicides
Suicides

Avis/Dossier : A-313418 157672

Événement :

Un homme de 21 ans décède d'un polytraumatisme après s'être jeté devant un train, à Longueuil.

Au début de juin 2012, l'homme est hospitalisé pour un trouble dépressif. Le 21 juin, il consulte son médecin de famille pour une surconsommation de médicaments et des pensées suicidaires. L'homme est hospitalisé de nouveau. Deux jours plus tard, le patient est évalué en psychiatrie. Des permissions de sortie de 15 minutes lui sont accordées pour aller fumer. À sa première sortie, le patient n'est pas retourné à l'hôpital. Il est trouvé sans vie près de la voie ferrée.

Recommandation :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles-LeMoyne et le Collège des médecins du Québec :

- évaluent la qualité des soins prodigués au patient. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux Champlain - Charles-LeMoyne
Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Champlain - Charles-LeMoyne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-01, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-31, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-162695 159202

Événement :

Une femme de 56 ans décède d'une asphyxie par noyade à la chute Montmorency, à Québec.

La femme avait de lourds antécédents médicaux. Elle recevait l'aide du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la Vieille-Capitale. À la suite d'un déménagement, son dossier a été transféré au Centre local de services communautaires (CLSC) de Beauport du CSSS Québec-Nord. Quelques semaines plus tard, son dossier est transféré au CLSC Orléans. Toutefois, il semble que le suivi n'a pas été fait.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale et le Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord :

- réévaluent leur processus de transmission de dossier d'un secteur géographique à l'autre, la pertinence d'effectuer un transfert de service à un autre Centre local de services communautaires dans les cas complexes de cette nature et établissent un processus de traçabilité et de suivi des transferts de dossier de service. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale
Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-25, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-04, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321253 161490

Événement :

Un détenu de 26 ans décède d'un polytraumatisme en sautant d'une rampe du troisième étage à l'intérieur de l'Établissement de détention de Montréal.

Il semble que de nombreux messages téléphoniques avisant de l'état mental du détenu ont été laissés par les proches les jours précédant son décès. Les messages n'ont pas été acheminés aux personnes en autorité à l'établissement.

Recommandation :

Que l'Établissement de détention de Montréal :

- s'assure que tous les moyens sont pris afin que tout message qui concerne l'état de santé d'un détenu fasse l'objet d'un traitement particulier et prioritaire. [1]

Organisations/personnes visées :

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-179966 160493

Événement :

Une femme de 77 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile.

La femme était suivie en psychiatrie pour des problèmes de santé mentale. Son état s'est détérioré à la suite d'un changement de médication. Son fils a pris rendez-vous avec le psychiatre, mais le rendez-vous a été annulé par le médecin.

La victime est trouvée pendue par son fils inquiet qu'elle ne réponde pas au téléphone.

Recommandation :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles :

- examine ce rapport afin d'analyser les actes médicaux posés dans les semaines précédant le 2 février 2013 à l'égard de la victime et qu'il fasse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'il jugera utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-182198 163326

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'une intoxication médicamenteuse à son domicile

L'homme avait de lourds antécédents médicaux. Il avait déjà fait une tentative de suicide par intoxication médicamenteuse. Il demeurait dans une résidence pour personnes âgées qui lui offrait certains services pour répondre à ses besoins. Une préposée s'est chargée de récupérer les médicaments du patient, y compris la morphine, lorsqu'il est retourné à la résidence. L'infirmier-chef était certain que le patient gérait lui-même sa médication et qu'il n'y avait pas de problème à lui remettre les comprimés de morphine.

Il est trouvé sans vie dans son lit le lendemain par le personnel soignant.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels et le personnel responsable de la gestion des risques de l'Hôtel-Dieu de Québec :

- réévaluent les façons de procéder lorsqu'un patient quitte l'hôpital pour une résidence pour personnes âgées ou une résidence intermédiaire; [1]
- s'assurent que la résidence est capable de fournir les services et les soins requis par le patient. [2]

Organisation/personne visée :

Hôtel-Dieu de Québec

Suivi de la recommandation :

Hôtel-Dieu de Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321146 164252

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile, à Duparquet.

Quelques mois avant son décès, l'homme avait fait une tentative de suicide et il avait consulté à l'urgence de l'hôpital. On lui prescrit alors un antidépresseur et un suivi avec un intervenant social est demandé.

Il appert que l'homme a fait plusieurs demandes d'aide dans les jours précédant son suicide, mais aucune intervention n'a été faite pour assurer un suivi.

Recommandations :

Que l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec :

- évalue la qualité de l'acte posé par le travailleur social dans ce dossier et, s'il le juge pertinent, adresse des recommandations à ce professionnel. [1]

Que le Centre de santé et de services sociaux des Aurores-Boréales :

- fasse une évaluation de la qualité de l'acte du travailleur social dans ce dossier; [2]

- fasse réviser par le service de Santé mentale le présent dossier afin d'améliorer la prise en charge multidisciplinaire chez ce type de patient. [3]

Organisations/personnes visées :

Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec
Centre de santé et de services sociaux des Aurores-Boréales

Suivi des recommandations :

Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux des Aurores-Boréales

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-06-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-03-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-03-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322578 163431

Événement :

Un homme de 30 ans décède d'asphyxie par pendaison dans un boisé, à Saint-Luc-de-Bellechasse.

L'homme vivait des difficultés familiales. Le 7 octobre 2013, il est porté disparu par sa conjointe et des recherches sont entreprises. Le lendemain, l'homme est trouvé par les policiers pendu dans un boisé, des photos sont prises puis le lien de pendaison est rompu. Aucun signe vital n'a été pris.

Recommandation :

Que la Sûreté du Québec MRC de Bellechasse :

- révise ses protocoles d'intervention auprès des victimes et donne la formation nécessaire à son personnel policier pour que des secours adéquats et diligents soient donnés en tout temps à la population. [1]

Organisation/personne visée :

Sûreté du Québec MRC de Bellechasse

Suivi de la recommandation :

Sûreté du Québec MRC de Bellechasse

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322416 163479

Événement :

Une femme de 23 ans décède d'un traumatisme crânien après s'être jetée du balcon de son domicile, à Gatineau.

La femme est conduite à l'urgence, car elle ne se sent pas bien. La patiente décide de quitter sans avoir vu le médecin. Elle retourne chez elle à pied. En chemin, les policiers rencontrent la femme qui ne semble pas dans un état normal et ils communiquent avec le Centre 24/7. L'intervenante discute avec la femme et juge que cette dernière peut retourner chez elle. Quelques heures plus tard, la femme se jette en bas du balcon et elle décède sur le coup.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais :

- évalue les répercussions liées à la réduction de services au centre 24/7 et prenne des mesures pour offrir les services essentiels. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-02, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-319524 160990

Événement :

Un homme de 61 ans décède d'un traumatisme craniofacial par arme à feu, à son domicile.

Le matin du 28 février, l'homme est trouvé gisant par terre à l'entrée du cabanon, la tête ensanglantée, l'arme à ses côtés. Les secours sont demandés et le décès est constaté.

Il appert que l'homme avait un suivi médical pour une dépression depuis plusieurs années. De plus, tout le monde savait qu'il possédait des armes à feu et qu'il avait déjà menacé de tourner l'arme contre lui. Personne n'a signalé la situation auprès du service de police.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique et l'Association québécoise de prévention du suicide :

- informent, de concert avec les corps policiers, la population de l'importance de signaler la présence d'une arme à feu chez une personne dépressive qui formule des idéations suicidaires. [1]

Que la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec :

- informe ses membres de l'importance de s'enquérir de la présence ou de l'accès à une arme à feu chez un patient qui présente des symptômes chroniques de dépression, de l'inscrire au dossier et de les encourager dans leurs relations thérapeutiques à obtenir l'assentiment de leur patient afin de s'assurer que l'arme n'est pas utilisée contre la vie humaine. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Association québécoise de prévention du suicide
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association québécoise de prévention du suicide

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-28, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323807 165361

Événement :

Un homme de 22 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile, à Montréal.

L'homme a rencontré une psychologue du service étudiant pour des symptômes dépressifs. L'intervenante lui a recommandé de consulter un médecin. Après avoir consulté un médecin omnipraticien, une dépression est diagnostiquée et une demande est faite pour une consultation à l'Institut universitaire en santé mentale Douglas. Cette dernière n'est pas retenue et le patient doit être dirigé vers le guichet d'accès en santé mentale. Le guichet constitue une voie d'accès aux services en santé mentale et leur continuité. Il semble que la connaissance de cette ressource par le médecin omnipraticien aurait pu accélérer la prise en charge par un médecin psychiatre et peut-être éviter son passage à l'acte.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- fassent connaître aux professionnels de la santé, médecins, psychologues et autres intervenants, le guichet d'accès en santé mentale et surtout améliorent les procédures pour y diriger un patient qui requiert des services d'évaluation et de traitement psychiatrique, afin qu'elles soient plus claires, rapides et efficaces. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178862 159812

Événement :

Un homme de 40 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile, à Gatineau.

L'homme souffre de problèmes de santé mentale. Il est hospitalisé en psychiatrie à l'Hôpital de Hull. Plusieurs jours après son admission, il reçoit un congé temporaire de trois heures. Le patient ne retourne pas à l'hôpital. Son lit est fermé et donné à un autre patient. De plus, l'unité de santé mentale n'a pas avisé les intervenants du suivi intensif du non-retour de l'homme. Quelques jours plus tard, il est trouvé pendu dans le cabanon de la résidence familiale.

Recommandations :

Que la direction générale et le département de psychiatrie du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- révisent ce dossier et se penchent sur la gestion des lits en santé mentale. [1]

Que l'unité de soins en santé mentale de l'Hôpital de Hull :

- s'assure qu'une communication efficace est privilégiée avec ses partenaires dans la communauté. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178881 162171

Événement :

Un homme de 22 ans se suicide par arme à feu à son domicile à Val-des-Monts.

L'homme a appelé le 9-1-1, mais il est resté muet. Il semble qu'on ait entendu un coup de feu lors de cet appel, mais aucune autopatrouille n'a été dépêchée sur les lieux.

Recommandation :

Que le centre d'appels d'urgence affilié au Service de la sécurité publique de la MRC des Collines :

- révise ce dossier afin de garantir à l'avenir une intervention judicieuse lors des appels inhabituels comme celui décrit dans le rapport. [1]

Organisation/personne visée :

MRC des Collines

Suivi de la recommandation :

MRC des Collines

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178856 158230

Événement :

Un homme de 64 ans se suicide par arme à feu, à Ripon.

L'homme était suivi par un médecin de famille pour insomnie et anxiété depuis plusieurs années. Il appert qu'une demande de consultation en psychiatrie avait été faite en septembre 2011 par son médecin. Ce n'est qu'en mai 2012 qu'une première communication téléphonique a été établie pour fixer le rendez-vous au 31 juillet 2012.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Papineau :

- révise ce dossier afin de réévaluer les temps d'attente pour les consultations en psychiatrie. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Papineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Papineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-01, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-320104 160038

Événement :

Une femme de 54 ans décède d'un choc hémorragique secondaire à un traumatisme par arme blanche.

La femme avait de lourds antécédents médicaux et psychiatriques. Elle était affligée de douleurs chroniques et d'un stress post-traumatique à la suite de quatre accidents d'automobile survenus depuis 2001. Elle était suivie par plusieurs médecins et psychologues. Elle prenait de la médication en raison de son état de santé.

En juin 2012, informée que certains traitements ne seront plus payés par la Société de l'assurance automobile du Québec, elle accepte mal cette décision.

Le 27 décembre, elle est trouvée sans vie sur son lit avec un important saignement provenant du cou et de l'intérieur du coude droit.

Recommandation :

Que la Société de l’assurance automobile du Québec :

- assume les frais relatifs aux services de soutien psychologique professionnel (psychologue reconnu par l'Ordre des psychologues du Québec) aux personnes accidentées atteintes de douleurs chroniques et du syndrome de stress post-traumatique lié à leur accident d'automobile. La cessation des frais devrait se produire seulement avec l'accord du psychologue traitant et du médecin traitant. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l’assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l’assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-09, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Avis/Dossier : A-319064 162539

Événement :

Un homme de 37 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile, à Saint-Siméon.

L'homme a été hospitalisé en psychiatrie à l'Hôpital de Maria pour une crise situationnelle. Deux jours plus tard, il reçoit son congé avec un plan d'intervention et une consultation est prévue le lendemain. Pendant l'après-midi, le patient consulte à nouveau. Il reçoit des recommandations et la visite de relance est maintenue. Le lendemain, l'homme se présente à l'hôpital pour une crise d'anxiété et des idées suicidaires. Les directives du psychiatre indiquent que l'homme doit retourner à domicile avec un suivi à l'externe. Le patient quitte sans recevoir les directives. Quelques jours plus tard, il est trouvé sans vie à son domicile.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs :

- revoie la planification du congé et le plan d'action utilisé pour les patients hospitalisés en santé mentale; [1]

- s'assure de mettre l'usager en contact avec le ou les professionnels qui vont assurer son suivi dans la communauté avant son congé de l'hôpital; [2]

- s'assure que lors de la signature du congé de l'hôpital, une évaluation du risque suicidaire est faite et que les informations sont transmises aux professionnels qui assureront le suivi auprès de l'usager. [3]

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleur :

- diffuse ce rapport au personnel médical de l'urgence et de la psychiatrie: [4]

- adopte une pratique prudente et diligente pour tous les patients présentant un contexte similaire et ayant reconsulté à l'urgence après leur congé de l'hôpital. [5]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-11-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-11-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-11-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-07-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323602 164010

Événement :

Le 21 novembre 2013, l'homme est arrêté à son domicile dans le cadre d'une opération policière d'envergure pour des crimes d'ordre sexuel. Lors de la perquisition, du matériel informatique est saisi et une arme à feu non fonctionnelle est découverte.

L'homme a déjà fait des tentatives de suicide dans le passé. Après sa comparution au palais de justice, il rassure sa famille et les policiers et retourne à son domicile. Pendant la soirée, un coup de feu est entendu et l'homme est trouvé sans vie.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- sensibilise les différents corps policiers québécois à l'importance d'informer l'enquêteur au dossier de la découverte d'armes à feu opérationnelles ou non chez les prévenus lors d'une perquisition dans le contexte de crime sexuel présumé, de sorte que l'enquêteur au dossier puisse, dans la mesure du possible, s'enquérir des antécédents de tentative de suicide et de l'état d'esprit des prévenus et, au besoin, procéder au retrait préventif des armes à feu. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-31, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-179988 164420

Événement :

La femme est hospitalisée au département de psychiatrie du Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles pour une tentative de suicide. Malgré les réticences et les inquiétudes de sa sœur, le médecin lui autorise un congé temporaire. Le lendemain, elle est trouvée sans vie par sa sœur.

Recommandation :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles :

- assure l'analyse des actes médicaux posés au cours des semaines précédant le 28 décembre 2013 et qu'il fasse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324990 166422

Événement :

L'homme souffre de problèmes de santé mentale. Il a été hospitalisé à quelques reprises pour des tentatives de suicide. En mars 2014, il est admis à l'Hôpital général de Montréal à la suite d'une autre tentative de suicide. La psychiatre tente de le faire prendre en charge par une clinique externe de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas, car le patient ne doit pas cesser de recevoir des soins psychiatriques, mais il n'y a aucune possibilité avant un an.

Au début du mois de juin, sa sœur le trouve sans vie, une seringue vide près de lui.

Recommandation :

Que l'Hôpital général de Montréal et l'Institut universitaire en santé mentale Douglas :

- examinent le dossier de ce patient. [1]

Organisations/personnes visées :

Hôpital général de Montréal
Institut universitaire en santé mentale Douglas

Suivi de la recommandation :

Hôpital général de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Institut universitaire en santé mentale Douglas

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-27, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-323035 165419

Événement :

Un homme est trouvé pendu à domicile en mars 2014. Après une réanimation, l'homme est hospitalisé et décède 9 jours plus tard. Un médecin constate le décès, mais omet d'aviser le coroner.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi :

- soumette le présent rapport à la Direction des services professionnels pour révision et analyse; [1]
- forme adéquatement les médecins quant à leurs obligations prévues à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, notamment sur les décès devant obligatoirement faire l'objet d'un avis au coroner. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-12-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-320750 160357

Événement :

Un détenu se suicide par pendaison dans une cellule du poste de police de Mistissini, en janvier 2013.

Recommandations :

Que le Grand Conseil des Cris :

- évalue si le poste de police de Mistissini peut bénéficier d'une évaluation de ses pratiques policières par le département de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection du ministère de la Sécurité publique du Québec et en fasse la demande s'il le juge nécessaire. [1]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- évalue l'à-propos d'intégrer au colloque annuel des directeurs de police autochtone du Québec une courte présentation portant sur les meilleures pratiques en matière de surveillance des personnes incarcérées dans les postes de police. [2]

Organisations/personnes visées :

Grand Conseil des Cris
Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Grand Conseil des Cris

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-324527 165573

Événement :

Un homme s'inflige volontairement des blessures avec un couteau, en mars 2014. Il est trouvé inanimé à l'extérieur de son véhicule et transporté à l'Hôpital Pierre-Boucher, où il décède d'un choc hémorragique.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher :

- révise les soins prodigués au patient le 31 mars 2014 afin de s'assurer de leur qualité. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Homicides

Avis/Dossier : A-315620 155601

Événement :

Un itinérant de 34 ans décède des suites d'un traumatisme par arme à feu lors d'une intervention policière, à Montréal.

Le 6 janvier 2012, à la suite d'une altercation, l'homme a blessé un policier avec un couteau à la station de métro Bonaventure. Les policiers ont poursuivi l'itinérant dans les couloirs du métro jusqu'au pied d'un escalier roulant par lequel l'homme tentait de s'enfuir. C'est à cet endroit qu'il a été atteint de deux coups de feu tirés par un des agents qui craignait que l'homme blesse d'autres personnes à sa sortie de la station.

Il appert que l'homme souffrait d'un problème de santé mentale. Il est à se demander si l'agent aurait pu concentrer son attention sur l'état mental de l'itinérant plutôt que sur la nécessité de l'expulser des lieux parce qu'il contrevenait à un règlement interdisant de flâner dans le métro.

Recommandations :

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux en collaboration avec l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- mettent en place des services psychosociaux adaptés pour que les personnes atteintes de problèmes de santé mentale ou de toxicomanie bénéficient dans la communauté du suivi et des services de l'intensité, du type correspondant à leur situation et enfin, pour que l'arrimage entre les services de première ligne et les services spécialisés fassent l'objet d'une coordination soutenue et rigoureuse; [1]

- augmentent le nombre d'équipes mobiles d'intervenants spécialisés pour soutenir les policiers et les patrouilleurs qui interviennent auprès des personnes en situation d'itinérance ou des personnes qui ont un problème de santé mentale ou de toxicomanie. [2]

Que l'École nationale de police du Québec :

- poursuive ses recherches afin de proposer, le cas échéant, de nouvelles stratégies et tactiques policières spécifiques à l'intervention auprès de personnes en situation de crise. [3]

Que le Service de police de la Ville de Montréal :

- équipe plus d'agents et de véhicules de patrouille d'armes intermédiaires comme l'arme à impulsion électrique, tout en s'assurant de politiques d'application rigoureuses ainsi que de l'obligation d'appeler une ambulance dès que la possibilité d'utiliser une arme à impulsion électrique est soulevée. [4]

Organisations/personnes visées :

Ministre de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
École nationale de police du Québec
Service de police de la Ville de Montréal

Suivi des recommandations :

<u>Ministre de la Santé et des Services sociaux</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-08, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-08, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

<u>Agence de la santé et des services sociaux de Montréal</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

<u>École nationale de police du Québec</u>

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Service de police de la Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-10-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-05-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-05-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Causes naturelles

Décès naturels

Avis/Dossier : A-315916 155055

Événement :

Un bébé de 2 mois décède d'un choc septique à la Cité-de-la-Santé de Laval.

La mère amène son bébé à l'urgence de l'Hôpital de Montréal pour enfants, car il est fiévreux et présente des vomissements. Plusieurs examens sont faits, mais il n'est pas clair dans le dossier médical que le médecin a été informé des résultats. Le bébé reçoit son congé.

Quelques heures plus tard, l'état de l'enfant se détériore. Il est transporté par ambulance à la Cité-de-la-Santé de Laval où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital de Montréal pour enfants :

- révise et analyse ce dossier avec ses membres et/ou le Service de gestion des risques, notamment sur la question de la communication des résultats de laboratoire et sur les critères à appliquer pour donner un congé ou pas et sur toute autre question soulevée par le présent cas. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital de Montréal pour enfants

Suivi de la recommandation :

Hôpital de Montréal pour enfants

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181593 162606

Événement :

Une femme de 66 ans décède d'une insuffisance myocardique à son domicile.

La femme avait des problèmes de santé mentale. Elle recevait de l'aide d'un organisme communautaire. Un bénévole s'est présenté à son domicile ainsi que le livreur d'une pharmacie. Ils n'ont eu aucune réponse à la porte. Ils ont avisé leur employeur respectif, mais aucun suivi n'a été fait.

La femme est trouvée en état de putréfaction par les policiers venus vérifier à la suite de l'appel d'un voisin inquiet d'être sans nouvelles.

Recommandation :

Que l'Éveil Brome-Missisquoi, la Pharmacie Jean Coutu et le Centre médical de Cowansville :

- établissent une procédure pour assurer le suivi d'un bénéficiaire vulnérable lors de l'absence de réponse. [1]

Organisations/personnes visées :

L'Éveil Brome-Missisquoi
Pharmacie Jean Coutu
Centre médical de Cowansville

Suivi de la recommandation :

L'Éveil Brome-Missisquoi

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Pharmacie Jean Coutu

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre médical de Cowansville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-316022 157418

Événement :

Un homme de 55 ans décède de causes naturelles indéterminées à son domicile.

L'homme est trouvé sans vie par la propriétaire du logement. Les ambulanciers refusent de prendre charge du corps, mais pour le policier enquêteur ce n'est pas une mort évidente et l'homme doit être transporté à l'hôpital.

Après tergiversations, l'homme est conduit à l'hôpital où son décès est constaté.

Recommandation :

Que le service préhospitalier de l'Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides :

- révise avec le service d'ambulance Crevier et la Sûreté du Québec de la MRC des Pays-d'en-Haut les critères de mort évidente selon le Règlement, et s'assure que le personnel comprend bien les critères de mort évidente et le rôle de chacun dans la décision de demander un transport par ambulance ou pas. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-17, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Cambi Services ambulanciers

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sûreté du Québec MRC des-Pays-d'en-Haut

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-01-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181543 160477

Événement :

Une femme de 45 ans décède d'un choc septique secondaire à une bronchopneumonie bactérienne à son domicile.

Le 25 janvier, la femme consulte dans une clinique médicale pour de la toux et des courbatures. Le médecin diagnostique une grippe et lui prescrit de la médication. Le 29, elle se présente à l'urgence de l'hôpital, car elle a noté la présence de sang dans ses expectorations. L'urgentologue lui fait passer divers examens. Les résultats sont compatibles avec une pneumonie. Il lui prescrit des antibiotiques et lui donne son congé.

Trois jours plus tard, elle est trouvée sans vie à son domicile par son mari.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre de santé et de services sociaux du Suroît :

- porte ce dossier à l'attention du conseil des médecins, dentistes et pharmacies de l'établissement afin qu'il assure l'analyse des actes posés le 29 janvier 2013 et qu'il fasse, s'il y a lieu, les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Suroît

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Suroît

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-27, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181281 159434

Événement :

Une femme de 87 ans décède d'une pneumonie à l'Hôpital Pierre-Boucher.

La femme demeurait dans une résidence de type intermédiaire. Elle avait été hospitalisée pendant trois semaines pour une pneumonie. À sa sortie de l'hôpital, le médecin recommandait un suivi médical.

Le 23 août, la femme retourne à la résidence. Son état se détériore graduellement, mais le médecin n'en est pas avisé. Le soir du 22 septembre, elle présente des difficultés respiratoires. Elle est transportée par ambulance à l'hôpital où elle décède quelques jours plus tard.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher :

- examine les actes médicaux et infirmiers posés entre le 23 août et le 22 septembre 2012 et qu'il fasse, s'il y a lieu, toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-320812 161324

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'un infarctus du myocarde probable, à Saint-Nazaire-d'Acton.

Au mois de mai 2012, l'homme consulte à l'Unité de médecine familiale Richelieu-Yamaska pour des serrements au niveau de la région épigastrique. Le médecin résident diagnostique de l'angine et une épreuve d'effort sur le tapis roulant est demandée. L'homme passe l'examen et le résultat est cliniquement négatif.

Quelques mois plus tard, l'homme consulte de nouveau pour les mêmes symptômes. Le nouveau médecin résident se réfère au résultat négatif obtenu lors de l'épreuve d'effort antérieure. Cliniquement les douleurs thoraciques ne sont pas retenues.

Au début avril 2013, l'homme est trouvé sans vie à son domicile.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska :

- tienne une séance de formation à l'Unité de médecine familiale Richelieu-Yamaska afin de revoir ce décès en insistant sur l'algorithme d'investigation de la douleur

thoracique, la valeur prédictive de l'épreuve d'effort et ses limites de même que sur l'interprétation des données figurant au rapport; [1]

- s'assure que le comité de mortalité du Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska revoie ce dossier et qu'au besoin des mesures soient apportées au protocole d'investigation de la douleur thoracique à l'épreuve. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-05-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-318708 159734

Événement :

Une femme de 54 ans décède d'une pneumonie sévère au centre d'hébergement et de soins de longue durée Le Centre Le cardinal, à Montréal.

La femme est trouvée sans vie dans sa chambre lors de la visite de l'infirmière. Le niveau d'intervention médical de la résidente était un niveau maximal tant au point de vue diagnostique qu'au point de vue thérapeutique avec réanimation cardiorespiratoire. Malgré le plan établi, le personnel n'a procédé à aucune manœuvre de réanimation.

Recommandation :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Centre Le Cardinal :

- procède à la révision des plans d'intervention et niveaux thérapeutiques de ses pensionnaires afin de déterminer si certains devraient faire l'objet d'une mise à jour. [1]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Le Cardinal

Suivi de la recommandation :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Le Cardinal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321377 161556

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë, à Sainte-Sophie.

À la fin de sa journée de travail, l'homme est passager d'un camion de déménagement lorsqu'il a un malaise. Ses collègues le sortent du camion, appellent les secours et commencent les manœuvres de réanimation. Les ambulanciers arrivent à 16 h 3, installent le défibrillateur. Le choc est conseillé, mais l'appareil ne fonctionne pas. À 16 h 7, ils demandent l'aide d'une autre ambulance ainsi que des policiers, car ils croient que ceux-ci ont un défibrillateur dans leur véhicule. À 16 h 8, les ambulanciers changent la batterie du défibrillateur, mais l'appareil ne fonctionne toujours pas. Les policiers arrivent à 16 h 11. Cependant, leur véhicule n'est pas équipé de défibrillateur. L'homme est transporté à l'hôpital où son décès est constaté.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec :

- parachève son programme d'implantation de défibrillateurs cardiaques dans ses voitures de patrouille dans un délai raisonnable. [1]

Que le directeur médical des services préhospitaliers d'urgence du ministère de la Santé et des Services sociaux :

- élabore un protocole pour indiquer la marche à suivre en cas de non-fonctionnement d'un défibrillateur; [2]

- vérifie auprès du fournisseur des défibrillateurs de la possibilité de faire fonctionner l'appareil en mode manuel en cas de non-fonctionnement en mode automatique. [3]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-05-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-05-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-319316 159116

Événement :

Une femme de 79 ans décède d'une insuffisance multisystémique au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Le Cardinal.

La femme présente de lourds antécédents médicaux. En avril 2012, son état se détériore. Elle est très faible et somnolente. Elle est à risque d'escarres et des mesures de protection sont mises en place. Malgré cela, des phylctènes apparaissent aux hanches et aux membres inférieurs. Vers la mi-septembre, une plaie au siège inquiète le médecin et il demande le transfert à l'Hôpital Pierre-Le Gardeur. Le chirurgien appelé en consultation note que la plaie est mal soignée et que la patiente doit être lavée. Aucun traitement supplémentaire n'est indiqué et la patiente est transférée à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont où elle est réévaluée. Les antibiotiques intraveineux sont maintenus et la patiente reçoit son congé deux jours plus tard. Aucune ordonnance ou plan de traitement précis n'est transmis au CHSLD.

Le 20 septembre, la patiente obtient un nouveau matelas thérapeutique et les changements de position sont toujours prescrits aux deux heures. Le pronostic est sombre et il est décidé de commencer les soins palliatifs. Elle décède le 14 octobre.

Recommandations :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Le Cardinal :

- mette en place pour tous les patients à risque ou avec escarres une feuille d'enregistrement des positions; [1]
- exige des infirmières et préposés de confirmer par écrit qu'ils ont tourné leur patient selon l'horaire prédéterminé. [2]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Le Cardinal

Suivi des recommandations :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Le Cardinal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-08-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322861 163881

Événement :

Une femme de 65 ans décède d'une insuffisance myocardique probable à l'Institut Masada de Montréal.

La femme avait reçu un diagnostic de lymphome quelques années auparavant. Elle était aux soins palliatifs depuis environ six mois. Le 14 novembre, un préposé réalise que la patiente ne répond pas, mais qu'elle semble respirer. On tente de joindre le médecin de garde et on appelle le 9-1-1. Aucune manoeuvre de réanimation n'est amorcée.

Le coroner souligne qu'il y avait peu de notes au dossier médical quant au suivi à donner à la patiente.

Recommandations :

Que la Direction des ressources intermédiaires en psychogériatrie de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas :

- s'assure que les dossiers de ses patients sont mis à jour régulièrement. [1]

Que l'Institut Masada :

- exerce un meilleur suivi des dossiers de ses patients et s'assure que les lignes de communication sont claires avec son personnel. [2]

Organisations/personnes visées :

Institut universitaire en santé mentale Douglas
Institut Masada

Suivi des recommandations :

Institut universitaire en santé mentale Douglas

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Institut Masada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-319487 159907

Événement :

Une femme de 92 ans décède d'une septicémie dans une maison de soins palliatifs à Saint-Eustache.

La femme était hébergée à la Résidence Grande Côte. Elle était suivie par le Centre local de services communautaires (CLSC) Jean-Olivier Chénier. En juillet 2011, on observe une plaie inter-fessière. Le CLSC est interpellé. En novembre 2012, la résidente est admise à l'Hôpital de Saint-Eustache pour une plaie de siège infectée. Elle reçoit des soins de confort, mais on ne lui administre pas d'antibiotiques. Le pronostic étant sombre, elle est transférée dans une maison de soins palliatifs où elle y décède le même jour.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux du Lac-des-Deux-Montagnes :

- fasse en sorte que les directions des services impliqués révisent ce dossier afin de s'assurer que les services de résidence, de soins infirmiers et médicaux fournis n'ont pas besoin d'être améliorés ou modifiés. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Lac-des-Deux-Montagnes

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Lac-des-Deux-Montagnes

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321290 162213

Événement :

Une femme de 92 ans décède d'une défaillance cardiaque dans un contexte d'infection à la bactérie Clostridium difficile au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Manoir de l'Ouest-de-l'Île.

La femme présentait de lourds antécédents médicaux. Elle recevait des soins de niveau avec réanimation cardiorespiratoire. Quelques minutes avant le décès, la femme mentionne à une préposée qu'elle est étourdie et elle s'évanouit. Elle reprend connaissance, mais ses signes vitaux sont perturbés. Un appel est fait au 9-1-1 pour un transport à l'hôpital. À son retour au chevet de la patiente, l'infirmière auxiliaire constate que la femme ne respire plus et n'a plus de pouls. Elle rappelle le 9-1-1 en expliquant le changement d'état de la résidente. Le répondant d'Urgences-santé a alors suggéré d'envoyer un médecin pour rédiger un constat de décès plutôt qu'une ambulance, ce que l'intervenante a accepté.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île :

- voie au suivi des recommandations formulées dans son rapport produit en décembre 2013 afin d'assurer aux résidents du CHSLD Manoir de l'Ouest-de-l'Île une meilleure qualité de soins. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181568 161890

Événement :

Un homme de 78 ans décède d'un cancer du côlon sténosant métastasique et d'une obstruction intestinale basse.

L'homme consulte les 9 et 10 juin à l'urgence de l'Hôpital général du Lakeshore pour des problèmes de constipation et un ballonnement abdominal. Les radiographies abdominales montrent une distension importante du côlon. Le médecin prescrit un lavement savonneux, mais celui-ci n'est pas efficace. Il remet au patient une médication pour une préparation intestinale et lui donne son congé. Aucun suivi n'est prévu.

Le lendemain matin, l'homme fait un arrêt cardiorespiratoire à son domicile. Il est transporté par ambulance à l'Hôpital du Suroît où son décès est constaté.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital général du Lakeshore :

- soumette le rapport au comité des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement afin qu'il assure l'analyse des actes médicaux posés les 9 et 10 juin 2013 et fasse, s'il y a lieu, toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322885 164436

Événement :

Un homme de 25 ans décède d'embolies pulmonaires multiples à l'Hôpital Charles-LeMoyne.

L'homme est transporté par ambulance en arrêt cardiorespiratoire. Il est maintenu en vie plusieurs heures et présentera un œdème cérébral important. Son décès est constaté le même jour.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles LeMoyne:

- revoie le dossier dans le contexte des soins de réanimation donnés au patient, l'autopsie ayant révélé des embolies pulmonaires multiples. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Champlain - Charles-LeMoyne

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Champlain - Charles-LeMoyne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321266 161695

Événement :

Un homme de 73 ans décède d'une défaillance hépatique à l'Hôpital général du Lakeshore, à Pointe-Claire.

L'homme est hospitalisé à l'Hôpital général juif pour une douleur au dos. Le médecin note une jaunisse et le patient est transféré à l'Hôpital général du Lakeshore. Son état est stable et un code de priorité 3 (prise en charge urgente) lui est attribué. Environ une heure plus tard, le médecin vient examiner le patient et le trouve sans vie.

Il appert que le délai d'évaluation et de la prise en charge médicale, selon le niveau de priorité, n'a pas été respecté. De plus, les renseignements médicaux provenant du premier hôpital sont manquants.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île :

- mène à terme et maintienne son projet de plan de formation pour son personnel infirmier du service des urgences. [1]

Que l'Hôpital général juif :

- procède avec les responsables de la gestion des risques du CSSS de l'Ouest-de-l'Île à la révision du processus de transfert d'un patient; [2]

- s'assure de mettre en place les procédures ou protocoles nécessaires à la transmission de toute information pertinente (évolution clinique, administration de narcotiques, suivi clinique, etc.) lors du transfert d'un patient dans une autre institution. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île
Hôpital général Juif

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Hôpital général Juif

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-01-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-01-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181565 161647

Événement :

Un homme de 83 ans décède d'un collapsus cardiovasculaire secondaire à une ischémie entérocolique étendue à l'Hôpital Barrie Memorial.

Le 29 avril, l'homme est hospitalisé pour une évaluation gériatrique. Le 6 mai, il se plaint de douleurs abdominales. Il reçoit un narcotique qui le soulage. Quelques jours plus tard, il présente de la fièvre. Le médecin note un abdomen non tendu et de la fièvre d'origine indéterminée. La radiographie pulmonaire ne révèle rien d'évident. Aucune imagerie abdominale n'est faite ni aucune consultation à l'urgence n'est demandée. Quelques heures plus tard, le patient devient inconscient et son décès est constaté.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital Barrie Memorial :

- soumette ce rapport au conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement afin qu'il analyse les actes posés et fasse, s'il y a lieu, toutes les recommandations qu'il juge utiles en vue d'améliorer la qualité des soins en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Barrie Memorial

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322100 162391

Événement :

Un homme de 67 ans décède d'une néoplasie du larynx au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) René-Lavoie de Disraéli.

Le 29 juin 2013, l'homme est admis au CHSLD pour des soins de confort en raison de la gravité de sa maladie et du sombre pronostic de survie. Le 11 juillet, il arrache la sonnette d'appel. Deux infirmières se présentent à sa chambre et elles le trouvent inconscient, la canule retirée. Son décès est constaté quelques minutes plus tard.

Ce cas était très lourd pour un CHSLD. Selon le coroner, le CHSLD n'était pas l'endroit approprié pour recevoir ce patient, car le personnel n'avait pas nécessairement les habiletés requises pour traiter ce type de cas. Il appert que l'évaluation de l'équipe interdisciplinaire a sous-estimé les besoins de ce patient et surestimé la capacité du personnel soignant.

Recommandations :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée René-Lavoie :

- finalise la mise en place des recommandations du rapport d'analyse de l'événement du 11 juillet 2013. [1]

Que le Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford :

- revoie la façon d'évaluer l'admission d'un patient présentant d'importantes limites pour s'assurer que le personnel où on veut le diriger possède les connaissances et les capacités d'apporter tous les soins requis pour son état. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée René-Lavoie
Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford

Suivi des recommandations :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée René-Lavoie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-01-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-01-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-05-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-05-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181904 164861

Événement :

Un homme de 59 ans décède d'une insuffisance respiratoire aiguë au Centre hospitalier Universitaire de Québec- pavillon CHUL.

L'homme est dans son auto avec un ami et il ressent un malaise. Les secours sont demandés. Aucune ambulance n'est disponible pour le secteur et une ambulance d'une autre région est affectée à l'appel. De plus, un malentendu administratif fait en sorte que l'homme n'est pas conduit au bon hôpital. Le service de l'urgence n'est pas informé de l'arrivée de l'homme qui est en arrêt cardiorespiratoire. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- examine les problèmes de communication entourant le transport ambulancier de l'homme et voie à ce que les correctifs requis soient appliqués; [1]

- s'assure que la couverture ambulancière est bien proportionnée au volume d'appels reçus, et ce, dans toutes les zones de son territoire. [2]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-05-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-179640 159709

Événement :

Une femme de 88 ans décède d'un hémopéricarde, à Trois-Rivières.

La veille de son décès, la femme a consulté à l'Hôpital de Trois-Rivières à la suite d'une chute. Elle reçoit son congé le jour même. Le lendemain, elle est trouvée sans vie.

Selon le rapport d'autopsie, la femme a fait un infarctus aigu qui était présent lors de sa consultation à l'hôpital.

Recommandation :

Que le directeur des Services professionnels du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :

- revoie le dossier médical de la patiente afin de s'assurer que le suivi médical donné lors de sa visite a été adéquat et, s'il y a lieu, prenne les mesures nécessaires afin que la situation ne se répète pas. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180230 157456

Événement :

Un homme de 73 ans décède de cause multifactorielle à son domicile, à Laval.

Le 5 mai 2012, l'homme subit plusieurs pontages à l'Hôpital général juif de Montréal. Le 20 mai, son taux d'hémoglobine descend et il présente un épisode transitoire de défibrillation auriculaire. Le 2 juin, le patient reçoit son congé. À son domicile, il fait un arrêt cardiorespiratoire. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Le coroner se demande si un prolongement de l'hospitalisation aurait été préférable dans ce contexte.

Recommandation :

Que le comité de l'évaluation médicale, dentaire et pharmaceutique de l'Hôpital général juif :

- procède à l'étude du dossier du patient. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital général Juif

Suivi de la recommandation :

Hôpital général Juif

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-01-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321746 165053

Événement :

Une femme de 80 ans décède d'une insuffisance respiratoire au Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Lambert-sur-le-Golf.

La femme est admise au centre pour différents problèmes de santé. À son arrivée, elle est évaluée et un risque élevé de chute est noté. Il est convenu d'utiliser des mesures de contention. Quelques jours avant son décès, la résidente fait une chute de son fauteuil roulant. La ceinture pelvienne de son fauteuil est détachée, bien qu'elle doive toujours la porter. Elle éprouve de la douleur, et des soins de confort lui sont administrés. Le 14 février 2014, son décès est constaté.

Recommandation :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Lambert-sur-le-Golf :

- prenne les mesures nécessaires pour que les moyens de contention prescrits pour chacun des bénéficiaires soient connus de l'ensemble du personnel concerné et mis en application en tout temps. [1]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Lambert sur-le-Golf

Suivi de la recommandation :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Lambert sur-le-Golf

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-05-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181660 164444

Événement :

Une femme de 63 ans décède d'une maladie pulmonaire obstructive chronique aux Habitations Normand-Bergeron, à Lachine.

La femme habite seule dans son appartement. Chaque matin, un employé téléphone pour vérifier son état de santé. Pendant la période des fêtes, il n'y a pas eu d'appel. Le 30 décembre 2013, un travailleur social se présente au domicile de la résidente et n'obtient pas de réponse. Il tente de joindre les responsables, mais le bureau est fermé. Quelques jours plus tard, la femme est trouvée sans vie.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle et les Les Habitations Normand Bergeron :

- s'assurent que les coordonnées des personnes responsables en cas d'urgence sont accessibles en tout temps; [1]

- maintiennent l'appel de vérification quotidienne les jours fériés; [2]

- élaborent une procédure sur les mesures à prendre lorsqu'un bénéficiaire ne répond pas à la porte. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle
Les Habitations Normand Bergeron

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-01-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-01-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-01-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Les Habitations Normand Bergeron

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180128 159792

Événement :

Une femme de 77 ans décède d'une insuffisance cardiaque à l'Hôpital du Haut-Richelieu.

La femme est admise en observation à l'hôpital pour une toux. La patiente se rend aux toilettes. Dix minutes plus tard, un membre du personnel cogne à la porte et il n'obtient pas de réponse. Il déverrouille la porte. Cette dernière ne s'ouvre pas, puisque le corps de la patiente bloque l'accès. Une préposée de petite taille s'introduit à l'intérieur. Malgré les manœuvres de réanimation, le décès est constaté.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assure que les salles de toilette mises à la disposition des usagers sont sécuritaires et que l'accès à ces lieux est adéquat, lorsqu'un bénéficiaire requiert une assistance. Les portes d'accès devraient s'ouvrir vers l'extérieur dans la mesure où cela demeure sécuritaire. En aucun moment, une porte ne devrait s'ouvrir vers l'intérieur face à une toilette. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-181819 165131

Événement :

Une femme de 56 ans décède d'une pneumonie à la Résidence Lefebvre, à Saint-Clet.

La femme présente de la toux et de la fièvre. La responsable communique avec le médecin traitant qui, sans examiner la résidente, prescrit des antibiotiques. Quelques jours plus tard, la femme est amorphe et le médecin se présente à son chevet. Il n'y a pas de prise des signes vitaux et aucun suivi n'est organisé. L'état de la femme se détériore et elle est trouvée sans vie dans son lit.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins médicaux prodigués à la résidente en février 2014. [1]

Que les Services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort, la Résidence Lefebvre et le Groupe de médecine familiale Vaudreuil-Soulanges/Centre local des services communautaires Saint-Polycarpe :

- établissent une procédure de communication multidisciplinaire afin d'assurer un suivi de qualité. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Services de réadaptation du Sud-ouest et du Renfort
Résidence Lefebvre
Groupe de médecine familiale Vaudreuil-Soulanges/Centre local des services communautaires Saint-Polycarpe

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Services de réadaptation du Sud-ouest et du Renfort

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Résidence Lefebvre

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Groupe de médecine familiale Vaudreuil-Soulanges/Centre local des services communautaires Saint-Polycarpe

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-179639 159235

Événement :

Un homme de 74 ans décède d'une insuffisance cardiaque terminale à l'Hôpital de Trois-Rivières.

Quelques jours avant son décès, l'homme consulte à l'hôpital pour une douleur à l'hypocondre droit. Il reçoit son congé après l'investigation. Le 21 octobre 2012, l'homme est trouvé inanimé. Il est transporté à l'hôpital où, malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Recommandations :

Que le directeur du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :

- revoie le dossier du patient lors de sa récente consultation à l'urgence pour douleur à l'hypocondre droit; [1]
- s'assure que les règles de l'art ont été respectées concernant l'investigation et le traitement et, s'il y a lieu, apporte les améliorations nécessaires. [2]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-03, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-03, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-322854 163860

Événement :

Un homme de 73 ans décède d'une arythmie cardiaque à son domicile.

L'homme souffre de plusieurs problèmes de santé. Il a consulté à l'hôpital pour des étourdissements et de la faiblesse. La pression artérielle de l'homme est basse et on attribue la cause à un changement dans sa médication. Une consultation en cardiologie ne suggère pas une ischémie cardiaque. Le patient reçoit son congé. Deux jours plus tard, il est trouvé sans vie à son domicile.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels de l'Hôpital général juif :

- revoie le dossier du patient dans l'esprit d'un contrôle de qualité du geste médical. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital général Juif

Suivi de la recommandation :

Hôpital général Juif

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-06-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-177225 159985

Événement :

L'homme souffre de douleurs abdominales et il présente une jaunisse. Il est transporté en ambulance à l'Hôpital de La Tuque. Un diagnostic présomptif d'une hépatite ou cholangite est fait. L'état du patient nécessite un transfert au Centre hospitalier régional de Trois-Rivières. À son arrivée, il est évalué par le médecin et reçoit de la morphine. Quelques heures plus tard, son état se détériore. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Depuis mai 2011, il existe un document encadrant la surveillance clinique lors de l'administration de narcotique au Centre hospitalier régional de Trois-Rivières. Il semble que la surveillance appropriée n'a pas été respectée.

Recommandations :

Que la Direction des soins infirmiers du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :

- évalue le présent dossier et s'assure de la connaissance et du respect des normes encadrant la surveillance lors de l'administration d'opiacés. [1]

Que le Comité de l'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :

- révise la conduite médicale dans le cas présent. [2]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-03, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-07-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-176668 159976

Événement :

Le 11 décembre 2012, l'homme consulte à l'urgence de l'Hôpital de Hull pour des vomissements de sang et des douleurs abdominales. Il présente de l'anémie. Il est gardé en observation pour subir des procédures endoscopiques le lendemain. Un diagnostic d'oesophagite sévère est posé et il reçoit son congé en fin d'après-midi.

Le lendemain, l'homme ne se sent pas bien. Au matin du 14 décembre, il présente une détresse respiratoire et s'affaisse devant ses parents. Il est transporté par ambulance à l'hôpital où son décès est constaté.

Recommandation :

Que le directeur général du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoie le dossier afin de s'assurer que les règles de l'art ont été respectées dans le suivi de ce patient en décembre 2012. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-07-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178880 162170

Événement :

Le 7 mai, la femme est amenée à l'urgence de l'Hôpital de Gatineau à la suite d'une perte de connaissance prolongée. Le médecin diagnostique un choc septique, mais aucun foyer infectieux n'est identifié. Des médicaments pour traiter le choc lui sont administrés et des antibiotiques à large spectre sont débutés. En début de nuit, elle est transférée à l'Hôpital

de Hull pour une ponction péricardique. La patiente est stable durant la procédure. L'évolution est favorable et elle reçoit son congé.

Le 19 juin, elle est revue en cardiologie en externe. On note qu'elle est essoufflée, mais stable. Le lendemain, elle s'effondre dans un stationnement. Son décès est constaté à l'hôpital.

Le 10 juin, la patiente avait fait une scintigraphie de perfusion myocardique qui démontrait des anomalies. Il semble que le rapport n'était pas disponible pour le cardiologue lors de la visite du 19 juin.

Recommandation :

Que le service de cardiologie du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau - Hôpital de Hull:

- révise ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-11-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324500 165066

Événement :

L'homme s'effondre au sol alors qu'il quitte la salle à manger. Une infirmière auxiliaire effectue des compressions dans le bas du thorax ou sur le haut de l'abdomen, puis continue au niveau de la région épigastrique pour dégager les voies respiratoires d'un corps étranger. Les manœuvres sont cessées, car l'homme est en arrêt cardiorespiratoire et aucune manœuvre n'est indiquée en raison de sa condition médicale. Son décès est constaté par un médecin.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher :

- s'assure que le personnel du CHSLD Jeanne-Crevier sait qu'il est recommandé d'effectuer des compressions thoraciques plutôt qu'abdominales chez la personne adulte inconsciente ayant un corps étranger dans les voies respiratoires; [1]

- prenne les mesures qu'il juge adéquates afin que son personnel sache comment intervenir auprès d'une personne adulte inconsciente ayant un corps étranger dans les voies respiratoires. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-09-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :

A-168752	166634
A-179458	166635
A-179456	166639
A-179460	166640
A-179461	166812
A-179455	166813
A-179453	166814
A-179454	166817
A-179457	166816
A-179462	166818
A-178023	167959
A-168753	168033
A-178021	168034
A-179459	166815

Événement :

Quatorze personnes âgées décèdent en 2014 dans le contexte d'une éclosion de syndrome d'allure grippale, au Centre d'hébergement L'Accueil Bon-Conseil de Notre-Dame-du-Bon-Conseil et au Centre d'hébergement Marguerite d'Youville de Drummondville.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux Drummond et son équipe de prévention des infections oeuvrant en centre d'hébergemement et de soins de longue durée :

- s'assurent que le Protocole de prévention et de contrôle de l'Influenza et son document de référence (résumé) sont continuellement maintenus à jour, notamment en ce qui concerne les soins de longue durée; [1]

- identifient une ressource compétente responsable de la transmission de l'information contenue dans ces documents ainsi que de l'application de ses recommandations auprès de chacune des unités de soins de longue durée, notamment en matière de prévention des infections; [2]

- s'assurent lorsqu'une éclosion est soupçonnée dans une des unités de soins, que le milieu concerné demande et reçoive aussitôt tout le support nécessaire à la prise de décisions éclairées, tant au début que pendant l'éclosion, si celle-ci se confirme; [3]

- s'assurent que les analyses de laboratoire jugées pertinentes pour confirmer une éclosion soupçonnée sont réalisées dans les meilleurs délais et les résultats transmis, aussitôt que connus au milieu concerné. [4]

Quie la Direction de santé publique de la Mauricie et Centre-du-Québec :

- accentue les activités qui permettent de soutenir les établissements comme les CHSLD du CSSS de Drummondville, notamment quant à la vaccination, l'information des souches virales circulantes, l'ampleur de l'activité grippale dans la région, l'information sur les mesures de prévention contenues dans des documents complémentaires, conseille l'établissement advenant une éclosion, donne des orientations sur l'utilisation des antiviraux, et tout autre moyen à leur disposition. [5]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux Drummond
Direction de santé publique de la Mauricie et Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-01-20, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2015-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Direction de santé publique de la Mauricie et Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2014-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-324715 167000

Événement :

Un homme de 48 ans subit une chirurgie digestive au Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville, en mai 2014. Il ne reçoit pas d'héparine et décède d'une embolie pulmonaire, près de trois mois plus tard.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville :

- révise ses procédures de gestion et de prescription de médicaments et s'assure que ce protocole est conforme aux normes en vigueur. [1]

Que Agrément Canada :

- prenne connaissance de ce dossier. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville
Agrément Canada

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agrément Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-12-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Causes indéterminées

Décès de nature indéterminée

Avis/Dossier : A-318597 164986

Événement :

Une femme de 77 ans décède de complications d'une fracture de la hanche au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), à Cowansville.

La femme présentait, entre autres, des troubles cognitifs sévères et un risque de chute. Il semble qu'un événement ayant occasionné une fracture de la hanche n'a pas été documenté au dossier de la résidente ni communiqué au médecin traitant.

Il appert qu'il y avait des déficiences importantes dans la communication entre infirmières et médecins au CHSLD.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux La Pommeraie :

- révise les soins fournis à la résidente avant son décès en prêtant une attention particulière aux communications interprofessionnelles; [1]

- s'assure qu'il n'y a pas de problème de communication interprofessionnelle en CHSLD centre d'accueil Cowansville et apporte les changements qui s'imposent. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux La Pommeraie

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux La Pommeraie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-08-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-08-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174885 155449

Événement :

Un homme de 57 ans décède de cause indéterminée à proximité de son domicile, à Lefebvre.

L'homme souffrait d'alcoolisme et il était un ancien toxicomane. Il a consulté à l'hôpital pour des douleurs au cou et il a reçu une ordonnance pour des médicaments, dont de la morphine. Quelques jours plus tard, l'homme est porté disparu. Les policiers effectuent des recherches à proximité de son domicile, mais aucun indice sérieux n'est trouvé. Quatre jours plus tard, l'homme est trouvé sans vie derrière le garage par une amie.

Il appert qu'un représentant des membres de l'Unité d'urgence de la Sûreté du Québec qui ont effectué les recherches est catégorique : le corps n'était pas à l'endroit de sa découverte lorsque l'équipe a quitté les lieux.

Recommandations :

Que la direction des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux Drummond :

- vérifie si les soins médicaux prodigués à l'homme lors de sa visite à l'urgence de l'Hôpital Sainte-Croix ont été adéquats, particulièrement quant à l'ordonnance d'opioïdes pour un torticolis chez un homme alcoolique et ancien toxicomane. [1]

Que l'Unité d'urgence de la Sûreté du Québec :

- vérifie si l'évaluation du risque d'atteinte grave à la santé et à l'intégrité physique du disparu a été complétée selon les règles de l'art; [2]

- évalue si les mesures déployées pour retrouver le disparu ont été adéquates (intensité des recherches, territoire couvert, ressources utilisées). [3]

Que la Sûreté du Québec MRC de Drummond et la Sûreté du Québec, district Mauricie—Centre-du-Québec :

- vérifient si le processus d'enquête policière a été complété selon les règles de l'art, en portant une attention particulière sur l'identification des témoins et le recoupement de l'information. [4]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux Drummond
Sûreté du Québec
Sûreté du Québec MRC de Drummond
Sûreté du Québec, district Mauricie—Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-11-28, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-11-28, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sûreté du Québec MRC de Drummond

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-07-18, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sûreté du Québec, district Mauricie—Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2015-03-17, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-04-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2014-04-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2014-04-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2014-04-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-319165 160485

Événement :

Un bébé de trois mois décède de cause indéterminée à son domicile, à Sainte-Agathe-des-Monts.

Le 2 février 2013, l'enfant est trouvé sans signe de vie dans sa bassinette. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté à l'hôpital.

Plusieurs facteurs ont contribué au décès, entre autres la fragilité du nourrisson en raison de sa prématurité, le fait de le coucher sur le ventre dans un lit encombré d'objets et le tabagisme près de l'enfant qui diminuait considérablement l'oxygénation du logis.

Le 25 janvier 2013, un signalement à la Direction de la protection de la jeunesse a été effectué par le personnel de l'hôpital à la suite d'une courte hospitalisation du poupon. Il appert qu'aucun suivi n'a été fait par la Direction de la protection de la jeunesse avant le décès de l'enfant.

Recommandation :

Que la Direction de la protection de la jeunesse des Laurentides :

- revoie toutes les procédures administratives relatives aux délais de traitement des signalements, notamment pour les jeunes enfants, forme mieux le personnel recevant les signalements de façon à assurer un suivi sans délai des cas prioritaires, et consigne toutes les informations et démarches réalisées par le personnel au dossier informatique et physique de l'enfant. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de la protection de la jeunesse des Laurentides

Suivi de la recommandation :

Direction de la protection de la jeunesse des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-10-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2014-09-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.